





N^o. 9813

BIOGRAPHIES

VENDEENNES

PAR

C. MERLAND

Tome I

— III
out 9 V



NANTES

VINCENT FOREST ET EMILE GRIMAUD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, 4, PLACE DU COMMERCE

NIORT

E. FORGET

47, RUE DES HALLES

PARIS

Jules GERVAIS

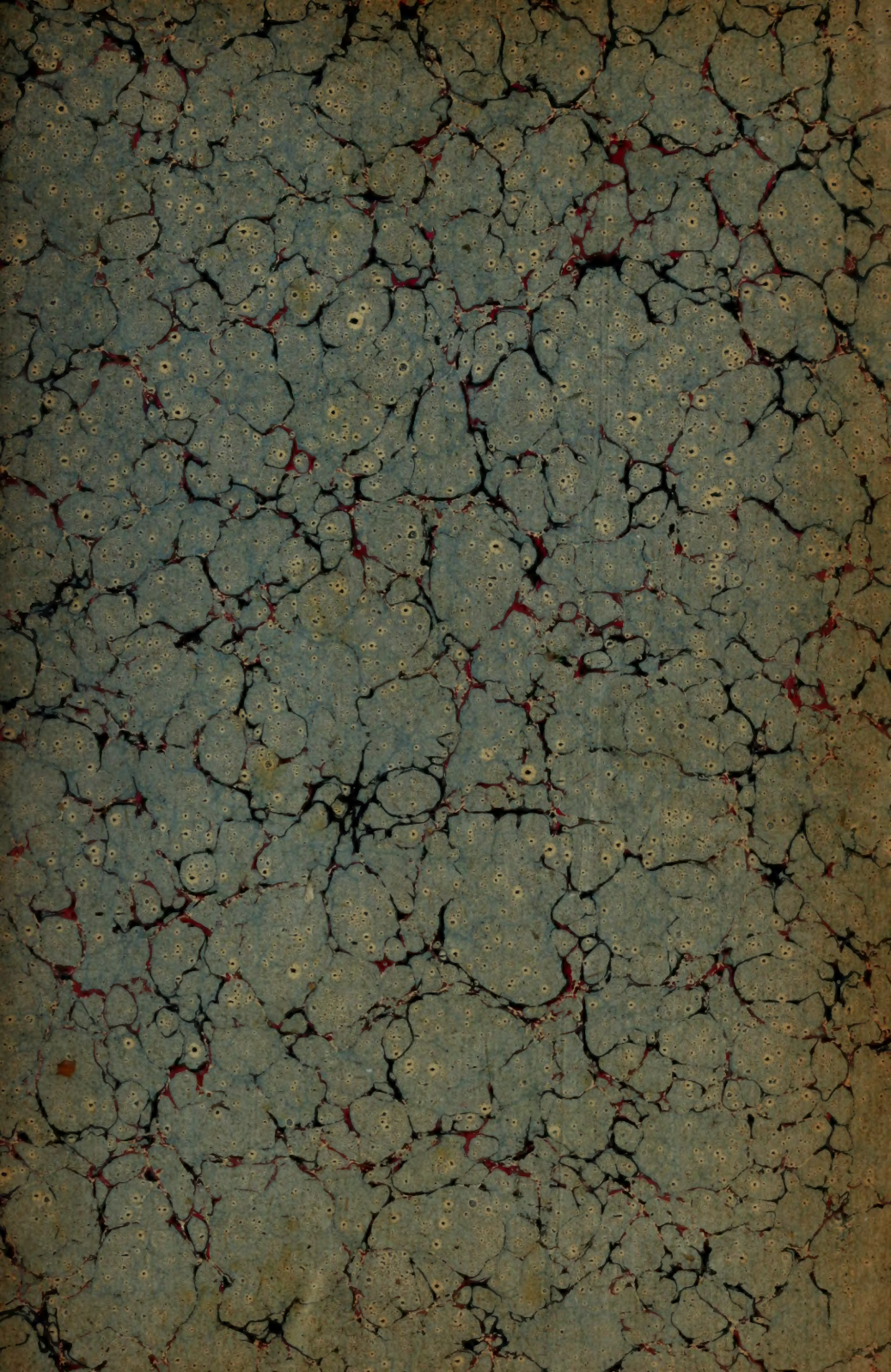
29, RUE DE TOURNON

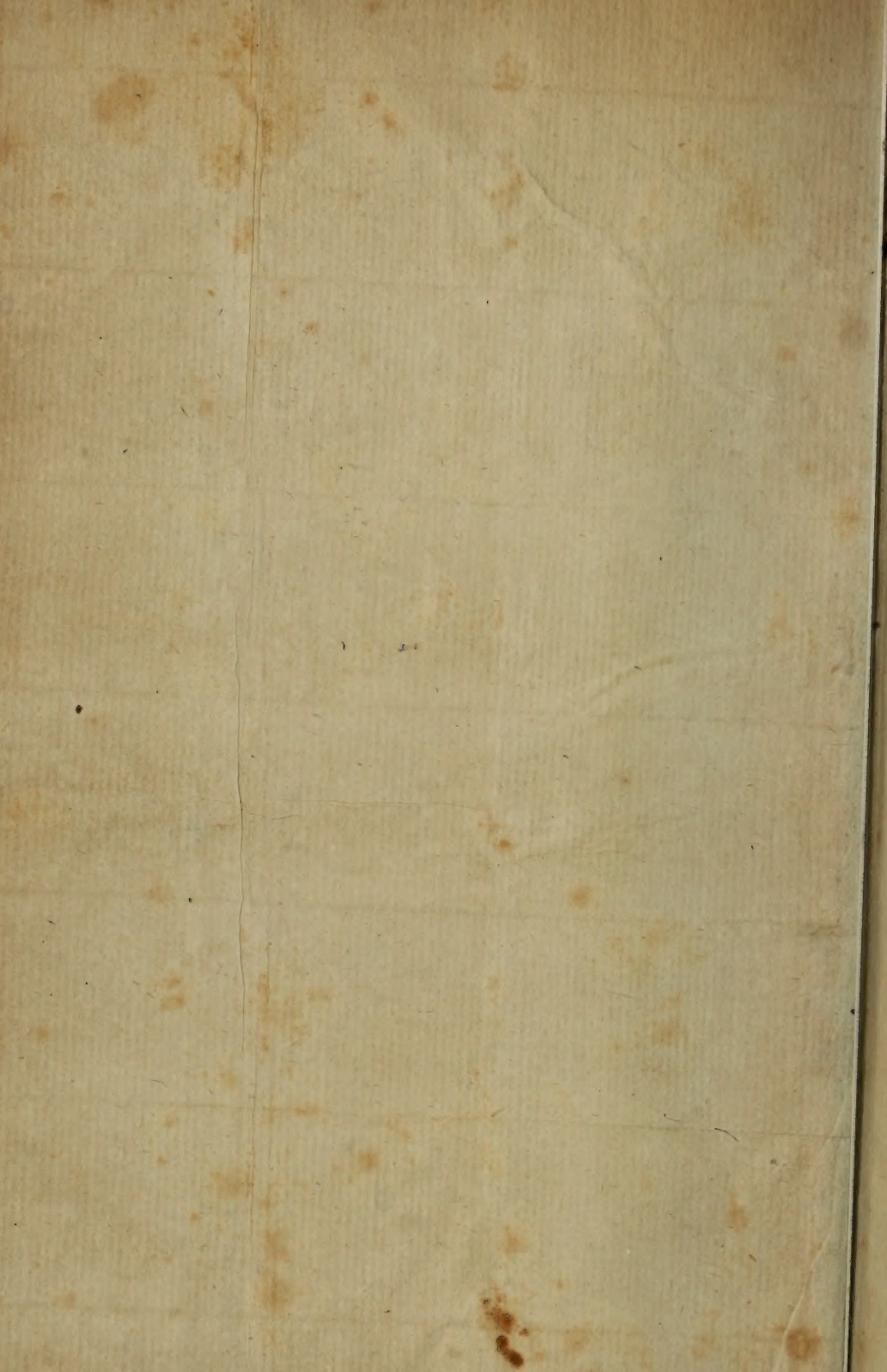
1883



BELLARD.

Ambroise Tardieu Dixerit.





A. J. Bell
Victoria College

Théâtre II

257

t. 1

MOCLATHIE

VENTEENNES



BIOGRAPHIES
VENDÉENNES

NANTES, VINCENT FOREST ET ÉMILE GRIMAUD, IMPRIMEURS BREVETÉS





BELLIARD.

Ambroise Tardieu Dixerit.

BIOGRAPHIES

VENDEÉNNES

PAR

C. MERLAND

Tome I



NANTES

VINCENT FOREST ET EMILE GRIMAUD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, 4, PLACE DU COMMERCE

NIORT

E. FORGET

47, RUE DES HALLES

PARIS

Jules **GERVAIS**

29, RUE DE TOURNON

1883

AVANT-PROPOS

En consacrant mes derniers loisirs aux hommes qui ont illustré la Vendée, je n'ai point la prétention d'élever un temple à leur mémoire, d'inscrire en tête de ce livre cette fastueuse devise : *Exegi monumentum*; je n'ai d'autre pensée que de sauver leur nom de l'oubli, de conserver dans les âmes le culte du souvenir, et, au moment où toutes les pensées se portent ailleurs, de remonter dans le passé pour y trouver de belles intelligences, de nobles exemples et de grandes leçons. La postérité, souvent ingrate et oublieuse, néglige trop ceux que leurs œuvres devraient recommander à son attention. Il appartient principalement aux enfants de réparer cette injustice en rappelant les actes de leurs pères. C'est dans cette intention que je me suis étudié à remettre en lumière ceux qui, par les lettres, les sciences, la guerre, le dévouement à l'humanité, de

grandes fondations, doivent survivre à leur siècle. Je ne voudrais pas seulement que la dette du cœur fût payée, je voudrais que ceux qui, toute leur vie, se sont efforcés de bien dire et de bien faire, emportassent cette consolante pensée : *Non omnis moriar*. Plusieurs de mes compatriotes m'ont devancé dans la voie que je me propose de parcourir en l'agrandissant autant que mes forces pourront me le permettre. Tout d'abord, qu'ils reçoivent mes remerciements pour la bonne grâce qu'ils ont mise à me communiquer les documents qu'ils avaient entre les mains. Partout où j'ai frappé, les portes m'ont été ouvertes avec un empressement dont je veux me rendre digne, au moins par ma reconnaissance.

Dans la galerie que j'ouvre au public, quelques personnes ne remarqueront pas sans étonnement qu'il ne se trouve pas une place pour ceux qui, combattant pour leur Dieu et pour leur roi, ont donné à la Vendée un reflet de gloire que le plus grand capitaine des temps modernes a caractérisé d'un mot resté célèbre. Cette omission rend une explication nécessaire. Ce n'est point la crainte de blesser des opinions exclusives, d'irriter des tempéraments nerveux, de provoquer une controverse, qui m'ont décidé à garder le silence sur des hommes dont le nom se trouve dans toutes les bouches. Je sais que,

lorsque l'on veut écrire l'histoire, il faut s'armer d'une inaltérable sérénité, ne se laisser troubler ni par les cris de la passion, ni par les récriminations de la susceptibilité. Ceux-là ne méritent pas d'être lus qui, faisant de leur plume un instrument des partis, versent à flots la louange sur la tête de leurs amis, l'injure sur celle de leurs adversaires. Il en est de même des esprits timorés dont les ménagements excessifs tournant l'obstacle pour ne pas s'y heurter prétendent à contenter tout le monde. La vérité a d'autres allures ; elle n'admet ni les admirations de commande, ni les dénigrements systématiques, ni les banalités de la louange. Elle veut que, libre de tout engagement, de tout parti, de toute coterie, l'historien étudie froidement les événements et les hommes ; qu'il les juge sans passion comme sans faiblesse. Eh bien, je me sens assez dégagé des entraves que je viens de signaler pour n'être point retenu par elles ; je suis arrêté par d'autres considérations : je me suis fait une loi, dans mes études, de ne pas sortir du département où je suis né. Or les grandes figures des guerres vendéennes, celles qui représentent le côté chevaleresque, le sentiment religieux, la ténacité dans la lutte, c'est-à-dire La Rochejaquelein, Cathelineau, Lescure, Bonchamp, d'Elbée, Charette, sont étrangers par leur nais-

sance au département de la Vendée, et, par conséquent, me font défaut. Que penserait-on d'une biographie vendéenne, dans laquelle ces noms ne se rencontreraient pas, tandis que des chefs vendéens bien moins connus y figureraient ?

Nous venons pareillement d'éliminer d'autres personnages auxquels nous avons cru devoir accorder le droit de cité. Si les Besly, les Réaumur, les Duchaffault, les de Lapparent sont par leur naissance étrangers à notre département, le long séjour qu'ils y ont fait, les propriétés qu'ils y ont possédées, leurs liens de famille, la nature de leurs travaux, des circonstances diverses en ont en quelque sorte fait des fils adoptifs de la Vendée. Nous reviendrons peut-être un jour sur cette mesure d'exclusion, en leur donnant, dans un appendice, une place non loin de ceux avec lesquels ils ont vécu. Mais, pourtant, devrais-je faire une digression, je ne veux pas passer sans rendre justice au caractère moral et honnête de nos populations vendéennes. Partout ailleurs, quand elles ont éclaté, les guerres civiles ont enfanté le brigandage et les rapines ; partout, quand elles ont été terminées, des bandes de pillards et de voleurs leur ont survécu. A une autre époque, notre pays lui-même a offert ce triste spectacle. Si l'on veut se rappeler les guerres religieuses qui, au seizième et

au dix-septième siècle, ensanglantèrent le Bas-Poitou, on trouvera trop souvent à leur suite les dissensions et la discorde se traduisant par des actes de barbarie : la paix se signera dans des traités, elle ne pénétrera point dans les cœurs.

De nos jours, rien de semblable. A part quelques vexations particulières bien regrettables, pas un cri de vengeance ne se fait entendre. Avec le dernier coup de feu s'éteignent — principalement dans les classes des campagnes — les dernières haines, et les hommes qui s'entr'égorgeaient la veille, le lendemain se recherchent et se serrent la main.

Je laisse de côté cette page de notre histoire, et je me borne, pour le moment, à mettre en relief d'autres figures.

Deux des premiers noms qui, par leur date historique, se trouvent sous ma plume, Leudaste, comte de Tours, et le cardinal la Balue, sont loin d'être des personnages intéressants et ne peuvent pas être classés parmi nos illustrations du Bas-Poitou. Mais, comme ils occupent une grande place dans l'histoire, que l'étude que l'on en peut faire est instructive à plus d'un point de vue, nous croyons que les passer complètement sous silence serait une lacune qu'on pourrait nous reprocher.

C'est principalement au seizième siècle, cette

grande époque où l'esprit humain prit un si prodigieux essor que nous voyons apparaître les belles figures du Bas-Poitou. Fontenay devint alors un foyer de lumières qui rayonna sur toute la France. Il y eut un jour où tous les hommes supérieurs de cette ville se groupèrent pour former une administration municipale comme il a été donné à bien peu de communes d'en avoir jamais. Quand on songe qu'une petite ville de province a possédé, en même temps, des jurisconsultes de premier ordre, des poètes distingués, un mathématicien, véritable homme de génie, l'esprit reste confondu devant l'éclosion simultanée de si belles intelligences. Je m'efforcerai de les faire revivre en reproduisant les principaux traits de leur physionomie.

Cet enfantement de grands hommes ne dure pas. Le dix-septième siècle, le grand siècle s'écoule, et, pendant que le génie et la gloire de la France s'élèvent à son apogée, le Bas-Poitou ne participe que faiblement à ce mouvement intellectuel et semble sommeiller.

Il faut arriver au dix-huitième pour rencontrer des érudits comme le Père Giraudeau; des savants comme Mathurin Brisson; des historiens comme une femme dont le nom ira toujours en grandissant et

dont la figure éclipse toutes les autres, mademoiselle de Lézardière.

De nos jours, les illustrations n'ont pas manqué à la Vendée, et nous espérons prouver que cette terre, que l'on croyait féconde seulement en dévouement à ses rois, a compté aussi de grands citoyens, dévoués avant tout à leur pays, et des hommes d'un esprit distingué.

Nous ne dirons rien de ceux qui, au moment où nous écrivons, jettent un vif éclat ¹.

Nous ne nous occupons ici que de ceux qui ne sont plus. Nous ne pouvons nous dissimuler que notre travail est loin d'être complet. Que de noms ont échappé à notre plume ! Si j'en faisais l'énumération, l'on trouverait les absents bien nombreux. C'est que les documents m'ont manqué pour en écrire l'histoire. Comment en effet construire sans matériaux ? Comment peindre les figures quand on n'aperçoit que quelques traits du visage ? Espérons que, plus heureux que nous, des hommes studieux pourront, par de savantes recherches, accomplir la tâche devant laquelle nous avons reculé. Nous savons que plusieurs de nos compatriotes travaillent

¹ La science archéologique vient de faire une grande perte dans l'un d'eux. M. Benjamin Fillon, qu'une mort prématurée a enlevé à la France. M. l'abbé du Tressay lui a déjà consacré quelques pages dans la *Revue de Bretagne et de Vendée* ; il mérite d'occuper une grande place dans la biographie vendéenne.

à cette intention. Que le succès couronne leurs efforts !

Pour celles des biographies vendéennes déjà écrites avant que j'aie commencé à écrire moi-même, lorsque j'ai trouvé à y ajouter quelques détails intéressants, ou qu'elles m'ont paru devoir être envisagées à des points de vue différents, je n'ai point hésité à en reprendre l'étude. Pour plusieurs, entre autres pour René Moreau, par M. Benjamin Fillon, Garcie Ferrande, par M. Dugast-Matifeux, le général Collineau, par M. Vallette, comme je ne pouvais y faire que des additions insignifiantes, je me borne à en recommander la lecture au public, ne voulant pas, en changeant la forme sans toucher le fond, me les approprier par un plagiat déguisé.

Pour la classification de mes biographies, j'ai hésité entre l'ordre chronologique et l'ordre alphabétique ; c'est à ce dernier que j'ai fini par m'arrêter.

LE BARON ALQUIER

Ce sont les bons généraux qui font les bons ambassadeurs, disait Napoléon, voulant faire comprendre par là que, dans les conflits entre nations, le sort des peuples dépend uniquement du sort des armes. S'il est bien établi que les victoires et les défaites ont, en pareil cas, une action prépondérante, cette vérité n'est pourtant pas si absolue que, dans les négociations, la diplomatie n'ait aussi son importance, qu'elle ne demande, chez ceux qui en ont la charge, des qualités qui ne sont pas l'apanage du premier venu. Si, dans les temps les plus calmes, les hommes auxquels est confié le soin de régler les rapports internationaux, doivent avoir fait une étude approfondie du droit des gens, s'ils doivent être doués d'une parole persuasive, d'un tact exquis, d'une connaissance profonde des hommes et des choses ; s'il leur est commandé de rester toujours maîtres d'eux-mêmes, et souvent de paraître céder quand ils imposent leurs conditions, combien, lorsque les tempêtes sociales ou l'ambition des

hommes bouleversent le monde, lorsque des empires s'écroulent et que d'autres s'élèvent, que des États s'agrandissent aux dépens des États voisins, que les constitutions changent, que des alliances utiles naguère doivent être abandonnées pour des alliances conformes à des intérêts nouveaux, que les amis de la veille deviennent les ennemis du lendemain ; combien, disons-nous, ne faut-il pas de talent pour éviter de froisser les susceptibilités, et cependant savoir au besoin parler haut et ferme, pour persuader par des arguments et quelquefois effrayer par des menaces ? Tels furent les événements qui, sous la république et sous l'empire, au moment où ils ensanglantèrent tant de champs de bataille, donnèrent lieu à d'autres luttes dans lesquelles le canon ne fut pas l'arme de guerre, et dont les acteurs combattirent sur un terrain bien différent. Parmi ceux qui prirent part à ces dernières, nous trouvons au premier rang un de nos compatriotes, le baron Alquier.

Alquier (Charles-Jean-Marie) est né à Talmont, le 13 octobre 1752. Il fit ses études chez les Oratoriens et resta même quelque temps dans leur ordre, avec l'intention d'embrasser l'état ecclésiastique, qu'il abandonna bientôt pour suivre une autre carrière. Chose remarquable, deux hommes qui ont laissé de grands noms dans les annales diplomatiques, Talleyrand et Alquier, eurent les mêmes commencements. Déserteurs de l'Eglise, que, dans la suite, ils ne ménagèrent pas toujours, tous deux aux aspirations célestes préférèrent les honneurs des souverains de la terre.

Alquier ne fit pas ses débuts dans la diplomatie ; il n'y entra qu'après avoir pris une part fort active aux évé-

nements qui changèrent la constitution de la France. Avant la Révolution, il fut, à la Rochelle, avocat au présidial, puis procureur du roi au tribunal des trésoriers de France. Plus tard, alors qu'il était maire de cette ville, le Tiers-Etat du pays d'Aunis l'appela à représenter sa province aux Etats Généraux. Il s'y fit remarquer bien moins par l'enthousiasme révolutionnaire qui entraînait alors la France, que par l'habitude des affaires et une maturité précoce, qualités qui manquaient à la plupart des membres de cette assemblée. Alquier prit sa place à gauche, c'est-à-dire du côté où le souffle populaire, par lequel il se laissa souvent entraîner, portait ses favoris. Il s'y fit bientôt une grande position, non pas à la tribune, mais dans les comités. Membre du Comité de la Marine et des Colonies, puis de celui des Rapports et des Recherches, il fut, en cette dernière qualité, chargé, le 22 octobre 1789, de faire le rapport sur un mandement de l'évêque de Tréguier, mandement où se trouvait l'éloge de l'ancien régime aux dépens du nouveau. On y lisait, à propos de la monarchie : « Les doléances pénétraient bientôt dans le cœur de nos maîtres, les riches jouissaient de leur opulence, le superflu se répandait sur les pauvres, l'honnête plébéien jouissait du fruit de ses travaux. Ces beaux jours ont disparu comme un songe. La religion est anéantie, ses ministres sont réduits à la triste condition de commis *appointés des brigands* ; on soulève les gens de campagne, on attaque les châteaux, tous les maux prennent leur source dans des libelles anonymes : le scepticisme, l'égoïsme, voilà la morale du jour. Le sectaire *de Mahomet*, le voluptueux athée vivent avec le chrétien. » C'était depuis

le commencement jusqu'à la fin un dithyrambe en l'honneur du temps passé, une diatribe contre le nouveau régime.

D'autres reproches étaient encore adressés à l'évêque de Tréguier. D'une information faite par les municipalités de son diocèse, il résultait non seulement que ce prélat avait excité le peuple à la sédition par son mandement, mais qu'avec le concours de la noblesse du pays, il avait fait désertier de la milice nationale un nombre considérable de jeunes gens, lesquels, gagnés par de l'argent et séduits par des promesses fallacieuses, avaient pris l'engagement de n'obéir qu'à des gentilshommes et de les prendre pour chefs. Des témoins déposaient que, députés vers l'évêque de Tréguier pour l'engager à modérer ses paroles, ils en avaient reçu cette réponse : « Que si les municipalités du diocèse venaient défendre la milice de Tréguier, le train ne durerait pas longtemps, qu'on ferait sonner le tocsin, et que les habitants des campagnes fondraient sur cette milice et l'écraseraient. »

Dans l'intérêt de la tranquillité publique troublée par ces agissements, Alquier insistait vivement pour que des poursuites fussent dirigées contre l'évêque qui s'en rendait coupable.

Malgré l'abbé de Pradt, qui voulait qu'avant de prendre une résolution, l'évêque de Tréguier fût entendu, l'Assemblée décréta que son mandement et les autres pièces, dont il vient d'être question, seraient déferés au tribunal chargé d'instruire et de juger les affaires ayant pour objet des crimes de lèse-nation.

Les griefs imputés au prélat étaient-ils exagérés ? Il

y a lieu de le croire, puisque les poursuites n'eurent pas l'effet qu'on en attendait. Cité devant la cour du Châtelet, le 9 août 1790, l'évêque de Tréguier nia qu'il eût eu l'intention d'attaquer l'Assemblée et de faire un appel à la révolte ; il dit qu'il s'était borné à déplorer la vente des biens de l'Église ; que son mandement avait été écrit dans une intention de conciliation et qu'il était de la dernière injustice de lui attribuer des soulèvements qu'il avait au contraire fait tous ses efforts pour empêcher. A l'appui de ses affirmations, l'évêque de Tréguier produisait des certificats de plus de trente municipalités attestant que, loin de faire désertir les milices, il avait béni leurs drapeaux.

Ces moyens de défense eurent un plein succès ; malgré le réquisitoire du Procureur du roi, il fut renvoyé de la plainte portée contre lui.

Plus tard, l'évêque de Tréguier, par une lettre écrite contre tous les *Curés intrus*, c'est-à-dire contre ceux qui avaient prêté serment à la constitution civile du clergé, retira à ces derniers tous les pouvoirs qu'ils avaient eus jusque-là. Mandé, pour ce fait, à la barre de l'Assemblée Nationale, et ne voulant point y comparaître, il passa à l'étranger.

Le 22 mars 1790, Alquier signalait à l'Assemblée l'abus que faisaient du contre-seing qui leur était accordé, quelques-uns de ses membres, usant de ce moyen pour faire circuler des libelles contre-révolutionnaires et difamatoires. Il appelait tout particulièrement son attention sur un écrit ayant pour titre : *Avis aux troupes* ; écrit qui, suivant lui, avait pour objet d'engager les soldats à égorger les citoyens.

L'évêque d'Angers avait adressé à ses diocésains un mandement empreint de l'esprit le plus sage. Un membre en ayant demandé l'impression, Alquier appuya cette motion, mais dans des termes qui laissaient percer l'esprit d'hostilité dont il était animé contre le clergé en général : « C'est une bonne leçon, disait-il, à donner à l'épiscopat et il en a besoin. »

Le privilège exclusif dont avait joui longtemps la Compagnie des Indes ayant été aboli par l'Assemblée Constituante, le Comité de la Marine demanda que les bâtiments à leur retour des Indes ne pussent aborder que dans un seul port, dans celui de Lorient. Il s'appuyait, en faisant cette demande, sur des considérations fiscales, sur les difficultés qu'il y aurait à évaluer de la même manière les dépenses dans les différents ports, sur la surveillance à opposer à la contrebande et aux fausses déclarations ; il pensait en un mot que, dans l'intérêt du trésor et dans celui du commerce, il était avantageux d'affecter un seul port à la destination des vaisseaux dont nous venons de parler.

Au nom de la liberté du commerce, Alquier combattit cette proposition, demandant, contrairement à la proposition du Comité, que les retours et désarmements des vaisseaux venant de l'Inde, pussent s'effectuer dans tous les ports du royaume.

La position d'Alquier à l'Assemblée allait tous les jours grandissant. On remarquait dans ses rapports une remarquable clarté et une précision qui n'excluait rien d'essentiel, point de phrases ambitieuses, point d'emphase et de déclamation, comme on en trouvait dans presque toutes les harangues de cette époque ; le style en

était simple, correct, toujours convenable ; c'était celui des affaires, si différent de celui des clubs. C'est probablement à ces qualités qu'il dut, le 31 juillet 1790, d'être nommé secrétaire de l'Assemblée.

Une procédure avait été commencée contre les auteurs des journées des 5 et 6 octobre, parmi lesquels se trouvaient le duc d'Orléans et Mirabeau. L'instruction ayant traîné en longueur, on croyait qu'elle était abandonnée, lorsque la question fut mise à l'ordre du jour du 31 août 1790. Le président du Comité des Rapports demandait que toute la procédure relative à cette affaire fût imprimée, afin de mettre tous les représentants plus à portée d'appuyer ou de combattre l'avis du Comité. Plusieurs d'entre eux avaient été entendus comme témoins. Alquier, qui était très opposé aux poursuites, se leva pour demander qu'il leur fût interdit de voter ; puis, faisant allusion à l'abbé Maury, dont le discours à la tribune n'avait pas été entièrement conforme à sa déposition, il déclara qu'une telle divergence de langage remplissait son âme d'indignation. Après une fougueuse apostrophe de Mirabeau à l'adresse du côté droit et des juges du Châtelet, l'affaire fut abandonnée et n'eut pas d'autre suite.

La malheureuse constitution civile du clergé avait singulièrement alarmé toutes les consciences religieuses. Ce n'avait pas été seulement dans la Vendée, mais aussi dans plusieurs départements du midi que l'agitation s'était produite à cette occasion. Qu'elle servît de prétexte à quelques ennemis de la Révolution pour faire naître des troubles, cela n'est pas douteux ; mais c'est précisément parce qu'elle offrait ce danger

qu'il fallait bien se garder de mettre en leurs mains une arme d'autant plus puissante que ceux qui s'en servaient pouvaient invoquer la justice et la raison.

Alquier avait voté tous les articles d'une loi déplorable que quelques hommes pleins de foi, mais aveugles, croyaient propre à faire renaître l'esprit religieux en France. Dans la séance du 3 janvier 1791, il demanda que l'Assemblée adressât, à ce sujet, une instruction au peuple.

« Nous savons, dit-il, qu'on cherche à alarmer le peuple sur le sort de la religion; qu'après avoir essayé de le soulever par des opinions politiques, on veut l'alarmer par des opinions religieuses. C'est à nous de l'éclairer; c'est à nous à lui apprendre à démêler des complots longtemps réfléchis, à lui faire connaître la Constitution qu'il a juré de maintenir et qu'il maintiendra. Je demande, à cet effet, que l'Assemblée charge quatre membres de son Comité ecclésiastique de lui présenter une instruction sur la constitution civile du clergé, pour être envoyée dans les départements, avec ordre de la publier dans leur territoire. »

Cette proposition fut adoptée.

Mais que pouvait une instruction pour faire accepter une constitution que la grande majorité du clergé et presque tous les fidèles repoussaient ? Elle n'était propre qu'à allumer, dans nos contrées, les feux de la guerre civile. La grande faute, la faute impardonnable, dont les conséquences se faisaient déjà sentir, c'était de l'avoir votée.

De la métropole, les agitations s'étaient étendues jusque dans les Colonies, et les hommes qui mettaient

si mal en pratique les grands principes de liberté et d'égalité, les proclamaient en paroles bruyantes et en écrits séditionnels. Les liens de la discipline s'y relâchaient chaque jour ; les autorités étaient sans force, et souvent les agents inférieurs des administrations, sous le vain prétexte d'indépendance de caractère, donnaient l'exemple de l'insubordination. A Tabago, un comité s'était formé ayant à sa tête l'avocat Bosque et deux commis de l'administration, les sieurs Greslier et Guys. Le comité prétendit au partage du pouvoir, et, sur le refus du gouverneur Jobal de se joindre à lui, s'efforça de s'en emparer en faisant appel aux soldats et les soulevant contre leurs officiers. Ces tentatives n'eurent pas d'abord tout le succès que leurs auteurs en attendaient. Les troupes restèrent fidèles, et, dans la crainte d'être arrêtés, Bosque, Greslier et Guys prirent la fuite et s'embarquèrent pour la Martinique. Atteints par une goëlette que le gouverneur avait envoyée à leur poursuite, ils furent ramenés à Tabago et condamnés, le premier au carcan et à six mois de prison, les deux derniers à une simple amende ; l'exécution du jugement, en ce qui concernait Bosque, ne devait avoir lieu que dans le cas où il n'aurait pas, dans les six semaines, quitté la colonie pour n'y plus revenir. Ce jugement, comme on le voit, laissait une grande latitude à un des condamnés pour éviter la prison : Bosque passa à la Trinité.

Malheureusement Jobal n'avait ni fixé dans les idées, ni une grande fermeté de caractère. Tous les mécontents n'avaient pas quitté Tabago avec Bosque ; il en était resté assez pour faire pénétrer parmi les sol-

dates de la garnison le mauvais esprit dont ils étaient animés. Excitées par eux, cinq compagnies se révoltèrent. Voulant les ramener dans le devoir, Jobal ne trouva rien de mieux que de leur faire une grande distribution de vin. L'effet, comme on le pense bien, fut tout autre que celui qu'il en attendait. Les soldats, ivres pour la plupart, se portèrent aux plus coupables excès. Quelques jours après, les officiers avaient perdu toute autorité, et deux d'entre eux, Després et Blossé, étaient insultés par une soldatesque en délire. Le lendemain les révoltés demandaient leur tête ou tout au moins leur embarquement. De là des scènes d'indiscipline et de violence inouïes : les émeutiers se jettent sur Blossé pour le massacrer ; protégé par un chasseur et par le commandant de la garde nationale, il parvient à grand'peine à se soustraire à leurs poignards. Embarqué, presque malgré lui, par ceux qui veulent le sauver, le brave officier, se souvenant qu'il a des comptes à rendre, se fait conduire à terre pour mettre sa comptabilité en règle ; cette opération terminée, il s'embarque de nouveau poursuivi par une bande d'assassins, et avant de sortir du fort, il aperçoit sa maison dévorée par les flammes que ses propres soldats viennent d'allumer.

Le 12 février 1791, tous ces faits d'indiscipline et de révolte vinrent se dérouler devant l'Assemblée Nationale. Dans le rapport qu'il fut chargé de faire à cette occasion, Alquier montra une grande indulgence pour les révoltés et une sévérité extrême pour le gouverneur. Sur sa demande, les jugements rendus contre Bosque, Greslier, Guys et un autre accusé, le nommé Leboigne, furent déclarés nuls et nonavenus. Le com-

mandant qui avait contribué à sauver Blosse, mais qui avait poussé les troupes à la révolte, fut rétabli dans toutes les fonctions qu'il occupait; enfin, le roi fut supplié de rappeler le gouverneur de Tabago. C'était donner raison à l'émeute, enlever toute force à l'autorité, laisser la populace sans frein et sans règle.

Après le décret sur la vente des biens du clergé, une grande fermentation s'était manifestée dans la ville de Nîmes. Des écrits incendiaires, la plupart dirigés contre les protestants, des assemblées nocturnes tenues dans les églises, l'émeute parcourant la rue et donnant naissance à des collisions sanglantes, avaient surexcité les passions. De la ville, le désordre s'était étendu dans les campagnes, et la garde nationale avait eu beaucoup de peine à rétablir la tranquillité. Au nom du Comité des Recherches et des Rapports, Alquier fut chargé de faire un rapport sur ces tristes événements. Le rapporteur prétendit que c'était bien moins le fanatisme qu'un parti hostile à la Révolution qu'il fallait accuser de tout le mal; que la Municipalité, ayant montré, dans cette circonstance, une grande faiblesse, il y avait lieu de procéder à l'élection d'une nouvelle; qu'enfin, s'il était sage de travailler à rétablir la paix entre les citoyens, on ne pouvait laisser impunis des actes de violence et des assassinats. Un catholique de Nîmes avait demandé une enquête, offrant de prouver que la provocation aux événements qui avaient ensanglanté les rues et les places publiques, venait des protestants. Alquier proposa de rejeter sa demande qui n'avait pourtant rien d'excessif, dans la crainte qu'une procédure

réveillât les haines mal éteintes. Cette prudence, en laissant la parole à un parti seulement, n'offrait pas la meilleure garantie pour arriver à la découverte de la vérité.

L'Assemblée adopta ces conclusions ; il faut ajouter cependant que, dans le décret qu'elle rendit, loin de se laisser entraîner par la passion, elle fit entendre des paroles de conciliation et prêcha l'oubli et le pardon, invitant les citoyens à se prémunir contre les suggestions qu'on pourrait employer encore pour les désunir et pour les plonger dans de nouveaux troubles ; les exhortant à sacrifier, pour le bien de la paix, le souvenir et le ressentiment de leurs maux ; à chercher, dans l'union la plus durable et dans la tranquillité publique, la consolation et l'oubli des malheurs qu'ils avaient éprouvés, pour avoir ajouté foi aux perfides insinuations de quelques hommes malintentionnés.

Des troubles avaient éclaté à Douai. La foule s'était portée chez deux négociants pour les empêcher d'embarquer des grains qu'ils voulaient expédier à Dunkerque. Loin de chercher à l'arrêter, la Municipalité s'était adressée au directeur du département dans les mêmes vues que le peuple ; sur la réponse qu'il n'était pas permis de s'opposer à la circulation des grains, l'émeute, grossissant toujours, s'était portée aux plus coupables excès. Un négociant et un officier municipal avaient été égorgés, sans que la Municipalité, qui pourtant en avait reçu l'ordre du directoire, eût proclamé la loi martiale. Le directoire lui-même, pour échapper au danger qui le menaçait, avait été obligé de quitter la ville et de se réfugier à Lille.

Le pain étant à cette époque à très bon marché, on ne pouvait pas attribuer les troubles de Douai à la cherté des grains. Alquier y voyait la main des ennemis de la Révolution ; il s'en prenait surtout au clergé contre lequel, dans son rapport, il demandait que l'Assemblée décrêtât des mesures sévères. Ce fut Robespierre qui se leva pour prendre sa défense. La chose est assez curieuse pour que nous rapportions quelques-unes des paroles qu'il prononça dans cette circonstance : « J'ai entendu dire, s'écria-t-il, qu'il fallait déterminer la peine à infliger aux ecclésiastiques qui, par leurs discours ou par leurs écrits, excitent le peuple à la révolte. Un pareil décret serait du plus grand danger pour la liberté publique, il serait contraire à tous les principes ; on ne peut exercer des rigueurs contre personne pour des discours, on ne peut infliger aucune peine pour des écrits ; rien n'est si vague que les mots *discours*, *écrits* *excitant à la révolte*. Il est impossible que l'Assemblée décrète que des discours tenus par un citoyen quelconque puissent être l'objet d'une procédure criminelle. Il n'y a point de distinction à faire ici entre un ecclésiastique et un autre citoyen ; il est absurde de vouloir porter contre les ecclésiastiques une loi qu'on n'a pas osé porter contre tous les citoyens. Des considérations particulières ne doivent jamais l'emporter sur les principes de la justice et de la liberté. Un ecclésiastique est un citoyen, et aucun citoyen ne peut être soumis à des peines pour des discours, et il est absurde de faire une loi uniquement dirigée contre les discours des ecclésiastiques. J'entends des murmures, et je ne fais qu'exposer l'opinion des membres qui sont les plus

zélés partisans de la liberté, et ils appuieraient eux-mêmes mes observations, s'il n'était pas question des affaires ecclésiastiques. » C'étaient les membres de la gauche qui murmuraient pendant que ceux de la droite faisaient entendre des applaudissements.

L'Assemblée donna raison à Robespierre contre Alquier ; le décret que proposait le Comité dont il était le rapporteur fut adopté dans son ensemble, mais l'article où il était question d'édicter des peines contre les membres du clergé, soit en raison de leurs écrits, soit en raison de leurs discours, fut rejeté.

Nous avons parlé des événements de Nîmes ; des troubles de même nature s'étaient produits à Uzès. Avant même de paraître à la barre où ils avaient été cités, beaucoup de ceux qui avaient pris part aux agitations de cette dernière ville, en avaient témoigné leurs regrets, déclarant qu'entraînés par des récits mensongers, ils n'avaient pas eu conscience des actes blâmables auxquels ils avaient participé. Pour ceux-là, Alquier, au nom du Comité des Recherches, demandait l'indulgence de l'Assemblée, requérant des poursuites seulement contre les factieux qui, par des écrits et par des paroles, continuaient à entretenir l'agitation dans les esprits, après avoir fomenté l'insurrection dans la rue.

Conformément à ces conclusions, l'Assemblée déclara qu'il n'y avait pas lieu de délibérer contre les présidents et commissaires des assemblées *dites catholiques*, et ne traduisit devant la cour d'Orléans que ceux qui ne donnèrent aucune marque de repentir.

Au moment du départ du roi pour Montmédy, Alquier, Biron et Bouillé furent nommés commissaires dans les

départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, pour faire prêter aux troupes serment de fidélité à la Constitution.

A en croire le compte rendu de leur mission, la plus grande tranquillité régnait dans les départements qu'ils avaient parcourus, et l'arrestation du Roi y avait été accueillie avec une joie universelle. Partout le peuple leur avait paru attaché aux principes de la Révolution et dévoué à l'Assemblée Nationale. Il en était ainsi des soldats.

Quant aux officiers, les commissaires se plaisaient à croire qu'en général ils avaient adopté franchement le nouvel ordre de choses et que la prestation du serment allait être, à cet égard, une épreuve décisive. Quelques-uns appartenant aux 1^{er}, 12^e et 22^e régiments avaient bien abandonné leur drapeau pour passer à l'étranger, mais c'était le plus petit nombre, et il ne fallait rien en conclure pour la masse qui paraissait fidèle. Ils signalaient aussi quelques nouveaux troubles à Douai, mais ils n'avaient aucune inquiétude sur les conséquences qu'ils pouvaient entraîner, parce que cette fois ils étaient bien sûrs que la Municipalité, la Société des Amis de la Constitution, la garde nationale et les troupes de ligne s'uniraient pour faire cesser le désordre. Ils terminaient en disant que l'adresse de l'Assemblée Nationale, en réponse à celle d'un *roi abusé*, avait été reçue avec enthousiasme dans toutes les villes qu'ils avaient parcourues.

Quelques jours après, les trois commissaires, accompagnés du général Rochambeau, firent leur entrée à Lille; ils y furent salués des plus vives acclamations et

de démonstrations patriotiques enthousiastes. Il n'en avait pas été ainsi dans le régiment de Beauce. Malgré les ordres de Rochambeau, les soldats avaient voulu ajouter aux insignes réglementaires des couleurs particulières sur leur uniforme. Dans la séance du 28 août 1791, Alquier dénonça à l'Assemblée cet acte d'insubordination, demandant, pour empêcher l'indiscipline de pénétrer dans l'armée, que des peines fussent infligées à ceux qui s'en étaient rendus coupables. Robespierre prit leur défense, prétendant que les soldats n'avaient fait que protester contre les agissements aristocratiques des officiers. Alquier maintint son dire. Invité à répondre, Robespierre garda le silence.

A la suite d'un arrêté du département ordonnant de faire mettre bas les armes à la garde nationale d'Arles, une véritable sédition avait éclaté dans ses rangs ; non seulement elle avait refusé obéissance, mais elle s'était emparée de la ville et l'avait fortifiée. A cette nouvelle, toutes les gardes nationales des districts environnants marchèrent pour attaquer la place. Quatre mille hommes étaient sur pied, et il était à craindre que la répression devînt terrible. L'assemblée électorale séant à Aix augmentait la fermentation des esprits par ses dispositions belliqueuses. Le département, se rappelant les cruautés commises à Nîmes et à Montauban, cherchait à rétablir l'ordre par des moyens pacifiques. Dans cette intention, il avait décidé que des commissaires seraient envoyés auprès des insurgés pour leur faire entendre raison ; mais la garde nationale d'Aix les avait menacés de mort, dans le cas où ils s'obstineraient à vouloir lui faire faire un pas rétrograde. Les choses en étaient là quand

Alquier, rapporteur du Comité des Recherches, proposa un décret qui annulait les arrêtés qu'avait pris le département sous la pression de l'assemblée électorale, blâmant cette assemblée et prescrivant aux gardes nationales en marche sur Arles, de rentrer dans leurs municipalités respectives.

Ce fut la dernière fois qu'Alquier prit la parole à la Constituante, cette assemblée étant sur le point de terminer ses travaux et de se dissoudre. Le rôle d'Alquier, comme on vient de le voir, n'y fut pas sans importance. Quoique siégeant parmi les membres les plus avancés, sa parole fut toujours mesurée, et si l'on peut lui reprocher des fautes, si l'on ne peut pas nier par exemple qu'il ait apporté de la passion dans ses attaques contre le clergé il faut bien reconnaître aussi que le plus souvent il ne sortit pas de la voie de la modération. Nous devons dire que, s'il eût montré de la violence, il eût été plus coupable qu'un autre, puisque, esprit calme et froid, il n'avait rien de ces élans généreux qui firent faire à nos pères tant de grandes choses et aussi, hélas ! commettre des actes reprochables.

Après la session, Alquier fut nommé président du tribunal criminel de Seine-et-Oise ; il en remplissait les fonctions lorsque les prisonniers d'Orléans furent transférés à Versailles. On lit, dans la *Biographie universelle*, qu'il fit peu d'efforts pour sauver ces malheureux, qu'il alléguait des ordres impératifs du ministre de la Justice et que, pendant le massacre, il se retira à Saint-Germain-en-Laye. A l'appui de ce qu'il avance, l'auteur de l'article de la biographie invoque le témoignage de Madame Roland. Je crois qu'il l'a mal inter-

prêté. On trouve en effet dans une édition de ces mémoires les lignes suivantes qui, sans justifier complètement Alquier, sans dire qu'il déploya, dans cette circonstance, une fermeté d'âme qui n'était pas dans son caractère, reconnaît l'impossibilité où il était de s'opposer au massacre des victimes qu'il voulait sauver :

« Les ordres les plus prompts avaient été expédiés à Orléans, pour faire partir aussitôt les prisonniers, et déjà la ville se remplissait de figures étrangères et sinistres. M. Alquier, depuis membre de la Convention, était alors Président du tribunal criminel du département de Seine-et-Oise. Instruit par la terreur publique des forfaits dont Versailles allait être le théâtre, ce magistrat ne perdit pas un moment pour se rendre à Paris et en prévenir le Ministre de la Justice. A peine eut-il exposé le motif de ses craintes et de son voyage, que Danton fronçant le sourcil lui répondit : — « Ces hommes sont bien coupables ! — Cela peut être, mais il faut que la loi prononce, répondit Alquier. — Je vous dis que ces hommes-là sont bien coupables ! répéta Danton. — J'y consens, mais il ne s'agit pas de cela, le danger est pressant, il n'y a pas un moment à perdre ; que voulez-vous faire ? — Eh, Monsieur, s'écria Danton d'une voix terrible, ne voyez-vous pas que si j'avais quelque chose à vous répondre, cela serait fait depuis longtemps ? Que vous importent ces prisonniers ? Remplissez vos fonctions et ne vous mêlez pas de cette affaire. » A peine eut-il prononcé ces derniers mots qu'il tourna le dos à Alquier et se retira. Dès le lendemain, sur cinquante prisonniers, quarante-six n'existaient

plus. » (Extrait de la *Galerie des contemporains, ou nouvelle biographie*, imprimée à Bruxelles.)

Le maire de Versailles se conduisit autrement. Si, malgré tous ses efforts, il ne put pas arrêter l'affreuse boucherie, que l'on appelait alors la justice du peuple, lui du moins se trouva à son poste, et, en exposant sa tête, pour sauver celle des malheureux prisonniers, il fit son devoir et mérita bien de l'humanité.

Le département de Seine-et-Oise nomma Alquier député à la Convention. Il avait été recommandé aux électeurs dans une brochure, publiée par Dubois de Crancé, *comme un des plus vigoureux athlètes que le patriotisme eût à opposer à l'aristocratie*.

Dubois de Crancé n'était pas un Spartiate aux yeux duquel la conscience du devoir accompli était une récompense suffisante. « Alquier, disait-il, a perdu toute sa fortune à la Révolution ; il est aujourd'hui sans état et sans fortune... Le seul moyen qu'ait le peuple d'avoir des amis, des défenseurs zélés, est de les conserver quand il le peut : on ne vit pas de bénédictions. »

Nous ne trouvons pas en effet dans Alquier un de ces puritains inaccessibles aux tentations, toujours prêt à sacrifier ses intérêts personnels, et qui ne demande d'autre récompense que la reconnaissance du pays.

Au mois de novembre 1792, il fut envoyé en mission à Lyon avec Vitet et Boissy d'Anglas. Le 17, les Commissaires écrivaient de cette ville à la Convention pour lui dénoncer les friponneries commises par les fournisseurs des armées.

En effet, pendant qu'un élan généreux improvisait des armées qu'animait seul l'amour du pays et de la

liberté, de misérables spéculateurs ne voyaient dans ce grand mouvement national que le moyen de s'enrichir en volant effrontément sur les fournitures. Informés de leurs escroqueries, Alquier et ses collègues avaient visité le dépôt des fournitures de l'armée des Alpes. Il ne leur avait pas fallu longtemps pour acquérir la certitude que toutes les conditions des marchés avaient été violées, que la plupart des fournitures étaient hors d'état de service, et que *Commissaire des guerres, Commissaire administrateur, fournisseur, Etat-Major général avaient tous volé la nation*. En attendant que la Convention en fît justice, ils avaient cru urgent de remplacer les deux Commissaires des guerres par deux citoyens de Lyon. Cinq jours après, ils adressaient de nouvelles dénonciations à la Convention, et lui signalaient, comme participant plus ou moins à des opérations véreuses, tout ce qui touchait à l'administration militaire, il fallait, suivant eux, y faire immédiatement des réformes sérieuses, *si l'on ne voulait pas voir le trésor de la République absorbé et les armées découragées et affaiblies par un dénuement auquel il serait impossible de remédier*.

Sur leur plainte, la Convention décréta d'accusation trois des fournisseurs les plus compromis.

Alquier revint à la Convention au moment du procès de Louis XVI. N'ayant ni la soif du sang, ni le fanatisme politique, il n'eût certainement pas voté la mort du roi, si, pour sa sûreté personnelle, il n'eût pas cru devoir donner un gage à la fureur des clubs et de la Commune. Il chercha, dans cette triste journée, à satisfaire tout à la fois à sa conscience qui lui disait de sauver Louis XVI,

et au sentiment de sa propre conservation qui le poussait à désarmer, par un vote rigoureux, une populace furieuse dont il redoutait la colère. Il vota donc la mort du roi, mais avec cette restriction que l'exécution en serait ajournée à la paix générale, époque à laquelle la peine de mort pourrait être commuée en une peine moins sévère. Mais, dans le cas d'une invasion étrangère ou de celle de l'armée des princes, il demandait une application immédiate de la condamnation. Si l'on en croit la *Biographie universelle*, il chercha à flatter tout les partis, ce qui était fort difficile dans une assemblée où les opinions étaient si tranchées. N'ayant point de place marquée dans la salle des séances, il avait un sourire pour tout le monde. et, après avoir serré la main de Vergniaud, il allait serrer celle de Robespierre. Dans la crainte de se compromettre pour le présent et l'avenir, il n'abordait plus la tribune, et ce ne fut que, forcé par la position qu'il occupait, qu'il prit la parole dans la séance du 8 mai ; voici à quelle occasion. La commune ayant désigné arbitrairement les citoyens qui devaient faire partie du recrutement, cette mesure avait donné lieu à des rassemblements dans lesquels le cri de vive la loi, poussé par les uns, les cris de vive le roi, à bas les Jacobins ! poussés par les autres, avaient été proférés. Au nombre des individus arrêtés à cette occasion, se trouvait un citoyen du nom de Paine. Une députation de la section des Lombards vint demander sa mise en liberté, les membres qui la composaient se portant garants de son patriotisme. Ils affirmaient qu'il s'était borné à protester contre l'arrêt arbitraire de la Commune, et à demander un mode

uniforme de recrutement pour toutes les sections de Paris. A cette occasion, Robespierre avait prononcé un discours d'une grande violence, dans lequel il avait proféré des menaces contre tous ceux qu'il appelait les ennemis de la Nation. Alquier ne pouvait pas garder le silence dans cette circonstance, puisque c'était lui qui avait été chargé d'interroger Paine. Craignant sans doute d'être compris dans la sentence d'ostracisme que Robespierre avait prononcée contre les mauvais citoyens, il n'eut point le courage de Buzot qui venait de défendre l'accusé; il prétendit au contraire qu'il avait tenu des propos séditieux.

La lutte entre la Gironde et la Montagne était commencée. Convaincu qu'elle serait terrible, Alquier se fit donner une mission dans l'Ouest, pour ne pas y prendre part. Dans cette mission qui avait pour principal objet la réquisition des chevaux, on prétend qu'il ne négligea pas ses affaires particulières. Il faut bien dire que cette accusation est dénuée de preuves, et que dans les paroles qu'il adressait à Jan-Bon Saint-André, on ne doit voir qu'une plaisanterie de laquelle on ne peut rien inférer contre sa probité (¹).

Le 10 mai 1794, Alquier donna sa démission de Commissaire à l'armée de Brest où il fut remplacé par Cavaignac. Muet pendant tout le régime de la Terreur, il retrouva la parole après la chute de Robespierre. Le 13 novembre 1794, il appuya la proposition faite par un

¹ « Vous autres grands faiseurs, lui disait-il, vous aimez à commander aux hommes ; pour moi j'aime mieux avoir affaire à mes chevaux ; ce sont les meilleures gens du monde ; ils ne dénoncent pas ; ils mourraient de faim sans se plaindre, »

membre de décréter l'arrestation de Turreau ; il produisit à cette occasion un ordre du farouche exterminateur, ainsi conçu : « Le général Moulin se portera avec sa colonne gauche sur Mortagne, fera désarmer et égorger sans distinction d'âge ni de sexe tout ce qui se trouvera sur son passage. »

Lorsqu'au commencement de l'année 1795, les Français firent la conquête de la Hollande, ils furent reçus par les habitants du pays bien plus comme des libérateurs que comme des conquérants. Heureux d'être délivrés de la domination prussienne, les Hollandais adoptèrent avec enthousiasme les principes de la Révolution française. Les états généraux furent renouvelés, et un grand patriote, Pierre Paulus, ancien ministre de la Marine, fut appelé au fauteuil de la présidence. Alquier et deux de ses collègues, Briez et Roberjot, avaient été envoyés comme représentants du peuple à l'armée du Nord. Ils firent tous leurs efforts pour cimenter une alliance durable avec la république batave, et ne négligèrent aucune occasion de lui être agréable.

Anciens alliés de la Hollande, les Anglais en étaient sortis chargés des dépouilles des particuliers, laissant partout sur leur passage du sang et des ruines. La conduite des Français avait été toute différente : pas un de ses habitants n'avait été molesté par eux, pas un n'avait eu à se plaindre de vexations et de pillage. Seulement le Gouvernement français avait cru qu'en vertu du droit de guerre, il était autorisé à enrichir les musées de Paris d'objets d'art appartenant personnellement au Stathouder, le prince d'Orange et de Nassau. Parmi ces objets, il s'en trouvait qui étaient de véritables monu-

ments nationaux, entre autres le sabre de Ruyter, le bâton de commandement de l'amiral Tromp, la coupe dans laquelle burent les premiers confédérés, une des boules sur lesquelles chacun d'eux venait graver son nom en signe d'adhésion, un canon donné aux sept Provinces-Unies par un roi des Indes. Alquier et ses collègues s'empressèrent de remettre à la nation batave ces souvenirs de gloire et d'indépendance.

Le 26 octobre 1795, la Convention termina sa session laissant après elle un souvenir qui ne s'effacera jamais de la mémoire des hommes. Alquier, le plus souvent en mission, ne prit guère part à ses débats orageux, et quand il lui arriva d'être présent à ses séances, sa position fut toujours un peu ambiguë, si bien qu'il serait difficile de lui assigner sa place et de dire à laquelle des trois grandes fractions il appartenait.

De la Convention il passa au Conseil des Anciens dont il fut nommé secrétaire le 21 novembre 1797. Il lui fit adopter deux décrets, l'un pour la fondation du Conservatoire des Arts-et-Métiers, l'autre pour la suppression des ordres religieux en Belgique. Au mois de mai 1798, il fut nommé par le Directoire consul à Tanger, mais il n'accepta point ce poste. Peu de temps après, il alla à Munich, en qualité d'envoyé extraordinaire. Il avait pour mission principale de réclamer de la Bavière quatorze millions de contributions dus à la République française, et la retraite des troupes impériales.

En entrant dans la nouvelle carrière où nous allons le suivre, Alquier se trouvait dans son véritable élément ; il devait s'y faire un nom parmi les diplomates les plus habiles.

La négociation dont il était chargé n'était pas sans présenter de sérieuses difficultés. Dans l'espoir d'événements qui pourraient lui rendre sa liberté d'action, la cour de Munich voulait faire traîner les choses en longueur et ne faisait point de réponse catégorique. Alquier demanda la prompt exécution des conditions de l'armistice, mais il ne put obtenir que cette réponse : la Bavière s'en réfère à la marche des affaires de Rastadt.

Pendant ce temps-là, dans l'intention d'indisposer la cour de Munich contre la France, le ministre d'Angleterre avait répandu le bruit qu'un agent français cherchait à révolutionner les États de Wurtemberg. Alquier s'empessa d'écrire au baron Humpesch, ministre d'État de l'électeur de Bavière, pour donner un démenti à cette calomnie.

L'odieux assassinat de nos plénipotentiaires à Rastadt avait soulevé l'indignation non seulement de la France, mais de l'Europe tout entière. Dans la crainte de ne pas pouvoir réprimer les passions populaires, et redoutant un nouveau crime dont notre ambassadeur pouvait être victime, l'archiduc Charles invita Alquier à quitter Munich. Pour qu'il voyageât en toute sûreté, il le fit accompagner par une escorte qui le conduisit jusqu'aux avant-postes français.

En récompense de ses services, le Directoire lui donna la recette générale du département de Seine-et-Oise. Si lucrative que fût cette place, le diplomate, s'y trouvant dépaysé, l'abandonna bien vite.

Après le 18 brumaire, Bonaparte songea à l'appeler à la préfecture de Police. Alquier avait plusieurs des qualités qui conviennent à cette position délicate : le sang-

froid, la connaissance des hommes, cet esprit de perspicacité qui fait discerner la vérité au milieu de l'exagération des rapports que dicte souvent un zèle maladroit aux agents secondaires. On croit que la note suivante, que l'on peut lire dans les archives nationales, était une réponse de Régnault de Saint-Jean d'Angély aux renseignements qu'à cette occasion, lui avait demandés Bonaparte.

« Il est difficile d'avoir plus d'esprit, un tact plus fin, plus de tenue et d'aménité. Il connaît beaucoup les hommes et les choses de la Révolution ; il connaît Paris, et, quoi qu'on en dise aujourd'hui, il faisait la police sous Cochon, dont il était l'ami et l'inséparable conseil. On lui reproche une grande poltronnerie et beaucoup de paresse ; le travail lui fait peur, et, dans le moment du danger, je doute qu'il garde toute sa tête.

« On ne lui reproche aucun fait, soit comme conventionnel, soit comme constituant. Depuis thermidor, envoyé en Hollande, il s'y conduisit avec dignité et circonspection Envoyé à Munich, il donnait au Directoire de bons renseignements et des avis qui furent négligés. Alquier est patriote, mais il se voile dans les salons, et quelquefois il semble demander excuse de la part qu'il a prise à la Révolution, dont il aime les vrais principes et le beau caractère. »

Comme, dans ce moment, les partis étaient loin d'avoir abdiqué, et qu'il fallait à la tête de la police un homme qui joignît le courage à l'habileté, le premier Consul lui préféra Dubois de Crancé ; mais, ne voulant pas priver la France d'un serviteur utile, il l'envoya, comme ambassadeur, à Madrid, en remplacement de

Guillemardet, son ancien collègue à l'Assemblée Nationale ¹. Il s'occupait de la négociation pour l'échange de la Louisiane, quand il fut rappelé et remplacé par Lucien Bonaparte.

De Madrid Alquier passa à Florence, avec de pleins pouvoirs pour négocier de la paix avec le roi des Deux-Siciles. Cette misérable cour de Naples était de toutes les cours de l'Europe la plus hostile à la France. Dominé par la reine Caroline qui n'agissait que sous les inspirations du ministre Acton, Ferdinand IV abandonnait la marche des affaires aux intrigants dont il était entouré. La fureur de ces insensés contre la France était si grande, que lorsque presque toutes les autres puissances avaient accepté le traité de Lunéville, la petite cour de Naples, réduite à l'impuissance, lui refusait encore son assentiment. La marche de Murat sur Naples avait pourtant fini par décider le roi à ne pas prolonger une guerre qui était tombée dans le domaine du ridicule et à consentir à un armistice de trente jours pendant lequel les conditions de paix devaient être débattues et arrêtées. M. de Gallo, plénipotentiaire du roi de Naples, se rendit dans cette intention à Paris, mais, à son arrivée, M. de Talleyrand lui fit connaître qu'un plénipotentiaire français était parti pour Florence, et que c'était dans cette ville qu'avait été transporté le siège des négociations.

Alquier se rendit d'abord à Turin où se trouvait le gé-

¹ Voici dans quels termes M. Thiers parle du nouvel ambassadeur :

• Nous avions pour représentant à Madrid un ancien démagogue dépourvu de toute influence et qui n'a laissé aucun nom dans la carrière diploma-

néral Murat, et où il eut plusieurs entretiens avec le chevalier Micheroux, plénipotentiaire napolitain. C'est là qu'il reçut une dépêche de Florence qui lui ordonnait de ne pas prolonger l'armistice, *de ne pas perdre un instant, d'obtenir le passage de la division française par Tarente, ou bien de laisser agir le général Murat, parce que, à tel prix que ce fût, il fallait que le général Murat ne perdît pas un jour à occuper ce point important.* Il lui était également recommandé d'exiger du gouvernement napolitain deux vaisseaux et deux frégates.

Trois jours auparavant, Murat avait reçu du premier Consul des instructions qui ne permettaient aucun ajournement. « Vous ne devez pas prolonger l'armistice, lui disait-il, la paix doit se conclure, et vous devez mettre en marche le général Soult sans aucun délai, pour occuper la presqu'île si importante et si nécessaire pour secourir notre armée d'Egypte.

« Si les négociations traînent en longueur, entrez dans l'État napolitain, portez votre quartier général à Aguila, et levez tous les obstacles ; si, arrivé là, le roi ne consent pas à souscrire aux conditions modérées que lui offre le citoyen Alquier, marchez sur Naples.

Vous ne devez recevoir aucune distinction ni présents quelconque du roi de Naples, ni d'Acton. C'est le seul cabinet qui, par son horrible conduite, a mérité l'exécution de l'Europe.

tique où les événements l'avaient jeté par hasard. On le remplaça par un constituant, homme sage, spirituel, instruit, qui a figuré avec beaucoup d'honneur dans la diplomatie de ce temps : c'était M. Alquier. »

« On m'a dit que le cardinal Ruffo voulait vous offrir un cheval; vous devez également le refuser; cet homme a joué un rôle trop misérable. »

Les conditions offertes par la France étaient telles en effet qu'après sa conduite, le roi de Naples devait les considérer comme inespérées.

La République française lui laissait l'intégralité de ses États; elle ne lui demandait que de renoncer à la partie insignifiante du territoire qu'il possédait dans l'île d'Elbe, aux États présides de la Toscane, et au gouvernement de la principauté de Piombino. Le roi de Naples devait s'engager en outre à fermer les ports du royaume des Deux-Siciles aux bâtiments de guerre et de commerce turcs et anglais, à payer cinq cent mille francs aux agents et citoyens français qui avaient eu à souffrir des désordres survenus à Naples, à Viterbe et dans d'autres points de l'Italie méridionale. Un article secret donnait à la France trois frégates armées et rendues à Ancône.

Ces conditions acceptées, le traité de paix fut signé à Florence le 23 mai 1801.

Alquier passa de Florence à Naples. Le 29 mai, en l'absence du roi, il fut présenté au prince héréditaire, au milieu d'une affluence énorme de citoyens et des acclamations de ce peuple mobile qui, la veille, voulait exterminer tous les Français. Cette manifestation lui fit croire à un apaisement des passions; aussi écrivait-il à son gouvernement que les esprits se calmaient, que les haines paraissaient s'éteindre, qu'un grand nombre de prisonniers étaient mis en liberté et qu'il pensait que le traité serait exécuté de bonne foi.

Quoiqu'il eût près de cinquante ans, on assure que,

pour supplanter Acton dans les bonnes grâces de la reine, Alquier s'adressa encore plus au cœur qu'à la raison de cette princesse. Ce qu'il y a de certain, c'est que le favori disgracié fut envoyé en Sicile.

La haine que Caroline portait à la France était pourtant trop profonde pour que les tendres sentiments que pouvait lui inspirer son ambassadeur la changeassent en un amour durable. Avant même la troisième coalition, le général Saint-Cyr se plaignait de certaines menées qui lui faisaient craindre que la cour de Naples ne fît un appel aux Albanais. Le Premier Consul lui avait ordonné, dans le cas où cette éventualité se réaliserait, d'entrer dans le royaume de Naples ¹.

Au mois de septembre 1805, bien qu'il continuât à protester de sa fidélité à ses engagements, le gouvernement napolitain avait déjà prêté l'oreille aux propositions qui lui étaient faites par les souverains de l'Europe, en vue d'une troisième coalition contre la France. Si secrètes que fussent ces intrigues, elles n'échappèrent point à Alquier, qui en informa son gouvernement. Napoléon était au camp de Boulogne préparant une des-

¹ « Saint-Cloud, 10 mai 1804.

« Au citoyen Talleyrand.

« Je vous envoie, Citoyen Ministre, une lettre du général Saint-Cyr. Faites connaître à Alquier que le jour où il entrerait dans le royaume de Naples un corps de l'Albanie, je déclarerais la guerre au roi de Naples. Donnez-lui ordre de prendre toutes les mesures pour faire cesser les menées dont se plaint le général Saint-Cyr et de s'en expliquer ouvertement.

«Faites connaître au général Saint-Cyr les ordres que vous donnez, et qu'on s'oppose par tous les moyens à l'arrivée des Albanais.

« BONAPARTE. »

cente en Angleterre, il écrivit au ministre des affaires étrangères :

« Monsieur de Talleyrand,

« Je vous envoie une copie de l'ordonnateur de l'armée de Naples ; envoyez-la à Alquier, afin qu'il fasse les représentations les plus vives pour faire cesser sur le champ les enrôlements, et si véritablement cette lettre n'est pas exagérée et qu'il se continue des armements, il fera connaître par une note qu'il ne peut rester à Naples spectateur des dispositions hostiles qu'on fait contre la division française, et qu'il se retire, son ministère de paix étant inutile dans un pays où déjà on paraît résolu à la guerre, et près d'un souverain qui paraît décidé à ne rien ménager. Avant de s'en aller, cependant, qu'il vérifie si ces faits sont vrais ; qu'il voie la reine et le ministre ; qu'il dise à la reine qu'on sait ce qu'elle fait, et que le résultat de ses menées serait l'entrée de vingt mille hommes de troupes italiennes dans le royaume de Naples.

« Que M. Alquier réponde par le courrier pour me faire connaître réellement et véritablement la situation des affaires de Naples. Il faut aussi qu'il vous informe, par le même courrier, des mouvements de la rade de Naples depuis le mois de prairial, et qu'il vous envoie, tracée sur une carte, la position exacte des vaisseaux anglais devant ce port. »

Il paraît que la cour de Naples donna à Alquier une sorte de satisfaction, car ce ne fut que six mois plus tard, quand, après de nouvelles fautes de la reine, Jo-

seph envahit les États sur lesquels il allait bientôt régner, que l'ambassadeur français se retira avec toute la légation.

La bonne harmonie établie entre le Saint-Père et le nouveau Charlemagne, n'avait été que de courte durée. Le refus de rendre les légations, sur lesquelles le pape comptait, l'avait déjà légèrement troublée, quand de nouvelles exigences de Napoléon vinrent la rompre tout à fait. Dès le 21 juillet 1805, le pape s'était plaint de ce que le gouvernement français s'ingérât dans les affaires spirituelles, en prétendant organiser le clergé du royaume d'Italie. Tout en protestant de l'intérêt qu'il portait au Saint-Siège, l'empereur était loin de s'en défendre. Puisque le Concordat qui réglait les affaires ecclésiastiques était bon pour la France, pourquoi, disait-il, n'en ferait-on pas l'application à l'Italie ? Pourquoi aussi s'opposer à ce que les États de l'Église fissent partie de la Confédération italienne ? Pourquoi accueillir à Rome tous les ennemis de la France ? Pourquoi faire de la Ville éternelle un repaire de brigands et d'assassins ?

Bien qu'au point de vue religieux, le passé du cardinal Fesch n'eût peut-être pas été irréprochable ; bien que son humeur hautaine et son intelligence bornée fussent de nature à rendre difficiles les rapports avec lui, sa nomination à l'ambassade de Rome avait été loin d'être désagréable au Saint-Père, qui trouvait dans son caractère de prêtre une garantie pour les choses de la religion, qu'un laïque, imbu des principes philosophiques du dix-huitième siècle, aurait pu ne pas toujours respecter. Mais, quoi qu'il pût lui en coûter, l'oncle était

obligé de s'incliner quelquefois devant la volonté souveraine du neveu, et son rôle se bornait le plus souvent à en être l'interprète.

Tout devenait matière à récriminations contre le Saint-Siège. Deux assassinats ayant été commis sur une des places de Rome, et le bruit s'étant répandu que les victimes qui étaient des sujets romains avaient succombé sous le poignard des Français, le cardinal Fesch avait écrit dans les termes les plus vifs au cardinal Consalvi, pour se plaindre de cette calomnie, témoignant en même temps son étonnement que les auteurs du crime n'eussent pas été arrêtés. Le cardinal Consalvi lui répondit que son gouvernement n'était pour rien dans les bruits dont il se plaignait, qu'il mettait la plus grande activité dans la recherche des meurtriers, mais qu'il devait bien savoir qu'il n'était pas toujours facile de les atteindre, puisque la police de Paris, la meilleure de l'Europe, avait été longtemps avant de pouvoir mettre la main sur Cadoudal et ses complices.

Un événement bien autrement grave avait donné lieu au Saint-Père de faire entendre des plaintes. L'Autriche ayant déclaré la guerre à la France, l'empereur ne respecta pas les États de l'Église, quoiqu'ils fussent des États neutres, et fit occuper Ancône par ses troupes. Le pape protesta contre une pareille violation du droit des gens. Dans la lettre qu'il écrivait à l'empereur, il se plaignait avec amertume de n'avoir, depuis son retour de Paris, éprouvé que des déplaisirs, et demandait la prompté évacuation d'Ancône. Mais la paix de Presbourg venait de faire l'empereur tout-puissant en Europe, et, quand tous les souverains ployaient le genou devant lui, le moment

était mal choisi pour réclamer contre la violation des traités. Etonné d'une résistance à laquelle il n'était pas accoutumé, l'empereur répondit que l'occupation d'Ancone avait été une nécessité de la guerre et que ce n'était pas à la cour de Rome à lui adresser des reproches, mais bien à lui à s'en plaindre. Parmi ceux qu'il articulait, on ne sera pas peu surpris de l'entendre dire que le pape néglige les intérêts de la religion et qu'il se laisse conduire par un entourage aveugle ; que lui, Napoléon, ne cédera jamais devant des intrigues coupables ; que, pour régler les affaires de l'Église, il a bien voulu faire choix d'un ambassadeur ecclésiastique, mais qu'il ne tardera pas à le remplacer par un laïque.

Navré de douleur mais nullement abattu, Pie VII prit la responsabilité de tout ce qui s'était passé et déclara que, dans tous les actes et toutes les paroles émanant du Saint-Siège, il fallait voir l'expression de ses propres sentiments. L'empereur alors entra ou feignit d'entrer dans une violente colère. Se posant en théologien et en casuiste, il eut, dans sa réponse, des mots vraiment incroyables : — *Votre Sainteté*, disait-il, *est maîtresse de Rome ; moi, j'en suis l'empereur*. Puis il ajouta qu'il ne voulait pas laisser périr les âmes. Faisant ensuite allusion au refus du pape de déclarer nul le mariage que son frère Jérôme avait contracté avec une protestante, il déclarait que ceux qui mettaient tant de zèle à protéger des mariages protestants en répondaient devant Dieu. C'était probablement pour la même cause qu'il s'était déjà plaint de n'être pas toujours secondé par le pape en matière religieuse : *comme, par exemple, lorsqu'il s'agissait d'empêcher les protestants de lever*

la tête en France. Enfin il résumait tous ses griefs dans la déclaration suivante : « Si, à Rome, on passe la journée à ne rien faire et dans une coupable inertie, *puisque Dieu m'a conservé, après de si grands bouleversements, pour veiller au maintien de la Religion,* je ne puis devenir ni rester indifférent à tout ce qui peut nuire au bien et au salut de mes peuples. »

L'empereur Napoléon se posant, contre le pape, en défenseur de la religion ! c'est à n'y pas croire. De là à se déclarer souverain pontife dans ses États, comme l'empereur de Russie dans les siens, il n'y avait qu'un pas.

Le cardinal Fesch avait demandé, au nom de l'empereur, que le pape expulsât de ses États, les Russes, les Suédois, les Anglais et les Sardes. Le Saint-Père répondit, dans une lettre, tout à la fois ferme et modérée, que le caractère conciliant dont il était revêtu ne lui permettait pas de prendre de pareilles mesures, que Dieu lui prescrivait au contraire de donner asile à tous, *sans distinction de catholiques et d'hérétiques, de voisins et d'éloignés, de ceux dont nous attendons le bien, de ceux dont nous attendons le mal.* Il aurait pu ajouter : Aux membres de votre famille, sire, si, proscrits un jour de la France, ils venaient chercher un asile à Rome. En même temps il refusait à Napoléon le titre d'empereur de Rome qu'il prenait indûment, ne lui reconnaissant que celui d'empereur des Français.

Napoléon mit à exécution sa menace ; il remplaça, comme ambassadeur au Vatican, le cardinal Fesch par le baron Alquier. Ce choix devait être particulièrement désagréable au pape, le nouvel ambassadeur s'étant tou-

jours montré hostile au clergé, pendant qu'il était membre de l'Assemblée Constituante. Il est vrai que, depuis, un changement avait paru se faire dans son esprit. Dès son ambassade à Munich, il en avait donné la preuve. A cette époque, en effet, un prélat émigré, l'évêque de Clermont, ayant été arrêté par les troupes républicaines, Alquier lui fit savoir que la divergence de leurs sentiments politiques n'ôtant rien à l'estime qu'il avait de sa personne, il allait faire tous ses efforts pour le faire mettre en liberté.

Sa position n'en était pas moins des plus délicates. Esprit modéré par nature, désireux de plaire au Saint-Père dont il appréciait toutes les grandes qualités, il était décidé à tout faire pour lui être agréable, en même temps qu'il lui fallait satisfaire un maître irrité qui lui dictait impérieusement des ordres que le plus souvent il n'avait qu'à transmettre. Ce fut donc par son aménité qu'il s'étudia à adoucir ce que ses instructions avaient de rigoureux. Pour se faire bien venir à Paris et à Rome, il écrivait à son gouvernement qu'il en était l'interprète fidèle, ce qui était la vérité, en même temps que, par la séduction du langage, il attirait vers sa personne ceux que la sévérité des ordres dont il était l'exécuteur, était de nature à en éloigner. Ajoutons à son honneur que, plus d'une fois, il chercha à dissiper les préventions que l'empereur avait contre le Saint-Père, qu'il intervint en modérateur, jusqu'au jour où les ordres qui lui arrivèrent des Tuileries furent tellement impératifs, que toute observation lui fut interdite.

Le cardinal Fesch présenta son successeur au Saint-Père, le 17 mai 1806. La réception fut plus que froide.

En répondant au cardinal Fesch, Pie VII s'exprima même en termes assez vifs pour qu'Alquier crût devoir se retirer. Au sortir de cette audience, il se rendit chez le cardinal Consalvi, qu'il trouva dans les dispositions où il avait laissé le pape. Le cardinal se plaignait, en outre, que *les grandes dépenses* faites par le gouvernement pontifical, pour le passage des troupes françaises, ne lui eussent pas été remboursées. Alquier ne manqua pas de rendre compte à Talleyrand de la manière dont il avait été accueilli. Il lui demandait en même temps des instructions très précises, le cardinal Fesch ne lui ayant communiqué ni celles qu'il avait reçues, ni sa correspondance.

Elles ne se firent pas attendre longtemps. Deux jours après sa présentation au pape, c'est-à-dire le 19 mai 1806, Napoléon écrivait au ministre des affaires étrangères : « Monsieur le prince de Bénévent, faites connaître constamment à Alquier que je dois considérer le pape sous le point de vue du temporel et du spirituel. Comme prince temporel, il fait partie de fait de ma confédération, qu'il le veuille ou non. S'il fait des arrangements avec moi, je lui laisserai la souveraineté de ses États actuels ; s'il n'en fait pas, je m'emparerai de toutes ses côtes. Pour la partie spirituelle, on doit toujours faire connaître que, si l'on n'aplanit point les difficultés qui existent à l'occasion du royaume d'Italie, j'établirai, dans ce royaume, le Concordat français ; que notre religion étant toute vraie et non de convention, tout ce qui peut sauver en France sauve en Italie, et ce qui ne peut pas sauver dans un pays ne sauve pas dans un autre, et que, puisqu'on est aussi bien sauvé

en pratiquant le Concordat français que le Concordat d'Italie, le pape fait de mauvaises chicanes quand il s'oppose à l'établissement de ce dernier ; que, du reste, je ne reviendrai sur rien. »

Toujours le grand théologien, comme on voit !

Le maintien de la puissance temporelle du pape était soumise à une autre condition, à la reconnaissance de Joseph comme roi de Naples, et à la cessation de tout rapport diplomatique avec Ferdinand IV.

A la lettre écrite par l'empereur, Talleyrand avait ajouté les instructions suivantes : « Les relations du Saint-Siège avec Sa Majesté doivent être celles qu'il a eues avec les empereurs français qui fondaient autrefois l'empire d'Occident. Sa Majesté doit à l'intérêt de ses peuples et à sa propre dignité de soutenir les droits de la couronne impériale, et aucun des empereurs, de qui elle tient ses droits, n'eut plus qu'elle la puissance et la volonté de les défendre. Sa Majesté n'attribue pas à Sa Sainteté toutes les imprudentes déterminations dont elle a si vivement à se plaindre ; mais elle voit avec peine tous les conseils du Saint-Siège présidés par un homme, dont les vues particulières se lient tellement avec celles de l'Angleterre, qu'il serait impossible de ne pas les attribuer à la même cause. Monsieur le cardinal Consalvi peut se croire à Rome sans responsabilité à l'égard du gouvernement qu'il conduit, mais Sa Majesté, par intérêt même pour la cour de Rome, peut le rendre responsable des dangers où il l'entraîne. »

Napoléon se trompait doublement en croyant que le pape obéissait aux suggestions du cardinal Consalvi,

et que, pour en obtenir quelque chose, il fallait prendre le ton de la menace. Le Saint-Père ne prenait conseil que de sa conscience, et, très accommodant sur toute autre question, il devenait inflexible quand il croyait qu'une condescendance était une faiblesse de nature à compromettre les intérêts de l'Église.

Alquier, avec sa profonde sagacité, avait bien vite découvert la vérité, que l'esprit prévenu de l'empereur ne voulait pas voir, et il faisait tout ce qu'il pouvait pour dissiper ses préventions. Il répondit qu'il y avait beaucoup d'exagération dans ce qu'on disait des mauvaises dispositions de la cour de Rome à l'égard de la France; que le cardinal Caprera n'avait pas l'influence qu'on lui supposait, et que le cardinal Consalvi était loin d'être un fauteur de discordes. « J'ai trouvé, disait-il, le cardinal Consalvi parfaitement raisonnable sur tous les points où il n'y a pas de prétexte à des discussions théologiques, et, toutes les fois qu'il a pu se décider seul et comme homme d'État, et d'après ses dispositions particulières. Mais ce dont il faut toujours se garder avec la cour de Rome, c'est de prendre dans les négociations les routes qui peuvent conduire à discuter les droits du Sanctuaire. C'est peut-être parce qu'il s'est écarté de ce principe, que l'adhésion au pacte fédératif de l'empire français est devenue chose impossible à obtenir. On a demandé que cet objet purement politique fût soumis à la délibération du Sacré Collège, et le refus des cardinaux s'est fondé sur cette maxime que le chef de l'Eglise, le père souverain des fidèles, ne doit pas contracter des engagements qui affaibliraient l'autorité du Saint-Siège dans une partie

de l'Europe, et mettraient à prix la foi des habitants de ces contrées.

J'oserai représenter qu'il est à désirer que Sa Majesté l'empereur et roi veuille bien, dans ce moment, ne prendre aucune mesure de rigueur contre la cour de Rome. Il convient, je crois, de ne pas effrayer les esprits déjà vivement affectés, et de terminer avec tranquillité l'affaire de l'investiture, qui ne prendra que fort peu de jours. »

Ces sages conseils ne furent pas écoutés. Appauvri déjà par la perte des légations, le pape vit encore distraire de ses États les principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, que Napoléon donna, la première à Talleyrand, la seconde à Bernadotte. Cette spoliation n'était pas faite pour rendre Pie VII accommodant sur ce que lui demandait l'ambassadeur français, notamment sur la reconnaissance du nouveau roi de Naples. Il lui répondit : « Monsieur l'ambassadeur, Nous avons fait, jusqu'ici, tout ce qu'a voulu l'empereur, et Sa Majesté n'a pas cru devoir observer les promesses qu'il Nous a données. Si Nous cédon's à ce qu'on demande aujourd'hui, en son nom, Nous n'échapperons pas au danger dont Nous sommes menacé. Nous voyons dans les lettres particulières de Sa Majesté, et dans plusieurs pièces officielles, qu'on ne Nous regarde plus comme souverain, si Nous ne consentons pas à être compris dans l'enclave de l'empire. On inculpe à tort le cardinal Consalvi. Il paraît que l'on croit à Paris que Nous avons la faiblesse de Nous laisser diriger par sa volonté, et que Nous sommes un vrai fantôme. Nous lui donnerons un successeur et Notre opinion ne variera pas. Tous les points importants de Nos États sont successivement occupés

par les troupes de l'empereur, que Nous ne pouvons plus faire subsister, même en mettant de nouveaux impôts. Nous vous prévenons que si on veut s'emparer de Rome, Nous refuserons l'entrée du château Saint-Ange. Nous ne ferons aucune résistance, mais vos soldats devront briser les portes à coups de canons. L'Europe verra comme on Nous traite; et Nous aurons du moins prouvé que Nous avons agi conformément à Notre honneur et à Notre conscience. Si on Nous ôte la vie, la tombe Nous honorera, et Nous serons justifié aux yeux de Dieu et dans la mémoire des hommes. »

En transmettant cette déclaration au ministre des relations extérieures, Alquier ajoutait : « Cette réponse a été faite du ton le plus ferme, et avec un mélange de résignation religieuse et d'une vanité profondément blessée; je crois pouvoir vous assurer que l'opiniâtreté du pape est désormais invincible. »

Mécontent de la conduite du pape, Napoléon se montrait de plus en plus agressif. Comme il arrive d'ordinaire à ceux qui ne sont pas sans reproches, c'était lui qui faisait entendre les plus vives récriminations, prêt, quand les occasions de se plaindre lui manquaient, à en forger d'imaginaires. Barberini était fiscal à Rome lors de l'émeute au milieu de laquelle le général Duphot avait été assassiné. Impuissant à arrêter le mouvement populaire, quelques-uns avaient prétendu qu'il l'avait excité, mais rien n'avait justifié cette calomnie. Depuis, il avait occupé d'autres fonctions à Rome et personne n'avait songé à s'en plaindre : tout à coup Napoléon se souvient qu'il y a neuf ans, des soupçons se sont élevés contre la personne de Barberini, que la

rumeur publique a fait planer sur sa tête une accusation des plus graves. Il ne lui en faut pas davantage pour que, par ses ordres, Talleyrand adresse la note suivante à Alquier : « Sa Majesté ne peut souffrir que la place de préfet de police à Rome soit conservée à un homme qui la déshonore, et qui s'expose à voir le premier détachement français qui passera à Rome, venger la mort de Duphot au lieu même où il a été tué. Le gouverneur de Rome, qui est Piémontais (Monseigneur Cavalchini), doit désirer que le préfet de police, qui est sous ses ordres, ne soit pas l'ennemi de son pays, et, s'il le conserve dans son emploi, il doit (le gouverneur) n'être plus traité que comme émigré. »

Le cardinal Consalvi, que Napoléon accusait d'être la principale cause de sa mésintelligence avec le pape, donna sa démission, le 17 juin 1806, et fut remplacé par le cardinal Casoni.

Contrairement à tous les usages diplomatiques et particulièrement à ceux de la cour de France, au lieu de négocier avec le ministre des relations extérieures, Alquier s'adressait directement au Saint-Père. La nomination du cardinal Casoni, en remplacement de Consalvi, ne changea rien à l'habitude qu'il avait prise. Obligé souvent de transmettre des notes sévères, tout ce qui venait de sa main était, au moins dans la forme, d'une convenance parfaite.

Voulant amener l'Angleterre à composition en ruinant son commerce, Napoléon avait imaginé le blocus continental, c'est-à-dire la fermeture de tous les ports de l'Europe à sa marine. Cette mesure s'étendait à tous ses alliés indistinctement. Alquier écrivit, dans ce sens,

au Saint-Père, en y mettant toute sorte de ménagements. Il lui disait qu'il serait trop heureux d'opérer une entente complète entre son souverain et Sa Sainteté, que l'empereur n'avait jamais été mieux disposé à son égard, qu'il était prêt à lui garantir l'intégrité de son territoire et qu'il n'y mettait que cette condition : « Tous les ports de l'État pontifical seront fermés à l'Angleterre, toutes les fois que celle-ci sera en guerre avec la France. Les forteresses de l'État romain seront occupées par des troupes françaises, toutes les fois qu'une armée de terre aura débarqué ou menacé de débarquer sur un des points de l'Italie ; la reconnaissance de ces principes satisfera Sa Majesté et lui tiendra lieu de toute autre réclamation. »

Très obligeante pour la personne de l'ambassadeur, la réponse du pape fut négative, mais non d'une manière absolue. Ne voulant pas rompre ouvertement avec l'Angleterre, il se refusait à la déclaration que lui demandait Alquier ; mais, dans une audience particulière, il lui disait : « Vous êtes les plus forts, faites ce qui vous est utile ou ce qui vous paraît convenable. Vous serez, quand vous le voudrez, les maîtres de Nos États. Toutes les ressources qu'ils peuvent offrir, vous en disposerez à votre volonté. Dans ce moment même, Nous feignons d'ignorer que vous faites fabriquer, au milieu de Rome, des poudres de guerre pour le siège de Gaëte, et des brûlots à quelques milles de Notre capitale. Nous ne serons jamais assez peu sage pour entreprendre de vous résister. Mais n'exigez pas Notre autorisation expresse. L'empereur doit considérer que les protestations que Nous ferions dans les circonstances dont

Nous venons de parler, auraient moins pour objet de lui déplaire que d'éviter les plaintes et les ressentiments de ses ennemis qui deviendraient les Nôtres. Au reste, Sa Majesté peut, quand elle le voudra, exécuter ses menaces et Nous enlever ce que Nous possédons. Nous sommes résigné à tout et prêt, si elle le veut, à Nous retirer dans un couvent, ou dans les catacombes de Rome, à l'exemple des premiers successeurs de saint Pierre. »

Sur cette même question de blocus continental, le gouvernement français devait trouver, jusque dans la famille impériale, une opposition bien autrement accentuée. Devenu roi de Hollande, Louis Bonaparte préféra descendre du trône que d'obéir aux injonctions qui lui ordonnèrent de fermer les ports de ses États aux Anglais.

Napoléon qui, au moment du sacre, avait trouvé le pape si plein de mansuétude et si facile, ne pouvait pas comprendre sa résistance. Il ne voulait pas croire que le changement qui paraissait s'être opéré dans ses dispositions à son égard, eût été spontané, et il ne voyait en lui qu'un homme faible qui cédait à des suggestions étrangères. Il continuait donc à s'en prendre aux cardinaux qui l'entouraient. Mieux placé pour bien juger du pape et des prélats romains, Alquier s'efforçait d'éclairer son gouvernement sur le véritable état des choses ; il écrivait à Talleyrand : « On s'est étrangement trompé sur le caractère de ce souverain, si l'on a pensé que sa flexibilité apparente cédait à tous les mouvements qu'on lui voulait imprimer. Cette manière de voir n'est vraie que sur les objets d'admi-

nistration et de détail de gouvernement, où le pape s'en remet à ceux qui en sont chargés, mais dans tout ce qui touche à l'autorité de l'Église, il ne s'en rapporte qu'à lui...

« Le pape a un caractère doux mais très irritable, et susceptible de déployer une vertu à toute épreuve. C'est un fait constant qu'il ne verra pas sans une satisfaction très vive que sa résistance produise des changements politiques qu'il appellera *persécution*. Comme tous les ultramontains, il pense que les malheurs de l'Église, suivant leur expression, doivent amener des temps plus prospères et des jours de triomphe, et déjà ils disaient hautement : « Si l'empereur nous renverse, son successeur nous relèvera. »

Dans toutes les difficultés qui surgissaient chaque jour, Alquier ne cessait pourtant pas d'interposer ses bons offices. A une cérémonie de canonisation, où il n'avait rien à voir, le colonel Ramel, sans être invité, s'était rendu à Saint-Pierre, sa voiture escortée de vingt chasseurs, le sabre au poing.

Cette démonstration ridicule déplut fort au pape qui s'en plaignit vivement à notre ambassadeur. Alquier avait été le premier à remarquer l'inconvenance d'une telle manifestation ; mais, prendre ouvertement le parti du pape contre un officier français, c'était s'exposer au courroux du maître. Avec son habileté ordinaire, tout en ménageant le colonel Ramel, il parvint à satisfaire le Saint-Père.

Il était plus facile de calmer le Souverain Pontife que l'empereur, dont les exigences allaient tous les jours en augmentant. Napoléon avait entrepris que le nombre des

cardinaux français fût proportionné à la population de l'empire, et, comme les bruits d'excommunication qui couraient déjà à Rome étaient parvenus jusqu'à Dresde, où il se trouvait, ces menaces d'un autre âge, loin de l'effrayer, avaient enflammé sa colère, et voici la déclaration qu'il opposait aux foudres du Vatican :

« Dresde, 22 juillet 1807.

« Monsieur le prince de Bénévent, écrivez à M. Alquier de présenter une note dans laquelle il demandera que le nombre des cardinaux français, dans les conseils où se traitent les affaires de l'Eglise, soit proportionné au nombre des cardinaux romains qui s'y trouvent, ainsi que le nombre des cardinaux allemands et espagnols, en raison de la population de chaque pays; car il n'est pas convenable que l'Eglise de France, qu'un empire si grand et si puissant, soit sans organe dans le consistoire. Il ajoutera qu'il est temps de finir toutes les petites querelles qu'on ne cesse de me susciter; que je suis fort indigné et irrité des menaces qu'on me fait de m'excommunier, de me déclarer déchu du trône; qu'il ne leur reste plus qu'à me mettre dans un monastère et à me faire fouetter comme Louis le Débonnaire; que, si l'on veut arranger toutes les affaires et en finir, on ait à envoyer de pleins pouvoirs au Cardinal Légat qui est à Paris; que si l'on ne veut pas, l'on reste tranquille, et que l'on se dispense de rien faire; qu'on cesse toute correspondance et des menaces que je méprise, mais qu'il n'est pas de la dignité de ma couronne d'entendre. Vous donnerez un congé à M. Alquier pour revenir en France,

et vous laisserez à Rome un chargé d'affaires, pour les affaires courantes de la légation. »

Alquier, cette fois, ne chercha point à atténuer l'effet que devait produire cette sommation. Loin, comme il le faisait d'ordinaire en pareille circonstance, d'en adoucir l'expression par quelque changement dans la forme, il en répéta presque textuellement les termes, sans omettre que Napoléon ne se laisserait point *fouetter* comme Louis le Débonnaire. Il insista aussi pour que des pouvoirs plus étendus fussent donnés au cardinal Casoni. A cette demande le pape répondit que le cardinal Casoni était bien vieux pour s'occuper activement d'affaires, et qu'il allait le remplacer par le cardinal Litta. En annonçant à M. de Champagny, qui venait de prendre la place de M. de Talleyrand aux relations extérieures, cette détermination du Saint-Père, Alquier faisait le plus grand éloge du cardinal Litta. A une rare intelligence, à une profonde érudition, à la connaissance de l'histoire et de la littérature, il joignait, disait-il, la modération dans les idées, et le désir d'être agréable à la France. Napoléon n'en voulut rien croire ; il déclara que le nouveau représentant du Saint-Siège était son ennemi personnel et qu'il ne le recevrait pas comme ambassadeur ; puis, s'irritant de plus en plus, il écrivit au ministre des affaires étrangères : « Monsieur de Champagny, écrivez à M. Alquier qu'il doit avoir vu par vos dépêches que je me refusais à voir M. Litta ; que sa dernière lettre, du 19 août, me fait connaître encore davantage combien peu on doit se fier à la cour de Rome ; que ces discussions sont de deux natures : 1^o le temporel ; l'empereur se fera raison par les armes ; 2^o les affaires spirituelles ; comme roi d'Italie

et protecteur de la Confédération du Rhin, l'empereur en appellera à un Concile contre l'ineptie et la mauvaise foi de la cour de Rome. Si, dans la cour de Rome, on ne prend pas de moyens d'accommodement, et si l'on n'envoie pas au légat de pleins pouvoirs pour tout terminer, mon intention bien positive est de me faire droit moi-même. Vous réitérerez à M. Alquier que, sa présence étant inutile à Rome, il peut y laisser un chargé d'affaires, et s'en retourner tout doucement à Paris. »

Devant ces menaces, le pape restait inébranlable. « Nous ne redoutons rien, disait-il, nous sommes prêt à tout. » Et en même temps, il parlait de dénoncer l'empereur à la chrétienté tout entière.

Peu habitué à un pareil langage, Napoléon écrivit à Eugène, vice-roi d'Italie, une lettre d'une grande violence, dont j'extrais les phrases suivantes : « Le Pape qui se porterait à une telle démarche cesserait d'être pape à mes yeux ; je ne le considérerais que comme l'Antéchrist envoyé pour bouleverser le monde et faire du mal aux hommes ; je remercierais Dieu de son impuissance.

« Peut être le temps n'est pas loin, si l'on veut continuer à troubler les affaires de mes États, où je ne reconnâtrai le pape que comme évêque de Rome, comme égal et au même rang que les évêques de mes États.

« Je tiens ma couronne de Dieu et de mes peuples, je serai toujours Charlemagne pour la cour de Rome et jamais Louis le Débonnaire. »

Eugène transmet *in extenso* cette lettre à la cour de Rome, en l'accompagnant de réflexions écrites dans le même style.

Les négociations ne pouvaient rester sur ce ton, sans qu'il en résultât une rupture. Craignant le coup qui les menaçait, plusieurs grands personnages de la cour pontificale, moins dégagés des biens de la terre que le Saint-Père, ne demandaient pas mieux, pour conserver leur position, que de satisfaire à toutes les exigences de Napoléon. Alquier écrivait à M. de Champagny : « Les têtes sont ici tellement agitées, que l'on s'occupe de chercher quels sont les gages de soumission, quels hommages éclatants, quelles distinctions extraordinaires on pourrait offrir à Sa Majesté l'empereur et roi, pour fléchir ses ressentiments et obtenir d'être *conservé*. C'est ainsi qu'un personnage marquant, qui jouit d'une grande influence, et qui avait assurément l'ordre de me rechercher, me disait, il y a quelques jours : « Si, pour apaiser Sa Majesté et la déterminer à nous laisser vivre, il fallait renouveler pour elle ce que l'on fit autrefois pour Charlemagne ; s'il fallait faire plus encore, croyez que la chose la plus facile serait celle-là. » Quelque grande que fût cette ouverture de la part d'un homme qui était certainement autorisé à parler ainsi, je me bornai à l'écouter. »

A défaut du cardinal Litta que l'empereur avait repoussé, le Saint-Père, sur sa demande, avait envoyé à Paris, en qualité de légat, le cardinal de Bayanne. C'était un vieux prêtre, animé des intentions les plus pacifiques, que sa surdité obligeait à traiter toutes les affaires par écrit. Avant de partir pour la France, il eut une entrevue avec notre ambassadeur, et, poursuivi de l'idée que nous venons de faire connaître, il lui dit : « J'ignore quelles sont les intentions de Sa Majesté sur le titre qui peut énoncer sa puissance, mais je crois que si la

consécration d'empereur d'Occident lui paraissait convenable, on ne ferait ici aucune difficulté. Mon métier ne sera pas d'en faire la proposition, mais si l'on m'en parlait à Paris, j'écrirais au pape, et je ne doute pas qu'il n'envoyât son adhésion pleine et entière. »

« Il m'a été facile de remarquer, ajoutait Alquier, en rendant compte de cette conversation à M. de Champagne, qu'en me faisant cette déclaration sous forme confidentielle, le ministre du Saint-Siège le présentait comme un équivalent à l'adhésion formelle à un pacte fédératif, difficulté que je suis loin de regarder comme insoluble, mais qui, je le répète, sera l'objet le plus pénible de la négociation. »

Jusqu'à quel point le cardinal de Bayanne était-il autorisé à parler ainsi ? Ne s'avancait-il point un peu trop en tenant un pareil langage ? Il y a lieu de le croire. Le Saint-Père, en effet, n'était pas seulement le doux entêté que nous connaissons, il avait aussi ses vivacités, et ne se montrait pas toujours disposé à faire le premier pas dans la voie des concessions, quand il croyait que le droit était de son côté. Quant à l'empereur, l'accueil enthousiaste qu'il venait de recevoir à Venise, n'était pas fait pour le détourner de ses desseins sur Rome, et il paraissait, plus que jamais, disposé à briser toutes les résistances. On négociait pourtant encore, et, chose bizarre, c'était le cardinal Casoni qui invoquait l'autorité de Bossuet contre les prétentions de la France.

Alquier était impuissant à calmer la tempête, et l'orage qui s'était élevé depuis longtemps, allait de Paris éclater à Rome. Il continuait pourtant encore, autant qu'il le pouvait, son rôle de médiateur, et ce n'est qu'à-

près la réception d'une dépêche, dont les termes lui avaient paru si durs qu'il avait prié M. de Champagny de les adoucir, que, sur le refus de celui-ci, il se décida à ne plus hasarder d'observations auprès de son gouvernement, et à n'être désormais que l'exécuteur docile des volontés du maître.

Espérant en finir par un coup d'autorité, l'empereur donna ordre au général Miollis d'occuper Rome. Jusque-là, tous les souverains avec lesquels il s'était trouvé en guerre, ayant cessé toute résistance après la prise de leur capitale, il pensait que le pape n'agirait pas autrement. Mais lui, d'ordinaire si clairvoyant, se trompait sur ce point. C'était après de grandes batailles que Vienne et Berlin avaient ouvert leurs portes ; le pape ne songeait pas à opposer la force à la force ; il comptait invoquer le droit et s'appuyer sur la justice.

Le général Miollis fit son entrée à Rome le 2 février 1808. Le lendemain, M. de Champagny déclara au cardinal de Bayanne que « les soldats français, présentement établis à Rome, y resteraient jusqu'à ce que le pape fût entré dans la confédération italienne, et qu'il eût consenti à faire, dans tous les cas et contre qui que ce soit, cause commune avec les puissances qui la composaient. Cette condition était *le sine quâ non* des propositions de Sa Majesté. Si le pape ne les acceptait pas, Sa Majesté ne saurait reconnaître sa souveraineté temporelle. Elle était décidée à faire passer la domination de Rome dans des mains séculières. »

A une injonction aussi formelle, le pape répondit par une déclaration qui, pendant la nuit, fut affichée sur tous les murs de Rome. Tout en protestant contre l'usurpation

des Etats Pontificaux, le Saint-Père remettait sa cause entre les mains de Dieu, recommandant à ses sujets la douceur et la patience, leur défendant par dessus tout de troubler la paix et la tranquillité publique. « Sa Sainteté, était-il dit dans la protestation, les y exhorte et le leur ordonne positivement ; elle espère que, loin de faire aucun tort, aucune offense à qui que ce soit, ils respecteront même les individus d'une nation dont elle a reçu tant de témoignages de respect et d'affection, pendant son voyage en France et son séjour à Paris. »

En même temps que cette protestation était placardée sur les murailles, le cardinal écrivait, presque dans les mêmes termes, aux ministres étrangers près la cour de Rome.

La fermeté n'est point exclusive de la modération ; bien décidé, quoi qu'il pût arriver, à la résistance, le pape conservait le langage mesuré qui convenait au Chef de l'Eglise. Il ne refusa pas de donner audience au général Miollis, qui lui fut présenté par Alquier, et se contenta de lui demander pourquoi, quand il savait bien qu'il ne rencontrerait aucune résistance, il avait fait braquer des pièces de canon devant les fenêtres du Vatican. Il reçut également les officiers français et leur fit le meilleur accueil. « Nous aimons toujours les Français, leur dit-il, et quelque douloureuses que soient les circonstances dans lesquelles nous nous voyons aujourd'hui, nous n'en sommes pas moins sensible à la démarche que vous faites auprès de nous. Vous êtes célèbres, dans toute l'Europe, par votre courage, et nous devons rendre justice aux soins que vous mettez à faire observer une stricte discipline par les soldats que vous commandez. »

De telles paroles, dans un pareil moment, témoignaient d'une grande tranquillité d'âme chez celui qui les prononçait. En tout ce qui le touchait personnellement, le pape, toujours maître de lui-même, gardait un calme parfait; il ne s'irritait que lorsqu'il voyait Napoléon porter une main audacieuse sur les choses de l'Eglise.

Celui-ci était arrivé au paroxysme de la colère; à la protestation si modérée du pape, il avait répondu par les mesures les plus vexatoires. Par ses ordres, M. de Champagny avait enjoint à Alquier de s'opposer à toute circulation d'imprimés ou actes quelconques contraires à la France que le gouvernement pourrait publier, et d'en rendre responsables les libraires et la police de Rome.

A cet effet, Alquier crut devoir s'emparer de l'administration des postes et de la police de la librairie. Comprenant qu'il n'avait qu'à obéir, il montra tout le zèle que lui demandait son gouvernement; la protestation du pape devint un acte des plus coupables, tendant à égarer l'opinion et à troubler la tranquillité publique par des assertions couvertes d'un voile religieux. A défaut de griefs sérieux, il en cherchait d'imaginaires; il allait jusqu'à reprocher au cardinal Casoni d'avoir manqué au respect qu'il devait à Sa Majesté impériale, parce que, dans sa protestation, il s'était servi du terme *gouvernement français*, sans mentionner le nom de Napoléon. S'il était dans les usages diplomatiques, comme le disait Alquier, de se servir de cette formule, dans la circonstance présente, c'était par égard et par ménagement qu'elle n'avait pas été employée. Le Saint-Père, redoutant d'irriter son peuple contre Napoléon, avait voulu paraître le tenir à l'écart et ne s'en prendre qu'à son gou-

vernement. C'est ce que le cardinal Casoni s'efforçait de faire comprendre à Alquier, dans la réponse qu'il lui faisait. L'ambassadeur français n'avait pas besoin de cette explication, et avait trop de tact pour ne pas reconnaître tout ce qu'avaient de grotesque de tels reproches. Il remplissait son mandat, car il n'avait pas oublié que Napoléon avait écrit au cardinal Fesch *de laisser faire à Alquier tout ce qui serait odieux*, dans le cas où il serait obligé de prolonger son séjour à Rome. Ce n'était que le commencement de violences qui ne devaient même pas s'arrêter devant la personne du Saint-Père.

Le général Miollis ne se borna pas à s'emparer de sa correspondance; la menace d'en faire autant s'étendit aux ambassadeurs accrédités au Vatican. Tel était le plan de campagne dirigé contre la cour de Rome, dont l'exécution était confiée à Alquier.

Ainsi, pendant que par tous les moyens dont il pouvait disposer, Napoléon signalait à l'Europe entière la prétendue obstination du Saint-Père à se refuser à tout accommodement, il lui ôtait jusqu'à la faculté d'élever la voix et prétendait qu'il fût jugé sans être entendu. « Chose étrange, dit M. d'Haussonville, c'était le Vatican, le modèle par excellence des gouvernements d'ancien régime d'ordinaire si amoureux de la discrétion et du mystère, qui avait cette fois soif de publicité, et qui, de toutes les manières s'ingéniait, pour faire appel à l'opinion. C'était l'homme des temps nouveaux, le soi-disant héritier de la Révolution française et des principes de 89, qui fuyait le grand jour, qui épaississait à dessein tous les voiles et imposait silence par la force. » Tant il est vrai que

les hommes sont toujours disposés à faire ployer les principes devant les intérêts particuliers.

Alquier avait à ménager les siens propres ; aussi, quoi qu'il en pût coûter à sa nature si conciliante, il n'était pas homme à sacrifier sa position à des répugnances personnelles. Napoléon avait dit : « Mon intention est d'accoutumer le peuple de Rome et les troupes françaises à vivre ensemble, afin que, si la cour de Rome continue à se montrer aussi insensée, elle ait cessé insensiblement d'exister comme puissance temporelle, sans qu'on s'en soit aperçu. » Principal exécuteur de ces ordres, Alquier venait en aide, autant qu'il le pouvait, aux tentatives que faisait le général Miollis pour incorporer dans l'armée française les troupes pontificales. Il y avait bien eu parmi ces dernières quelque résistance : — le colonel Bracci, ainsi que plusieurs de ses officiers, s'étaient refusés à quitter la bannière du Saint-Père pour arborer le drapeau de la France, et Pie VII était parvenu à faire passer aux ministres étrangers une protestation contre cette nouvelle attaque à son indépendance ; mais, après que les officiers récalcitrants eurent été exilés ou emprisonnés, l'incorporation se fit à la satisfaction de Napoléon, sinon à sa plus grande gloire.

Une fois engagé dans la fausse voie où il était entré, Napoléon ne devait plus s'arrêter. Quoi qu'il en eût dit, Alquier n'avait pas pu lui persuader que le pape agissait dans la plénitude de sa volonté, et que le milieu dans lequel il vivait n'avait aucune influence sur ses résolutions. Napoléon s'entêtait à croire le contraire, étant persuadé qu'il en obtiendrait ce qu'il désirait, quand des conseillers pernicioeux ne seraient plus là pour le

maintenir en état d'hostilité contre lui. En conséquence, il donnait ordre au vice-roi d'Italie de renvoyer de Rome, quelque poste qu'ils y occupassent, tous les cardinaux nés sous un autre ciel que celui des États romains. — « Que Litta revienne à Milan, écrivait-il, que les Gênois restent à Gênes, les Italiens dans le royaume d'Italie, les Piémontais en Piémont, les Napolitains à Naples. *Cette mesure doit être exécutée de gré ou de force.* Puisque ce sont les cardinaux qui ont perdu les États temporels du pape par leurs mauvais conseils, qu'ils restent chacun chez eux. » Ces ordres furent fidèlement exécutés. Les prélats qui approchaient le plus du Saint-Père, ceux qui occupaient des fonctions auprès de sa personne ou dans le gouvernement de l'Église, le préfet du Concile, le vicaire du pape, le secrétaire des Brefs, n'eurent que trois jours pour faire leurs préparatifs de départ. Si, passé ce temps, on les trouvait encore à Rome, ils devaient être arrêtés.

Prêt à tous les sacrifices personnels, même à celui de sa vie, le Pape se serait reproché de se rendre coupable d'un acte d'insigne faiblesse, de se prêter complaisamment à des rigueurs exercées contre des prélats qui, étrangers aux affaires politiques, n'avaient d'autre tort que de l'approcher de près, et de lui être indispensables, pour tous les détails qu'exigeait le règlement des affaires religieuses. Il leur fit donc la défense expresse de sortir de Rome et d'obéir à d'autres qu'à lui.

Le général Miollis avait des ordres formels ; il les exécuta sans hésitation. Rome ne vit pas sans indignation des prêtres respectables, dont plusieurs étaient accablés par l'âge, arrêtés comme des malfaiteurs, et expulsés de

la Ville éternelle. En présence d'une persécution qui rappelait celle des temps anciens, le Saint-Père prit une résolution extrême dont il comprit toutes les conséquences, et dont les gens timorés, les membres de la secrétairerie générale et le cardinal Caprara voulurent en vain le détourner ; il donna ordre à ce dernier de demander des passe-ports pour le cardinal de Bayanne et pour lui, *au risque de souffrir une violence personnelle*. Alquier venait de recevoir les siens, trop tard pour n'avoir pas participé à des mesures qui répugnaient à la modération de son esprit ; assez tôt encore pour ne pas assister à une exécution qui allait mettre le comble à toutes les rigueurs, à l'enlèvement du pape.

Napoléon, qui terminait toutes ses lettres au Saint-Père par ces mots : *Votre doux fils*, dit à Alquier, quand, à son retour, il se présenta aux Tuileries : — « Vous êtes un dévot, monsieur Alquier : vous avez voulu gagner des indulgences à Rome. — Sire, repartit le souple et fin courtisan, je n'ai jamais eu besoin que des vôtres. »

Le reproche n'était pas fondé. Alquier n'était ni dévot, ni même religieux ; c'était un habile homme, sinon toujours scrupuleux, du moins conciliant, ennemi de toute exécution brutale, et qui aurait voulu qu'en toute circonstance la force eût l'apparence du droit. Sans doute, il eût mieux valu pour son honneur qu'au lieu d'obéir à des ordres qu'il n'exécutait qu'à contre-cœur, il eût répondu : « Sire, il est de mon devoir de vous prier de confier à un autre l'exécution de mesures qui répugnent à ma conscience et qui ne peuvent que nuire à la gloire de Votre Majesté. » Mais quel scandale eût causé un pareil langage ! Quelle explosion de colère eût

provoquée une pareille désobéissance ! Alquier n'y songea pas. Plutôt que de renoncer pour toujours aux honneurs et à la fortune, plutôt que de perdre la grande position qu'il occupait, il eût été bien plus loin encore. Triste temps pour la dignité de l'homme que celui où l'on trouve, à côté de tant de gloire militaire, un tel abaissement des caractères ! Triste régime que celui de l'obéissance passive à un pouvoir absolu, sous lequel il faut savoir gré à ceux que l'ambition et le désir de plaire ne rendent pas coupables d'un excès de zèle !

Bien que sa mission auprès du Saint-Père eût échoué, Alquier ne tomba point dans la disgrâce de l'empereur. Sachant bien que la faute ne pouvait pas lui en être imputée, il lui confia l'ambassade de Stockholm. Sa position allait devenir tout aussi délicate que celle qu'il avait eue à Rome.

Tombé dans une démence furieuse, le roi Gustave IV avait été déposé par les Etats qui avaient placé la couronne sur la tête de son oncle, le duc de Sudermanie. Ce prince, très aimé de ses sujets, avait déjà gouverné la Suède, pendant la minorité de ce même roi qu'il était maintenant appelé à remplacer sur le trône. Son premier soin fut de conclure la paix avec la Russie et la France. Napoléon lui rendit la Poméranie et le port de Stralsund, mais il exigea que la Suède entrât dans le système du blocus continental ; sacrifice considérable pour un peuple qui s'enrichissait plus par le commerce qu'avec ses propres ressources. Le traité de paix contenait plusieurs autres clauses auxquelles l'empereur tenait beaucoup, notamment celle de fermer les frontières de la Suède à tous les ennemis de la France.

Les Suédois, que ruinait la première des conditions de la paix, se gardèrent bien de l'exécuter. S'ils fermèrent le grand entrepôt de Guthembourg à l'Angleterre, ils en créèrent dans de petites îles où ils pensèrent qu'ils pourraient passer inaperçus.

Informé de cette infraction au traité, Napoléon prit immédiatement une attitude menaçante. Il écrivit au ministre des affaires étrangères : « Donnez ordre que mon ministre en Suède, Alquier, ne parte pas, et envoyez un courrier à Stockholm, pour porter l'ordre à mon chargé d'affaires de présenter une note en déclarant que, si sous cinq jours, il n'a pas obtenu satisfaction, il repassera en France, et que le traité sera par là annulé : par cette note le sieur Désaugiers (le chargé d'affaires à Stockholm) demandera : 1° que le ministre ou consul anglais soit renvoyé de Suède, et que le ministre suédois à Londres soit rappelé ; 2° que les marchandises coloniales sur bâtiments suédois ou autres qui aborderaient en Poméranie soient séquestrées ; 3° que Fauche Borel et tous autres agents de la même clique soient arrêtés et me soient livrés ; 4° que tous les Suédois qui portent la croix de Saint-Louis, soient tenus de la quitter, ainsi que toute autre décoration appartenant à l'ancienne France ; que mon intention est de faire la guerre à la Suède, plutôt que souffrir d'être outragé chez elle. »

Obligé de choisir entre la France et l'Angleterre, le gouvernement suédois se décida pour l'alliance avec la première de ces deux puissances, et déclara la guerre à la seconde.

Ayant ainsi obtenu satisfaction, Napoléon écrivit, le

24 juin 1810, à M. de Champagny d'ordonner à Alquier de se rendre à son poste, et comme un mois après il n'était pas encore parti, que Désaugiers, sans y être autorisé, s'était permis de dire à un grand personnage de la Suède que l'empereur songeait à la réunion des trois couronnes (la Suède, la Norwège et le Danemark), Napoléon donna ordre de rappeler immédiatement l'indiscret chargé d'affaires, et de faire partir Alquier sans tarder davantage. « Il est indispensable, quand je ne vous réponds pas, disait-il au ministre des relations extérieures, que vous ne laissiez pas mes agents sans direction, et qu'ils ne soient jamais dans le cas de prendre sur eux. Vous ferez venir le ministre de Suède, vous lui ferez connaître que je rappelle mon chargé d'affaires pour avoir eu des opinions à lui ; vous n'entrerez pas dans le détail des opinions qu'il a émises, vous lui direz qu'il n'appartient pas à ce chargé d'affaires d'en avoir sans ma participation ; que je ne pouvais pas en avoir moi-même, ne connaissant pas les dispositions de la diète. Quant au sieur Alquier, vous lui donneriez pour instruction verbale, de se maintenir en harmonie avec la Russie et le Danemark, et d'aider le roi autant qu'il pourra ; que mon intention n'était pas de me mêler directement des affaires de Suède, que le successeur que je préférerais à tous était le prince Christian, frère du feu prince royal, que le roi lui-même avait proposé, et que je désire bien connaître la position et l'esprit du pays. »

Voilà en effet ce qui s'était passé en Suède. Le duc de Sudermanie n'ayant point d'enfant et n'osant pas adopter pour héritier le roi de Danemark, dans la

crainte qu'il avait de trouver de l'opposition à son projet de réunir un jour les trois couronnes, avait choisi son beau-frère; le duc d'Augustenbourg. Par cet acte, il arrivait au même but, un peu plus tard peut-être — le duc d'Augustenbourg ne devant monter sur le trône de Danemark qu'après la mort du roi régnant, — mais il y arrivait tout aussi sûrement. Malheureusement ce jeune prince, auquel de grandes destinées semblaient réservées, tomba, comme foudroyé, en passant une revue, et ne se releva pas.

Napoléon était l'arbitre de l'Europe, chacun aspirait à son alliance. Le roi de Suède le consulta pour savoir quel choix lui serait agréable. Il lui demanda s'il voulait prendre le prince royal dans sa famille, parmi les généraux qui l'entouraient, ou bien dans la maison de Danemark, lui donnant l'assurance que, quel qu'il fût, il serait agréé. On sait quel était le désir de Napoléon. Le roi Charles XIII ne demandait pas mieux que de s'y conformer; aussi, bien que l'empereur eût voulu paraître neutre dans cette question, beaucoup tournaient les yeux vers lui, pour deviner sa pensée. Bernadotte jouissait d'une certaine popularité en Suède. Chargé du commandement d'une armée qui menaçait les États scandinaves, il avait reçu contre-ordre de l'empereur, au moment où il allait entrer en Finlande et prêter la main aux Russes. Se donnant bien garde alors de faire connaître la volonté souveraine de l'empereur, il avait persuadé aux Suédois qu'agissant de sa propre autorité, prendre leurs intérêts avait été le seul motif de sa conduite. D'ailleurs, par sa femme, il était allié à Napoléon auquel, suivant ses partisans, un tel choix ne pourrait être

qu'infiniment agréable. Son nom avait donc été compris parmi ceux sur lesquels les États avaient à faire un choix.

Présenté par le roi, le prince d'Augustenbourg avait d'abord été agréé par le comité des États, mais, convenu par des intrigants qui lui persuadèrent que Bernadotte était celui de tous auquel Napoléon donnait la préférence, et qu'en l'élisant, ils étaient sûrs d'obtenir ses bonnes grâces, les membres qui le composaient revinrent sur cette première résolution, et, au prince d'Augustenbourg, qu'ils avaient d'abord choisi, substituèrent le prince de Ponte-Corvo.

La vérité était le contraire de ce qu'avait cru le comité des États. Napoléon n'aimait pas Bernadotte dont il avait eu à se plaindre, et dont l'outrecuidance lui faisait hausser les épaules. Sachant certains bruits, que faisait courir un agent du maréchal, il avait même chargé le ministre des affaires étrangères de les désavouer. Mais lorsque le courrier, porteur de cet ordre, entra à Stockholm, de l'intrigue, la pièce était arrivée au dénouement. Napoléon en prit son parti : non seulement il ne refusa pas son consentement à Bernadotte, mais il lui fit compter un million par Mollien, pour que, de général français, devenu prince royal de Suède, il pût faire grande figure à la cour de Stockholm. On sait comment Napoléon fut récompensé de ses largesses.

Alquier se trouvait en présence d'un prince ambitieux et perfide, qui, en attendant qu'il trahît ouvertement la France, tendait secrètement la main à l'Angleterre. La haine et l'envie qu'au fond du cœur il portait à

Napoléon, se dissimulaient sous les dehors d'une grande reconnaissance. Il lui écrivait souvent, lui faisant toujours mille protestations d'amitié. Blessé de l'oubli des convenances, l'empereur, qui tenait autant à l'étiquette que Louis XIV, avait voulu qu'Alquier informât le prince royal que Sa Majesté Napoléon n'écrivait directement qu'aux têtes couronnées. Dans les instructions que M. de Champagny avait données à notre ambassadeur en Suède, nous lisons : « Le prince royal écrit souvent à l'empereur, qui ne lui a pas répondu. Il est convenable que vous sachiez, seulement pour user de cette information selon les circonstances, que cela vient de ce que l'empereur ayant pour maxime de ne pas faire chez les autres ce qu'il ne fait pas chez lui, n'entretient de correspondance avec aucun prince royal. L'empereur n'aime point à s'écarter légèrement de ce qui paraît être l'ordre naturel des choses.

« Quand le prince sera devenu roi, l'empereur recevra ses lettres avec plaisir et y répondra dans les occasions déterminées par l'usage ; mais le vœu de Sa Majesté est que toutes les affaires se traitent toujours par le canal ordinaire des ministres. L'empereur en use de même avec ses frères qui sont sur le trône. Il ne veut pas qu'aucun d'eux puisse répondre à une réclamation ou à une demande qui lui serait portée par le ministre de France par cette formule, qu'ils pourraient être tentés d'employer : *Je traiterai directement cette affaire avec l'empereur, ou l'empereur m'a écrit sur cet objet*. Sa Majesté veut, Monsieur, que de pareilles allégations ne règlent pas votre conduite. »

L'objet principal de ces instructions était la stricte

obligation, imposée à la Suède, de participer au blocus continental.— « D'ailleurs Sa Majesté désire, continuait M. de Champagny, que vous vous rendiez agréable au roi et au prince, et vous engage à insister fortement sur la confiscation des marchandises anglaises, et sur la prohibition de tout commerce des denrées anglaises ou venant d'Angleterre. Vous ferez sentir que, les Anglais donnant la plus grande publicité à leurs relations commerciales, la Suède ne peut en entretenir avec eux, sans qu'elles soient promptement connues. Elle ne peut donc espérer de se dérober, à moins que ce ne soit ouvertement, à l'exécution des engagements qu'elle a contractés.

« Montrez le ridicule de son insignifiante déclaration de guerre et l'inconvenance de la circulaire presque offensante pour l'empereur qui en accompagnait la communication. L'empereur a dit en riant que c'était à lui et non aux Anglais qu'on déclarait la guerre.

« Cette conduite n'est point honorable pour le gouvernement suédois, il se déconsidère lui-même aux yeux de la nation, rend sa position bien plus difficile, en soulevant l'opinion contre la guerre qu'il s'est engagé à soutenir ; mieux valait une résistance franche et ouverte aux volontés de l'empereur. »

En même temps qu'il voulait amener l'Angleterre à composition en ruinant son commerce, Napoléon songeant à l'éventualité d'une guerre avec la Russie, faisait des préparatifs en conséquence. Depuis déjà quelque temps, les bonnes relations entre les deux empereurs s'étaient singulièrement refroidies. A la mauvaise humeur qu'Alexandre avait ressentie de la brusque rupture des négocia-

ciations commencées pour le mariage de la grande duchesse avec Napoléon — mauvaise humeur qu'il avait pourtant pris grand soin de dissimuler — était venu s'ajouter le mécontentement que lui avait causé le décret du 5 août 1810, qui établissait, en les rendant plus vexatoires que les précédentes, de nouvelles obligations pour le blocus continental. L'empereur Napoléon prétendait envoyer dans tous les États de la confédération germanique des agents français chargés d'opérer la saisie de toutes les marchandises anglaises qui pourraient s'y trouver. Sans se refuser précisément à cette mesure à laquelle toutes les autres puissances s'étaient soumises, la Russie s'y était prêtée de mauvaise grâce. Depuis, l'empereur Alexandre avait été profondément blessé de la réunion à la France des îles Anséatiques et du duché d'Oldembourg. Les exigences de Napoléon au sujet du blocus continental augmentant chaque jour, le passage du refroidissement à une hostilité ouverte ne devait pas tarder d'avoir lieu.

De part et d'autre on conservait pourtant les apparences d'une bonne amitié, mais le vrai de la situation n'avait point échappé à Bernadotte. La circonstance lui parut favorable pour se populariser dans le pays où il venait d'être reçu comme héritier du trône; il songea donc, avec l'appui de la France, à annexer la Norvège à la Suède, promettant à ce prix, dans le cas où la guerre viendrait à éclater entre la France et la Russie, d'envahir la Finlande et de menacer Saint-Petersbourg. Il n'eut pas honte d'en faire la proposition à Alquier. « Le ministre de France, dit M. Thiers, surpris, ému de ce spectacle odieux, se hâta pourtant, vu la gravité de la

proposition, d'en écrire à Paris, afin que Napoléon lui dictât la réponse qu'il devait faire à une pareille ouverture. Napoléon, nous le disons à sa louange, éprouva un mouvement d'indignation qui eut de grandes conséquences, qui aurait dû lui mériter un autre sort, et qui le lui aurait certainement mérité, si sa prudence en toutes choses avait égalé sa loyauté en celle-ci. Pour donner la Norwège à la Suède, il fallait dépouiller effrontément son plus fidèle allié, le roi de Danemark, qui, torturé par les lois du blocus continental, les supportait néanmoins avec une patience admirable et fournissait d'excellents matelots à nos flottes. Il rougit d'indignation et de mépris à une telle proposition, et adressa à son ministre des affaires étrangères l'une des plus belles lettres et des plus honorables qu'il ait écrites. »

Voici la lettre, dont M. Thiers ne donne que l'analyse, et que, quoique fort longue, nous reproduisons presque en entier, le nom d'Alquier s'y trouvant à chaque ligne :

« Monsieur le duc de Cadore, j'ai lu avec attention les lettres de Stockholm. Il y a tant d'effervescence et de décousu dans la tête du prince de Suède, que je n'attache aucune importance à la communication qu'il a faite au baron Alquier. Je désire donc qu'il n'en soit parlé ni au ministre de Danemark, ni au ministre de Suède. Je veux l'ignorer jusqu'à nouvel ordre.

.....

Mandez à mon ministre à Stockholm, que je n'attache aucune importance à l'ouverture que lui a faite le prince royal de Suède, que je suis trop puissant pour avoir besoin de personne avec moi; que mes liaisons avec la

Russie sont bonnes, et que je ne crains pas la guerre avec cette puissance; que je suis en bonne situation avec l'Autriche, mais que, comme mes finances sont en bon état, j'augmente mes armées de cent cinquante mille hommes, et que je compte en faire autant l'année prochaine. Il doit seulement insinuer, sans que cela ait l'air de venir de Paris, que, tant que l'alliance avec le Danemark subsistera, la France ne peut souffrir qu'il soit fait aucun tort à la Norwège. Cela doit être dit très doucement et longtemps après l'arrivée du courrier. Il ajoutera que vouloir prendre la Norwège, c'est une folie de la part de la Suède, que la Russie n'en serait pas plus contente que le Danemark, puisque, maîtresse de la Norwège, la Suède aurait plus de moyens de reprendre la Finlande, et que, reprendre la Finlande, tant que la Cour sera à Stockholm, sera la première pensée et le premier besoin de la Suède; que le Danemark ne peut intervenir dans la guerre contre la Suède que par la Norwège, et que la Russie ne sera jamais assez insensée pour oublier que la Suède est son ennemie irréconciliable. C'est par ces considérations générales que le baron Alquier doit répondre, et aussi par des considérations tirées de mon caractère et de mon honneur, qui ne me feront jamais permettre qu'un de mes alliés perde quelque chose à mon alliance. Vous donnerez pour instruction au baron Alquier de garder sa dignité avec le prince, de ne jamais lui parler d'affaires, mais de s'adresser toujours au roi et à son Cabinet, et de laisser comprendre, par sa conduite, que ma politique ne se fondera en rien sur la sienne. Je désire qu'il soit bien avec le ministre de la Russie; qu'il continue à repousser toute idée d'hosti-

lité contre la Russie ; qu'il blâme tout armement que ferait la Suède ; qu'il donne toujours le conseil de s'occuper du rétablissement des finances, et voilà tout. C'est la position qu'il doit prendre : calmer, au lieu d'exciter ; désarmer, au lieu d'armer. Vous recommanderez au baron Alquier d'être attentif aux moindres mouvements de la Suède, et d'en prévenir, par lettres en chiffres, mon ministre en Danemark. Vous lui ferez connaître que la correspondance se fera par estafette de Paris à Strasbourg, et de là par des officiers au prince d'Eckmühl, ce qui rendra la correspondance plus rapide. »

« P. S. Marquez bien au baron Alquier que tout ce que vous lui mandez, dans votre lettre, sont des applications générales ; qu'il doit s'en servir pour sa gouverne, mais qu'il ne doit pas laisser penser que le gouvernement a des idées assises ; que c'est la tournure qu'il doit donner à ses conversations ; qu'il ne doit avoir ces idées que naturellement, quand il est sondé et obligé de s'expliquer ; qu'il doit prendre *ad referendum* ce qu'on lui dira, vu que réellement je n'ai aucun système sur un pays qui paraît si peu assis et sur des projets éventuels et tellement erronés ; qu'il doit montrer confiance au ministre de Danemark, montrer confiance au ministre de Russie, mais garder une certaine réserve avec le gouvernement suédois, avoir des conversations générales dans le sens indiqué par votre dépêche. Voilà quelles doivent être ses instructions jusqu'à nouvel ordre. Vous lui ferez connaître qu'on a vu avec peine qu'il se soit décidé à demander les équipages des vaisseaux, qu'il était bien évident, par la marche de la Suède, que cette demande était inutile, et qu'on ne lui

fournissait qu'une occasion de croire qu'elle avait à disposer de la France. La correspondance du baron Alquier doit être la même, toutes les fois que ces questions seront mises sur le tapis. La France n'a besoin de la Suède, ni en matelots, ni en officiers, ni en troupes, elle ne désire rien d'elle et ne lui demande rien. »

Cette lettre mérite-t-elle tous les éloges que lui a donnés M. Thiers? L'honnêteté indignée du souverain n'a-t-elle laissé aucune place aux artifices de la politique? Est-il bien sûr que dans cette circonstance l'empereur ait été franc jusqu'à l'imprudence, loyal jusqu'à se compromettre? Une lecture attentive ne nous a point fait partager cette opinion. Après une ligne donnée à l'indignation que lui fait éprouver une infâme perfidie, tout le reste est orgueil, avec accompagnement de finesses diplomatiques.

Napoléon était bien plus occupé du blocus continental sur lequel il n'entendait pas qu'on se relachât, qu'il n'était irrité des propositions du prince royal de Suède. — « Dites-lui, écrivait-il un mois après à M. de Champaigny, en parlant du ministre de Suède, que si un bâtiment chargé de denrées coloniales, soit américain, soit danois, soit suédois, soit espagnol, soit russe, est admis dans les ports de la Poméranie suédoise, mes troupes entreront aussitôt dans la province, ainsi que mes douanes. Envoyez de même à M. Alquier et au prince d'Eckmühl le précis de notre conversation. Répétez à mon consul à Stralsund, qu'il doit parler haut et ferme. »

Bernadotte ne put pardonner à Napoléon; il fut d'autant plus sensible à son refus qu'il n'avait pas fait

un mystère de ses espérances, et qu'il avait besoin, par une action d'éclat, de ramener à lui les Suédois qui étaient revenus de l'espèce d'engouement qu'ils avaient eu un instant pour sa personne. Il était alors le véritable roi de Suède; Gustave XIII, ployant sous le poids des années et des infirmités, lui avait laissé en main la direction du gouvernement. Comme il voulait, à tout prix, rétablir son prestige et satisfaire à sa haine contre l'empereur, il affecta de dire à ses sujets qu'en mettant le pied en Suède, il avait abandonné la nationalité française pour être tout suédois; qu'il n'aurait d'autres liens avec son ancienne patrie que ceux qui seraient conformes aux intérêts de la nation qui l'avait appelé à la gouverner. Dans ses relations extérieures, il tenait un langage tout aussi étrange. Sans rompre ostensiblement avec la France, il faisait des avances aux Anglais, les informait qu'il était très disposé à fermer les yeux sur les infractions au blocus continental, leur assignait Gothembourg comme le point préférable, pour rétablir, entre la Suède et l'Angleterre, les relations commerciales qu'il n'avait qu'à regret interrompues. Aux Russes, il disait qu'il renonçait à la Finlande, mais que la guerre pourrait lui donner ailleurs un dédommagement, insinuant que, dans le cas d'un embrasement général de l'Europe, il entrerait dans l'alliance de la Russie contre la France. De cette disposition hostile, il avait même commencé à passer aux actes, repoussant nos corsaires des côtes de la Suède et, dans une collision qui avait eu lieu à Stralsund entre des matelots suédois et des matelots français, collision dans laquelle les premiers

avaient été les agresseurs, se refusant à nous faire justice.

On connaît Alquier. Disposé par caractère à recourir aux moyens pacifiques plutôt qu'à l'emploi de la force, il ne manquait pourtant à l'occasion ni de vigueur ni d'énergie, et, quand le droit lui paraissait du côté de la France, il ne permettait pas qu'on y portât atteinte. Parfaitement au courant des agissements du prince royal de Suède, il lui demanda de faire connaître franchement ses intentions. Ne pouvant donner des explications plausibles sur le mépris qu'il faisait des traités et sur son déni de justice dans l'affaire des marins français maltraités à Stralsund, et voyant bien que sa justification était impossible, Bernadotte se jeta dans des récriminations violentes qui n'avaient pas le moindre fondement. Elevant bien haut la voix, il demanda compte à Alquier de prétendus griefs dont ses agents auraient été victimes ; il fut jusqu'à se plaindre de l'ingratitude de l'empereur Napoléon qu'il avait si bien servi, et qui, oublieux du maréchal de France auquel il devait tout, n'avait que de mauvais procédés pour le prince royal de Suède.

Alquier croyait rêver en entendant un pareil langage. Dans sa longue carrière diplomatique, jamais rien de semblable n'avait frappé son oreille. Un prince de la veille, auquel la France venait de donner un trône, se retournait contre elle, et, quand il lui devait sa fortune, se plaignait de son ingratitude. Ce n'était pas seulement ridicule, c'était d'un orgueil insensé. Alquier ayant hasardé cette réflexion toute naturelle que si Bernadotte avait rendu quelques services à l'empire, il en avait été

magnifiquement récompensé, le prince royal, se grisant à mesure qu'il parlait, en vint presque à dire que c'était à lui seul que la France devait sa grandeur et Napoléon sa couronne. Habitué à débiter à ceux qui l'entouraient toutes les vanteries mensongères qui passaient par un cerveau malade d'orgueil et d'ambition, il prétendit avoir gagné des batailles auxquelles il n'avait pas assisté. C'était de sa glorieuse carrière militaire qu'on était jaloux à Paris, mais à partir d'aujourd'hui on aurait à compter avec lui. Il ne se laisserait pas enlever son trône, comme il était arrivé aux rois d'Espagne et de Naples ; il était un monarque puissant, adoré de son peuple, entouré des plus braves soldats de l'Europe auxquels il n'aurait qu'à faire un signe pour qu'ils se précipitassent sur l'ennemi, quel qu'il fût. Voilà les menaces que, dans son délire, le prince royal de Suède adressait à l'ambassadeur de France.

Quoique ordinairement il sût se contenir et rester maître de sa parole, Alquier n'y tint pas : il releva dédaigneusement le défi que Bernadotte jetait à l'armée française, cherchant à lui faire comprendre que ce n'était pas avec des bravades que l'on pourrait enfoncer ses rangs. Bernadotte alors, dans le paroxysme de la colère, tint les propos les plus extravagants, parlant de mourir plutôt que de souffrir des attaques dans sa qualité de souverain, prenant, entre ses bras, son fils encore enfant, lui recommandant de suivre toujours l'exemple que lui donnait son père, chargeant enfin Alquier de faire savoir à Napoléon ce qu'il avait vu et entendu, comme si cette scène bouffonne était un acte grandiose et

héroïque, propre à recommander son nom à la postérité.

En lisant le rapport que lui en fit Alquier, Napoléon fut pris d'un grand dédain pour le triste personnage qui, aux ridicules fanfaronnades du matamore, ne devait pas tarder de joindre la plus noire trahison. Il ne le crut même pas digne de sa colère. Il se borna à ordonner à son ambassadeur de quitter à l'instant Stockholm pour se rendre à Copenhague, sans prendre congé du prince royal, et sans se donner la peine de répondre à ses jactances. Le secrétaire de la légation eut pour instruction de n'avoir aucun rapport avec lui ; de se tenir à l'écart, et, dans les affaires indispensables, de s'adresser au ministre du roi. En même temps, Napoléon informait le ministre suédois à Paris qu'il était prêt à déchirer le traité qu'il avait signé avec la Suède, si son gouvernement lui refusait satisfaction, si surtout il continuait à protéger les assassins qui, à Stralsund, avaient fait couler le sang de ses matelots.

Le prince royal avait espéré produire un tout autre effet. Placé sur les marches du trône, sa nouvelle position l'avait tellement enivré qu'il avait cru intimider Napoléon lui-même. En voyant que le résultat n'avait pas répondu à son attente, il s'en prit à Alquier, disant que l'ambassadeur de France avait mal traduit sa pensée, et insinuant, auprès de ses intimes, que la Suède était victime de la jalousie que Napoléon portait au prince appelé à la gouverner. Dans la crainte qu'il ne continuât à compromettre l'alliance de la Suède et de la France, Gustave XIII reprit les rênes du gouvernement et l'heure de la rupture fut retardée. Mais la défiance

resta dans le cœur de Napoléon. Aussi, pendant qu'il se préparait à la guerre contre la Russie, il recommandait à Maret, devenu ministre des affaires étrangères, de surveiller la Suède ¹.

Alquier ne pouvait pas être mal reçu du roi de Danemark. C'était en partie pour lui conserver la Norvège que l'ambassadeur français s'était brouillé avec la Cour de Stockholm. Frédéric VI n'ignorait pas cette circonstance. Aussi quand, dans les premiers mois de l'année 1812, la Russie, songeant à une guerre prochaine avec la France, vint lui demander son alliance, lui promettant, en échange de la Norvège, qu'elle réservait à la Suède, des territoires plus importants, le trouva-t-elle inébranlable dans sa fidélité à la France. Bien différent en cela de Bernadotte qui, poussé plus encore par le sentiment de la jalousie que par le désir d'agrandir ses États, s'empressa, malgré la princesse royale, qui secrètement continuait à négocier avec la France, malgré la plupart de ceux

« Dusseldorf, 3 novembre 1811.

¹ « Monsieur le duc de Bassano, les affaires de la Suède méritent de fixer sérieusement mon attention. Je suppose que M. Alquier sera à Copenhague; que vous lui avez envoyé ses lettres de créance pour résider en cette Cour et que je n'ai plus à Stockholm qu'un chargé d'affaires. Je désire que vous me fassiez un rapport général sur la conduite de la Suède depuis deux mois, et que vous rédigiez un projet de note très modéré, mais très ferme, que ce chargé d'affaires remettra. Si mes corsaires ne sont pas relâchés sans délai, s'il ne m'est pas donné satisfaction pour les insultes faites dans la Poméranie suédoise, où le sang français a coulé; enfin, si le gouvernement suédois ne renonce pas au système de faire escorter, par ses bâtiments armés, les bâtiments que le commerce anglais couvre sous le pavillon américain, vous donnerez ordre à ce chargé d'affaires de quitter Stockholm avec toute la légation..... »

« NAPOLÉON. »

qui l'avaient élu, d'offrir son concours à l'Angleterre et à la Russie, dans une guerre contre une nation à laquelle il devait tout et dont il était un des enfants. La bonne amitié du roi de Danemark pour la France ne se démentit jamais, et quand, après nos malheurs, Alquier fut rappelé par Louis XVIII de son ambassade, il partit comblé des présents de Frédéric VI.

De retour en France, Alquier vivait dans une retraite profonde, quand la loi du 12 janvier 1816 vint l'atteindre et le força de quitter la France. Il habita la Belgique jusqu'au jour où un de ses anciens collègues de la Convention Nationale, Boissy d'Anglas, devenu pair de France, obtint que les portes de la patrie fussent rouvertes à l'exilé. Il revint à Paris, où il passa le reste de ses jours dans une vie très retirée, et complètement en dehors de la politique. Il y mourut, le 4 février 1826, à l'âge de soixante-quatorze ans.

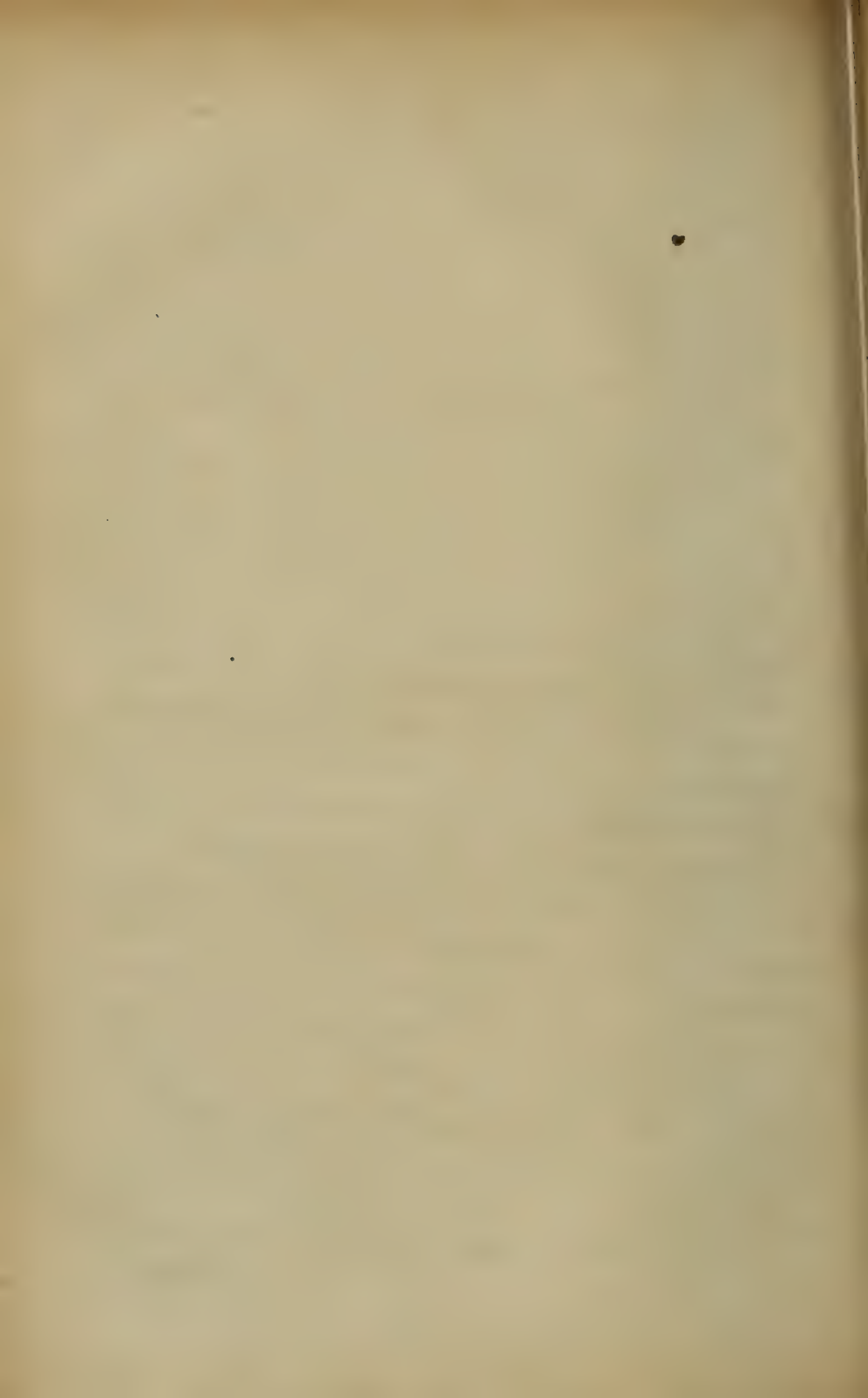
Serait-il vrai, comme on l'a dit, que les dernières années de sa vie furent vraiment misérables? Cet homme si habile, qui avait déjoué les manœuvres les mieux ourdies, qui avait pris un empire absolu sur la princesse Caroline, serait tombé, quand il fut affaibli par l'âge, entre les mains d'une intrigante de la pire espèce. Maîtresse de son esprit et de son cœur, appelée à diriger sa maison, elle l'aurait poussé à des prodigalités qui eussent amené sa ruine s'il eût vécu plus longtemps. La fortune considérable qu'il avait amassée se trouva très amoindrie à sa mort. Par quelle voie l'avait-il acquise? L'on sait que, parmi les dignitaires de l'empire, et particulièrement parmi ses généraux, il s'en trouva qui ne furent pas très scrupuleux sur ce point. Rien ne nous assure qu'il

en ait été ainsi d'Alquier. Quand il s'agit d'une accusation aussi grave, des soupçons ne suffisent pas, et la lettre suivante que Napoléon écrivait à Maret : « Monsieur le duc de Bassano, on m'assure que M. le baron Alquier a demandé à la cour de Suède une campagne qui lui a été accordée. Cela me paraît extraordinaire; rendez-m'en compte. » — n'implique pas nécessairement qu'un homme qui avait relevé sa fortune plus que compromise par la Révolution, l'ait fait par des moyens illicites.

Comme diplomate, Alquier appartient à l'école de Talleyrand avec lequel il a plus d'un trait de ressemblance. Sans grande conviction politique et sans principes bien arrêtés, il sert l'empire comme il avait servi la république, comme il eût probablement servi la restauration, pensant sans doute qu'on pouvait servir la France sous tous les régimes. Quoiqu'il ne soit fanatique d'aucune constitution, il préfère à toutes celle qui donne au pays la sécurité, la gloire et la puissance. A ses yeux le grand citoyen est le sujet fidèle et discipliné, qui ne se raidit pas contre les ordres qu'il reçoit, mais qui ne les exécute jamais, quand il les croit compromettants, sans avoir préalablement informé son gouvernement des conséquences qu'ils peuvent avoir. Son indépendance ne va pas plus loin. Ainsi, dans les affaires de Rome, il aurait cru être coupable de trahison si, après avoir fait connaître sa manière de voir, il ne s'était pas plié à toutes les volontés de l'empereur, alors même qu'il les désapprouvait. Doué de grandes qualités diplomatiques, il ne cessa pas un seul instant de les mettre au service de son pays. Lorsque l'empire succomba sous ses fautes, il avait trop de perspicacité

pour n'avoir pas vu à l'avance que sa ruine était prochaine. S'il est à croire, comme nous venons de le dire, qu'il n'eût pas refusé de prêter serment à la restauration, il faut reconnaître que, loin de se ménager une position auprès des Bourbons, en tenant une conduite équivoque, ou en servant secrètement leur cause, il resta jusqu'à sa chute fidèle à Napoléon. Rendons-lui donc cette justice qu'il aima la France, qu'il la servit avec habileté, et que, loin de la trahir, il lui sacrifia ses propres intérêts. Ne lui demandons pas davantage et n'allons pas chercher dans sa carrière l'exemple d'un grand caractère. Le despotisme les avait tous abaissés. Ces farouches républicains qui avaient écrit sur leur bannière les mots : *La liberté ou la mort*, n'avaient pas tardé à assister gaiement aux funérailles de cette idole sans laquelle ils ne pouvaient pas vivre, et s'en étaient partagé les dépouilles. Alquier fit comme eux, et s'accommoda parfaitement du régime impérial. Était-il aussi pusillanime que le dit Regnaud de Saint-Jean d'Angely ? Il y a lieu de penser qu'il fut au moins très prudent ; que, bien qu'il eût servi la république, il était loin d'être un Spartiate et qu'il n'aurait pas été mourir aux Thermopyles.

La plupart des passages de correspondances reproduits dans cette notice, ont été empruntés à la correspondance de Napoléon et à l'ouvrage de M. d'Haussonville, ayant pour titre : *L'Église romaine et le premier Empire*.



LE CARDINAL LA BALUE

Assez de grands écrivains ont fait le portrait de Louis XI, pour que je ne songe pas à ajouter quelques traits à cette sombre physionomie. Dans l'étude que je commence, je rencontrerai pourtant si souvent le cruel et soupçonneux monarque qui n'aima personne et fut aussi mauvais père qu'il avait été mauvais fils, qu'il me sera impossible de ne pas m'y arrêter quelques instants. Singulier esprit dont les idées superstitieuses n'obscurcissent pas le jugement, et qui, à la connaissance des choses, joint une connaissance profonde des hommes. Ayant une égale confiance dans la science de l'astrologue et dans la sagesse de l'historien, il consulte tour à tour Galeotti et Commines ; toujours maître de sa colère, il poursuit sa vengeance, le sourire sur les lèvres. Si ses favoris sont pris dans les derniers rangs de la société, c'est bien plus par haine des grands que par amour du peuple ; c'est que, pour l'accomplissement

de ses projets, il lui faut des instruments dociles plutôt que des conseillers fidèles.

Du cortège qui suit partout ses pas, se détachent trois figures, que, plus que toutes les autres, l'histoire a mises en relief. Ce sont celles d'Olivier le Daim, de Tristan l'Hermite et de Jean La Balue. Les deux premiers sont les exécuteurs de ses hautes œuvres ; le troisième, son ministre le plus écouté, quelquefois son inspirateur. Egalement admis dans l'intimité du prince, ils sont loin d'être aussi haut placés dans son estime : Olivier et Tristan sont deux valets habiles dont le maître ne peut se passer ; La Balue est son confident intime, le dépositaire de sa pensée, l'homme qui a su prendre un tel empire sur son roi que, pendant longtemps, il le gouverne à sa fantaisie.

Quelques historiens le font naître à Verdun, et par conséquent me contestent le droit de le comprendre dans mes biographies vendéennes ; mais il est incontestable qu'il a vu le jour dans notre département et que, pour lui donner une place ici, je n'ai pas besoin de lui accorder des lettres de naturalisation. Quand Duclos, et après lui, deux grandes autorités contemporaines, MM. de Barante et Quicherat, ne l'affirmeraient pas, le témoignage de Gaguin qui le connut à la cour de Louis XI, ne nous laisserait aucun doute à cet égard¹. Si nous insistons sur ce point, ce n'est pas que nous entendions le revendiquer comme une de nos gloires ; bien loin de là. Leudaste et lui nous ont même fait changer le

¹ Sed Ballua, qui apud Pictavos, humili loco natus, parvo incremento, sed ingenio versuto, in Ludovici familiam venerat. (Gaguin).

titre que nous voulions donner à notre livre, dont nous avons publié quelques notices sous le nom d'*Illustrations vendéennes*. Mais cet astucieux personnage a joué un rôle si considérable dans les affaires de l'État, il occupe une place si importante dans l'histoire, que nous ne pouvons pas passer sous silence sa triste célébrité.

Jean de la Balue est né vers l'année quatorze cent vingt et un, d'une pauvre famille d'Angle, dans le Bas-Poitou. Son père, meunier, suivant quelques-uns, cordonnier ou tailleur, suivant d'autres, ne se doutait guère que ce fils auquel il réservait, pour héritage, son moulin et son petit outillage, deviendrait un jour un des plus grands dignitaires de l'Église et le ministre le plus important de l'État.

On ne sait rien de ses premières années. Dévoré d'ambition, il dut comprendre de bonne heure qu'au siècle où il vivait, l'Église seule offrait au fils d'un artisan le moyen d'arriver aux honneurs et à la fortune. Il entra donc dans les ordres, non par vocation — sa conduite atteste le contraire, — mais pour devenir un grand personnage, poursuivant la jouissance des biens de la terre, beaucoup plus qu'il n'aspirait au bonheur des élus. Pour arriver à son but et ne pas être arrêté par les obstacles qui se présentaient sur sa route, tous les moyens lui furent bons. C'est à la bassesse du courtisan, à la duplicité de l'hypocrite, à la ruse et à la perfidie de l'ambitieux qu'il demanda principalement des armes. Placé près de Jacques Juvénal des Ursins, évêque de Poitiers, il capta si bien sa confiance que ce prélat le fit son exécuteur testamentaire. La Balue en abusa

pour détourner, à son profit, la meilleure partie de l'héritage.

De Poitiers La Balue passa à Angers, où Jean de Beauveau, évêque de ce diocèse, le nomma son grand vicaire et l'emmena à Rome, en 1462. A son retour, l'évêque trouva tout son chapitre fort indigné du commerce scandaleux que La Balue avait fait des canonicats et des bénéfices. Jean de Beauveau, qu'il devait trahir si indignement plus tard, ne voulut pas ouvrir les yeux sur ses exactions coupables, mais comme sa position auprès du chapitre était devenue fort difficile, il recommanda son grand vicaire à Charles de Melun, pour qu'il lui donnât accès auprès de Louis XI, et qu'il quittât ainsi son diocèse. Le roi fut si enchanté de ses services, que rien ne se passa plus sans sa participation. D'abord son secrétaire, il ne tarda pas à devenir conseiller au parlement, et, quoiqu'il n'en eût pas le titre, il fut, par le fait, le premier ministre de la couronne. Grâce à la faveur du souverain, il obtint l'administration du collège de Navarre, des Hôtels-Dieu, maladreries, aumôneries, et la disposition des bénéfices royaux, toutes sources de grandes richesses où personne, plus que lui, n'était habile à puiser. La Balue était insatiable : non content de tous ces bénéfices, il demanda la trésorerie de l'église d'Angers qui lui fut accordée, trésorerie que convoitait aussi son bienfaiteur, Jean de Beauveau, et en attendant qu'il le déposât de son évêché ; il fut, le 14 août 1465, nommé évêque d'Evreux.

Vingt jours auparavant avait eu lieu la bataille de Montlhéri, et c'était sans doute pour reconnaître tout ce que La Balue avait fait, dans son intérêt, pendant la

guerre dite du Bien Public, que le roi le récompensait ainsi.

Cette guerre n'était guère autre chose que ce qu'a été la Fronde, près de deux cents ans plus tard. Dans ces deux ligue contre l'autorité royale, les intérêts du peuple ne furent qu'un vain prétexte dont se servirent les princes et les grands seigneurs qui les suscitèrent. Menacée dans son gouvernement par Louis XI, qui commença l'œuvre qu'acheva Richelieu, la féodalité, pour conserver ses privilèges, couvrait son opposition du drapeau qu'arborent toujours les mécontents et les ambitieux de toutes les classes. Elle prétendait ne prendre les armes que pour soutenir les droits du pauvre peuple que, sans l'assentiment des Etats généraux, Louis XI chargeait de nouveaux impôts. Il en fut de même lorsque, pendant la minorité de Louis XIV, le parlement et les grands firent cause commune. Les ducs de Bourbon, de Berry, de Bretagne, de Bourgogne, de Calabre, de Nemours; les comtes de Dunois, de Dammartin, d'Armagnac, le maréchal de Lohéac, soulevant, au nom du bien public, les provinces contre le roi, étaient tout aussi sincères, dans leur amour du peuple, que le furent depuis le coadjuteur de Paris, les princes de Condé et de Conti, les ducs de Beaufort, de la Rochefoucauld et toutes les grandes dames pour les beaux yeux desquelles les chefs de la Fronde

Firent la guerre aux rois et l'auraient faite aux dieux.

En 1465, le comte de Charolais arriva devant Paris avec des forces considérables. Il ne s'attendait guère à

la résistance qu'il allait y rencontrer, et croyait qu'il n'avait qu'à se présenter pour que les portes lui en fussent ouvertes. Mais le roi, dans la prévision d'une attaque contre la capitale, avait, avant que de partir, tout disposé pour qu'elle fût repoussée. Il y avait laissé Charles de Melun, lieutenant de l'Ile de France, le maréchal Rouault et Jean de La Balue. Pendant que Charles de Melun organisait la garde bourgeoise, La Balue ne se contentait pas d'ordonner aux prédicateurs de parler et de prier pour le succès des armes du roi ; il ne se bornait pas à paraître à la tête des processions ; sa voix se faisait entendre aux hommes d'armes et les encourageait à bien faire. Mézeray et Jean de Troyes assurent qu'il se croyait un grand capitaine, qu'il se permettait de donner des ordres aux troupes et que ce fut lui qui organisa une musique militaire pour le guet ¹. Obéissant à la voix de leurs chefs, les habitants se prononcèrent avec la plus grande énergie contre la ligue. Les attaques du comte de Charolais furent repoussées, et, quand, après la bataille de Montlhéri, le roi fit son entrée dans Paris, il y reçut un accueil enthousiaste.

¹ Pour contenir l'esprit des Parisiens, il (le roi) avait laissé avec eux son chancelier des Ursins et Jean Labalue, évêque d'Evreux. Celui-là pensait sagement à tout et fit murer les portes de Paris, hormis trois mais ce dernier lui prêtait bien à rire, s'efforçant de passer pour un grand capitaine, par de nouveaux ordres qu'il introduisait dans l'art militaire, comme de faire la ronde, au son des trompettes et des instruments de musique. (Mézeray).

Et le lundy, jour de juillet au dit an, maistre Jean Balue, évesque d'Evreux, fit le guet de nuit parmy la dyte ville, et mena avec lui la compagnie du dit Joachim Rouault, avec clairons, trompettes et autres instruments, sonnans par les rues et sur les murs qui n'estoient pas accoutumés à gens faisant guet. (Jean de Troyes.

Ce fut bien plus à la ruse qu'à la force que Louis XI fut redevable de la dispersion de la ligue. Fidèle à sa maxime, diviser pour mieux régner, il eut l'art de brouiller les ducs de Bourbon et de Navarre avec le comte de Charolais ; le bâtard de Bourbon avec le duc de même nom ; le bâtard d'Armagnac avec le chef de sa maison et le maréchal Lohéac ; le chancelier de Norvilliers avec Juvénal des Ursins ; la seconde branche de la maison de Bourgogne avec la première ; Mathieu de Bourbon avec les ducs d'Orléans et de Calabre ; le seigneur de Chatillon avec le duc de Berry ; le duc de Bourbon avec la maison d'Anjou ; les Croys avec les Dammartin ; le connétable de Saint-Pol avec le comte de Léon ; le comte Dunois avec le peuple ; le duc de Berry avec le duc de Bretagne et d'Alençon, et aussi avec le comte de Charolais ; ce dernier, déjà mal vu des sujets de son père, avec le comte d'Eu ; le duc de Bourbon avec les ducs d'Orléans, d'Anjou, de Bourgogne et de Bretagne ; le duc de Calabre avec la cour de Rome et avec l'usurpateur du duché de Milan ; le duc de Nemours avec le roi d'Aragon ; le seigneur d'Albret avec le même roi. Tous ses ennemis, hier encore unis pour le combattre, étaient aujourd'hui prêts à s'entre-déchirer. Très habile à nouer toute sorte d'intrigues, La Balue avait été d'un grand secours au roi, pour jeter, parmi les chefs de la guerre du Bien Public, la semence de discorde qui avait donné de si beaux fruits. Sachant bien que, quoique vivaces, les haines comme les amitiés ne sont pas éternelles, surtout lorsque l'intérêt conseille un rapprochement, Louis XI voulut parer à toute éventualité en se tenant prêt à soutenir une nouvelle lutte.

C'est à cette intention qu'il ordonna de rassembler le royaume, et principalement les troupes. Voulant connaître exactement les forces de son royaume, il se fit faire un état de tout ce qui se trouvait dans le royaume, et principalement de ce qui se trouvait dans le département de St-Antoine. Elles offraient un contingent de vingt mille hommes dont trente mille étaient armés. Balue, qui, en qualité d'évêque, n'avait pas voulu passer la revue, avec rochet et camail, fut sur l'occasion qu'Antoine de Chabannes, capitaine de la garde du roi, dit au roi : « mettez que j'aille à Evreux faire la revue » et ordonner les prêtres, puisque l'évêque n'est occupé à passer en revue les gens de Dieu.

Tous ceux qui avaient pris part à la guerre de Vendée n'étaient pas des ambitieux. Il s'en était trouvé, un bien petit nombre, qui, frappés des misères du peuple, et de la mauvaise gestion des affaires, s'y étaient associés pour faire leurs vœux, sans arrière-pensée pour eux-mêmes. Basin, évêque de Lisieux, était un homme aussi recommandable par la vertu que par la science. Balue l'était peu, Thomas Basin, qui avait pris les armes, était passé à l'ennemi pour soustraire à la colère du roi dont il était

LE CARDINAL LA BALUE

évêché et ses bonnes grâces. A peine fut-il qu'il se rendit à Orléans où se trouvait la cour. Louis XI lui tourna le dos et refusa de le voir. Les courtisans auxquels il s'adressa, pour qu'il devait faire, ne surent que lui répondre. Sans espoir de cause, il résolut d'employer le favori de celui par qui tout se faisait et pour qui mille fautes étaient commises. Il aborda, les mains pleines d'or, le frivole sans dignité, et le pria d'implorer pour lui le bénéfice de l'amnistie générale, représentant qu'en implorant la clémence du roi, il avait été soigné par elle, qu'il n'en abuserait pas, que son unique ambition était de retourner dans son église, et de se consacrer au partage, aux devoirs de l'épiscopat. Mais, pour obtenir de sa bonne volonté, quel médiateur il avait-il ? La Balue n'était pas encore cardinal ; il n'avait que trois abbayes et un évêché, c'est-à-dire eux, qu'il trouvait d'un bien petit rapport et qui ne valaient rien à changer contre le diocèse autrement riche de Basin. Au lieu de parler pour un homme, il parla pour sa cupidité, il concerta, avec le roi, le moyen de se débarrasser de lui¹ ; il empocha donc son or et se fit à le perdre. Envoyé d'abord dans le Roussillon,

veau refus du roi, craignant les effets de sa colère, il passa à l'étranger. Pourvu pendant ce temps-là de l'évêché d'Angers et ne songeant plus à celui de Lisieux, La Balue avait non seulement cessé d'intriguer contre lui, mais lui avait même paru favorable. Il n'en fallut pas davantage pour que, plus tard, il fût impliqué dans la conspiration que le cardinal ourdit contre son maître.

La faveur dont La Balue jouissait auprès de Louis XI était telle que tous ceux qui tenaient à sa personne par les liens du sang en éprouvaient les heureux effets. En 1467, il maria son frère Nicole La Balue, qui fit souche, à la fille de Jean Bureau, chevalier, seigneur de Monglat. Une alliance entre un vilain et la fille d'un grand seigneur était alors chose monstrueuse. Le mariage ne s'en fit pas moins, et avec un éclat extraordinaire. Le roi, la reine, le duc et la duchesse de Bourbon, le duc de Nevers, une foule de seigneurs et de grandes dames assistèrent à la cérémonie nuptiale et comblèrent les époux de cadeaux.

La Balue était arrivé au plus haut degré de fortune auquel un homme sorti d'aussi bas lieu eût jamais osé prétendre. Placé près du roi en qualité de secrétaire, il s'était bien vite emparé de son esprit, et en avait reçu honneurs et richesses. Conseiller clerc au parlement de Paris en 1464, évêque d'Evreux en 1465, il fut quelque temps après pourvu de l'évêché d'Angers dont, par ses intrigues, il parvint à déposséder Jean de Beauveau, son bienfaiteur. Oubliant que c'était à ce prélat qu'il était redevable de la grande faveur dont il jouissait à la cour de Rome et à la cour de France, il se déchargea du fardeau de la reconnaissance, trop lourd souvent pour ceux qui le portent.

Pour arriver à ses fins, il persuada au roi que, dans un moment où il était en guerre avec la Bretagne, il était indispensable, dans l'intérêt de son autorité, qu'un évêché considérable, situé à la frontière de cette province, fût administré par un homme entièrement dévoué à sa personne, et assez habile pour user au profit de la royauté, de l'influence que devait lui donner une pareille position. Louis XI pria donc Jean de Beauveau de donner sa démission ; mais celui-ci, indigné de l'ingratitude de son ancien protégé, n'en voulut rien faire. Il fallut recourir au pape. Le Saint-Père avait tout intérêt à satisfaire à la demande du roi et à celle de son premier ministre, le prélèvement de la décime qu'il en avait obtenu ne suffisant pas à ce qu'il en attendait. Il excommunia donc l'évêque récalcitrant et l'exila au monastère de la Chaise-Dieu, en Auvergne. Vainement Jean de Beauveau en appela au parlement ; le roi fit défense à la Cour de se mêler de cette affaire. Contrairement aux libertés de l'Eglise gallicane, contrairement à un édit rendu, quatre ans auparavant, par le roi lui-même, édit par lequel il était prescrit au parlement de connaître de la possession des bénéfices, Louis XI prétendit que, dans une question pareille à celle qui se débattait entre Jean de Beauveau et la cour de Rome, ce corps n'avait aucun droit d'immixtion. Il déclara que, roi très chrétien et fils aîné de l'Eglise, il était de son devoir non seulement de ne pas s'opposer aux volontés du Saint-Père, mais même, en cette matière, d'obéir à ses ordres.

Titulaire de deux évêchés, La Balue possédait encore les abbayes de Ligni, de Fécamp, de St-Eloi, de Château-

Thierry, de Bourgueil. La simonie qu'il avait exercée sur une grande échelle, en faisant, pendant qu'il était trésorier de l'église d'Angers, commerce public de canonicats et de bénéfices, lui avait procuré de grandes richesses ; la décime pour le Pape, en passant par ses mains, y avait ajouté encore ; enfin les largesses du roi qui, pour son favori, se départissait de sa parcimonie ordinaire, en avaient fait le prélat le plus opulent du royaume. Tant de biens, tant d'honneurs ne suffisaient pas à son insatiable ambition. Il rêvait du cardinalat et peut-être de la tiare. Déjà Louis XI avait demandé le chapeau pour lui ; mais Pie II, peu scrupuleux d'ailleurs en pareille matière, craignant pourtant un trop grand scandale pour l'Eglise, en élevant à une pareille dignité un prélat dont les mœurs étaient profondément dépravées, et qui, loin d'en rougir, en tirait vanité, s'y était refusé. La Balue ne se tint pas pour battu. Le Saint-Père, pensa-t-il, refuse de me donner le chapeau de cardinal ; il me le vendra si je lui propose un marché avantageux.

Une ordonnance de Charles VII, connue sous le nom de Pragmatique-Sanction, avait singulièrement amoindri en France le pouvoir du Souverain-Pontife. Cette ordonnance avait été prise dans une assemblée composée d'ecclésiastiques et de laïques, qui s'était tenue à Bourges, en 1438, assemblée dont avaient fait partie le Dauphin, les princes du sang, tous les grands et tous les prélats du royaume. Entre autres dispositions contraires au pouvoir absolu du Saint-Siège en matière religieuse, on y lisait qu'un concile général serait convoqué tous les dix ans, et que, les conciles généraux tenant leur puissance immédiatement de Jésus-

Christ, tous les fidèles, le pape en tête, leur devaient obéissance. La nomination aux évêchés et aux bénéfices que le Saint-Siège avait usurpée, et dont il disposait aussi souvent dans son intérêt que dans celui de l'Eglise, lui était enlevée; chaque église élisait son évêque, chaque monastère, son abbé ou prieur. *Les réservations et grâces* étaient abolies. On appelait ainsi le droit qu'avait le pape de nommer, avant qu'ils fussent vacants, des titulaires aux divers bénéfices. Un autre article abolissait un droit appelé *Annates*, que la cour de Rome faisait payer pour la confirmation des élections aux bénéfices. L'Eglise de France se réservait le droit de rétablir et de maintenir la discipline ecclésiastique et de corriger les abus. La Pragmatique, comme on le voit, avait rétabli les libertés dont l'Eglise de France avait joui sous nos premiers rois.

Non seulement cette ordonnance restreignait les pouvoirs du Saint-Siège, elle était encore empreinte d'un cachet de défiance injurieux contre le Souverain Pontife. Silvius Piccolomini qui, en qualité de secrétaire du concile de Bâle, avait été loin de combattre les principes servant de base à la Pragmatique, la considérait maintenant comme le plus grand attentat à l'autorité de Pie II, et n'avait rien tant à cœur que d'en obtenir l'abolition. Il avait trouvé en France un prélat très disposé à le seconder, pourvu qu'il en fût récompensé par une élévation à la dignité de cardinal. Jean Joffredy, évêque d'Arras, dont nous voulons parler, était de basse naissance, comme La Balue, et n'avait pas moins d'ambition. Fils d'un pauvre marchand de laine de Luxeuil, il avait, lui aussi, embrassé l'état ecclésiastique pour ar-

river aux honneurs. Un des dignitaires de l'ordre de Cluny dans lequel il était entré, il avait su capter les bonnes grâces du duc de Bourgogne au service duquel il était passé, et avait obtenu, par sa protection, l'évêché d'Arras. Joffredy persuada à son protecteur qu'il n'était pas indifférent à ses intérêts et à son honneur qu'un de ses sujets fût revêtu d'une des plus hautes dignités de l'Église. Dans ce moment, le Dauphin de France était réfugié à la cour du duc de Bourgogne; l'évêque d'Arras demanda et obtint son appui. Peu de temps après, Charles VII étant venu à mourir, la recommandation du Dauphin devint celle du roi. Pie II répondit à Joffredy que c'était de Louis XI que dépendait le succès de sa demande, que l'abolition de la Pragmatique-Sanction serait suivie de l'envoi du chapeau de cardinal. Joffredy était légat du pape auprès du roi. Louis XI n'était pas homme à se faire un scrupule de parler autrement qu'il l'avait fait, avant de ceindre la couronne, quand il croyait qu'il y allait de son intérêt de changer de langage. L'évêque d'Arras qui le connaissait bien, ne manqua pas de lui rappeler combien les grands du royaume avaient mis à profit, pour augmenter leur influence, le mode d'élection consacré par la Pragmatique. Il n'avait pas besoin de beaucoup insister pour lui prouver que cette forme républicaine, en donnant une indépendance complète aux élus, était attentatoire à l'autorité royale, tandis qu'il y avait tout lieu de penser que, pour lui être agréable, le pape, dans le cas où les nominations lui seraient dévolues, n'en ferait aucune sans son agrément. Cependant, comme tout était calcul chez Louis XI et qu'il comprenait que le Saint-Père ayant encore plus

intérêt que lui à la suppression de la Pragmatique-Sanc-
tion, ne devrait reculer devant aucun sacrifice pour
l'obtenir, il voulut y mettre cette condition qu'au lieu
de favoriser, comme il l'avait fait jusqu'à ce jour, les
prétentions de Ferdinand d'Espagne au trône de Naples,
il prêterait son appui au duc de Calabre.

Joffredy sachant bien que Pie II dont le neveu avait
épousé la fille de Ferdinand, ne consentirait jamais à
donner l'investiture du royaume de Naples à son enne-
mi, comprit que, si le roi insistait, le chapeau de cardi-
nal qu'il convoitait tant, allait lui échapper. Il chercha
donc à persuader à Louis XI que l'affaire était toute na-
turelle et qu'elle se ferait aussitôt l'abolition de la
Pragmatique, sans qu'il fût besoin d'en faire une clause
spéciale. Louis XI s'y laissa prendre, et le pape ainsi
que l'évêque d'Arras obtinrent ce qu'ils désiraient,
c'est-à-dire, le premier, la suppression des décrets qui
le blessaient profondément; le second, la dignité
ecclésiastique à laquelle il aspirait depuis si longtemps.

Restait l'entérinement au Parlement des lettres d'a-
bolition. Pour qu'elles eussent plus d'autorité, le pape
et l'évêque d'Arras avaient été les premiers à le de-
mander. Ce corps s'y refusa, et, par une délibération
longuement motivée, rejeta la demande qui lui en était
faite. Le roi passa outre et envoya à Rome une nom-
breuse et brillante ambassade dont faisait partie l'évê-
que d'Arras. Dans la première audience qu'il en obtint,
Joffredy remit au pape l'original de la Pragmatique, et
en reçut le chapeau tant désiré. Pie II se perdit en
éloges dithyrambiques du roi de France, mais de la
question capitale, de l'investiture du royaume de Naples

en faveur du duc de Calabre, il ne dit pas un mot, et, quand les ambassadeurs français lui posèrent la question directement, il répondit par un faux-fuyant qui fut loin de les contenter. Ils revinrent donc en France sans avoir rien obtenu, et le nouveau cardinal serait certainement tombé dans la disgrâce de son maître, s'il n'avait pas feint une grande colère, et s'il n'avait pas persuadé au roi qu'il avait été trompé comme lui.

Louis XI était revenu à la charge et avait renvoyé à Rome le cardinal d'Arras avec le sénéchal de Toulouse, pour vider la question. Cette seconde ambassade ne fut pas plus heureuse que la première. A la menace que lui fit le sénéchal de Toulouse de faire sortir de Rome tous les cardinaux français, s'il ne donnait pas satisfaction aux justes réclamations du roi, Pie II répondit avec hauteur que les prélats français, présents à sa Cour, étaient parfaitement libres de se retirer, s'ils en avaient envie.

Dans la crainte de devenir un sujet de raillerie, de passer pour un prince d'une grande versatilité ou pour une dupe, Louis XI dévora son injure, et ne revint pas sur l'abolition de la Pragmatique-Sanction, que, dans un premier mouvement de colère, il avait voulu rétablir; seulement l'irritation qu'il avait éprouvée d'abord contre le Parlement, se changea en un sentiment tout opposé. Il lui fut bon gré de son opposition, et lui laissa la libre exécution de la Pragmatique dont l'ordonnance d'abolition devint une lettre morte.

Plus tard Joffredy se brouilla avec le pape, mais n'en garda pas moins le chapeau de cardinal.

Cette grande position, dans l'Eglise, accordée à un

personnage de naissance tout aussi humble que la sienne, qui était loin d'avoir dans l'Etat une grande importance, empêchait La Balue de dormir. Il se demandait si Paul II ne lui accorderait pas le chapeau que, sous prétexte de dérèglement de mœurs, Pie II lui avait refusé, et s'il ne serait pas un prélat digne d'estime, dans le cas où il parviendrait à achever ce que Joffredy avait commencé sous son prédécesseur, c'est-à-dire s'il obtenait du roi des lettres pour la suppression totale et absolue de la Pragmatique, et s'il parvenait à les faire enregistrer au Parlement. Louis XI n'aimait pas l'œuvre de son père. Tout ce qui laissait à une corporation quelconque un caractère d'indépendance lui était particulièrement désagréable, et des élections, auxquelles il ne participait pas, lui semblaient une atteinte portée à l'autorité royale. Pie II venait de mourir, et la rancune qu'il lui avait gardée pendant toute sa vie, ne pouvait pass'étendre à son successeur. D'ailleurs La Balue était son véritable compère, son homme indispensable, son meilleur conseiller. Quelque temps auparavant, il avait écrit à Jean de Beauveau, lieutenant-général et sénéchal du Poitou, en lui ordonnant de mettre La Balue en possession de tous les biens dépendant de l'abbaye de Bourgueil dont il avait été pourvu : *C'est un bon diable d'évêque, pour à cette heure; je ne sais ce qu'il sera à l'avenir.* Dans cette restriction pour *l'avenir*, il ne faut point voir un sentiment de défiance, Louis XI pratiquant cette maxime de la manière la plus générale : Qu'il faut vivre avec nos amis, comme s'ils devaient être un jour nos ennemis.

La Balue lui avait fait comprendre que le pape le

laisserait disposer de tous les évêchés et bénéfices, ce qui augmenterait beaucoup son pouvoir et ses richesses, Sa Majesté ne se faisant pas un cas de conscience d'en trafiquer. En même temps qu'il promettait au Pape l'abolition de la Pragmatique, Louis XI lui envoyait un habile homme, le sieur Fumée, chargé de lever ses scrupules, à l'endroit des mœurs de La Balue. Il ne devait revenir de Rome qu'après que l'évêque d'Angers aurait reçu le chapeau de cardinal, en récompense des grands services que ce prélat avait rendus au Saint-Siège.

Fumée fut parfaitement reçu du Pape ; mais, lorsque, après un long discours, l'envoyé français voulut aborder l'objet principal de sa mission, le Saint-Père l'arrêta court, en lui disant que, malgré tout le désir qu'il avait d'être agréable au roi de France, il ne pouvait donner le signe, *ornement de toute sainteté*, à un homme dont il avait ouï dire des choses qui le rendaient indigne de le porter. Fumée alors nia énergiquement que La Balue fût un prélat de mauvaises mœurs. Il le représenta au contraire comme un prêtre vertueux, contre lequel la calomnie s'était acharnée, les envieux ne lui pardonnant pas la grande fortune politique qu'il s'était faite. Il ajouta que tous les hommes de bien avaient leurs détracteurs, que Sa Sainteté elle-même n'en était pas exempte, puisqu'on lui avait dit qu'elle était inabordable. « Croyez plutôt, ajouta-t-il, au sûr et au vrai témoignage d'un roi tout affectionné à votre Saint-Siège, touchant la bonté et prud'homie d'un homme, que non pas aux mensonges controuvés par un tas de méchants et envieux ¹. »

¹ Paul-Émile.

Paul II qui ne demandait pas mieux que d'être persuadé et que la perspective de l'abolition complète de la Pragmatique rendait très accommodant, ne fit plus d'objections et envoya le chapeau de cardinal à La Balue. Ce fut le 11 septembre 1467 qu'il fut salué de toute la cour du titre d'éminence.

Restait la difficulté contre laquelle avait lutté vainement Joffredy, l'enregistrement des lettres au Parlement. La Balue préféra la tourner qu'à l'aborder de front. Il fit d'abord lire et publier au Châtelet, sans y rencontrer d'opposition, les lettres que le roi avait données au légat pour l'abolition de la Pragmatique-Sanction ; puis il attendit que les Chambres du Parlement fussent en vacances et, le 1^{er} octobre, les présenta lui-même au procureur général Saint-Romain à son parquet, espérant bien ne pas rencontrer d'opposition de la part d'un personnage dont la position dépendait du roi. La Balue se trompait : l'indépendance est plus dans le caractère de l'homme que dans la position qu'il occupe, et St-Romain déclara, avec énergie, qu'il s'opposerait de tout son pouvoir à un acte auquel, six ans auparavant, le Parlement avait eu la sagesse de refuser sa sanction. Le cardinal ne put se contenir : il entra dans une violente colère et chercha à effrayer le procureur général en le menaçant de lui faire perdre son office. Mais Saint-Romain resta calme et inébranlable. Il répondit « que le roy lui avait donné et baillé le dit office, lequel il tiendrait et exercerait jusque au bon plaisir du roy, et que, quand son plaisir serait de lui oster, que faire le pourrait, mais qu'il estait du tout délibéré et bien résolu de tout perdre avant de faire chose qui fût contre son âme, ni dommage au royaume

de France et à la chose publique, et qu'il devoit avoir grand honte de poursuivre la dite expédition ¹. »

L'université montra tout autant de fermeté. Le recteur se rendit auprès du légat, lui déclara qu'il appelait des lettres du roi au futur concile et fit enregistrer son opposition au Châtelet.

Ainsi l'ambition de deux prélats mit deux fois le roi en opposition avec le corps le plus important du royaume, celui auquel le maintien et l'exécution de la loi étaient confiés. Mais La Balue était entré si avant dans la confiance royale, par son zèle et ses intrigues, que son crédit, au lieu d'en être ébranlé, parut s'en affermir davantage.

A l'avènement de Charles le Téméraire au duché de Bourgogne, Louis XI qui connaissait bien son humeur guerroyante et ses mauvaises dispositions à l'égard de la France, lui dépêcha le cardinal La Balue et Vanderische sur l'habileté desquels il comptait. Le choix des ambassadeurs n'était pas fait pour plaire au duc de Bourgogne. Vanderische, avant de passer au service de la France, avait servi le duc Philippe qui l'avait chassé de ses États, à cause de ses malversations dans le pays de Flandre, et le cardinal, objet du mépris général, était particulièrement désagréable à Charles. Dans ce moment, le duc venait d'apaiser les troubles du Brabant, mais il lui restait encore à en finir avec les Liégeois qui s'étaient portés aux plus abominables excès et avaient forcé leur évêque à se réfugier dans la ville d'Huï où ils le tenaient assiégé. Le roi, qui avait pris

¹ Paul-Emile.

des engagements avec eux, ne voulait point que la chose fût connue. Il ne s'abusait pas d'ailleurs sur la difficulté des négociations, mais s'il n'espérait rien du bon vouloir du duc, il comptait que l'embarras de sa position pourrait le rendre plus traitable. Ses ambassadeurs étaient chargés de lui signifier que, s'il faisait la guerre aux Liégeois qui étaient les alliés de la France, il était résolu à attaquer le duc de Bretagne allié du duc, dont lui, roi de France, avait tant à se plaindre.

Les premières ouvertures des ambassadeurs français n'avaient pas été heureuses ; le roi, pensant que le connétable de St-Pol pourrait recevoir un meilleur accueil du duc Charles, l'adjoignit au cardinal La Balue et à Vanderische, mais il n'en put rien obtenir. — « Les Liégeois sont assemblés, dit le duc, et avant trois jours je leur livrerai bataille ; si je la gagne, vous laisserez les Bretons en paix ; si je la perds, vous ferez comme vous l'entendrez. » Charles craignait d'autant moins de braver le roi que presque tous les princes venaient de contracter avec la Bourgogne un nouveau traité d'alliance.

Le cardinal La Balue revint auprès du roi de France. Quant au légat qui l'avait accompagné, il passa du côté du duc de Bourgogne et fit ouvertement des prières pour le succès de ses armes.

Quelques jours après, Liège tombait entre les mains du duc Charles, qui, au grand ébahissement du duc de Bretagne et des autres princes ses alliés, signait une trêve de six mois avec Louis XI.

La guerre et la maladie avaient été fatales à la population de Paris. Pour connaître l'étendue du mal, le roi

ordonna une revue générale des différents corps de métiers et de tous les hommes valides en état de porter les armes. La Balue et les autres commissaires étaient de retour de Bruxelles. Préparée par leur soin, la revue eut lieu avec beaucoup d'éclat près de l'abbaye de St-Germain-des-Prés, en présence du roi. Non seulement les corps de métiers s'y trouvèrent, bannières en tête, mais le clergé, le parlement, la chambre des comptes et tous les gens de robe avec des guidons. On y comptait trente mille hommes avec armes et bagages.

Au commencement de son règne, le roi, pour établir de nouveaux impôts, s'était fort bien passé des états ; quand il crut en avoir besoin pour terminer le différend qui s'était élevé entre lui et le duc de Berry, son frère, il n'hésita pas à les convoquer.

Il ne manque jamais de gens qui, partisans de l'absolutisme des princes qu'ils exploitent à leur profit, paraissent redouter tout ce qui paraît faire contrepoids à l'autorité royale. Dans cette circonstance, Louis XI trouva des conseillers qui le détournèrent de réunir une assemblée propre à porter atteinte à sa toute-puissance. Le roi ne partagea point leur appréhension ; il comptait sur le succès de ses manœuvres électorales et sur le dévouement de personnages grassement payés, dont à l'avance il s'était assuré le concours. Ses prévisions ne furent point trompées. Les membres des états séduits par ses largesses, flattés par le semblant de concession de pouvoir qu'il leur faisait, non seulement se montrèrent ses très fidèles sujets, mais aussi ses très humbles serviteurs.

L'ouverture des états eut lieu à Tours, dans la gran-

de salle de l'archevêché, le 6 avril 1468. Louis XI qui les présidait, avait, à sa gauche, le roi de Sicile ; à sa droite, le cardinal La Balue, auquel il donna, à leur grand mécontentement, le pas sur tous les princes. Les états ne durèrent que huit jours, et Louis XI en obtint tout ce qu'il voulut. Après avoir fait, pour la forme, quelques observations dans l'intérêt du pauvre peuple qui était pressuré de mille façons et en butte aux outrages et aux violences des gens de guerre, Jean Juvenal des Ursins exposa que les prétentions qu'avait sur la Normandie le duc Charles, frère du roi, n'étaient pas fondées ; que cette province avait été annexée à la couronne ; que si, contrairement à la justice, elle venait à en être distraite, il faudrait augmenter les charges de l'Etat, puisqu'il y aurait nécessité de reporter sur le reste du royaume les impôts qu'elle payait ; qu'il était donc dans l'intérêt de la France de repousser énergiquement toutes les entreprises d'où qu'elles vinssent, qui auraient pour but de l'en séparer.

Conformément à ces conclusions, les états déclarèrent qu'en offrant, comme il l'avait fait, au duc de Berry, soixante mille livres de rente, le roi avait fait preuve d'une grande générosité, puisque, aux termes de la déclaration du roi Charles V, les fils de France n'avaient pour apanage qu'un fonds de terre d'un revenu cinq fois moindre ; que le duc de Bretagne, en faisant la guerre au roi et en s'emparant de quelques villes de la Normandie, s'était rendu coupable du crime de lèse-majesté ; que, s'il était vrai qu'il eût fait alliance avec l'Angleterre, il fallait se hâter de réprimer une aussi abominable trahison : en ce qui concernait le duc

de Bourgogne, qu'il devait, comme prince du sang et pair de France, se soumettre aux décisions des états et que, pour arriver à une répression devenue nécessaire, ils s'engageaient à venir au secours du roi de toutes leurs forces, chacun des membres qui en faisaient partie, offrant de faire le sacrifice de sa vie pour le service de Sa Majesté. A la suite de cette délibération, des commissaires furent nommés par les états, pour en poursuivre l'exécution. Le premier fut le cardinal La Balue. Une ambassade fut choisie dans le sein des états, pour engager le duc de Bourgogne à faire la paix avec le roi de France, et pour le détourner de son alliance avec le duc de Bretagne. Charles reçut les envoyés français d'abord avec sa hauteur ordinaire ; mais, craignant que toutes les provinces ne se réunissent contre lui, il consentit à prolonger la trêve de deux mois.

Un mois auparavant, pour rétablir la paix entre ses alliés, Louis XI avait fait épouser à Galéas, duc de Milan, la fille de son ancien ennemi, Galéas, duc de Savoie, qui avait été élevée auprès de lui. La bénédiction nuptiale fut donnée aux époux, à Amboise, par le cardinal La Balue, en présence du roi, de la reine et d'une partie des princes du sang.

Le duc de Bretagne, ayant été battu et se croyant abandonné du duc de Bourgogne, signa à Ancenis un traité de paix avec le roi de France, par lequel il s'engageait à évacuer la Normandie. Ce fut à la même époque qu'eut lieu le procès de Charles, comte de Melun. Le comte de Melun avait été grand-maître de la maison du roi, gouverneur de Paris et lieutenant général du royaume,

pendant la guerre du Bien Public. Au moment de la disgrâce du comte de Dammartin, la plus grande partie de ses biens lui avait été donnée. Naturellement, Dammartin était devenu l'ennemi irréconciliable de Charles de Melun et avait juré sa perte. Poussé par un autre motif, le cardinal La Balue avait fait le même serment. La Balue avait deux raisons de ne pas pardonner au comte. La première tenait à ce qu'il était son obligé, de Melun ayant été son plus grand protecteur auprès du roi ; la seconde était de toute autre nature. Charles de Melun méritait bien le nom de Sardanapale, que le peuple lui avait donné : il passait la nuit dans l'orgie avec des maîtresses et des compagnons de débauché. La Balue ne lui en cédait guère sur ce point. Malheureusement le cardinal partageant ou voulant partager les bonnes fortunes du comte, celui-ci devint jaloux de ses assiduités auprès de Jeanne des Bois, la préférée du moment, et maltraita fort son rival. Voici, suivant Jean de Troyes, comment la chose arriva. — « Et ce dit jour au soir, environ deux heures de nuit, Monseigneur l'évesque d'Evreux fut guetté et accueilly par aucuns ses ennemis en la rue de la Bare du Bec, lesquels chargèrent sur lui, et de première arrivée, vindrent oster et soufler deux torches que on portait devant lui, et après vindrent au dit Balue qui estait monté sur une bonne mule, qui le sauva et gagna à fuyr, car tous ses gens à l'effroy l'abandonnèrent pour paour des horions, et emporta la dite mule son dit maître Balue jusqu'au cloistre Notre Dame en son hostel, dont elle était partie. Et avant la dite fuite, il eut deux coups d'épée, l'un au plus haut de

ses bains ¹, et l'autre au milieu de sa couronne ², et l'autre en un de ses doigts. »

L'aventure fit grand scandale, et de ce jour, entre Charles de Melun et Jean de La Balue, l'amitié fit place à une haine mortelle. Dès l'année 1467, par le crédit dont ils jouissaient auprès du roi, Dammartin et le cardinal firent enlever au comte les charges qu'il possédait, et l'année suivante ils le firent arrêter.

Son procès s'instruisit devant des commissaires dévoués à ses ennemis, qui, avant de l'entendre, avaient prononcé sa sentence de mort. On revint sur le siège de Paris qu'il avait pourtant soutenu vaillamment contre les princes; on lui reprocha d'avoir eu des rapports avec eux, de leur avoir fait des cadeaux, et, pendant la bataille de Montlhéri, d'avoir empêché le maréchal Rouault de faire une sortie qui aurait pu décider de la victoire. C'était s'y prendre bien tard pour faire entendre de pareilles accusations. Après la bataille de Montlhéri, le roi avait si peu songé à adresser des reproches au comte de Melun, qu'à son entrée à Paris, il lui avait fait l'honneur de manger à sa table. Il avait donc fallu trois ans pour que la criminalité d'une conduite qu'on n'avait pas blâmée alors, eût été reconnue. Quant aux cadeaux faits aux princes, Charles de Melun répondait qu'ils étaient de trop peu d'importance, pour qu'on pût y voir une tentative de corruption; qu'il ne les avait faits d'ailleurs que pendant que l'on conférait de la paix, et, qu'en cela il avait suivi l'exemple d'ennemis

¹ Au sommet de la tête

² La tonsure.

courtois qui échangent souvent entre eux des présents, pendant la suspension des armes. L'accusé n'en fut pas moins appliqué à la question et condamné à la peine de mort. L'exécution eut lieu au petit Andely. Le comte Charles de Melun protesta jusqu'à la fin de son innocence. Sous le règne suivant, sa mémoire fut réhabilitée.

Tous les historiens ont vu, dans cette condamnation, bien moins un acte de justice du roi, qu'un acte de vengeance de Dammartin et de La Balue.

Aussitôt après la conclusion du traité de paix d'An-cenis, le roi avait voulu que le duc de Bourgogne en fût informé, dans l'espérance que cet événement pourrait l'amener à composer avec la France. Charles ne pouvait pas y croire. Comment admettre, en effet, que deux alliés sur la parole desquels il comptait, le duc de Bretagne et Monsieur, frère du roi, eussent fait leur soumission, sans lui en dire un mot ? C'était sûrement un de ces artifices si familiers à Louis XI, dont il voulait se servir pour l'effrayer et l'amener à ses fins. Il fallut pourtant bien se rendre à l'évidence, et reconnaître que, cette fois, le roi avait dit la vérité.

La prolongation de la trêve était près d'expirer, et de nouvelles conférences entre le roi de France et le duc de Bourgogne avaient été ouvertes à Cambrai. De cette ville, elles furent transférées à Ham en Picardie. Quoiqu'il fût abandonné de ses alliés, le duc refusait de souscrire aux propositions qui lui étaient faites, si raisonnables qu'elles parussent ; son orgueil ne voulait pas paraître céder à la nécessité, et la conduite des ducs de Berry et de Bretagne qu'il regardait comme une véritable trahison, en l'irritant encore, le disposait plutôt à

la guerre qu'à la paix. Il déclara au congrès qu'il ne consentirait à déposer les armes que si le roi lui comptait cent vingt mille écus d'or. Les négociations se prolongeant sans aboutir, La Balue eut la pensée que le roi pourrait seul terminer, à son avantage, une affaire dans laquelle ses ambassadeurs avaient échoué. Il lui donna le conseil de se rendre en personne auprès du duc.

Dès ce moment le sujet trahissait-il son maître ? Le cardinal s'entendait-il avec le duc pour faire tomber le roi dans un piège ? Je sais que beaucoup d'écrivains l'ont prétendu ; mais les esprits attentifs, ceux qui voudront se donner la peine de suivre tous les détails et tous les incidents de la démarche de Louis XI et de toutes ses suites, n'auront pas une telle pensée. Je pourrais commencer par demander quel intérêt avait La Balue à servir le duc de Bourgogne et à tromper Louis XI. Placé plus avant qu'il ne l'avait jamais été dans la confiance du roi, comblé par lui d'honneurs et de richesses, réglant, à peu près à sa fantaisie, toutes les affaires du royaume, quelle autre position pouvait-il envier, pour qu'à la poursuite de je ne sais quelle chimère, il abandonnât celle qu'il occupait sur les marches du trône ? Lui, parti de si bas et arrivé si haut à force d'intrigues, n'était pas homme à courir les aventures et à tout compromettre pour un caprice, et s'il ne se piquait pas d'être un ministre reconnaissant et fidèle, au moins était-il un personnage prudent et avisé. Mais laissons là ces indications, si concluantes qu'elles puissent paraître, et passons aux faits ; ils sont bien plus pertinents encore.

A la première proposition que le cardinal fit au duc de Bourgogne de traiter directement avec le roi de

France, il trouva ce prince très peu disposé à se passer d'intermédiaire. Une entrevue avec Louis XI était si peu dans ses idées, qu'il fallut que son valet de chambre, Jean Vobrisset — les valets ont souvent sur leur maître plus de crédit qu'on ne pense — s'en mêlât, pour qu'il consentît à l'accepter.

De son côté, Louis XI n'était pas sans quelque perplexité sur ce qu'il devait faire. S'il était disposé à suivre le conseil de La Balue qui répétait sans cesse que le roi seul était capable de mener à bonne fin les négociations commencées, il trouvait, dans son conseil, des hommes sensés, entre autres Dammartin et les maréchaux Rouault et Lohéac, qui le détournaient d'une démarche qui leur paraissait imprudente et dont il pourrait avoir à se plaindre. Mais la confiance qu'il avait dans le cardinal, l'assurance qu'il en recevait des meilleures dispositions du duc à son égard, l'emportèrent sur tout le reste. Muni d'un sauf-conduit de la main du duc, il partit pour Péronne, accompagné du duc de Bourbon, du cardinal La Balue et du connétable. Son escorte ne se composait que de quatre-vingts cavaliers et soixante fantassins.

Le duc s'avança au devant du roi et lui rendit tous les honneurs qu'un vassal doit à son souverain, s'inclinant profondément et mettant un genou en terre. On dit bien qu'en apprenant que plusieurs de ceux qu'il avait exilés se trouvaient dans l'armée du duc de Bourgogne, le défiant monarque eut des inquiétudes ; mais rien, jusque-là, ne justifiait ses alarmes : il avait demandé à être logé dans le château, et le duc s'était empressé de se rendre à son désir. Aussi, après avoir relevé le duc,

l'embrassa-t-il avec effusion et lui fit-il mille caresses. Les deux princes se dirigèrent ensuite vers les appartements préparés pour le roi, causant longuement et de la manière la plus amicale.

On tomba bien vite d'accord : « le duc jura publiquement qu'il était vrai et fidèle sujet du roi, son souverain, et qu'il voulait vivre et mourir en son service, et ne jamais faire chose qui lui fût déplaisante. Le roi, de son côté, lui confirma le traité d'Arras, et l'assura de lui faire tenir et accomplir inviolable, se disant très joyeux de voir le temps que sa cour serait embellie de la compagnie de tous les princes du sang et accrue de toute la noblesse de la Gaule¹. »

Ce ne fut que lorsque Charles apprit le nouveau soulèvement des Liégeois, et qu'il sut que Louis XI n'y était pas étranger, qu'il changea de conduite et de langage. La fureur dans laquelle il entra alors, les noms de traître et de fourbe, qu'il appliqua au roi, témoignent que jusque-là il avait été de bonne foi et n'avait ourdi aucune trame contre lui. On sait que, pendant plusieurs jours, son agitation fut extrême, que les idées les plus sinistres, à l'endroit de Louis, lui passèrent par l'esprit, et, qu'après l'avoir emprisonné, il se demanda s'il ne devait point le faire mourir, ou tout au moins le déposséder du trône. Nul n'osait lui parler et le ramener au sentiment de la douceur. — « Il est donc vrai, s'écriait-il, que le roi n'est venu ici que pour me tromper, et m'empêcher de me tenir sur mes gardes ! *J'avais bien raison de me méfier et de refuser cette*

¹ Belleforest.

entrevue. C'est lui qui, par ses ambassadeurs, a excité ces mauvais et cruels gens de Liège, mais, par saint Georges, ils en seront rudement punis et il aura lieu de s'en repentir¹. »

Nous le demandons, un pareil langage témoigne-t-il d'un complot tramé à l'avance pour attirer Louis XI dans un piège ? Quoi ! la conspiration aura été ourdie entre le duc et La Balue, et, lorsque le roi y tombe au delà même de leurs espérances, puisqu'il justifie, par l'appui qu'il prête aux Liégeois, les mesures prises contre sa personne, Charles, au lieu de s'en réjouir, s'écrie : J'avais bien raison de me méfier et de refuser cette entrevue. On ne refuse pas ce que l'on a proposé et ce que l'on désire, et, quand un événement heureux survient, on n'en exprime pas un aussi vif mécontentement.

On lit, dans une relation de l'époque, que La Balue prit alors des engagements avec le duc de Bourgogne. « Et promist lors au duc de Bourgogne qu'il le fairoit roy, et qu'il ne tarderoit jàmais trois moys qu'il ne lui baillast et livrast entre les mains le cerf et cabirol, par lesquels il entendoit livrer le roy et monseigneur Charles, son frère². » Quand il serait vrai que les choses se fussent passées ainsi, s'ensuivrait-il que La Balue fût, depuis longtemps, d'accord avec le duc Charles ? Nous trouvons à cette promesse une autre explication bien plus naturelle. Le duc Charles n'ignorait pas que Louis XI ne prenait aucune résolution sans

¹ De Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*.

² Manuscrit de la Bibliothèque Nationale, n° 9655.

l'avis du cardinal et que, avant d'envoyer des ambassadeurs aux Liégeois pour les pousser à la révolte, il avait dû le consulter sur l'opportunité d'une pareille démarche. Le serviteur partageant donc avec son maître une terrible responsabilité, La Balue aurait voulu conjurer le danger qui menaçait sa tête, en offrant des gages propres à l'en détourner.

On sait le reste. Le traité de paix fut plutôt imposé par le duc de Bourgogne qu'il ne fut discuté par les négociateurs. Aux objections des commissaires français (le connétable et le cardinal) les commissaires du duc avaient une réponse sans réplique : — Il le faut, Monseigneur le veut, — et on passait outre.

Avant de marcher ensemble contre les Liégeois, les deux princes jurèrent sur la vraie croix d'être fidèles au traité qu'ils venaient de conclure et d'en respecter tous les articles¹. Le duc, qui n'avait pas une confiance illimitée dans la parole du roi, prenait ses sûretés, en lui faisant peur de la colère céleste, dans le cas où il viendrait à y manquer.

Ce n'est point pour disculper La Balue, ni même pour plaider les circonstances atténuantes, mais seulement

¹ Pour lors on tira des coffres du roi le bois de la vraie croix que l'on nommait la croix de St-Laud. Suivant ce que l'on racontait, elle avait jadis appartenu à Charlemagne, et se nommait alors la croix de victoire ; depuis elle avait été conservée dans l'église de St-Laud, à Angers. Nulle relique n'était autant adorée par le roi, et il croyait qu'on ne pourrait manquer au serment juré sur ce bois honorable, sans mourir dans l'année. Il n'y eut sorte d'assurances et de promesses qu'il ne s'empressât de faire à son beau-frère de Bourgogne, qui fit aussi son serment. (De Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*.)

pour une question de date, que nous sommes entré dans cette discussion. Pour s'être accomplie quelques jours plus tard, sa trahison n'en a pas moins été odieuse et détestable.

Après la prise de Liège, le roi revint en France. Honteux d'avoir été dupe de sa propre perfidie, humilié d'un traité désavantageux, il ne voulut pas rentrer à Paris. Il réunit à Senlis le parlement, la chambre des comptes et les généraux des finances, pour leur faire connaître les termes du traité, maudissant dans son âme le duc de Bourgogne, bien qu'il rendît une ordonnance pour faire punir des peines les plus sévères, et même, en cas de récidive, de la peine capitale, ceux qui en diraient du mal ; maudissant aussi probablement le conseiller malavisé qui l'avait entraîné à sa perte.

En butte à la haine des grands et à la colère du peuple, sentant bien que l'appui qui l'avait soutenu jusqu'à présent allait lui manquer, si la paix se faisait avec tous les princes, puisqu'il n'était plus indispensable à son maître; voulant se ménager de puissants amis dans l'éventualité d'une disgrâce prochaine et probable, ou comptant, en cas de nouveaux troubles, sur un retour de Louis XI qui ne pourrait pas se passer de ses services, La Balue prit les devants et se jeta dans de nouvelles intrigues. Il s'efforça de persuader au duc de Berry qu'il n'avait rien à espérer du roi, et au duc de Bourgogne que Louis XI n'attendant qu'une occasion favorable pour déchirer le traité de paix qu'il avait signé à Péronne, il était prudent de le prévenir et d'empêcher une réconciliation avec son frère, réconciliation qui le laisserait seul en présence d'un puissant

monarque, désireux de prendre une revanche qui pourrait bien lui être fatale.

La Balue s'aboucha avec un autre personnage de la cour qu'il n'eut pas de peine à entraîner. Guillaume d'Haraucourt, gentilhomme lorrain, était devenu évêque de Verdun. Tout aussi ambitieux et tout aussi intrigant que La Balue, il avait abandonné le service du duc Charles dont il avait été l'aumônier, pour passer à celui de son frère. Louis XI l'avait comblé de biens. Logé d'une manière splendide, admis dans son conseil et son intimité, l'évêque de Verdun avait l'espérance d'arriver aux dignités les plus élevées de l'Église. Mais, depuis quelque temps, il s'était aperçu qu'il perdait dans les bonnes grâces du roi. Louis XI, au lieu de l'employer dans ses négociations, comme par le passé, lui avait préféré Odet d'Aydie. Pendant que ce dernier travaillait de bonne foi à réconcilier les deux frères, et que, sous son influence et celle du duc de Bretagne, le duc de Berry se montrait disposé à accepter les propositions qui lui étaient faites, l'évêque de Verdun était plein de dépit et se demandait quel moyen il pourrait employer pour empêcher un accommodement qui devait achever de ruiner son crédit. Le chapeau de cardinal qui lui avait été promis se faisait aussi bien attendre, et il se demandait s'il n'était point le jouet du roi et de la cour. Le mécontentement de l'évêque de Verdun n'avait point échappé à La Balue, et tous deux, animés des mêmes passions et ayant les mêmes intérêts, s'étaient bien vite entendus et complotaient ensemble contre le roi. Pour justifier leur trahison, comme tous les sujets rebelles, ils récriminaient contre le souverain qui les avait comblés

de faveurs. C'était le plus inconstant, le plus égoïste, le plus ingrat des princes ; jamais sentiment affectueux n'était entré dans son âme ; il ne faisait cas que de ceux qu'il craignait. Ils pensaient donc que, pour retrouver le crédit qu'ils avaient perdu, il fallait de nouveaux troubles, et ils étaient très disposés à les susciter.

Alors s'organisa un vaste complot dont le cardinal et l'évêque de Verdun furent les agents les plus actifs.

L'évêque de Verdun envoya auprès du duc de Berry qui se trouvait en Bretagne, un agent secret chargé d'informer ce prince qu'il eût à se défier du roi et qu'il se gardât bien d'accepter la Guyenne qui lui était offerte en échange de la Champagne et de la Brie, quelque avantage qu'il y parût trouver, parce que Louis XI, en lui faisant cette proposition, n'avait d'autre but que de le brouiller avec les ducs de Bourgogne et de Bretagne, ses plus puissants et fidèles alliés, pour en avoir raison plus facilement, quand il les aurait isolés et séparés les uns des autres. Comme preuve de l'inimitié du roi, l'évêque de Verdun lui prêtait plusieurs méchants propos à l'endroit de son frère, entre autres celui-ci : Le roi d'Espagne est bien heureux d'avoir perdu son frère ; cette même fortune manque à ma félicité.

Une autre lettre, destinée au duc de Bourgogne, contenait des conseils qui n'étaient pas moins perfides. Ses auteurs engageaient le duc à ne rien changer au traité de Péronne, ajoutant qu'il fallait à tout prix empêcher un rapprochement entre Monsieur et le roi et pour cela attirer le premier à la cour de Bourgogne, où l'on agirait plus facilement sur un esprit faible et indécis comme le sien, et où il serait possible, si la chose devenait

nécessaire, de s'assurer de sa personne. Ils lui disaient encore que le duc de Bourbon, les comtes de Foix et d'Armagnac n'attendaient qu'une occasion pour reprendre les armes, et qu'il y avait lieu d'espérer que le connétable se joindrait à eux. Ils l'avertissaient qu'il eût à chasser d'auprès de lui trois personnes que le porteur de la lettre était chargé de lui faire connaître, parce que c'étaient des espions du roi; ils lui recommandaient enfin de veiller à ce que ses places fortes fussent en bon état de défense et de se défier de Louis XI qui, chaque jour, se répandait en injures contre lui.

Tout n'était pas faux dans cette lettre. Plusieurs princes, circonvenus par les perfides mensonges de La Balue et de l'évêque de Verdun, se montraient très disposés à recommencer la guerre. Il résulte, en effet, de la déposition de Jean Brissin, secrétaire du duc de Sicile, déposition que l'on peut lire aux preuves de l'histoire de Bourgogne de Dom Planche, que ce prince n'avait point fermé l'oreille aux conseils de l'évêque de Verdun.

Un accident imprévu vint mettre à jour tous les fils de la conspiration. Simon Bélée, l'émissaire dont nous avons parlé, avait caché les instructions dont il était porteur dans une doublure de son pourpoint, et, muni d'un passeport parfaitement en règle, espérait arriver auprès du duc de Bourgogne, sans être inquiété. Ayant rencontré, près de Châteaudun, un détachement de troupes royales, il n'eut qu'à montrer ses papiers, pour qu'il lui fût permis de continuer sa route. Malheureusement il montait un cheval tellement fougueux et si rétif, qu'il fut obligé de descendre souvent et de le prendre par la bride. Témoins de son embarras, les soldats du roi

accoururent pour venir à son aide. Se méprenant sur leur intention, Bélée s'imagina qu'ils soupçonnaient la vérité et se troubla tellement qu'il leur devint suspect. Ils le fouillèrent alors, et ayant trouvé la correspondance qu'il portait cachée, ils s'empressèrent de l'envoyer au roi.

Le rusé monarque sut se contraindre, et, loin de laisser éclater son courroux, manda auprès de lui le cardinal La Balue. Aussitôt qu'il fut en sa présence, il le fit saisir par le seigneur de Torcy, messire Jean d'Estouteville, prévôt de Paris, qui l'emprisonna dans le château de Montbazou, en Touraine. L'évêque de Verdun fut arrêté à Paris et enfermé à la Bastille.

Dans la crainte que le bruit de cette double arrestation n'arrivât promptement au duc de Berry et ne l'effarouchât, Louis XI ne voulut pas commencer l'instruction immédiatement, et, avant qu'il fût informé de rien, demanda à son frère une entrevue. Elle eut lieu sur une petite rivière qui sépare l'Anjou de la Bretagne. On construisit, à cette intention, un pont si étroit que deux personnes ne pouvaient pas y passer de front. Une cloison mobile le séparait en deux parties égales et, au milieu de cette cloison, se trouvait une fenêtre disposée de telle manière que l'on pouvait à peine passer le bras au travers de ses barreaux. Après avoir envoyé près de lui tous les princes du sang, pour lui faire compliment, le roi s'avança au devant de son frère. Avant toute autre explication, le duc se mit à genoux et porta à ses lèvres la main qui lui était tendue. Le roi alors lui communiqua les lettres du cardinal La Balue, et comme le coupable restait confondu et ne répondait pas,

« le roi prit la parole et lui dit que ceux qui le gouvernaient avaient grandement failli, qu'ils ne pouvaient pas faire plus de mal que de se séparer ainsi. — Vous avez erré çà et là, esclave de vos valets ; approchons-nous et nous reconnâtrons où nous ont portés les artifices de ces méchants. Je vous pardonne plus volontiers que je reconnais que vos voyages ne sont pas de votre mouvement ¹. » Le duc de Berry se jeta de nouveau à genoux, et, avec des sanglots dans la voix, promit au roi que, dorénavant, il n'aurait pas de sujet plus fidèle.

Réconcilié avec son frère, Louis XI ne songea plus qu'à sa juste vengeance. S'il n'eût écouté que la voix de la colère, s'il eût été aussi violent et emporté que le duc de Bourgogne, la cause de La Balue eût été bien vite jugée et la hart ou la rivière en eussent fait prompte et bonne justice. Mais un cardinal n'était pas un manant que, sans autre forme de procès, on pouvait mettre dans un sac, jeter à l'eau et dont on n'entendait plus parler. Pour un grand personnage, appartenant à l'Eglise, il fallait agir autrement. D'ailleurs, quand il avait le droit pour lui, ce qui n'arrivait pas toujours, Louis XI voulait laisser son cours à la justice, sans paraître peser sur elle. Il rassembla donc son conseil, lui rappela que c'était bien sur les instances de La Balue, dont alors il ne soupçonnait pas la mauvaise foi, qu'il s'était rendu à Péronne où il avait été emprisonné et exposé à la plus grande injure qu'un souverain puisse recevoir ; que le cardinal s'était empressé de publier, en dépit des remontrances du parlement et avant qu'il y

¹ Histoire de Jacques Piccolomini, livre 7 des *Commentaires*.

eût été enregistré, le traité si préjudiciable à la France qu'il avait été forcé de conclure ; que c'était encore La Balue, alors que lui, roi de France, était libre de se retirer et que de puissants secours pouvaient lui venir en aide, qui l'avait entraîné au siège de Liège ; que, dans cette affaire, le cardinal et le légat du pape avaient été évidemment d'accord, puisque le premier était passé du côté du duc de Bourgogne, pendant que le second attirait son maître dans un piège ; que c'était le premier acte d'une conspiration dont il apportait la preuve, conspiration dont le but était de le faire mourir, pour donner la couronne à son frère que les traîtres espéraient dominer et conduire.

Nous avons dit ce que nous pensons de la première partie de cette accusation ; mais il y avait assez d'autres preuves de trahison pour que la justice n'hésitât pas. En effet, la lettre saisie sur Bélée lui ayant été communiquée, le conseil décida que La Balue devait être considéré comme criminel de lèse-majesté, et qu'il y avait lieu de lui faire son procès, en le soumettant à la juridiction ordinaire, sa qualité d'évêque et de cardinal ne pouvant l'y soustraire, puisqu'il avait été arrêté non pas en qualité de ministre de l'Eglise, mais comme conseiller du roi et son sujet. Il ajouta qu'en informant le pape et le consistoire des perfidies de La Balue, le sacré collège ne pouvait demander rien de plus. Quelques membres du conseil répondirent qu'en aucun cas la juridiction temporelle ne pouvait connaître de la cause d'un ecclésiastique, le droit de l'Eglise étant absolu et n'admettant pas d'exception. Ils rappelèrent le conflit qu'avait fait naître, entre le pape et Philippe le Bel, l'empri-

sonnement de l'évêque de Pamiers, et demandèrent qu'il ne fût pas procédé à l'instruction sans l'agrément du Saint-Père. Les parlementaires répliquèrent en développant leur premier argument. Ils dirent qu'il n'y avait aucune loi qui empêchât que le roi, souverain en terre, ne déférât à la juridiction ordinaire ceux de ses sujets, quels qu'ils fussent, qui avaient conspiré contre sa vie ou contre sa couronne ; que le cardinal La Balue n'avait point été arrêté pour un fait de religion, ni pour aucune chose qui touchât à son office, mais comme coupable de félonie et de trahison ; qu'il était d'autant plus loisible à Louis XI de procéder contre lui, que les anciens évêques de France ne trouvaient pas mauvais que les rois connussent des crimes commis par les membres du clergé qui avaient porté préjudice au royaume ou porté atteinte à l'autorité du souverain ; que, dans cette circonstance, le roi qui se proclamait à bon droit le protecteur de l'Église, ne pouvait être accusé d'empiéter sur ses droits. Le conseil arrêta, en conséquence, que le *procès seroit fait à La Balue et que là où le roi le verroit digne de punition, que lors il s'y gouverneroit suivant le conseil et le décret des églises et du chef universel d'icelles, pour ne sortir de la police établie en la sainte bergerie de Notre-Seigneur.*

Le roi nomma aussitôt une commission pour instruire son procès. Elle fut composée du chancelier, de Jean d'Estouteville, seigneur de Torcy, grand-maître des arbalétriers ; de Guillaume Cousinot, gouverneur de Montpellier ; de Jean le Boulanger, président au parlement ; de Vanderesche, président à la chambre des comptes ; de Pierre Doriolle, général des finances ; de

Tristan, prévôt des maréchaux ; de Guillaume d'Allegret, conseiller au parlement. Un grand nombre d'individus compromis dans cette affaire furent arrêtés. Le premier soin des commissaires fut d'interroger Simon Bélée. Sa déposition que l'on trouve tout au long aux preuves de l'histoire de Bourgogne de Dom Planche, peut se résumer ainsi : — Je suis domestique de Monseigneur de Verdun ; pendant quatre ans, je suis resté avec lui, comme clerc de sa dépense. Le 19 avril, il m'a fait venir dans sa chambre à coucher, à Tours, et m'a dit qu'ayant toute confiance en moi, il allait me donner une mission importante, pour Hesdin. Le jeudi suivant, il me conduisit chez le cardinal La Balue, et les deux prélats soupèrent ensemble. Après le repas, nous revînmes tous deux à son hôtel, et, après avoir éloigné tous les autres serviteurs, il s'ouvrit entièrement à moi. — Tu vas aller, me dit-il, à Hesdin, près du duc de Bourgogne ; tu ne prononceras pas mon nom ; tu te prétendras au service du cardinal d'Angers et tu diras venir de sa part. Tu remettras cette lettre au duc, au moment où il sortira de la messe. Prends bien garde de ne la donner à personne autre que lui ; n'en parle à qui que ce soit, car il s'agit d'une affaire d'une grande importance dont tu pourras tirer profit, si tu la conduis à bien. — Puis il me donna la lettre, et, tenant un autre écrit à la main, il ajouta : Voilà la lettre de créance et ce que tu auras à dire à Monseigneur de Bourgogne, car le duc ne manquera pas de t'envoyer chercher, pour avoir des explications. — Alors il me donna la clef de toutes les phrases obscures. « A savoir que le mot *l'on envoie devers vous*, est le roy qui envoie devant Monseigneur de Bourgo-

gne, Novarrot ; et le mot, *l'on n'a pas fait ce que l'on cuidoit et espéroit faire de l'autre*, est à dire que l'on n'a pas fait de Monseigneur Charles ce que l'on lui doit ; et le mot, *on s'attendoit d'avoir l'autre et de faire tout ce que l'on voudroit*, s'entend Monseigneur Charles qui n'a pas voulu accepter pour partage la Guyenne. » Ainsi pour tout le reste de la lettre.

Confronté avec Simon Bélée, l'évêque de Verdun fit des aveux complets.

Un instant La Balue chercha à nier, mais, convaincu par la déposition de Bélée qui affirmait que la lettre remise à lui par son maître était bien de la main du cardinal, et par d'autres preuves encore plus accablantes, il tomba dans un profond désespoir et voulut attenter à ses jours. Plusieurs fois on l'arrêta au moment où il se jetait à la fenêtre de la chambre dans laquelle il avait été enfermé, pour se précipiter dans la rue. Espérant qu'il lui ferait connaître toutes les ramifications du complot et qu'il pourrait tirer bon parti de la position désespérée où il se trouvait, Louis XI avait chargé le sieur Dubouchage d'interroger secrètement le cardinal, avant qu'il fût poursuivi juridiquement. La Balue ayant dit que ce n'était qu'au roi seul qu'il ferait des révélations, ce prince, se rendant d'Amboise à Notre-Dame de Cleri où il allait en pèlerinage, se le fit amener. Que se passa-t-il entre le souverain et son ancien favori ? Pendant deux heures on les vit ensemble sur le grand chemin, sans qu'il y eût là un intermédiaire pour recueillir une conversation qui aurait offert à l'histoire une page curieuse. Soit qu'il voulût savourer sa vengeance, soit qu'il trouvât ses aveux incomplets, le roi ordonna que

La Balue fût reconduit en prison, et que, sans plus attendre, les commissaires lui fissent son procès.

L'affaire en valait la peine, et, quoique le conseil eût été d'avis que le droit du roi n'était pas douteux, on se demandait de quel œil le pape verrait que, sans son aveu, on retînt en prison et l'on jugeât un prince de l'Église. C'était une si grande hardiesse, que le peuple, quoiqu'il détestât fort les deux prélats, en était très surpris, et que Louis XI lui-même, dans la crainte d'encourir une excommunication, avait de la peine à s'y décider.

Pour le représenter auprès du Saint-Siège et traiter une question aussi délicate, le roi fit choix du premier président de Grenoble, qui se rendit à Rome. Mais comme la chose traînait en longueur et qu'au mois d'avril le Saint-Père n'avait point encore fait connaître sa réponse, Louis XI lui envoya une ambassade à la tête de laquelle était un des commissaires les plus habiles, Guillaume Cousinot, qu'il honorait de toute sa confiance. Les princes d'Italie dont il traversa les États, lui firent tous une réception splendide. Louis XI y jouissait d'une grande réputation, comme souverain habile, et le pays qui donna naissance à Machiavel, était gouverné par des seigneurs et des princes qui, ne regardant pas la loyauté comme une vertu royale, résumaient toute la politique en cette maxime : Mieux vaut combattre avec la ruse qu'avec la force.

A Rome, l'entrée des ambassadeurs français fut des plus brillantes. La maison du pape, les cardinaux, les représentants des différentes puissances, les prélats, tout ce que la Ville éternelle comptait d'hommes importants, s'avancèrent pour les recevoir.

Le pape, avant que Cousinot eût ouvert la bouche, s'étendit longuement sur les mérites des rois de France. Il rappela tout ce que l'Église leur devait et déclara que jamais souverains n'avaient mieux mérité le titre de très chrétiens que la reconnaissance des papes leur avait donné.

Quelques jours après les ambassadeurs remirent leurs lettres de créance dans un consistoire assemblé pour traiter de la question. Le pape alors, sans se départir du ton de modération et du langage flatteur dont il s'était servi en les recevant la première fois, déclara que, quelque envie qu'il eût d'être agréable au roi de France, il ne pouvait pas abandonner à une puissance laïque un droit qui appartenait à l'Église, et que c'était une chose bien grave d'avoir emprisonné un cardinal et un évêque sans l'autorisation du Saint-Siège. Il ajouta que, pour prouver au roi combien il avait à cœur que la bonne harmonie qui régnait entre eux ne fût pas troublée, il allait nommer une commission de cardinaux avec laquelle il espérait que les représentants de la France pourraient s'entendre.

Cette commission se réunit chez le cardinal de Nicée, pour prendre connaissance d'un mémoire qui lui fut remis par les ambassadeurs français. Les cardinaux leur ayant demandé s'ils n'avaient rien à y ajouter, parce que l'affaire étant d'une grande importance, en raison des chefs d'accusation et de la qualité des accusés, il fallait non seulement qu'ils n'en ignorassent aucun détail, mais qu'ils fussent édifiés sur les précédents que pouvait invoquer la France, Cousinot répondit que le mémoire n'avait rien omis ; qu'en temps et lieu, on pour-

rait, s'il en était besoin, fournir d'autres preuves ; qu'au reste le roi de France ne venait point demander une condamnation, mais un jugement ; qu'il priait Sa Sainteté de nommer des ecclésiastiques qui, après que la procédure aurait été faite à la requête du procureur du roi, jugeraient selon le droit canon, laissant aux juges laïcs le soin d'appliquer la peine selon le droit civil. Il dit que, dans cette circonstance, le roi faisait preuve d'une grande condescendance, puisqu'il n'était pas douteux qu'en raison de la nature du crime imputé aux accusés, il pouvait parfaitement appliquer les lois du royaume, lesquelles lois, pour les crimes de lèse-majesté, n'admettaient qu'une seule juridiction. A l'appui de cette thèse, Guillaume Cousinot citait des exemples pris en Angleterre, en Espagne, en Allemagne, dans tous les États catholiques.

Après en avoir longuement délibéré, les cardinaux répondirent que l'Église n'avait jamais admis une pareille doctrine. Pour la repousser, ils invoquèrent le texte des décrétales qui interdisait formellement à l'autorité temporelle de décréter d'arrestation un cardinal sans l'autorisation du pape. En agissant comme il l'avait fait, le roi de France avait encouru une sentence d'excommunication et il devait, sans plus attendre, renvoyer les accusés devant leurs juges naturels, c'est-à-dire les juges ecclésiastiques. Au dire des cardinaux, toutes les règles du droit et de la justice avaient été violées dans la procédure faite en France : arrestation arbitraire d'un prince de l'Église, par une seule déposition et la production d'une lettre de créance ; interrogatoire devant des juges incompétents ; application de mesures rigoureuses : tout

portait le cachet d'une déplorable précipitation. En présence de ces faits, le pape, quelque désir qu'il en eût, ne pouvait obtempérer aux vœux du roi ; d'ailleurs la requête de Sa Majesté n'était pas bien précise. Comment entendait-il procéder ? Voulait-il que le procès se fît en France, ou consentait-il à ce que les accusés, après avoir été remis entre les mains ecclésiastiques, fussent jugés à Rome ou à Avignon ?

Loin de s'incliner devant ces prétentions, nos ambassadeurs répliquèrent que le roi de France manquerait aux droits de la couronne, s'il cédait à l'Église une partie de l'autorité qu'il tenait des lois de l'État ; qu'attaqué, dans sa personne, par des sujets infidèles, il ne devait pas s'en rapporter à d'autres du soin d'en faire justice ; qu'en cela il ne relevait que de Dieu et de sa conscience ; qu'il était étrange que les papes qui devaient tant aux rois, et surtout aux rois de France, et qui, avant Constantin, n'avaient joui que du pouvoir spirituel, s'érigeassent maintenant en juges souverains des actes accomplis chez ceux qui les avaient toujours protégés ; que, dans l'espèce, le reproche d'avoir agi avec légèreté, en faisant arrêter les accusés, n'était pas fondé, puisque leur crime était notoire et qu'ils en faisaient eux-mêmes l'aveu ; qu'en temporisant, on se serait exposé à voir éclater un complot dont les ramifications s'étendaient sur toute la France et pour la répression duquel il eût fallu sacrifier des milliers d'hommes ; que, sur la question de remettre les coupables aux mains des commissaires pour qu'ils fussent jugés ailleurs qu'en France, il ne fallait pas y songer ; qu'enfin le roi, dans des intentions dont on devrait lui savoir gré, consentait bien à faire

toutes les concessions compatibles avec l'honneur de la couronne, mais qu'il n'irait pas au delà.

Après des discussions fort vives, on se sépara, sans qu'il y eût rien d'arrêté.

Dans l'intérêt de La Balue et de l'évêque de Verdun, pour lesquels il redoutait la rigueur des lois séculières, le pape nomma pourtant des commissaires qui devaient aller en France avec les attributions que les ambassadeurs avaient proposées ; il espérait, par leur intervention, sinon sauver complètement les coupables, au moins adoucir la peine dont ils étaient menacés. Ces commissaires vinrent-ils en France, furent-ils retenus à Rome par la crainte qu'un conflit ne s'élevât entre la juridiction ecclésiastique ? Nous ne saurions le dire ; toujours est-il qu'on ne les voit pas figurer dans le procès.

Les prisonniers qui, jusque-là, n'avaient eu qu'à se louer des soins et des égards dont ils avaient été l'objet, furent jetés dans des cages de fer. Ces cages étaient, dit-on, de l'invention de La Balue. Comines, qui les connaissait bien pour y avoir passé huit mois, nous en a laissé la description. Elles avaient huit pieds de large, et, en hauteur, elles dépassaient d'un pied la taille ordinaire de l'homme. Celle dans laquelle La Balue fut enfermé était composée de cent cinquante-huit pièces de charpente, et de trois mille neuf cent cinquante-trois livres de fer. Pendant onze ans, il eut le loisir d'en examiner tous les détails et d'en étudier la construction. C'était bien là le véritable *carcere duro*, et la prison dans laquelle, en notre siècle, Silvio Pellico passa de longs jours, n'avait rien de comparable. Voilà ce que Thomas Basin en disait, à propos du faux bruit qui

s'était répandu de la mort de l'évêque de Verdun : *Cardinal autem adhuc superstes, infelicissimam vitam et morte amarioram in eodem squalore carceris trahere compellitur*. Nul ne pouvait en approcher. On permettait pourtant des livres aux prisonniers. Nous lisons dans le *Gallia christiana* que, pendant sa captivité, l'évêque de Verdun se livra à l'étude et qu'il y devint un maître consommé. Ces cages n'entachaient point, pour toute la vie, l'honneur de ceux qui y avaient été enfermés. Plusieurs en sortirent qui furent ensuite en grande faveur auprès du roi.

Les grands biens de La Balue furent confisqués. Et Louis XI fit à ses courtisans des largesses de la plus grande partie de ses autres richesses. « Et en après, dit Jean de Troyes, le roy donna et distribua des biens du dit cardinal à son plaisir. C'est à scavoir sa vaisselle d'argent fut vendue, et l'argent baillé au trésorier des guerres pour les affaires du roy, la tapisserie fut donnée au dit seigneur de Roussillon, et la librairie au dit maître Doriolle, et un beau drap d'or tout entier, contenant vingt-quatre aunes et un quart, qui valoit bien douze cents escus, et certaine quantité de martre zibeline, et une pièce d'écarlate de fleuranie furent baillés et délivrés à Monseigneur de Clussor, et ses robes et un peu de mesnage fut vendu pour payer les frais des officiers et commissaires qui avaient vacqué au dit inventaire . »

Le peuple, qui chante de tout, applaudit fort à la chute des deux prélats. Dans toute la France on répéta ce refrain, que, de leur prison, ils durent entendre souvent :

Maitre Jean Balue
A perdu la vue
De ses évêchés ;
Monsieur de Verdun
N'en a pas plus un,
Tous sont dépêchés.

Tous les efforts que firent plus d'une fois le pape et le sacré collège pour obtenir l'élargissement des prisonniers échouèrent longtemps devant la volonté du roi ¹. Il est à croire qu'ils seraient morts dans leur cage sans un événement qui les en fit sortir. En 1480, Louis XI tomba malade et crut qu'il allait mourir. Julien de la Rovère, depuis pape sous le nom de Jules II, était alors légat à la cour de France. Il profita de la circonstance pour effrayer le roi et le menacer des peines éternelles, s'il continuait à se montrer impitoyable pour ses prisonniers. L'élargissement de l'évêque de Verdun ne présenta pas de grandes difficultés, toute la noblesse de la Lorraine ayant joint ses instances à celles du légat, mais le roi gardait une telle rancune à La Balue qu'il ne pouvait se décider à lui rendre la liberté. Le cardinal pourtant implorait la clémence royale, et sentant, disait-il, sa fin approcher, demandait qu'il pût voir le ciel avant de mourir. Louis XI envoya son médecin Cottier et Philippe de Comines pour lui faire un rapport sur l'état du prison-

¹ *Ita quippe ut in tanto procursu viam sibi aperire justitiæ impetrare nondum potuerit, licet pro ipsis sæpe ad eam finem summi pontificis et collegium cardinalium magnas atque infortunas fecerint instantias.* (Thomas Basin).

nier. Cottier avait son franc parler avec le roi, ayant trouvé un excellent moyen pour se mettre à l'abri de sa colère. Comme Louis XI lui demandait un jour quand il mourrait : « Sire, avait répondu le rusé médecin, vous mourrez six mois après moi. » On comprend dès lors qu'il tint à la vie de son médecin autant qu'à la sienne propre et qu'il ne voulut jamais lui causer une contrariété qui eût pu altérer sa santé. On prétend que La Balue, pour faire croire à un défaut de sécrétion des reins, avalait son urine et que l'on n'en voyait nulle trace. Cottier s'y laissa-t-il prendre, ou bien, touché de compassion, ne voulut-il pas dévoiler la ruse ? Toujours est-il que Louis XI ordonna au chancelier de le conduire à Orléans et de le remettre au légat, en faisant prendre l'engagement à ce prélat de lui faire faire son procès devant le Saint-Père. Le cardinal de la Rovère promit tout ce qu'on voulut et La Balue, pour recouvrer sa liberté, se hâta de se rendre à Rome. Comines assure que, quelque temps après, Louis XI se rappelant tout ce qu'il lui avait fait souffrir, en demanda l'absolution au Saint-Père, mais Sponde affirme que rien n'est moins vrai ¹.

¹ *Quo tempore rex à gravi morbo recreatus, cardinalum Baluam quem totis undecim annis captivum detineret, è custodiâ emisit, quem hactenus frustra pontificis Romani frequentibus petitionibus liberari postulaverant ; excusante rege haud se illum ut cardinalem aut episcopum detinere, sed tanquam ministrum domesticum et infidum. Quâ tamen de re petisse regem à Sixto et obtinuisse absolutionem, Cominus testatur. Fabulam autem putamus quod Garabertus scribit Balluem ferreâ caretâ detectum, morbo non fluentis latii quod clam biberat, simulato, medicos et regem decepisse eaque de causa postulanti Juliano cardinali concecisse. Ceterum emissus e carcere, haud tamen in conspectum regis admissus, à*

Loin de le mettre en jugement, le pape combla La Balue des plus grandes faveurs. Le cardinal, qui avait eu l'habileté de capter la confiance de tous ceux dont il avait approché, devint l'homme indispensable de Sixte IV, comme il avait été longtemps celui de Louis XI. Sa Sainteté ne put plus se passer de lui; elle le nomma évêque d'Albano, lui conféra tant de bénéfices et de charges qu'il fut aussi puissant et aussi riche à la cour de Rome qu'il l'avait été à la cour de France.

En 1482, le roi voulait donner Augier de Brie comme coadjuteur au cardinal La Balue, le pape s'y opposa ¹. La Balue aurait pourtant bien voulu faire sa paix avec Louis XI. L'archevêque de Tours écrivait : « M. le cardinal (La Balue) m'a escript, avec le dit brief in affectu, que en tout et par tout, il veult faire le bon plaisir du roy, et le veult faire largement à tout son pouvoir; pourquoi est bien expédiant de pourvoir au nouveau

Juliano ductus est Romam, atque à pontifice et cardinalibus gratiosè adèo receptus, ut etiam à Sixto creatus fuerit episcopus Albanus, et post mortem Ludovici regis etiam in Galliam legatus missus. (Sponde, Annales ecclésiastiques.)

¹ Dans les remontrances au roi sur les évêques dépossédés de leur siège, Elie Bourdeilles, archevêque de Tours, s'exprime ainsi : — « Je ne parle point de Monseigneur le cardinal Balue, car cela, je crois, est en bons termes entre notre saint Père et luy. Vray qu'il est expédientx qu'il ayt provision de administrateur à sa vicairie, pour exercer la jurisdiction spirituelle et cure d'âmes, car notre saint père ne entend point que maistre Ogier de Brie ait ceste puissance, et *sic manet magnum periculum animarum, quâ ipse non potest solvere nec ligare ; et hoc mihi constat per breve domini papæ, per quod mihi mandatur ipsum demovendo, cum sit in provinciâ meâ, quod facere distuli donec habuissem verbum cum rege, cujus meritum, ut arbitror, idem dominus noster papa benèsequitur in providendo.* »

danger qu'il peut naître au salut des âmes. » Louis XI fut sourd à ces avances et, pendant le peu de temps qui lui resta à vivre, La Balue, ne pouvant pas revenir à Paris, dut se résigner à être le second dans Rome. En comparant sa longue et douloureuse captivité avec la haute position qu'il occupait dans la Ville éternelle, on se demande comment il ne s'estimait pas heureux et voulait s'exposer à de nouvelles aventures en reparaissant à la cour de France. Mais l'ambition et l'orgueil lui dictaient une conduite que désavouait la prudence et il obéissait à leur voix. La blessure qui lui avait été faite saignait encore, et, pour la guérir, il voulait que ceux qui l'avaient si fort humilié et abreuvé de tant d'outrages, le revissent couvert d'honneurs et avec une dignité qui lui permît de braver leur colère. A la mort de Louis XI, il obtint donc de Sixte IV d'être envoyé, en qualité de légat *a latere*, auprès de Charles VIII. Il partit de Rome avec un train magnifique, et, sur son passage, reçut des princes italiens dont il traversa les États, des honneurs extraordinaires. Il n'en fut plus ainsi quand il eut touché le sol de la France. Le parlement, qui, ainsi que nous l'avons vu, n'avait pas craint de résister au roi et au pape ligués pour l'abolition de la Pragmatique Sanction, se souvenait du rôle qu'avait joué La Balue dans cette circonstance ; il n'avait pas non plus perdu la mémoire de son infâme trahison. Le procureur général, Jean de Nanterre, montra autant de fermeté qu'en avait montré Saint-Romain, et lui défendit d'avancer plus loin. A l'appui de l'interdiction qu'il lui faisait de reparaître dans le royaume, il invoquait deux motifs : le premier tenait à des règles diplomatiques qui voulaient que la

cour de Rome n'eût jamais, sans une cause spéciale, de légat à la cour de France ; le second était tout personnel et de nature à blesser profondément le nouvel envoyé du pape. Jean de Nanterre lui rappelait que, pour avoir été mis en liberté, il n'avait point reçu de lettres d'abolition et que, dans un pays où il avait été justement frappé par la justice, il ne pouvait reparaître avec la qualité de représentant d'une puissance étrangère.

La Balue n'était pas homme à céder sans se défendre. Il intrigua auprès du conseil d'État et surtout auprès d'Anne de Beaujeu qui gouvernait le royaume pendant la minorité de Charles VIII, et chercha à leur persuader qu'il était de l'intérêt de la France qu'il y fût accueilli avec le titre que lui avait conféré le Saint-Père. La duchesse, en ce moment, songeait à réunir la Bretagne à la France, et La Balue n'ignorait pas que toute sa politique tendait à ce but. Il lui assura donc que le pape Sixte IV lui accorderait son concours, dans le cas où il serait accepté comme légat à la cour de France ; mais que, dans le cas contraire, elle ne devrait pas être surprise si l'injure faite à son représentant ne l'entraînât du côté du duc de Bretagne.

La régente était entourée d'ennemis qui lui créaient de nombreuses difficultés. Pour ne pas en augmenter le nombre, elle chercha à se concilier le cardinal La Balue, sans froisser le parlement. Sur l'avis du conseil d'État, il fut décidé que le cardinal exercerait sa légation *à latere*, mais que, pour conserver intactes toutes les libertés de l'Église gallicane, il accepterait toutes les restrictions que le parlement croirait devoir faire.

Cette demi-satisfaction n'était pas ce qu'attendait l'or-

gueil de La Balue ; aussi, quand le pape Innocent VIII succéda à Sixte IV, s'empressa-t-il de retourner à Rome, autant pour quitter une cour où il n'avait pas pu reprendre son ancien crédit, que pour se faire bien venir du nouveau pontife. Ce dernier espoir ne fut point trompé. Il trouva auprès de lui les mêmes faveurs que lui avaient accordées ses prédécesseurs Paul II et Sixte IV. Innocent VIII lui donna l'évêché de Prenesse, et, à tous ses titres, ajouta celui de protecteur de l'ordre de chevalerie de Rhodes. En partant de France, il avait reçu du roi mille écus d'or pour les frais de son voyage.

La Balue mourut à Rome à l'âge de soixante-dix ans. Il fut enterré, avec de grands honneurs, dans l'église de Saint-Praxède. Son épitaphe, où il est qualifié de héros rappelle qu'il fut un exemple mémorable de l'instabilité des félicités humaines ¹.

La postérité a fait justice du héros. Tous les écrivains qui se sont occupés de ce triste personnage ont été d'accord pour flétrir une vie qui n'a été qu'un tissu d'intrigues, de mensonges et de trahisons. A-t-il dû son élévation seulement à ses vices ; son intelligence n'y a-t-elle été pour rien ? A-t-il été un ignorant, un homme d'un esprit peu cultivé, sachant à peine lire son bréviaire ² ; ou bien était-il, au contraire, un esprit subtil

¹ *Et in ecclesia Sancti-Praxedis, honorifice sepultus, nobili addito epitaphio que etiam titulo herois decoratur, et instabilitatis humanæ felicitatis.* (Sponde.)

² *Detruso autem in carcerem profato cardinale Balue, qui nec generis nobilitate, nec litteraturæ præstantia, nec probitate et*

ou érudit, aimant les lettres et cherchant des distractions dans l'étude¹ ? Toutes questions fort controversées et auxquelles il nous est difficile de répondre. Il nous paraît difficile cependant d'admettre que le ministre qui avait pris un si grand empire sur le plus soupçonneux des rois, le prélat qui capta la confiance de trois papes, ait été un homme vulgaire.

commendabilis vite meritis honores, ad quos erectus à magistro suo rége fuerat, conquiscerat. (Basin.)

Il était fils d'un tailleur ou d'un meunier, d'Angle, en Poitou, et savait, dit-on, à peine lire son bréviaire. (Quicherat.)

¹ Et le seigneur Doriolle eut sa bibliothèque, d'autant que Balue était fort savant homme. (Belleforest.)

LE PÈRE BAUDOUIN

Deux congrégations, puissantes par le nombre des membres qui les composent et admirables dans leurs œuvres, la congrégation des Filles-de-la-Sagesse et celle des Ursulines de Chavagnes ont leur maison-mère dans le département de la Vendée. La première, comme personne ne l'ignore, a eu pour fondateur le Père Grignon de Montfort ; la seconde, le Père Baudouin. Entre ces deux figures, il y a plus d'un trait de ressemblance. C'est la même ardeur dans la foi et la charité, ardeur qui va quelquefois jusqu'à leur attirer le blâme de leurs supérieurs. C'est le même détachement du monde, la même modestie, la même candeur, la même simplicité ; et qu'on ne pense pas que je prenne ce dernier mot dans le sens qu'on lui donne souvent dans le monde ; s'ils ne furent pas des hommes hors ligne par l'intelligence, ces deux religieux furent des hommes instruits, ayant presque toujours montré un grand sens dans les actes de la vie publique, exemplaires dans la vie privée, et, à plu-

sieurs des qualités de l'esprit, ajoutant, à un haut degré, toutes les qualités du cœur.

Le catholicisme offre cela de remarquable, que ceux qui sont profondément inspirés de son esprit, n'ont pas besoin d'être des hommes de génie pour accomplir de grandes choses. Le génie, ce don que Dieu ne départit qu'à des créatures privilégiées, peut souvent, s'il n'est pas contenu, conduire l'homme à de singuliers engagements et le détourner de la voie que la Providence lui avait tracée. Nous n'avons que trop d'exemples de ces chutes d'archanges que l'orgueil ou d'autres passions indomptées ont précipités dans l'abîme. Celui, au contraire, qui a été élevé à cette grande école de respect et d'autorité, dont parlait naguère un illustre historien, peut, avec un sens droit et pratique, créer des institutions utiles et durables.

C'est une grande consolation pour la faiblesse de l'humanité, que de voir les plus humbles laisser souvent de leur passage sur la terre une trace plus profonde et plus bienfaisante que les plus superbes. Toute la philosophie du dix-huitième siècle ne pouvait pas, au dire de Napoléon, faire une sœur de charité, tandis que cette œuvre, devant laquelle les idéologues sont restés impuissants, le Père Montfort et le Père Baudouin l'ont accomplie avec un succès incomparable. Ce dernier, qui appartient par sa naissance au département de la Vendée, va faire le sujet de cette notice.

Louis-Marie Baudouin est né à Montaigu, le 2 août 1765. Il était encore au berceau lorsqu'il perdit son père. Sa mère, restée veuve et sans fortune, demanda au travail

les ressources nécessaires pour élever sa nombreuse famille. Les aînés l'y aidèrent de bonne heure, et tous les autres, à mesure qu'ils grandissaient, trouvèrent dans la maison maternelle la meilleure garantie d'une bonne vie, le bon exemple et le travail. En même temps qu'elle était très laborieuse, M^{me} Baudouin était une femme d'une grande piété. Après les heures du travail, nécessaires pour donner à ses enfants le pain du corps, venaient les heures de la prière et de la lecture, qui leur donnaient le pain de l'âme. L'histoire sainte et la Bible étaient ses livres de prédilection : le jeune Louis-Marie s'en pénétra de bonne heure.

Comme son compatriote Laréveillère-Lepaux, dont les aspirations et la destinée furent si différentes, Louis-Marie trouva dans son premier maître un homme d'une sévérité exagérée. Plus tard, dans un examen retrospectif de ses jeunes années, Baudouin, dont la conscience était fort scrupuleuse, n'allait peut-être pas, comme saint Augustin, jusqu'à se demander s'il n'avait point commis un péché en pressant avec trop d'avidité le sein de sa mère, mais il s'accusait, avec un grand repentir, d'avoir fait quelquefois l'école buissonnière, pour se soustraire aux admonestations ou à la fêrule de son redoutable pédagogue.

L'enfance de Baudouin n'était pourtant ni indocile ni dissipée. Après ses premières escapades, produites bien plutôt par la timidité et la crainte que par la dissipation, il revenait à l'école, sous l'aile de sa mère, et en devenait un des élèves les plus assidus.

Il n'avait encore que quinze ans, lorsqu'il resta orphelin. Cette grande douleur de la perte d'une mère fut

adoucie par la consolation qu'il eut de trouver, dans sa sœur aînée, toute la tendresse et aussi toutes les vertus qu'il avait rencontrées dans celle qui venait de lui être enlevée.

M^{lle} Baudouin avait alors vingt-neuf ans ; elle prodigua à Louis-Marie les soins les plus empressés et l'admit à tous ses exercices de piété. Mais si dévouée qu'elle se montrât pour lui, abandonnée à ses seules ressources, elle n'aurait jamais pu lui créer la position à laquelle il aspirait déjà. Heureusement que tous les membres de cette famille vivaient dans la plus grande union et se prêtaient une assistance mutuelle ; ce que ne pouvait pas faire la sœur, un des frères l'entreprit. Louis-Marie avait, en effet, un frère qui remplissait, à Chantonay, les fonctions de vicaire. Il fit venir auprès de lui le pauvre orphelin, lui enseigna ce qu'il savait de latin et le mit en état d'entrer au séminaire de Luçon, en qualité d'élève de rhétorique. Les supérieurs de cette maison venaient d'y fonder une bourse destinée à l'élève qui obtiendrait le prix de mérite, ce prix étant le témoignage de la satisfaction de tous les maîtres. Le choix ne fut pas douteux un instant, Louis-Marie l'obtint tout d'une voix.

Pendant tout le temps de son séjour au séminaire, le jeune Baudouin, non seulement eut une conduite irréprochable, mais encore, bien qu'il adressât quelquefois des remontrances à ses condisciples moins raisonnables que lui, il se fit toujours chérir de tous, par sa douceur, son affabilité et son enjouement. Non pas qu'il ne se livrât jamais de combats intérieurs dans son âme et que les bonnes qualités découlassent naturellement de son

heureuse nature ; ceux qui l'ont bien connu assurent, au contraire, qu'il avait une certaine âpreté native, et que ce ne fut pas sans de grands efforts qu'il parvint à la maîtriser. C'est ce qui arrive bien souvent aux hommes dont le commerce devient le plus égal et les relations le plus agréables. Le public ne leur en tient pas assez compte ; on se contente de dire : Ces hommes sont bien heureusement doués, et l'on ne se doute pas au prix de quelles luttes ils ont acquis cette égalité d'humeur que l'on regarde comme un don de naissance. L'homme ne naît ni absolument bon, comme l'a dit Rousseau, ni absolument mauvais, comme Hobbes l'a prétendu ; il naît imparfait, mais perfectible, moralement comme intellectuellement, et Dieu, en le créant, lui a donné, à cet effet, le libre arbitre et lui a laissé la responsabilité de ses actes. Aussi quand, tous les jours, j'entends cette phrase banale que l'on répète comme une excuse pour celui à qui on l'applique : « Que voulez-vous, il est né comme cela, » je ne peux me défendre d'une certaine irritation, parce que je ne sais rien de plus faux, de plus antisocial, de plus impie, que cette espèce de fatalisme qui excuse tous les crimes et ôte leur mérite aux bonnes actions.

Le cours de Philosophie, au séminaire de Luçon, ne durait pas moins de deux années. Le jeune Baudouin, pour lequel les études sérieuses avaient un grand attrait, et dont l'esprit exact se faisait plus remarquer par la solidité du raisonnement que par l'éclat de l'imagination, s'y distingua d'une manière toute particulière. Indépendamment des connaissances qu'il y puisa, il prit l'habitude de ces discussions logiques qui font de l'ana-

lyse un procédé mathématique, irréfutable dans la démonstration, et très propre à poursuivre le paradoxe jusque sous ses formes les plus subtiles. Cette qualité de son esprit ne tarda pas à briller d'une vive lumière. La thèse en Théologie qu'il soutint, l'année suivante, fit événement au séminaire.

Louis-Marie Baudouin arrivait à cette époque de la jeunesse où souvent les natures d'élite, incertaines de la voie que la religion et le devoir leur commandent de suivre, hésitent, se troublent et finissent par tomber dans un égarement désastreux. La rectitude de son jugement et le peu de prise que l'imagination avait sur son esprit, lui auraient certainement signalé la vérité et l'auraient détourné de l'écueil, s'il n'avait pas rencontré sur son chemin un prêtre janséniste, dont le rigorisme jeta dans son cœur l'épouvante et le désespoir. Son frère, M. Baudouin, alors curé de Luçon, trouva, dans son âge et dans son expérience, toute l'autorité nécessaire pour l'éclairer sur la déplorable situation qu'il s'était faite et ramener le calme dans cette âme tourmentée.

C'est aussi vers cette époque qu'effrayé des séductions du monde, il voulut embrasser la vie ascétique du cloître, et fit, pour entrer aux Chartreux de Nantes, des démarches qui n'aboutirent pas.

De nouvelles appréhensions, de nouveaux doutes et surtout une excessive défiance de soi-même, vinrent l'assiéger, quand, après avoir pris les premiers grades de la cléricature, il se trouva en présence d'engagements définitifs. Les obligations du sacerdoce l'effrayèrent, et il ne fallut pas moins que la main secourable de son frère et des supérieurs du séminaire pour lui faire fran-

chir, comme diacre, les degrés qui devaient le séparer du monde.

Un professeur du séminaire de Luçon étant tombé malade, M. Baudouin fut appelé à le remplacer dans la chaire d'humanités qu'il occupait. C'est ainsi qu'il fit le premier pas dans une carrière où il devait un jour occuper une haute position.

L'enseignement est aussi un sacerdoce. Le maître ne doit pas se borner à instruire, il doit élever, et, par conséquent, remplacer le père de famille. Quintilien l'a dit, avec raison, nos maîtres sont nos seconds parents. Pour bien remplir sa tâche, le professeur doit donc se pénétrer de l'importance et de la gravité de ses fonctions. Il lui faut non seulement de l'aptitude, mais une sorte de vocation personnelle, qualité bien rare et bien précieuse, car les premières leçons que reçoit l'enfant, sont celles qui, lorsqu'il devient homme, restent le plus profondément gravées dans sa mémoire et dans son cœur.

L'abbé Baudouin comprit toute l'étendue des devoirs qui lui étaient imposés. Il avait trop bien gardé le souvenir de son premier maître, pour se montrer sévère et surcharger ses élèves d'un travail trop lourd pour leur âge. Comme il savait que l'enfance est légère, qu'elle ne peut pas fixer son attention longtemps, qu'elle a besoin de distractions et qu'elle sait bien en prendre quand on les lui refuse, il ne donnait jamais de devoirs bien longs; il aimait mieux quelques lignes traitées avec soins que des pages entières remplies de négligences. En toute chose, il préférait la qualité à la quantité.

Mais l'instruction n'était ni la seule ni la principale

de ses préoccupations de professeur ; il mettait bien au-dessus l'éducation. Aussi donnait-il toujours une forme morale à son enseignement, déposant ainsi dans le cœur des enfants le germe de toutes les vertus.

Beaucoup de gens regardent le catéchisme comme l'*a b c* de l'enseignement religieux, pensant que la maîtresse d'école suffit parfaitement à cette besogne. Tel n'est pas l'avis d'un éloquent prélat, et j'invite ceux qui ne les connaissent pas à lire les pages que M^{sr} Dupanloup a publiées sur cette matière. Comme lui, l'abbé Baudouin était persuadé que rien n'était plus important ; aussi mettait-il à le bien enseigner aux enfants un soin extrême.

Il aspirait à des œuvres plus méritoires encore. Ainsi qu'il a été donné depuis à M^{sr} Pérocheau de l'accomplir, l'abbé Baudouin désirait vivement une mission apostolique qui lui permît de porter la parole de vie au milieu de ces peuplades de l'Inde vouées depuis tant de siècles à la plus aveugle idolâtrie. En 1788, il se rendit, à cette intention, à la maison des Missionnaires de Saint-Lazare à Paris ; mais son évêque, ayant des vues particulières sur lui, le rappela au séminaire de Luçon. M^{sr} de Mercy était, dans ce moment, aux États-généraux, le représentant de l'ordre du clergé pour le Bas-Poitou. Son absence força l'abbé Baudouin à se faire ordonner prêtre dans un autre diocèse que celui de Luçon. Ce fut M^{sr} de Pressigny, évêque de Saint-Malo, qui lui donna l'onction sainte.

Prêtre à vingt-quatre ans, plein d'une foi ardente et prêt à tous les sacrifices qu'il plairait à Dieu de lui imposer, l'abbé Baudouin contemplait avec sérénité les

grands événements qui se préparaient. Faité, en effet, depuis longtemps dans les idées, la révolution commençait à s'accomplir dans les choses. On était au mois de septembre 1789, et la Constituante travaillait sans relâche à renverser les vieilles institutions qui avaient pu, dans d'autres temps, donner à la France des jours de gloire et de stabilité, mais qui laissaient entre les citoyens les inégalités les plus choquantes et les privilèges les plus monstrueux. Imbue des doctrines philosophiques du dix-huitième siècle, cette grande Assemblée avait toutes les idées généreuses du patriotisme le plus pur et toutes les illusions de l'inexpérience. De là, ses grandes vertus et ses grandes fautes. Dans son œuvre de rénovation sociale, dans son ardeur à détruire des abus séculaires, elle ne sut pas s'arrêter à temps, et dépassa les limites que devait lui imposer la raison. Des hommes, d'ailleurs bien intentionnés, ne comprirent pas les conséquences fatales d'un acte sur lequel j'ai déjà eu l'occasion de m'expliquer. Le clergé, disons-le à son honneur, le clergé qui, sous Louis XV, avait eu des défaillances, se releva dans cette circonstance à toute la hauteur de ses beaux jours, et le plus grand nombre de ses membres refusa de prêter serment à la Constitution civile qu'on voulait lui imposer. Ce refus, qu'elle aurait dû prévoir, irrita l'Assemblée qui déclara démissionnaires tous les prêtres insermentés. Une fois entré dans la voie des rigueurs, la progression fut rapide : la Constituante les avait révoqués de leurs fonctions sacerdotales, l'Assemblée législative les exila, et la Convention les envoya à l'échafaud. L'évêque de Luçon et presque la plus grande partie de son clergé refusèrent de prêter le serment que la loi leur imposait.

L'abbé Baudouin remplissait alors, à Luçon, les fonctions de vicaire et d'aumônier de l'hôpital. Il est inutile de dire qu'il ne voulut point se séparer, dans cette circonstance décisive, de la majorité du clergé.

Les assemblées électorales avaient nommé évêque de la Vendée l'abbé Rodrigues, curé du Fougeré. L'abbé Rodrigues est certainement inexcusable de s'être mis en opposition avec l'esprit et les règles de l'Eglise ; mais, quoi qu'on en ait dit, c'était, à beaucoup d'égards, un prêtre recommandable. Il arriva à Luçon plein d'illusions, persuadé qu'avec de la douceur, il triompherait de ce qu'il appelait les préjugés des prêtres du diocèse. L'événement vint le détromper, ses avances furent repoussées, et les MM. Baudouin, en particulier, lui refusèrent leur concours.

Par l'effet de son refus de serment, l'abbé Baudouin avait dû cesser ses fonctions d'aumônier de l'hôpital. Apprenant cependant un jour qu'un malade de cet établissement désirait le voir, il ne fit aucune difficulté de se rendre auprès de lui. Il y trouva le nouvel évêque qui l'avait devancé. Là, une altercation vive eut lieu entre les deux prêtres, l'abbé Baudouin ne voulant reconnaître aucun pouvoir à l'évêque constitutionnel.

Ce fut à cette occasion qu'il fut arrêté et conduit à Fontenay, où il fut mis en prison. Confondu avec des gens sans aveu et des malfaiteurs, l'abbé Baudouin refusa de s'associer à un projet d'évasion qu'ils avaient formé et qu'ils mirent bientôt à exécution. Cet événement rendit les gardiens plus actifs dans leur surveillance, et les prêtres qui se trouvaient détenus se ressentirent des rigueurs de ce redoublement de vigilance. La justice n'ayant pas trouvé dans les griefs imputés à

l'abbé Baudouin des motifs suffisants de mise en accusation, la liberté lui fut rendue. Elle ne fut pas complète cependant, car, peu de jours après sa sortie de prison, un arrêté du directoire du département lui assigna la ville de Fontenay pour résidence, et lui imposa l'obligation d'inscrire chaque jour son nom au secrétariat du département, sur un registre ouvert à cette intention. C'était le prélude de persécutions nouvelles. Le 26 août 1792, l'Assemblée législative rendait un décret qui condamnait à la déportation les prêtres non assermentés. Quelques membres du clergé vendéen se cachèrent, d'autres se joignirent aux paysans insurgés, beaucoup prirent le chemin de l'exil. Je ne veux pas sonder les consciences, ni apprécier les motifs de déterminations si différentes; je ne puis cependant m'empêcher de trouver bien sévère le jugement que quelques écrivains ont porté contre les prêtres qui suivirent l'armée vendéenne. Je sais bien que la mission du prêtre est une mission de paix, et je n'ai pas oublié les belles paroles de M^{lle} de Lézardière :

« C'est au nom de Dieu qu'elle (la puissance ecclésiastique) est autorisée et obligée à leur commander
« d'opposer aux ordres incompetents du gouvernement
« la seule arme dont l'usage soit permis à ceux à qui
« le pouvoir politique est étranger, la résistance passive et invincible des martyrs qui se réduit à fuir et à
« mourir, plutôt que de céder. »

Si donc le clergé vendéen a compté dans ses rangs de ces esprits ardents, coupables d'avoir soufflé les feux de la guerre civile, je dis qu'on ne peut pas les excuser.

Mais ceux qui ne prirent d'autre part à la guerre, que d'exposer leur vie pour offrir à de pauvres paysans, pleins de foi, les secours de la religion qui leur manquaient, non seulement n'ont pas besoin d'excuse, mais doivent être glorifiés. Après quelques hésitations, l'abbé Baudouin, sur le conseil de son frère, s'embarqua aux Sables-d'Olonne, avec lui et un grand nombre de prêtres, et fit voile pour l'Espagne.

Après une traversée qu'une affreuse tempête rendit fort périlleuse, les pauvres prêtres abordèrent au port de Saint-Sébastien. Ils y trouvèrent l'évêque d'Acqs, qui les y avait précédés de quelques jours. Grâce à lui, grâce aux relations qu'il avait établies avec la plupart des évêques d'Espagne, les prêtres français, dont la plupart étaient dans le plus grand dénûment, trouvèrent, dans les monastères, les secours dont ils avaient si grand besoin. Mais bientôt il fallut se séparer pour se rendre dans les localités que les autorités espagnoles leur avaient assignées. Les messieurs Baudouin et M. Paillou, depuis évêque de Luçon et de la Rochelle, prirent le chemin de Tolède. Ils n'étaient encore qu'à une petite distance de Saint-Sébastien, quand ils furent arrêtés par une bande de voleurs. Toute la fortune de l'abbé Baudouin consistait en une piastre, soigneusement renfermée dans une bourse. Les voleurs le regardèrent avec compassion, et l'un d'eux s'écria : *Pobrecito !* ce qui ne l'empêcha pas, après cette exclamation donnée à la pitié, d'en dépouiller celui qui en avait si grand besoin. Ce voleur si sensible lui fit d'ailleurs toutes sortes de politesses et lui souhaita un bon voyage. L'abbé Baudouin, qui a écrit le récit de cette aventure, a oublié de nous appren-

dre si, avant de s'en séparer, ces honnêtes gens ne lui avaient pas demandé sa bénédiction.

Arrivés à Tolède, les messieurs Baudouin reçurent le meilleur accueil du cardinal Lorenzana, archevêque de cette ville. Ce prélat s'empressa de les soulager dans leur détresse, et leur donna en même temps la libre entrée de la riche bibliothèque de l'archevêché.

Homme d'étude, autant qu'homme de foi, l'abbé Baudouin se trouvait, avec bonheur, dans son élément naturel; mais il n'y pouvait consacrer que quelques heures de la journée, la vie matérielle, avec ses exigences, absorbant la plus grande partie de son temps. Logé chez un pauvre et honnête ouvrier, il ne voulut pas lui être à charge, et apprit, pour subvenir à ses besoins, l'état de passementier. Combien d'autres, naguère entourés des superfluités du luxe et de l'opulence, demandèrent au travail manuel le pain nécessaire à leur existence !

Les prêtres français, retirés à Tolède, formaient une grande famille, dont la communauté du malheur venait encore resserrer les liens. L'abbé Baudouin jouissait, parmi eux, de la plus grande considération. Au nombre de ses compagnons d'exil, se trouvait un jeune ecclésiastique, dont l'âme tendre et l'imagination vive avaient conquis toute sa sympathie. L'abbé Dariès n'avait pas un grade bien élevé dans la hiérarchie sacerdotale ; mais, malgré sa jeunesse et sa position inférieure, ses belles qualités et les charmes de son esprit lui avaient attiré l'estime et l'affection de tous les prêtres réfugiés en Espagne. Plus d'une fois, l'abbé Baudouin a poussé le zèle religieux jusqu'aux extrêmes limites de ce qu'autorise le bien de l'Église. Disons qu'un jour, au moins,

il les a dépassées, pour tomber dans l'intolérance. Le jeune et brillant abbé Dariès, l'orgueil et l'espoir de ses compatriotes à Tolède, ne devait pas tarder à payer son tribut à l'erreur et à tomber dans l'abîme. Celui des écrivains français qui l'enivra des plus décevantes séductions, qui fit dans sa foi les plus grands ravages, ce fut, qui le croirait ? Bernardin de Saint-Pierre. Assurément, l'auteur des *Études* n'est rien moins qu'orthodoxe ; mais on ne devait guère craindre que les utopies de cet amant de la nature, bien propres à émouvoir le cœur, pussent jamais troubler la raison. Bernardin de Saint-Pierre est un déiste dont les doctrines au point de vue scientifique, comme au point de vue religieux, ne soutiennent pas l'examen, et il faut vraiment vouloir voyager au pays des chimères, pour se laisser égarer par ses doctrines . Ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'avant l'abbé Dariès, tout le clergé français fut sur le point de l'accepter comme un des défenseurs du catholicisme. Ses vigoureuses attaques contre l'athéisme, ce mot dont il était l'auteur : « Il n'y a que la religion qui donne à nos passions un grand caractère, » avaient disposé le clergé à considérer comme un des siens un homme qui allait laisser bien loin derrière lui la *Confession du Vicaire savoyard*. Les choses allèrent au point que le clergé songea sérieusement à le constituer son avocat et à lui faire une pension.

Plein de la lecture des *Harmonies de la nature*, l'abbé Dariès publia à son tour les *Harmonies de la religion*. Le livre était rempli de propositions condamnables, et fit grand scandale dans la petite colonie des réfugiés catholiques. Plus sensible que tout autre à

l'égarement de son ami, l'abbé Baudouin fit tous ses efforts pour le ramener dans le sentier de la vérité. Ne pouvant y parvenir, il rompit avec lui et cessa de le voir. Cette rupture était, aux yeux de l'abbé Baudouin, une obligation, et personne jusque-là ne pouvait dire qu'il outrepassât ce que lui commandait sa conscience. Malheureusement, il alla beaucoup plus loin. Dariès, malgré un semblant de rétractation, n'en continuait pas moins à défendre des propositions erronées. Son ancien ami lui déclara qu'il le dénoncerait au Saint-Office, et peut-être mit-il sa menace à exécution. L'Inquisition n'était plus ce redoutable tribunal que nous avons vu couvrir l'Espagne de ses autodafés ; elle se contenta d'envoyer à Madrid, dans un couvent de mineurs, le prêtre égaré. Il paraît que la discipline de la maison n'imposait pas à ceux qui s'y trouvaient enfermés l'obligation de passer leur vie à se frapper la poitrine et à demander à Dieu pardon de leurs fautes. Profitant de la liberté qui lui était donnée de suivre les cours de l'école de médecine, l'abbé Dariès mit à cette étude l'ardeur qu'il apportait à toute chose. Ses progrès furent tels qu'il obtint, au concours, une grande position dans la faculté. Le gouvernement le désigna même pour aller étudier une maladie contagieuse qui, dans ce moment, ravageait quelques provinces du royaume. Le nouveau docteur se montra, par son dévouement, à la hauteur de la position qui lui avait été confiée ; il épuisa toutes les ressources de la science, pour combattre le fléau, jusqu'au jour où, en étant atteint lui-même, il succomba glorieusement dans la lutte.

La chute de l'abbé Dariès avait porté un coup terrible à l'abbé Baudouin ; la mort de son frère, survenue quelques jours après, vint le soumettre à une nouvelle épreuve. Privé de deux hommes qui lui étaient le plus chers, il en sentit plus vivement encore les tourments de l'exil. Au milieu de la guerre impie qui désolait la Vendée, que devenait sa famille, que devenaient ceux de ses maîtres et de ses élèves qui n'avaient pas cherché leur salut dans la fuite ? Les jours sont toujours longs sur la terre étrangère ; mais, quand aux rigueurs de l'exil se joignent de pareilles angoisses, une force invincible ramène le proscrit vers sa patrie, la mort dût-elle l'y attendre. Disons d'ailleurs que, dans ce moment, le règne de la Terreur était fini, et que la France commençait à respirer. Le Directoire avait remplacé la Convention, et, quoique aucune loi ne permît encore aux émigrés et aux prêtres de rentrer en France, le gouvernement fermait volontiers les yeux sur tous ceux qui, satisfaits de revoir leur pays, ne voulaient point y fomenter de nouveaux troubles.

L'abbé Baudouin et un autre prêtre, avec lequel il vécut toujours dans la plus grande intimité, M. Lebedesque, partirent à pied pour revoir la Vendée, qu'ils devaient retrouver couverte de ruines. Malheureusement, le Directoire, qui aspirait à être un gouvernement d'apaisement, se trouvait aux prises avec des nécessités qui devaient l'entraîner à des mesures rigoureuses. Le parti royaliste se flattait d'en finir bientôt avec la République. Vaincu dans la journée du 13 vendémiaire, mais non découragé, il allait demander à l'intrigue et à la tactique parlementaire ce qu'il n'avait

pas pu obtenir par l'insurrection. Le 18 fructidor mit fin à ses espérances. Je laisse aux théoriciens des coups d'État à décider si, dans cette circonstance, l'emploi de la force fut légitime ; je m'arrête au fait, sans discuter la question de droit.

A la suite de cette mesure extrême, le pouvoir se montra, contre les émigrés et les prêtres, plus ombrageux qu'il ne l'avait été jusque-là, et si l'échafaud ne se releva pas pour faire tomber leurs têtes, plusieurs furent ou déportés ou obligés de reprendre le chemin de l'exil. L'abbé Baudouin et son compagnon de voyage se trouvèrent dans la nécessité de s'entourer de mille précautions pour n'être pas reconnus. Accueillis à Bordeaux par un de leurs amis de la Vendée qui s'y était retiré, ils n'y restèrent que quelques jours et s'embarquèrent pour les Sables-d'Olonne, où ils arrivèrent dans la nuit du 14 au 15 août 1797. La première chose à faire était de chercher un asile où ils pussent vivre en sûreté. Ils n'eurent que l'embarras du choix ; car les Sablais étant restés fidèles aux croyances de leurs pères, toutes les portes s'ouvraient pour recevoir les prêtres persécutés. L'abbé Baudouin pouvait y vivre tranquille ; mais, comme il ne refusait jamais les secours de la religion à ceux qui les lui demandaient, qu'il catéchisait les enfants et leur faisait faire leur première communion, il était bien difficile que ses pratiques religieuses n'éveillassent pas l'attention de la police. C'est ce qui arriva, en effet, et plusieurs visites domiciliaires, qui n'aboutirent pas, furent faites chez les dames soupçonnées de lui donner un refuge. L'auteur de la *Vie du Père Baudouin* raconte, à ce sujet, une petite anecdote

dont nous sommes obligés de contester la vérité : « Affligé, dit-il, des anxiétés qu'éprouvaient, à son occasion, ses généreuses bienfaitrices, M. Baudouin fut tenté plus d'une fois, ainsi qu'il l'a rapporté, d'imiter un prêtre qui, dans ces jours d'affreuse mémoire, ne sachant à quelle porte heurter pour demander un gîte, s'était réfugié sous la guillotine, et y avait passé la nuit, se résignant au sort qui l'attendait. Mais il fut retenu par la crainte de sortir des voies de la Providence. » M. l'abbé Baudouin était arrivé aux Sables, comme nous l'avons dit, dans la nuit du 14 au 15 août 1797. Or, dès le mois de janvier 1794, la guillotine, non seulement n'était plus en permanence sur une des places de la ville, mais elle avait cessé complètement d'y fonctionner. Entre le retour de l'abbé Baudouin et la dernière exécution, il s'était écoulé plus de trois ans et sept mois. On voit que l'abbé Baudouin n'eut pas besoin d'une lutte violente pour résister à la tentation de passer la nuit blotti sous l'instrument du supplice, car il lui aurait fallu le redresser tout exprès.

Vivant dans de continuelles alarmes, donnant à la prière presque tous ses instants, s'exaltant par les austerités et le jeûne qu'il s'imposait, l'abbé Baudouin, comme les solitaires de la Thébaïde, eut des ravissements et des visions célestes : il entendit une voix d'en haut qui lui traçait ses devoirs, et lui montrait le but auquel il devait prétendre. Ayant toujours eu le désir de se consacrer à Dieu par les vœux de la religion, il résolut, de concert avec son ami Lebedesque, de fonder une congrégation de prêtres qui devait édifier les fidèles en se soumettant à une règle qu'il lui traça.

Cette règle était bien sévère. Les membres de la congrégation devaient faire vœu de pauvreté, s'imposer toutes sortes de mortifications et promettre à Dieu de conserver la pureté de la foi catholique, apostolique et romaine. La congrégation se composa de MM. Baudouin et Lebedesque, soumis l'un à l'autre, comme un religieux l'est à son supérieur.

Pendant que l'abbé Baudouin jetait ainsi les fondements de la congrégation du Verbe incarné, son esprit était attiré par l'attrait d'une autre fondation à laquelle il attachait une grande importance : je veux parler de la congrégation des Ursulines de Jésus. Il rencontrait précisément, dans ce moment, une religieuse qui, forcée par le malheur des temps de quitter la maison des Hospitalières de la Rochelle, était venue demander, aux Sables-d'Olonne, un refuge à un de ses parents. Le concours de cette sainte fille le décida à ne pas différer plus longtemps de mettre son projet à exécution.

Gabrielle-Charlotte Ranfray de la Rochette, en religion Madame Saint-Benoît, appartenait à une famille distinguée de la Vendée. Après avoir vécu longtemps chez sa sœur, mariée à M. Bréhard, sénéchal de Talmont, elle était entrée au couvent des Hospitalières de la Charité de Notre-Dame à la Rochelle, avait pris le voile, en 1777, et avait fait profession un an après. Madame Saint-Benoît n'était pas seulement une personne d'une grande piété, c'était une femme distinguée, d'une grande fermeté d'âme, d'un esprit très cultivé, présentant, en un mot, toutes les qualités désirables pour diriger une maison d'éducation et de prière. L'abbé Baudouin eut de fréquents entretiens avec elle, et lorsqu'il

se fut bien convaincu que personne n'était plus propre à le seconder dans l'établissement d'une société chargée de donner aux jeunes filles un enseignement moral et religieux, il lui fit part de ses intentions et des vues qu'il avait sur sa personne. Madame Saint-Benoît fut loin de les repousser en ce qui la concernait ; mais, comme les circonstances ne permettaient pas de se mettre immédiatement à l'œuvre, elle voulut s'y préparer par la prière, et laisser au temps le soin de lui présenter une occasion favorable.

Pendant que, les yeux fixés sur un avenir encore incertain, l'abbé Baudouin et Madame Saint-Benoît demandaient à Dieu qu'il manifestât clairement sa volonté, de grands événements s'accomplissaient en France. Le Directoire renversé, un des premiers actes du nouveau gouvernement avait été de rouvrir aux proscrits les portes de la France. Le premier Consul n'exigeait des ecclésiastiques que le serment qu'il prescrivait aux fonctionnaires civils. Cependant l'abbé Baudouin eut des scrupules et refusa d'abord de le prêter. Mais, en 1800, le gouvernement ayant rétabli l'exercice du culte catholique, l'abbé Baudouin ne résista pas plus longtemps, et, quelques jours après, sur la demande des habitants de la Jonchère, il consentait volontiers à desservir cette paroisse, remplaçant son curé jusqu'à ce qu'il fût revenu de l'exil.

Dans une page admirable, que tout le monde connaît, M. de Lamartine a tracé les devoirs du curé. L'abbé Baudouin n'y manqua point. Il avait beaucoup à faire pour apprendre à ses pauvres paroissiens, si longtemps privés de tout enseignement religieux, les vérités les

plus élémentaires du catholicisme, et pour suffire à l'exercice de son ministère, surchargé par les nombreux baptêmes et les mariages religieux que jusque-là la Révolution avait rendus impossibles. Dans la première tâche, il fut secondé, pour les hommes, par des jeunes gens qui se destinaient à l'état ecclésiastique, et, pour les femmes, par Madame Saint-Benoît qu'il avait auprès de lui. Très fervent dans sa foi, très zélé pour le salut des âmes, s'il s'indignait des attaques qu'on dirigeait contre l'Église, il pardonnait très volontiers celles qui ne s'adressaient qu'à sa personne.

M. Lebedesque le visitait souvent, et tous deux, par de longs entretiens et la pratique des règles qu'ils s'étaient imposées, se fortifiaient dans la voie du devoir et de la vertu.

Revenue aux Sables, pour soigner sa santé délabrée, Madame Saint-Benoît n'avait plus qu'une pensée, celle que l'abbé Baudouin avait déposée dans son âme. Pour se mettre en plus parfaite communion d'idées avec lui, elle désirait l'avoir pour supérieur et lui faire vœu d'obéissance. Mais plus elle insistait, plus l'abbé Baudouin reculait devant l'accomplissement de ses désirs. Ce ne fut qu'après une longue attente qu'il finit par se rendre.

L'ancien curé de la Jonchère étant revenu, l'abbé Baudouin, après avoir desservi sa paroisse pendant onze mois, fut envoyé à Saint-Cyr-en-Talmondais, par M. Paillou, qui, en qualité de vicaire général, administrait le diocèse de Luçon. En arrivant à la Jonchère, il avait eu pour presbytère un toit à brebis ; à Saint-Cyr, il eut un toit à vaches. En ce qui regarde le logement, la différence,

comme on le voit, n'était pas bien sensible. Au reste, le bien-être matériel l'inquiétait peu, et il eût volontiers accepté, pour presbytère, le toit d'animaux plus immondes, si, en compensation, il avait trouvé ses nouveaux paroissiens aussi bien disposés à écouter sa parole que l'avaient été ceux qu'il venait de quitter. Malheureusement, il n'en fut pas ainsi. Soit par suite de la malveillance de quelques personnes influentes du pays, soit, comme d'autres l'assurent, qu'il eût manqué de tact et de mesure, l'abbé Baudouin rencontra une telle hostilité dans la paroisse de Saint-Cyr, que M. Paillou le rappela à Luçon. Sur la demande de ses habitants, il l'envoya peu de temps après à Chavagnes-en-Paillers, comme desservant de cette paroisse. Il se trouva là sur un terrain où la semence qu'il allait jeter devait produire d'abondantes moissons.

Peu de communes avaient autant souffert des horreurs de la guerre civile que celle de Chavagnes. Silonnée tour à tour par les colonnes républicaines et par les armées vendéennes, elle avait vu les ruines s'accumuler sur les ruines, et la dévastation ne rien laisser debout sur son territoire. Le presbytère et l'église avaient été brûlés, et ce n'est pas sans effroi qu'on se rappelait le jour funèbre où presque toute la population avait été exterminée. L'abbé Baudouin trouvait une paroisse suivant son cœur, c'est-à-dire où il y avait beaucoup de maux à réparer, et, par conséquent, beaucoup de bien à faire. En même temps qu'il satisfaisait, autant qu'il le pouvait, aux besoins des malheureux par ses aumônes, il cherchait à rendre à tous le calme et le contentement de l'âme. Il se multipliait donc, pour verser dans le

cœur de ses pauvres paroissiens la consolation et l'espoir dans une vie meilleure. Il continuait aussi à correspondre avec Madame Saint-Benoît, poursuivant à la fois l'idée d'une congrégation de Missionnaires chargés de répandre la parole divine dans les villes et dans les campagnes, et d'une congrégation de religieuses destinées à l'enseignement des personnes de leur sexe et au soin des malades. Ses forces trahirent son courage et une grave maladie mit ses jours en danger. A peine rétabli, il reprit, avec une nouvelle ardeur, l'exercice de son ministère.

Le Concordat venait de réconcilier l'Église avec la révolution. Signée entre le Saint-Père et le premier Consul, cette œuvre de sagesse exigeait de plusieurs évêques un acte de grande abnégation, car elle leur demandait de déposer la mitre épiscopale. Pour rendre la paix à l'Église, presque tous firent avec joie le sacrifice de leur haute position ; quelques-uns seulement résistèrent ; de ce nombre fut M^{gr} de Coucy, évêque de la Rochelle.

Le Concordat avait autorisé de nouvelles circonscriptions diocésaines. Les évêchés de Luçon, de Saintes et de la Rochelle furent confondus en un seul, celui de la Rochelle. Le refus d'adhésion de M^{gr} de Coucy fut suivi de celui de quelques-uns de ses prêtres. Les dissidents entraînèrent une partie de la population des campagnes, prétendant que le Pape, ayant excédé ses pouvoirs, n'avait plus droit à la soumission des croyants. Il paraît qu'à ce sujet, le curé de Chavagnes eut un instant de doute ; son hésitation pourtant ne fut pas de longue durée, et tous les efforts du curé Doussin, le coryphée de la Petite-

Église, ne l'empêchèrent pas de donner au nouvel ordre de choses une adhésion franche et loyale.

La Petite-Église n'en eut pas moins des fidèles obstinés; elle survécut même à l'Empire. Sous la Restauration, elle comptait encore quelques disciples dans la Vendée.

Le moment était venu pour le Père Baudouin de mettre à exécution le projet qu'il avait nourri depuis si longtemps. Se défiant pourtant encore de lui-même, et craignant de céder à un entraînement irréfléchi, il voulut consulter, à ce sujet, M. Paillou. Celui-ci leva les derniers scrupules. Il écrivit dès lors à Madame Saint-Benoît : « Venez, tout le monde vous attend avec impatience. » Madame Saint-Benoît arriva à Chavagnes, accompagnée de Madame Sainte-Arsène et de quelques jeunes personnes qui se sentaient une vocation pour la vie religieuse. L'école s'ouvrit aussitôt et les élèves y affluèrent. Telle fut l'origine de la congrégation des Ursulines de Jésus. Après un demi-siècle d'existence, elle compte aujourd'hui plus d'un millier de religieuses desservant quarante-sept maisons d'éducation en France et un établissement à l'étranger. Ce ne fut que plus tard qu'elle reçut une constitution définitive; mais, dès le premier jour, l'abbé Baudouin en avait fait connaître l'esprit et l'objet.

L'éducation des jeunes filles était assurée; restait à pourvoir à celle des garçons. L'institution laissait, sous les rapports les plus essentiels, beaucoup à désirer. L'abbé Baudouin appela dans la commune M. Fleurisson, dont il connaissait toute la valeur. Il le chargea d'enseigner les éléments de la langue latine aux plus jeunes élèves, se réservant l'instruction de ceux qui se destinaient au

sacerdoce. Le séminaire de Chavagnes se trouvait ainsi fondé. En effet, deux ans après, M. l'abbé Paillou, étant devenu évêque de la Rochelle, n'hésita pas à fixer à Chavagnes, où étaient déjà réunis tant d'éléments de succès, un séminaire diocésain. Il voulut que l'abbé Baudouin en fût le supérieur, tout en restant curé de la paroisse.

Bien qu'il fût son véritable fondateur, l'abbé Baudouin eut la modestie d'en refuser l'honneur ; il le laissa tout entier à son évêque, dont il fit placer le portrait dans une des salles du séminaire.

Ainsi, presque en même temps, sans l'appui de l'État, sans les ressources de la richesse, seulement avec la foi et la volonté, l'abbé Baudouin était parvenu à créer, dans la même commune, deux fondations religieuses de premier ordre.

En dehors de ces grandes œuvres, l'abbé Baudouin sanctifiait sa vie par la prière et la charité. Il donnait tout ce qu'il recevait et se trouvait quelquefois le premier pauvre de sa paroisse.

Dans les derniers jours de l'année scolaire 1805, M^{gr} Paillou étant venu visiter le séminaire de Chavagnes, trouva cet établissement dans un état de prospérité qui dépassait toutes ses espérances. Pour laisser l'abbé Baudouin tout entier à la direction du séminaire et de la congrégation des Ursulines, il le déchargea des fonctions pastorales, que jusque-là il avait cumulées avec elle. Son compagnon d'exil, le confidant de toutes ses pensées, M. Lebedesque, le remplaça comme curé de Chavagnes.

S'il faut à tous ceux qui enseignent la jeunesse, avec

un grand fonds de science, le sens moral, la pureté des mœurs, l'attachement au devoir, et aussi l'esprit de justice qui attire la confiance des élèves, que dirai-je des qualités nécessaires aux supérieurs des séminaires ? Les uns doivent former des hommes, et certes cette mission est assez élevée pour qu'elle ne soit confiée qu'à des maîtres éprouvés ; mais aux autres il faut un don particulier du ciel, car de leurs mains doivent sortir des prêtres, c'est-à-dire, des êtres privilégiés, auxquels Jésus-Christ a remis une partie de sa toute-puissance, et qui, pour s'en servir dignement, doivent relever l'humanité en lui donnant l'exemple de toutes les vertus. Que l'homme du monde se laisse emporter par la fougue de ses passions, la société n'en souffrira que dans l'un de ses membres, et, s'il rachète ses écarts par les beaux côtés d'une nature riche quelquefois jusqu'à l'exubérance, le public lui tiendra peu de compte de ses fautes ; que dis-je ? elles lui serviront souvent pour attirer sur sa personne l'attention des hommes. Mais des ministres du Seigneur, des prêtres ayant charge d'âmes, s'il s'en trouvait d'indignes, ce serait une calamité publique ; car le monde est trop souvent disposé à confondre la religion avec celui qui l'enseigne. Un léger désordre de conduite, pardonnable chez un laïque, est donc un crime pour un membre du clergé. Alors, de quels soins particuliers l'éducation d'un jeune lévite ne doit-elle pas être entourée ? Que de passions à dompter, que de vérités à faire entendre, que d'erreurs à dissiper ! Tant de voix parlent à l'âme un langage différent, que les meilleurs peuvent s'y tromper, s'ils n'ont pas sous la main un guide sûr pour leur faire discerner l'esprit

de vérité de l'esprit de mensonge. Le supérieur d'un séminaire doit donc s'attacher, tout d'abord, à gagner la confiance et l'affection des élèves qu'il enseigne ; ce doit être sa première conquête, car, sans elles, ils ne croiront jamais à sa parole. L'abbé Baudouin l'avait bien compris : aussi sut-il s'attirer l'attachement des jeunes gens, comme il a été donné à peu d'hommes de l'obtenir. Tous les témoignages sont d'accord sur ce point, et j'en pourrais invoquer des plus considérables. Les jeunes âmes lui étant ainsi ouvertes, il pouvait y déposer les trésors qui remplissaient la sienne.

J'extrais quelques lignes des préceptes qu'il a laissés ; je les recommande à tous ceux qui veulent enseigner la jeunesse :

« Le professeur se mettra à la portée du plus faible
« des élèves. Ses explications seront claires et en peu
« de paroles : beaucoup parler aux enfants, c'est vanité
« et perte de temps ; les enfants ne sont pas suscepti-
« bles de longs raisonnements. »

« Toutes les facultés de l'âme s'étendent et se déve-
« loppent par la lecture ; mais la mémoire s'acquiert
« presque entièrement, et pour l'acquérir, il faut appren-
« dre par cœur. »

« Les enfants sont de vrais pauvres qu'on veut enri-
« chir ; il faut le leur bien faire entendre ; ce sont des
« maisons vides qu'on veut meubler, des terres neuves
« qu'on veut ensemençer. Comme ils ne raisonnent
« guère, et que le raisonnement suppose déjà quelques
« connaissances, il faut agir par la mémoire. »

« Il faut savoir parfaitement ce que l'on sait et en
« pouvoir rendre compte aisément, sans hésitation,

« d'une manière sûre. C'est un grand abus de vouloir
« avancer plus loin avant de savoir la leçon précédente.
« Peu et bien, c'est le moyen d'acquérir. »

« Il est des enfants timides qui, quoique assez intelli-
« gents, se manifestent et s'expriment difficilement ; il
« faut user de beaucoup de bonté et de douceur à
« leur égard, et bien les distinguer des paresseux et
« des ineptes. »

« On donne aux élèves toute liberté de s'amuser, mais
« avec honnêteté et noblesse ; il faut leur faire éviter
« tout ce qui sent la grossièreté, la trivialité, la bouf-
« fonnerie, et les former à des manières aisées. »

Au point de vue religieux, j'ai montré l'abbé Baudouin se rapprochant du Père Grignon de Montfort ; comme chargé de l'éducation de la jeunesse, il est de l'école du bon et vénérable Rollin. C'est, orthodoxie à part (car Rollin était janséniste), la même ferveur religieuse, le même bon sens, ou plutôt le même grand sens, le même sentiment de l'importance de ses devoirs, la même aptitude, la même modestie, j'allais dire la même humilité. Je ne veux pas surfaire l'abbé Baudouin et prétendre, comme on l'a dit de Rollin, qu'il parla si bien le latin, que le français ne paraissait pas sa langue naturelle, mais je maintiens que les deux physionomies appartiennent à la même famille.

Aussi le séminaire de Chavagnes, sous la direction de l'abbé Baudouin, devint-il une pépinière de bons prêtres et d'hommes distingués. Pour n'en citer que trois, qui, après avoir été ses élèves, devinrent ses amis, je nommerai M^{gr} Pérocheau, évêque de Maxula, l'abbé Menout, que nous avons vu longtemps attaché aux missions de

France, et M^{gr} Angebault, évêque d'Angers. Ce dernier écrivait à son ancien condisciple, M. Lucet : « Mon bon
« et bien cher abbé, vous désirez que je vous exprime
« toute ma pensée, au sujet de M. Baudouin, ancien su-
« périeur du séminaire de Chavagnes et fondateur des
« Dames Ursulines de Jésus. Que pourrais-je vous dire
« qui exprimât dignement ma reconnaissance et ma
« vénération pour ce digne ecclésiastique ? J'ai eu le
« bonheur de passer trois ans à Chavagnes, et même
« d'être dirigé par lui. J'étais bien jeune alors, et ne
« songeais nullement qu'un jour je dusse faire partie
« de la tribu sainte. Mais c'est peut-être à sa direction,
« à ses prières, que je dois ce bonheur ; car c'était un
« saint prêtre, joignant à un grand tact beaucoup de
« finesse dans l'esprit, une simplicité, une candeur,
« qui donnaient un charme inexprimable aux avis que
« sa bonté paternelle nous rendait précieux et touchants.
« C'est avec bonheur que je lui rends un témoignage
« que mon cœur se plaît à dicter, et c'est pour moi un
« gracieux souvenir que celui des années si douces que
« j'ai passées à Chavagnes, sous la direction de nos
« excellents maîtres, et dans la société de condisciples
« édifiants, dont vous faisiez alors partie, mon cher
« abbé ; j'aime à lier cette pensée à ces souvenirs. »

Bon pour tout le monde, on remarquait que le Père Baudouin était excellent pour ceux qui occupaient les derniers degrés de l'échelle sociale, pour les domestiques, par exemple. Il n'avait avec eux de maître que le nom, et les traitait, non pas avec cette fraternité révolutionnaire qui n'est qu'un vain mot, mais avec la fraternité évangélique. Il n'était sévère que pour lui-même.

C'est en se privant sans cesse, en vivant comme un anachorète, qu'il parvenait à suffire à ses nombreuses aumônes, et à contribuer de ses deniers aux réparations du couvent et du séminaire.

On se rappelle que, depuis longtemps, le père Baudouin et son ami, M. Lebedesque, vivaient en religieux, suivant le vœu qu'ils en avaient fait l'un à l'autre. Le désir le plus vif du supérieur de Chavagnes avait toujours été d'étendre cette société, qui, jusque-là, ne comprenait que deux membres. D'autres préoccupations l'en avaient longtemps empêché. La prospérité du séminaire lui laissant enfin quelques loisirs, il voulut en consacrer les heures à mettre en pratique l'idée qu'il n'avait jamais abandonnée. Mais, comme il était le plus humble des hommes, qu'il se tenait toujours en défiance de lui-même, il n'aurait peut-être pas osé mettre la main à l'œuvre, s'il n'y avait pas été encouragé par son évêque. Il soumit alors la règle qu'il avait composée à la congrégation de Saint-Sulpice, qui lui inspirait toute confiance. Les Sulpiciens en approuvèrent complètement la pensée, mais en modifièrent quelques articles dans un esprit moins rigoureux. Cette règle exigeait que les membres de la nouvelle congrégation fussent humbles en toute chose, et qu'ils se regardassent comme les derniers des hommes. Elle établissait que les religieux devaient être morts au monde, *n'avoir ni terre ni corps, perindè ac cadaver*, suivant la règle d'une compagnie célèbre. Dès les premiers jours, plusieurs ecclésiastiques du diocèse de Luçon, très haut placés dans l'estime publique, s'y affilièrent. Traversée d'abord par une autre association qu'avait formée un peu légère-

ment un des directeurs du séminaire, la nouvelle société marcha, après le départ de cet ecclésiastique, dans une voie de plus en plus édifiante.

Le Père Baudouin était infatigable ; beaucoup de personnes ignorent qu'il fonda à Chavagnes une société de tempérance, dont tous les membres durent prendre l'engagement de ne jamais mettre le pied dans un cabaret. Comme il arrive souvent en pareil cas, les beaux esprits de l'endroit en firent d'agréables plaisanteries ; ils chansonnèrent le directeur, dans des couplets que sans doute ils trouvèrent charmants, et que nous avons eu le malheur de ne pouvoir nous procurer. Ces braves gens, qui se croyaient sans doute fort spirituels, s'efforçaient ainsi de faire tomber, sous les attaques du ridicule, une association digne des encouragements de tous les gens de bien.

Le Père Baudouin, comme on le pense bien, jouissait auprès de ses supérieurs d'une grande considération. Le 16 mai 1808, l'évêque de La Rochelle lui remettait les lettres les plus flatteuses et le confirmait dans la charge qu'il occupait déjà.

Ce fut quelque temps après que l'empereur Napoléon, revenant d'Espagne, passa à Chavagnes. Le Père Baudouin et les séminaristes l'attendaient. Frappé de l'insuffisance des bâtiments du séminaire, l'empereur promit au supérieur quatre-vingt mille francs pour des constructions nouvelles. Cette allocation, pas plus que celle que Napoléon avait faite à la ville qui portait son nom, ne sortit des caisses de l'Etat pour arriver à sa destination. Nos grandes guerres et nos grands désastres, en absorbant toutes les ressources de la France, ne permirent pas à l'empereur d'en rien distraire.

Privé de ce secours, le Père Baudouin trouvait ailleurs des ressources pour agrandir et réparer les maisons religieuses de Chavagnes. Les Ursulines faisaient, jusque-là, leurs dévotions dans un appartement de la communauté ; par ses soins, en moins de six mois, une chapelle leur fut édiflée.

Son zèle suffisait à tout. Grâce à sa sage et prudente direction, une grande ferveur et une régularité parfaite régnaient au séminaire ; mais l'institution des Ursulines était toujours l'objet de sa prédilection. Depuis le premier jour de leur noviciat jusqu'à celui de leur mort, il ne perdait pas de vue ses chères filles de Chavagnes ; il encourageait et soutenait les jeunes novices, leur faisait de fréquentes exhortations, et avant de recevoir leurs vœux éternels, les soumettait à de longues épreuves. En même temps, il réchauffait les âmes de celles qui étaient plus avancées en religion, en leur recommandant la prière et l'adoration de Dieu, comme le moyen le plus puissant de résister aux défaillances de la nature humaine. Il était en correspondance continuelle avec les autres communautés dépendantes de celle de Chavagnes, et adressait aux supérieures de fréquentes instructions, où l'esprit de leur institution était sans cesse rappelé. Chargées d'instruire la jeunesse et de soigner les malades, le Père Baudouin voulait que, pour l'enseignement, ses filles s'éclairassent des lumières de la science, mais que, devant les souffrances du corps, elles ne fussent que des gardes-malades simples et dévouées. Si leur santé à elles-mêmes venait à être altérée, ce qui arrivait souvent, par suite de la pratique d'une règle austère, il fortifiait leur âme, leur faisait accepter

comme une épreuve salutaire la douleur et les infirmités, et, quand l'heure dernière était près de sonner, il rendait plus facile le passage de la vie terrestre à l'éternité, en montrant à la sœur mourante les portes du ciel ouvertes pour la recevoir.

Les années que le Père Baudouin passa à Chavagnes furent certainement les plus heureuses de sa vie ; il espérait bien y demeurer toujours, quand un décret impérial vint soumettre à l'inspection de l'Université les écoles ecclésiastiques secondaires. Ce fut à cette occasion que M^{sr} Paillou transféra le grand séminaire à La Rochelle. Le Père Baudouin en conserva la direction.

Entre les religieuses de Chavagnes et leur directeur, la séparation ne se fit pas sans de grands déchirements de cœur. Si disposés aux sacrifices personnels qu'ils fussent de part et d'autre, des liens, que la religion n'avait fait que resserrer, ne pouvaient se rompre avec indifférence. Le renoncement au monde ne ferme pas le cœur aux saintes affections de la terre et ne donne pas à l'âme, comme on l'a prétendu, la sécheresse et l'insensibilité.

Le Père Baudouin se montra à la Rochelle ce qu'il avait été à Chavagnes, attachant une importance extrême à ce que, au séminaire, la règle fût observée dans les moindres détails, faisant des conférences sur l'Écriture sainte, instituant des confréries pour que la ferveur des séminaristes y trouvât un nouvel aliment, prodigue, enfin, des secours spirituels, mais n'oubliant pas, en même temps, ceux qui avaient faim, et toujours prêt à leur ouvrir sa bourse. Il prenait grand soin d'éloigner de son enseignement tout ce qui était mondain,

au point de refuser des leçons de musique vocale à un séminariste dont la voix avait été remarquée. Quoiqu'il prît soin de les cacher sous les dehors les plus simples, son grand savoir et la droiture de son esprit ne purent rester inaperçus à la Rochelle, et il devint bientôt le conseil et le guide de plusieurs ecclésiastiques et de beaucoup de gens du monde.

M^{gr} Paillou n'était pas homme à oublier tant de mérites ; aussi donna-t-il au Père Baudouin un canonicat et le nomma-t-il, en même temps, grand-vicaire de la cathédrale.

Cependant de grands événements venaient de s'accomplir ; la puissance de Napoléon, que l'on avait crue longtemps inébranlable, s'était écroulée avec fracas. Dans ce moment de réaction royaliste, à laquelle quelques ecclésiastiques eurent trop de part, le Père Baudouin se montra modéré et conciliant ; seulement, il prit texte de cette grande catastrophe pour rappeler qu'au milieu des révolutions qui agitent les empires et qui emportent les hommes, Dieu seul reste immuable. En présence du vainqueur de tant de rois, que naguère l'Europe avait peine à contenir, confiné maintenant dans une petite île de la Méditerranée, ne pouvait-il pas s'écrier, avec Massillon : « Dieu seul est grand, mes frères ! »

Pendant les Cent-Jours, le soulèvement de la Vendée força l'empereur à envoyer des troupes dans les départements de l'Ouest.

L'inquiétude était grande à Chavagnes, mais elle se trouva mal fondée. Plusieurs fois les colonnes impériales traversèrent cette localité, et toujours l'établissement

des Ursulines fut respecté par elles comme il devait l'être.

Le nom des religieuses de Chavagnes avait franchi les mers ; on en demanda de Baltimore pour instruire et former la jeunesse. Ce fut avec la plus grande douleur que le Père Baudouin ne put pas se rendre au désir de l'évêque de cette ville et qu'il fut obligé de lui répondre par un refus.

Madame Saint-Benoît vieillissait, et, avec l'âge, arrivait le cortège inséparable des infirmités. Sur sa demande, le Père Baudouin lui donna comme coadjutrice madame Saint-Laurent, lui-même se reposant du soin de tous les détails sur l'abbé Pérocheau.

Nous touchons à un moment plein d'amertume pour le Père Baudouin. Heureusement qu'il était prêt à accepter avec résignation tous les sacrifices et toutes les humiliations. En 1818, le couvent de Chavagnes fut le théâtre d'événements qui n'ont, hélas ! rien de nouveau pour les imaginations qu'exalte le sentiment religieux, mais qui firent croire à quelques âmes candides que Dieu se révélait aux religieuses, par des voies surnaturelles. De jeunes sœurs, que les austérités et les macérations avaient rendues malades, eurent des extases et des ravissements. Dans leurs hallucinations, elles entendirent des voix qui leur commandaient de se joindre aux missionnaires partant pour la Chine, et de prêcher comme eux les infidèles. A leurs yeux, illuminés d'un rayon divin, l'avenir se dévoilait et plusieurs se mirent à prophétiser. Cet état a un nom en médecine, et la science explique très bien de pareils phénomènes, sans que l'on ait besoin d'accepter l'intervention de Dieu en

dehors des règles générales qu'il a établies. Quelques esprits pourtant s'y laissèrent prendre, comme nous venons de le dire, et pendant quelque temps le supérieur lui-même fut ébranlé. Ces instants furent de courte durée et, revenu à la vérité des choses, le Père Baudouin déclara aux sœurs qu'elles étaient le jouet de leur imagination, et qu'au lieu d'être éclairées des lumières célestes, elles étaient enveloppées d'épaisses ténèbres.

Mais ce moment d'hésitation et d'incertitude avait appelé sur le Père Baudouin l'attention de son évêque. La contagion de l'exemple avait d'ailleurs gagné la maison des Ursulines de la Rochelle, et les miracles avaient lieu sous les yeux du prélat.

M^{sr} Paillou unissait une grande prudence à une grande foi ; il examina avec calme les faits extraordinaires qui paraissaient se produire, et demeura convaincu que toutes ces prétendues révélations n'étaient autre chose que le transport de cerveaux malades ¹. Il crut que le supérieur, en raison de l'ardeur de son zèle, n'était pas étranger à la manifestation de ces crises nerveuses, et qu'il importait de lui soustraire les cœurs soumis à sa garde. Il voulut donc qu'il cessât d'être le supérieur des Ursulines de La Rochelle, et lui défendit même d'aller, comme il le faisait tous les ans, visiter la congrégation de Chavagnes. Quelque temps auparavant, il avait dissous la société des Enfants de Marie, dont le Père Baudouin était le fondateur.

¹ Voir, sur cette matière, l'excellent article publié par M^{sr} Dupanloup, dans le *Correspondant*, année 1874.

Devant la condamnation de sa doctrine par le Saint-Père, Fénelon ne s'était pas montré plus soumis et plus humble que ne le fut le Père Baudouin devant celle de son évêque. Au reste, sa suspension fut de courte durée ; car, dès l'année suivante, les choses se trouvèrent rétablies comme par le passé.

A la suite du décret de 1811, le petit séminaire avait été transféré à Saint-Jean-d'Angély. Cette ville était bien éloignée du centre du diocèse, et, d'un autre côté, un seul petit séminaire pour trois départements était insuffisant. Le Père Baudouin obtint que Luçon et Chavagnes eussent le leur, et M^{sr} Paillou le chargea de présider à leur installation. Ces deux maisons rivalisèrent entre elles pour la bonne tenue et l'enseignement des élèves. Le cœur du Père Baudouin en éprouva une grande joie ; mais, comme il arrive dans tous les événements humains, elle ne tarda pas à être traversée. M. Pérocheau, dont nous avons déjà eu occasion de prononcer le nom, professait avec la plus grande distinction la théologie au séminaire de La Rochelle. Depuis la mort de M. Lebedesque, c'était lui qui occupait la première place dans le cœur de son ancien supérieur. Ce ne fut donc pas sans une vive douleur que le Père Baudouin apprit que son élève, tourmenté depuis longtemps par le désir de faire partie des missions étrangères, venait d'être nommé par le Saint-Père évêque de Maxula, et qu'il ne tarderait pas à partir pour la Chine.

Après le premier moment d'affliction donné à une séparation qui lui était si cruelle, le Père Baudouin, comprenant qu'avant toute autre chose, il devait chercher

la gloire de Dieu, encouragea le nouveau missionnaire à marcher résolument dans la voie que le Seigneur ouvrait devant lui. Au mois de février 1818, les deux saints prêtres se dirent adieu ; mais une correspondance qui ne finit qu'à la mort du Père Baudouin, s'établit entre eux, et l'échange des idées tint rapprochés deux hommes que séparait l'immensité des mers.

Le départ de M. Pérocheau enflamma de la même ardeur plusieurs jeunes ecclésiastiques, qui voulurent marcher sur ses traces. Le Père Baudouin pensait qu'il fallait réfléchir longtemps avant de prendre une pareille détermination ; il était persuadé qu'on devait retenir plutôt qu'exciter une résolution, louable sans doute, mais qui lui paraissait souvent prise avec une grande précipitation. Il écrivait, en conséquence, à M. Gaboriau, directeur du petit séminaire de Luçon : « Je crois prudent de modérer l'effervescence pour la Chine ; il faut vocation. » Un professeur, qui voulait aller prêcher l'Évangile aux infidèles, recevait de lui les conseils les plus sensés. « Que nous aurions perdu, lui disait-il, si « saint Vincent de Paul était allé aux Philippines ! »

En même temps qu'il détournait de la voie où il voulait entrer un professeur, qui prenait un moment d'exaltation religieuse pour une vocation, il accordait cette autorisation à un autre, chez lequel il croyait découvrir un caractère réfléchi et des idées plus arrêtées.

Une société de Missionnaires venait d'être fondée dans le diocèse de La Rochelle. Désireux d'avoir le Père Baudouin à leur tête, les religieux qui la composaient en firent la demande à l'évêque ; mais, à leur grande stupéfaction, le prélat leur répondit par un refus

qui les contrista profondément. Je m'arrête, pour faire remarquer que l'évêque, tout en ayant, en tout temps, la plus grande considération pour ses vertus, paraît toujours craindre que le zèle du Père Baudouin ne l'emporte, et qu'en conséquence, il se montre peu disposé à lui laisser ses libres coudées. Pensait-il, en outre, que la nouvelle congrégation se laisserait entraîner un peu loin qu'elle pourrait manquer de prudence ? Cela n'est pas impossible, et il faut bien reconnaître que l'événement a paru quelquefois justifier ses appréhensions. Les missionnaires voulurent avoir, au moins, une règle de sa main. Avec l'approbation de son évêque, il leur traça une règle de conduite empreinte des sentiments de charité et de douceur qui formaient le fond de son caractère. On y remarquait les passages suivants :

« La première vertu des missionnaires, c'est la douceur : être doux et humble envers les pécheurs ; se rendre aimable aux pécheurs. »

« Ne dépréciez pas les peuples, mais louez-les, comme je faisait l'Apôtre ou plutôt les Apôtres. Vous êtes des pécheurs, et non des chasseurs. Notre-Seigneur Jésus-Christ ne faisait point de bruit dans les rues et dans les places publiques. »

« Il serait à souhaiter que vous fussiez, comme les Apôtres, sans propriété, sans sac, sans argent. Un missionnaire doit être affranchi de tous les embarras, comme les moissonneurs qui quittent leurs vêtements pour scier la moisson. »

A La Rochelle comme à Chavagnes, nous voyons le Père Baudouin pratiquer la charité jusqu'à se priver le plus souvent du strict nécessaire. Il cesse l'usage du

vin et du tabac, et ne consent à le reprendre que sur l'ordre de l'évêque. Malgré ces mortifications, il se reproche presque de vivre dans le luxe et l'abondance. Trois religieux espagnols arrivent à La Rochelle, dans le plus grand dénûment ; c'est une bonne fortune pour lui de les bien accueillir et de payer ainsi à l'Espagne sa dette de reconnaissance. Treize trappistes lui viennent de l'étranger ; il s'empresse de les recevoir, et, dans une lettre à madame Saint-Benoît, exprime toute la joie qu'il en ressent.

La séparation des diocèses de Luçon et de La Rochelle ayant eu lieu, M^{gr} Soyer, qui venait d'être nommé évêque de Luçon, eut le désir d'avoir le Père Baudouin auprès de lui. La proposition qu'il lui en fit le jeta dans de grandes perplexités. S'il n'avait consulté que son inclination, il n'eût pas hésité un seul instant : le souvenir des belles années de sa jeunesse, les affections qu'il avait laissées derrière lui, les soins que réclamait sa santé, compromise par son séjour à La Rochelle, le désir enfin de fouler de nouveau cette terre de la Vendée qui l'avait vu naître et sur laquelle il désirait mourir, c'étaient autant de séductions qui l'appelaient à Luçon. D'un autre côté, il lui en coûtait beaucoup de se séparer de M^{gr} Paillou, dont il avait reçu tant de marques d'estime et d'affection, et qui devait être très sensible à son départ. Incertain du parti qu'il devait prendre, il exposa sa position à M^{gr} Brumauld de Beauregard, alors évêque de Montauban, qu'il avait eu pour professeur au séminaire de Luçon, et lui demanda conseil. D'après sa réponse, le Père Baudouin fit connaître à M^{gr} Paillou la détermination qu'il venait de prendre de rentrer dans

son diocèse. Comme il l'avait pensé, le vénérable prélat en éprouva une grande affliction ; il s'en expliqua même en termes vifs et amers ; mais, plus tard, il parut regretter de s'être laissé aller à un premier mouvement qu'il n'avait pu contenir, et rendit toute son amitié à celui qui n'avait pas cessé d'en être digne.

En quittant le séminaire de La Rochelle, il donna une nouvelle preuve de générosité. Une partie de son mobilier lui appartenait, il n'en voulut rien prendre, se contentant d'emporter les meubles de sa chambre.

Le Père Baudouin, déjà malade et sentant que ses forces pourraient un jour trahir son zèle, voulait arriver à Luçon en qualité de simple prêtre ; mais, sur les instances de M^{gr} Soyer, il accepta les mêmes fonctions et les mêmes dignités qu'il avait à La Rochelle, c'est-à-dire, un canonicat et les titres de vicaire général et de supérieur du grand séminaire.

Le voilà donc à la tête du séminaire dont il avait été l'humble élève. Les injures du temps n'avaient point respecté ses bâtiments, et de grandes réparations y étaient devenues indispensables. Le Père Baudouin n'eut point de repos qu'il ne l'eût mis dans un état convenable. D'après son conseil, le petit séminaire fut transféré aux Sables-d'Olonne, le grand séminaire restant seul l'objet de ses préoccupations. A cette époque, M^{lle} Baudouin, dont les soins avaient entouré son enfance d'une tendresse toute maternelle, vint se fixer auprès de lui.

Le bonheur qu'il avait de retrouver ainsi quelques-unes des joies de la famille, aurait reçu une légère atteinte de la main même du prélat dont il avait salué

la venue avec des transports d'allégresse, si l'esprit d'orgueil avait eu la moindre prise sur son âme. M^{er} Soyer crut convenable de modifier les constitutions que le fondateur de la congrégation de Chavagnes lui avait données, et, bien qu'en pareil cas, il y eût mis de grands ménagements, qu'il eût appelé le Père Baudouin dans son conseil, pour en délibérer avec lui, le fait seul de lui avoir retiré la supériorité immédiate de la congrégation pour la donner à l'évêque de Luçon, devait lui causer quelque chagrin. S'il ne s'en montra point blessé, d'autres le furent pour lui. Son ami, M. Mareschal, supérieur du petit séminaire de Saint-Jeand'Angély, lui en écrivit même quelques mots. Le Père Baudouin s'empessa de le rassurer, en lui affirmant que tout était pour le mieux, et que l'esprit de sagesse avait présidé à des changements devenus nécessaires.

Ce fut quelque temps après qu'il donna sa démission de supérieur du grand séminaire. Vainement son évêque voulut le retenir. Aussitôt qu'il se fut aperçu que sa santé ne lui permettait plus de remplir toutes les obligations de sa charge, il crut que c'était pour lui un devoir de se retirer. Pendant vingt ans qu'il l'avait remplie, toute une phalange de prêtres, dont plusieurs vivent encore, s'était formée sous sa direction. Tous ont conservé pour la mémoire de leur ancien supérieur une vénération profonde : j'en ai sous les yeux de nombreux témoignages, qu'il serait trop long de reproduire dans une notice biographique, et que l'on trouve consignés dans l'histoire de sa vie.

C'est chez son neveu, M. Baudouin, curé de Luçon, que se retira l'ancien supérieur du grand séminaire. Il y

demeura trois ans, s'occupant d'œuvres de piété et des intérêts de la congrégation des Ursulines, qu'il ne perdait point de vue. Pendant ce temps-là, il était cruellement frappé dans ses affections : sa sœur était morte, le vénérable évêque de La Rochelle était mort, plein de jours et de bonnes œuvres ; enfin, madame Saint-Benoît allait mourir et laisser un vide immense dans son cœur. La perte de personnes qui lui étaient si chères, lui parut être un avertissement que son tour pouvait bien n'être pas éloigné. Dans cette pensée, il prit la résolution d'aller passer les derniers jours de sa vie près du berceau où était née la congrégation dont il était le père. Il retourna donc à Chavagnes, où la supérieure générale se trouva heureuse de recevoir ses conseils.

Les dernières années que le Père Baudouin passa sur la terre, ne furent pour lui qu'une longue souffrance. Sa santé, depuis longtemps délabrée, s'altéra profondément : les nerfs qui président à la sensibilité se paralysèrent, si bien qu'il devint insensible aux impressions du chaud et du froid. On pouvait lui appliquer ces vers du poète :

L'été n'a point de feux, l'hiver n'a point de glaces.

En même temps, les nerfs qui président aux mouvements, conservant leur intégrité, il se livrait aux exercices les plus pénibles, sans en paraître fatigué. Avec une volonté ferme, l'homme peut sans doute dompter la violence d'un caractère emporté ; mais, quoi qu'il fasse, il reste presque toujours dans son âme des grondements sourds, qui, s'ils n'étaient pas contenus, s'échapperaient

comme à travers des fissures, en longs bouillonnements. Le combat doit donc être long et la lutte peut même durer toute la vie. Avec la maladie, le vieil homme reparut chez le Père Baudouin, la vivacité de son caractère reprit quelquefois le dessus, et la résignation ne fut pas toujours victorieuse dans la lutte. Il avait beau, comme il le disait, serrer son cœur à deux mains, il lui arrivait des irritations intérieures, qui se traduisaient par des mouvements brusques et saccadés. La prière calmait la tempête, il ne lui en restait qu'un profond repentir ; aussi s'imposait-il de nouvelles pénitences.

Il eut pourtant, vers cette époque, un grand contentement. Les souffrances qu'il endurait avaient, dit son historien, encore augmenté sa compassion naturelle pour les malades. Un hôpital, où ils pussent être recueillis, devait s'élever naturellement à côté de la maison où trouvaient un asile les jeunes filles que le bruit du monde épouvantait. Le rêve de toute sa vie avait été de voir à portée l'un de l'autre deux établissements qui se complétaient : le premier, pour les âmes craintives ; le second, pour les corps malades. Une dame généreuse en fit les premiers frais ; d'autres dons s'ajoutèrent au sien : Chavagnes eut son hôpital, comme il avait sa maison d'Ursulines.

L'état du Père Baudouin allait toujours en s'aggravant. A ses infirmités avait succédé une profonde mélancolie. S'il continuait encore ses habitudes, si matinales, que le soleil à son lever ne le surprit jamais dans son lit, il ne sortait presque plus. Renfermé dans son oratoire, il se livrait aux exercices religieux les plus simples, aux prières que les pauvres gens répètent de

préférence ; il renouvelait, dans les termes de la plus grande humilité, l'acte de consécration par lequel il s'était voué au Sauveur des hommes.

Le retour du beau temps lui rendait quelque force. Il allait alors respirer les premières bouffées de chaleur qu'apportait le printemps, voir les arbres reprendre leur parure, entendre les oiseaux célébrer, par leurs chants, les merveilles de la création.

Mais il arriva un moment où cette récréation lui fut interdite. Dès les derniers mois de l'année 1834, il ne pouvait plus faire un pas, sans être appuyé sur le bras d'un domestique et sans éprouver l'oppression la plus pénible. Il correspondait pourtant encore, autant qu'il le pouvait, avec les personnes qui s'adressaient à lui, et recevait, avec les marques de la plus tendre affection, les prêtres, la plupart ses anciens élèves, qui venaient le voir pour la dernière fois.

La maladie continuant à faire des progrès, il se détacha complètement des choses de la terre, et parut, même avant la mort, entrer dans son éternité. Ses dernières paroles furent pour les saintes filles, objet de ses plus chères pensées : « Ayez de la charité les unes pour les autres, leur dit-il, aimez-vous, mes filles ; aimez la sainte Vierge. » Après une longue agonie, il expira, le 12 février 1835, dans la soixante-dixième année de son âge, au milieu de la communauté qu'il avait créée par son zèle, soutenue par ses exhortations, édifiée par son exemple.

Il faut moins juger les hommes par quelques incidents de leur vie, que par les œuvres qu'ils ont laissées. A ce point de vue, le Père Baudouin occupera toujours une

grande place au sein du clergé de notre diocèse. Bien peu de fondateurs ont vu le couronnement de l'édifice dont ils ont posé la première pierre ; car les grandes institutions sont surtout l'œuvre du temps. Contrairement à cette règle, presque générale, il fut donné au Père Baudouin de voir la congrégation des Ursulines dans toute sa gloire et dans toute sa prospérité. Ouvrier de la première heure, il fit complètement le travail de la journée, et ne laissa à ses successeurs que le soin de poursuivre sa pensée et de conserver ce qu'il avait achevé. Où trouva-t-il la force d'accomplir une aussi grande entreprise ? Ce n'est pas dans les richesses, car il était pauvre ; ce n'est pas dans la puissance, car plus que personne il était soumis à ses chefs ; ce n'est pas dans le génie, car il n'était vraiment supérieur que par le côté moral et religieux. La foi fit le prodige : dès le premier jour, le Père Baudouin fut l'homme qu'il devait être toute sa vie, fidèle à soi-même, poursuivant un seul but, avec les mêmes moyens. Nous autres, gens du monde, nous n'avons ni cette constance dans les idées, ni ces aspirations sublimes qui ne se laissent distraire par aucun événement. Dans la société laïque, que d'hommes dans le même homme ! L'homme de la jeunesse n'est pas celui de l'âge mûr ; l'homme de l'âge mûr, celui de la vieillesse ; que dis-je ? sommes-nous toujours la veille ce que nous serons le lendemain ? le soir ce que nous avons été le matin ? Jouets continuels de nos passions, de nos intérêts et de nos faiblesses, nous changeons suivant que la fortune nous est favorable ou contraire ; bien différents dans les grandeurs et dans les disgrâces, dans l'opulence et dans la pauvreté. Esclaves de ce qu'il y a

de plus infime dans notre nature, nous nous montrons tout autres les jours de santé que les jours de maladie ; repus, que lorsque nous avons faim. Quel édifice élevé sur ce sable mouvant, que les orages qui grondent dans notre cœur, ou les souffrances de notre corps, peuvent, comme le vent du désert, soulever et déplacer sans cesse ? Celui-là seul fait de grandes choses qui, dédaignant les vanités du monde pour n'aspirer qu'à la gloire éternelle, consacre à cette pensée toutes les facultés que le ciel lui a réparties ; car la foi lui donne la persévérance, cette grande vertu des fondateurs. Voilà le secret de ces merveilles qui étonnent et confondent notre intelligence ; voilà comment le Père Baudouin a pu laisser, de son passage sur la terre, un monument plus durable que ne le fut le plus grand des empires !

M'arrêterai-je maintenant à quelques moments de sa vie ? Montrerai-je quelques nuages dans ce ciel, d'ordinaire si serein ; quelques ombres à côté de cette lumière ? Dirai-je que, semblable en cela au fondateur de l'ordre des Filles de la Sagesse, il eut peut-être quelques excès de zèle ; qu'il fut trop prompt à croire à des prodiges qui n'étaient que des hallucinations, à admettre qu'à la demande des hommes, Dieu est toujours prêt à déroger aux lois qu'il a établies ; qu'il put s'égarer, enfin, en prenant pour miraculeux des événements qui ne l'étaient pas ? Ce sont là des accidents que l'on rencontre dans la vie des plus grands saints. Saint Anselme et plusieurs solitaires avaient des visions qu'ils regardaient comme des communications divines ; et si le Père Baudouin fut trompé par les convulsionnaires de Chavagnes, Rollin, le sage Rollin, crut bien à ceux du cime-

tière de Saint-Médard. Il ne m'appartient pas de juger des choses spirituelles ; mais, puisque j'ai touché à cette question, j'ajouterai encore, en me plaçant le plus que je pourrai au point de vue du dogme, qu'il faut être, en pareille matière, d'une grande prudence, d'une grande circonspection, et ne pas prendre les illusions de nos sens pour des manifestations surnaturelles ¹.

Laissons à ceux qui ont qualité pour les discuter, ces parties de sa vie, et abordons le Père Baudouin par des côtés accessibles à tous, Il nous apparaît comme un travailleur infatigable, toujours debout, toujours à l'œuvre, prêt à répondre, à ceux qui lui disent de ménager ses forces, ce mot sorti de la bouche d'un des ennemis de sa foi : « N'aurons-nous pas toute l'éternité pour nous reposer ? » Il ne borne pas son ambition à une tâche qui aurait rempli toute la vie d'un autre homme, à la fondation de la communauté des Ursulines ; il crée le petit séminaire de Chavagnes, la congrégation du Verbe-Incarné, des confréries, des sociétés religieuses, leur trace des règles et, sans cesse, leur adresse des instructions nouvelles. Si l'on recueillait tout ce qui est sorti de sa plume, on y trouverait la matière de plusieurs volumes ; on rencontrerait le Père Baudouin plein d'onction, de douceur et de tendresse ; ne laissant jamais au doute une porte ouverte pour pénétrer dans son âme ; ayant une foi vive et simple, la foi du charbonnier, et prenant le ton du pénitent plus souvent que celui du supérieur. Les tristesses de l'âme, auxquelles bien peu de religieux ont pu

¹ Voir sur cette matière l'excellent article publié, en 1874, par M^{gr} Dupanloup, dans le *Correspondant*.

se soustraire entièrement, chez lui ne sont que passagères ; elles se dissipent sous l'action du remède infail-
liblé pour les guérir : sous l'action du travail. Le repos
est tellement antipathique à sa nature que, s'il n'avait
pas été chrétien, au lieu d'un cri d'amour, sa dernière
parole eût été celle de l'empereur Sévère : *Laboremus!*

Si j'avais à l'envisager d'un côté beaucoup plus hu-
main, auquel il n'a certainement jamais attaché d'im-
portance, plus occupé qu'il était du fond que de la for-
me ; si j'avais à juger le professeur au point de vue
littéraire, je le trouverais d'un style négligé, mais
abondant et facile, plein de réminiscences bibliques
donnant dans les figures, dont il est prodigue, la préfé-
rence à l'allégorie ; le plus souvent simple et familier
quelquefois pompeux et enthousiaste. Et, puisque l'âme
se peint souvent sur le visage, je dirai que sur son front
large et pur, la sérénité de son regard, ses traits reposés
toute sa physionomie enfin, respirent le calme, la mé-
ditation et le recueillement.



LE GÉNÉRAL BELLIARD

En abordant l'histoire d'une de nos gloires militaires, et en me préparant à parler des vertus guerrières d'une époque unique peut-être dans les fastes du monde, je ne puis m'empêcher de reporter mes regards d'un autre côté et de me demander : Quels sont donc les mobiles si différents qui dirigent les actions des hommes et qui les entraînent dans des partis extrêmes et opposés ? Pendant qu'un mouvement généreux emporte la France presque tout entière vers des destinées nouvelles, pourquoi la Vendée se lève-t-elle pour le renier et le combattre ? Dans les deux camps, de nobles cœurs, de grands courages, de grandes actions ! Au moment d'une lutte acharnée de part et d'autre, une haine implacable qui obscurcit le jugement des contemporains et qui les empêche de se rendre une justice réciproque ! Mais quand, avec le temps, l'équitable histoire est venue dissiper les préventions qu'apporte toujours avec lui l'esprit de parti, elle n'a pas eu, pour l'honneur de notre pays, à

déchirer les pages de nos guerres civiles. L'histoire ne doit pas se borner à enregistrer des faits, si glorieux qu'ils puissent être. Pour devenir un enseignement philosophique et profitable, il lui faut chercher les causes qui armèrent les uns contre les autres les enfants de la même patrie. Ces causes, en apparence si opposées, le furent peut-être en réalité beaucoup moins. Le sentiment fut le même des deux côtés ; malheureusement il eut pour objet deux principes qui ne sont point exclusifs l'un de l'autre et que bien imprudemment on rendit hostiles, l'esprit religieux et l'esprit de liberté : les uns ne virent que l'indépendance de leur foi menacée, les autres que l'indépendance de leur pays.

Ces réflexions, qui pourraient paraître un hors-d'œuvre, me viennent naturellement, en songeant qu'une des causes qui fit embrasser à Belliard la carrière militaire, fut le premier soulèvement de la Vendée.

Depuis ce jour, jusqu'à sa mort, le nom du général Belliard a été mêlé à tant et de si grands événements, que je serai forcé, en parlant de lui, de me restreindre plutôt que de m'étendre. Une vie si bien remplie mériterait des développements que ne comporte pas une simple étude biographique. Je glisserai donc rapidement sur la plupart des actes de sa vie, et je n'en dirai que ce qui est nécessaire pour le faire connaître comme militaire, pair de France, diplomate, et aussi comme homme privé ; car je n'admets pas que la vie privée soit murée, la trouvant, au contraire, la meilleure des garanties pour la vie publique.

Belliard (Augustin-Daniel), comte de Plock, général de division, pair de France, ambassadeur à Vienne et à

Bruxelles, grand-cordon de la Légion-d'Honneur, est né à Fontenay-le-Comte le 15 mai 1769, la même année que le grand capitaine qu'il devait suivre sur tant de champs de bataille. Il appartenait à une ancienne famille de la classe moyenne, dans laquelle les vertus étaient héréditaires et dont tous les descendants ont conservé, comme une tradition, les sentiments d'honneur et de patriotisme qui distinguaient leurs pères. Ses études étaient à peine achevées, quand les premiers troubles éclatèrent dans la Vendée. Loin d'y prendre part, la ville de Fontenay forma un bataillon de volontaires pour marcher contre les insurgés ; le jeune Belliard fut élu capitaine de la première compagnie : il avait alors vingt-deux ans. Dans ce moment, le patriotisme seul animait tous les cœurs : la passion de la gloire et pour beaucoup encore celle des honneurs ne vinrent que plus tard. Le père de Belliard lui avait recommandé de servir son pays, sans avoir jamais une arrière-pensée d'intérêt personnel. Belliard, qui devait se souvenir de ce conseil dans une des circonstances les plus glorieuses de sa carrière, le suivit dès le premier jour. Il marcha comme simple soldat, laissant le commandement de la compagnie à un ancien militaire. On a dit qu'il était parti comme tambour, rien n'est plus inexact. Voici ce qui a donné lieu à cette croyance un moment très accréditée. Comme beaucoup d'enfants, Belliard, dans son jeune âge, avait eu une passion pour le tambour. Il eut plus tard deux fois l'occasion de mettre à profit le talent qu'il avait acquis sur cet instrument retentissant, si cher à l'enfance : le jour de la fête de la fédération, afin d'avoir une meilleure place, et dans la

campagne de Belgique, où le tambour de la compagnie ayant été tué, il prit sa caisse et continua à battre la charge. Ainsi que nous venons de le dire, Belliard, député par la ville de Fontenay, assista en cette qualité à la fête du 14 juillet 1789. Il en revint plein de l'enthousiasme qui animait alors la jeunesse ; aussi, quand la première coalition menaça la France, fut-il le premier de Fontenay à répondre à l'appel que faisait la patrie. Dumouriez organisait alors les bataillons de volontaires de la Vendée. Nommé une seconde fois capitaine par ses concitoyens, Belliard rejoignit, comme tel, l'armée du Nord qui s'avancait pour repousser l'invasion. Attaché d'abord en qualité d'adjoinct à l'état-major de l'armée, il passa à celui du général Beurnonville, lorsque Dumouriez alla prendre le commandement de l'armée de Lafayette, et resta sous ses ordres jusqu'après la bataille de Jemmapes. Belliard nous a laissé le récit de cette campagne. Quoique le soldat se forme vite en France, il ne s'y improvise pas, ainsi qu'on l'a prétendu. Belliard nous montre les fausses alertes, les défiances contre les généraux, accusés de trahison quand ils n'étaient pas victorieux ; l'indiscipline des premiers jours. Mais ce désordre dure peu. A peine y a-t-il trois mois que les volontaires sont sous les drapeaux que tout a changé. A Valmy, une forte canonnade et des démonstrations d'attaque ne les ébranlent pas ; à Jemmapes, les jeunes bataillons sont déjà de vieilles troupes, par l'intrépidité, le sang-froid et la solidité.

En lisant les pages qu'il a écrites sur cette campagne, nous apprenons à connaître les fautes commises de part et d'autre : celles de l'ennemi, qui pouvait écraser

Dumouriez avant la jonction des généraux Kellermann et Beurnonville ; celles tout aussi grandes de Dumouriez, qui mit une telle mollesse à poursuivre, dans sa retraite, une armée démoralisée par les revers et la maladie, qu'on l'a accusé, non sans quelque apparence de raison, de connivence avec le roi de Prusse. Belliard parle peu de lui-même. A Valmy, il transmet, au milieu de la canonnade, les ordres de Beurnonville d'un corps d'armée à un autre. A Jemmapes, en passant entre deux pièces de canon qui font feu, son cheval se cabre, s'emporte et renverse sous lui le cavalier qui se ressent pendant longtemps de la commotion qu'il en éprouve. Il n'oublie pas pourtant une charge brillante fournie par le 1^{er} hussards de Berchini, où se trouvaient beaucoup de Vendéens, mais il omet de nous apprendre qu'il l'avait lui-même conseillée.

Cependant sa conduite avait déjà été remarquée de ses chefs, et le général Beurnonville ayant été appelé au commandement de l'armée de la Moselle, Belliard fut nommé chef d'état-major du général Dampierre, qui le remplaçait. Chaque jour lui offrait une nouvelle occasion de se distinguer. Devant Liège, à Maestricht dont nous ne pûmes nous emparer, à la retraite de Nerwinde où il fut blessé et eut un cheval tué sous lui, il montra la plus rare intrépidité. Nommé adjudant-général, il revint, après la défection de Dumouriez, sous les ordres du général Dampierre, dont il avait quitté l'état-major après la prise de Liège.

Mais ses relations avec Dumouriez, en le rendant suspect, avaient entraîné sa disgrâce. Révoqué de ses fonctions d'adjudant-général, il voulait se rendre à Pa-

ris et demander à être jugé par un conseil de guerre ; le représentant Cochon, alors en mission à l'armée, l'en détourna et le prit pendant quelques jours pour secrétaire. Etant parvenu à se justifier, il fut réintégré dans ses fonctions d'adjudant-général et attaché à l'armée de l'Ouest. Il était à Niort, sous le commandement de Lauzun, duc de Biron, ce héros de galanterie plutôt que des champs de bataille, quand il fut de nouveau suspendu de ses fonctions par le ministre de la guerre Bouchotte. Belliard fut surpris de cette nouvelle disgrâce : il aurait dû se rappeler pourtant que Bouchotte, patriote ardent et exalté, était un pauvre officier ; qu'il s'était assez mal conduit dans une rencontre avec l'ennemi ; que lui, Belliard, ne l'avait pas ménagé à cette occasion, et qu'un duel entre eux en avait été la suite. Si Belliard l'avait oublié, Bouchotte s'en était souvenu.

Quoi qu'il en soit, Belliard s'était retiré à Angoulême ; il y fut rencontré par le représentant Roux-Fasillac, qui devina sans peine la lâche rancune dont il était l'objet, mais tous ses efforts pour lui faire rendre justice demeurèrent impuissants. Voulant continuer à servir son pays de son épée, Belliard ne rougit point de reprendre du service dans les derniers rangs de l'armée. Il s'engagea comme chasseur, dans le 3^e régiment de hussards dont il avait refusé quelque temps auparavant d'être le colonel, se trouvant trop jeune pour un tel commandement. Quelques mois plus tard, il passait en Hollande avec son régiment. C'est là que le trouvèrent les représentants envoyés à La Haye pour traiter de la paix ; ils le prirent en qualité de secrétaire et obtinrent que son grade lui fût rendu, non sans qu'il eût eu besoin, au préalable,

d'un certificat de civisme délivré par les officiers d'administration du corps.

Belliard retourna alors dans la Vendée, où il servit sous les ordres du général Hoche.

La Vendée pacifiée, un nouveau champ de bataille, où il ne devait plus avoir à combattre des Français, des concitoyens, ne tarda pas à s'ouvrir devant lui. En 1796 il allait rejoindre cette glorieuse armée d'Italie que commandait un jeune général de 27 ans, auquel de si grandes destinées étaient réservées. Déjà Bonaparte avait obtenu d'éclatants succès. Une première armée autrichienne, commandée par Beaulieu, avait été détruite et il ne nous restait plus qu'à nous emparer de Mantoue pour être maîtres de la Haute-Italie. Serrurier bloquait cette place ; Belliard lui fut attaché comme chef d'état-major.

Mais une seconde armée, forte de soixante mille hommes, s'avancait à grands pas. Le vieux maréchal Wurmser, qui la commandait, espérait bien prendre une revanche éclatante de la défaite de Beaulieu. Ses espérances parurent d'abord se justifier ; en quelques jours, nos avant-postes non seulement furent refoulés, mais la ligne de l'Adige fut forcée, et celle de Mincio et du lac de Garde tournée : tout le monde en Italie croyait à la perte de l'armée française, la situation devenant en effet de plus en plus critique pour elle.

Devant un danger aussi pressant, le général en chef ordonna une concentration rapide de toutes ses forces, fit lever le siège de Mantoue au moment où les travaux d'attaque étaient fort avancés, ainsi qu'il résulte de la correspondance du général Belliard, et appela à lui la

division Serrurier qui se trouvait devant cette ville. Serrurier se hâta, pour rejoindre l'armée, d'enclouer ses canons et de détruire tout son matériel de siège. Pour suivi par Wurmser, Belliard parvint à lui échapper et arriva en ligne pour participer à la bataille de Castiglione. Bonaparte lui fit prendre position immédiatement et sa division concourut puissamment au succès de la journée. Au lieu d'une victoire facile sur laquelle il comptait, Wurmser, mis en déroute, perdit, en six jours de poursuite, vingt-six mille hommes et fut réduit, pour sauver le reste de son armée, à se réfugier dans les montagnes.

Augereau avait été le héros de Castiglione ; à la suite de cette bataille, il prit pour chef d'état-major Belliard, dont il avait apprécié toutes les qualités militaires.

Pendant que Bonaparte se préparait à détruire les restes de l'armée de Wurmser, celui-ci, renforcé de nouvelles troupes, rouvrait la campagne avec cinquante mille hommes. Français et Autrichiens prenaient l'offensive le même jour. De là cette série de combats qui commence le 3 septembre et qui ne finit que le 13, jour où Wurmser, dont l'armée se trouve réduite à douze ou quatorze mille hommes, arrive devant Mantoue. Pendant ces dix jours, Augereau s'était battu à Primolano, à Bassano, où il avait pénétré en même temps que l'ennemi et lui avait fait quatre mille prisonniers, à Legnano où Belliard avait eu un cheval tué sous lui dans la mêlée.

Bonaparte était arrivé devant Mantoue peu de temps après Wurmser. Enhardi par quelques petits avantages, celui-ci déploya ses troupes entre la citadelle et le fau-

bourg Saint-Georges, et attendit l'armée française : renforcé de la garnison de Mantoue, il pouvait alors avoir vingt et un mille hommes. Bonaparte l'attaqua le 19. Les Autrichiens, bien qu'ils se battissent bravement, furent partout culbutés et obligés de se renfermer dans la place. Augereau, arrivé de Legnano où il avait fait seize cents prisonniers, prit une grande part à l'action ; son chef d'état-major y fut blessé et nous trouvons son nom inscrit avec éloge dans le rapport adressé au général en chef par le commandant de la 1^{re} division.

Bonaparte avait détruit deux armées autrichiennes, il allait avoir à en combattre une troisième. A Wurmser avait succédé Alvinzi, qui marchait pour débloquer Mantoue. Nous lui avions déjà livré deux batailles auxquelles Belliard avait pris part : l'une devant Bassano, sans que l'affaire eût été décisive, et l'autre à Caldiero, où Masséna et Augereau, malgré des prodiges de valeur, n'avaient pu le chasser des positions qu'il occupait : ces positions fortifiées depuis paraissaient maintenant inexpugnables. Affaiblies par deux batailles, les divisions Augereau et Masséna se trouvaient réduites à quatorze ou quinze mille hommes, et ne pouvaient pas arrêter une armée qui en comptait quarante mille.

La situation de l'armée française, compromise à l'arrivée de Wurmser et sauvée par la victoire de Castiglione, paraissait aujourd'hui désespérée. Les plaintes éclataient parmi les soldats, qui, n'ayant reçu que des renforts insignifiants, se croyaient sacrifiés par le gouvernement. Le général en chef s'était rendu l'organe de ces plaintes dans une lettre très vive qu'il avait

adressée au Directoire ; mais devant les troupes, loin de laisser soupçonner son mécontentement et ses appréhensions, il affectait une entière sécurité. S'il avait des craintes, il était loin d'être abattu et trouvait dans son génie de nouvelles ressources. Pour rappeler sous nos drapeaux la victoire qui semble nous abandonner, il faudra des prodiges de valeur et d'habileté ; ces prodiges s'accompliront.

Il n'entre point dans mon sujet de décrire les manœuvres de la bataille d'Arcole, si admirées des hommes de guerre. Tous les incidents de cette terrible lutte, qui ne dura pas moins de trois jours, sont connus ; je ne m'arrêterai donc qu'à ce qui concerne personnellement Belliard. Pour électriser nos troupes, Augereau s'était élancé avec un drapeau sur le pont d'Arcole ; mais tout l'élan de nos braves soldats était venu se briser contre la mitraille. Trois fois l'attaque recommence, et trois fois elle est repoussée. Alors Bonaparte renouvelle l'effort que vient de faire Augereau ; lui aussi, un drapeau à la main, se jette au milieu des boulets et des balles. Les officiers qui l'entourent le couvrent de leurs corps. Belliard a ses deux adjudants, Martineau et Mathelon, tous deux enfants de la Vendée, tués à ses côtés. Le peu d'officiers qui reste debout pousse le général sur le revers de la digue pour le mettre à l'abri de la mousqueterie. Dans ce moment, une charge des Autrichiens culbute tout ce qu'elle rencontre, et, de la chaussée, Bonaparte est précipité dans un marais et dépassé de cinquante pas par l'ennemi. Belliard alors rallie les grenadiers, se précipite à son tour sur les Autrichiens et dégage son général. Dans le récit qu'il fait de cette

affaire à l'un de ses amis, Belliard, comme on ne manquera pas de le remarquer en lisant sa lettre, se tait sur le danger que courut le général en chef et ne dit pas un mot des deux braves officiers auxquels il dut son salut dans cette circonstance. On ne peut pourtant pas révoquer en doute un fait attesté par des milliers de témoins et dont personne n'a jamais songé à contester la vérité. Si Belliard n'en dit rien, c'est que modeste autant que brave, comme nous allons le voir tout à l'heure, plutôt que de mettre sa personnalité en évidence, il préférerait paraître ignorer un incident auquel il avait pris une part glorieuse.

Que fût-il advenu si sa fortune et l'intrépidité d'un brave officier n'eussent sauvé le général Bonaparte dans cette sanglante journée ? Nul ne peut le dire. Mais comment n'être pas frappé de l'instabilité des choses humaines, quand on songe que la destinée des empires repose quelquefois sur la plus fragile de toutes, sur la vie d'un homme !

Belliard avait eu devant le pont d'Arcole deux chevaux tués sous lui et ses habits criblés de balles, mais ce n'était là qu'un glorieux épisode d'une journée à jamais mémorable. Le troisième jour, un pont de chevaux ayant été construit sur l'Alpon, sa division se jeta sur la ligne ennemie, qu'elle enfonça.

Alvinzi était en pleine retraite ; Bonaparte chargea les deux divisions Masséna et Augereau de se porter au-devant de Davidowich, un de ses lieutenants, qui s'avancait en refoulant le général Vaubois. Mais en apprenant le résultat de la bataille d'Arcole, Davidowich s'était hâté de se retirer dans les montagnes, pas assez

vite pourtant pour que deux régiments de son arrière-garde n'eussent été détruits.

Belliard était en Italie depuis cinq mois à peine, et déjà le général en chef avait remarqué cet intrépide jeune homme qui lui avait sauvé la vie à Arcole et ne manquait aucune occasion de se distinguer. Il le proposa donc au pouvoir exécutif comme général de brigade. Le grade lui fut conféré dans les premiers jours de décembre. Belliard avait fait tous ses efforts pour n'être pas l'objet d'une semblable position. Appelé malgré lui à une position où son ambition était loin de prétendre, il écrivit au général en chef pour le remercier et au ministre de la guerre pour refuser l'avancement qui lui était donné. Il n'avait pas oublié les conseils de son père ; aussi en trouve-t-on le souvenir dans la lettre suivante qu'il lui écrivait à cette occasion.

« J'ai reçu du ministre de la guerre la lettre qui
« m'annonce ma nomination. Ne me croyant pas assez
« d'expérience pour remplir dignement des fonctions
« aussi élevées et servant mon pays par amour et non
« par ambition, j'ai refusé l'avancement qui m'était
« offert. Je viens d'écrire au général en chef et
« au ministre de la guerre les deux lettres ci-jointes.
« Je suis bien sûr que tu les approuveras, toi qui m'as
« toujours recommandé de servir ma patrie sans ambi-
« tion et de sacrifier, en toute circonstance, mon inté-
« rêt au bien public. J'aurais été d'autant plus heureux
« de me trouver à la hauteur du grade dont le Direc-
« toire voulait bien payer mes faibles services, que je
« savais toute la satisfaction que tu en ressentirais ;

« mais j'ai cru devoir suivre ton exemple et tes conseils,
« j'ai obéi à ma conscience. »

Ne croit-on pas être au temps des républiques antiques et lire une page de Plutarque ? Que ces jours d'abnégation et de désintéressement sont loin de nous ! Aujourd'hui, il ne faut plus faire violence à la jeunesse pour lui faire accepter l'avancement qu'elle croit toujours avoir mérité, et, s'il lui arrive parfois de se plaindre du pouvoir, ce n'est pas pour en avoir reçu trop de faveurs :

On prend à toutes mains dans le siècle où nous sommes,
Et refuser n'est plus le vice des grands hommes.

Le Directoire n'accepta pas le refus de Belliard ; seulement il l'autorisa à conserver, avec le titre de général de brigade, les fonctions d'adjudant général.

La bataille d'Arcole n'avait pas complètement décidé du sort de l'Italie. L'armée d'Alvinzi avait été vaincue, elle n'avait pas été détruite. Elle devait l'être deux mois plus tard, au plateau de Rivoli. Pendant que Bonaparte remportait cette grande victoire, Provera passait l'Adige à Anghiari et s'avancait au secours de Wurmser. Augereau s'était jeté à sa poursuite, lui avait fait des prisonniers, mais n'avait pas pu l'empêcher d'arriver devant Mantoue. Serrurier s'était donc trouvé serré entre Mantoue, d'où le général Wurmser se préparait à déboucher, et Provera, qui était sur ses derrières. Heureusement Augereau arrivait à son tour sur les derrières de Provera, et Bonaparte accourait avec les divisions Victor et Masséna. Le lendemain, malgré

des efforts héroïques, Wurmser était rejeté dans Mantoue où il devait capituler quelques jours après, et Provera, entouré par les divisions Augereau, Victor et Masséna, était obligé de mettre bas les armes.

Après avoir puissamment secondé Augereau comme chef d'état-major, dans ces différentes affaires, Belliard fut attaché à la division Joubert qui devait opérer dans le Tyrol. Joubert avait pour instruction de poursuivre à outrance les généraux Laudon et Kerpen, lieutenants d'Alvinzi, de débayer complètement le Tyrol, et de venir ensuite rejoindre l'armée dans la Carinthie, d'où Bonaparte se proposait de marcher sur Vienne. Joubert, dit M. Thiers, justifia la confiance de Bonaparte, *en livrant des combats de géants*. Laudon et Kerpen furent écrasés, et, le 1^{er} avril, Joubert se préparait à rejoindre Bonaparte, maître lui-même du sommet des Alpes, quand il fut arrêté par les préliminaires de la paix de Léoben. Belliard s'était multiplié dans cette courte campagne au passage du Lavis, à Trente, à Bixen où il avait fait deux mille prisonniers au général Laudon, lui avait enlevé 4 pièces de canon et était venu rejoindre son général à Newmark. Il avait ainsi tenu à justifier la confiance dont le général en chef venait de lui donner un témoignage si éclatant.

Tout n'était pourtant pas encore fini en Italie. Pendant les négociations, des paysans fanatiques avaient insurgé le pays et s'étaient jetés dans Vérone où ils avaient commis les horribles massacres connus sous le nom de Pâques Véronaises. Après une répression de l'insurrection aussi sévère que méritée, Belliard y fut envoyé avec la quatre-vingt-cinquième demi-brigade ;

de là il alla remplacer à Vienne le général Joubert qui venait de rentrer en France avec un congé.

Belliard fit partie de l'expédition dans les Etats romains. Le général Duphot ayant été tué dans une émeute, au moment où il se jetait entre les partis, pour les arrêter, le Directoire ordonna au général Berthier d'en obtenir satisfaction. Belliard fut chargé de s'emparer de Civita-Vecchia. Il y entra le 9 février 1798, sans presque avoir éprouvé de résistance, et rejoignit à Rome le général Berthier.

A la nouvelle de l'entrée des Français dans les Etats de l'Eglise, toutes les fureurs de la cour de Naples s'étaient réveillées. Aussitôt après l'occupation de Rome, Berthier y envoya Belliard avec une mission diplomatique : effrayée du langage de l'agent français, la cour se soumit à toutes les conditions qui lui furent imposées.

La France allait porter son drapeau sur une autre terre, l'expédition d'Egypte était résolue. Le Directoire ayant laissé de pleins pouvoirs au général en chef pour la composition de son armée, Bonaparte s'était attaché à choisir des officiers éprouvés et qui lui étaient personnellement connus. C'est à ce titre que Belliard fit partie, comme général de brigade, de la division Desaix. Prête à s'embarquer à Civita-Vecchia, l'armée ignorait encore le but de l'expédition qui se préparait ; chacun en raisonnait et en déraisonnait à sa fantaisie, les plus modestes s'arrêtant à l'Egypte, les plus aventureux pénétrant jusqu'aux Grandes-Indes, sans trop s'inquiéter des difficultés de la route. Pendant que les imaginations se donnaient ainsi carrière, le général en chef restait impénétrable, et ce ne fut qu'au moment de son

embarquement que l'armée apprit qu'elle allait prendre pied sur la terre des Pharaons.

Belliard n'avait pas encore mis le pied en Egypte, que déjà il avait trouvé l'occasion de se faire remarquer. La possession de l'île de Malte était fort importante pour les Français. S'ils ne s'en étaient pas rendus maîtres, les Anglais s'en seraient certainement emparés, et en auraient fait un dépôt pour leur marine. Bonaparte résolut de l'enlever par un coup de main hardi, car nous ne pouvions pas rester longtemps devant cette place, et donner à Nelson le temps de nous y joindre. Le 10 juin 1798, à quatre heures du matin, la descente se fit sur plusieurs points à la fois. Belliard, débarqué dans la baie de Mazza-Siroco, avec la vingt et unième demi-brigade, s'empara de deux batteries qui la défendaient. Des redoutes qui protégeaient la côte furent enlevées avec le même entrain, et bien que le corps de la place n'eût pas souffert, les chevaliers, intimidés, se rendirent à la première sommation. Vingt-quatre heures après le débarquement, nous étions maîtres de la ville, et, comme l'avait dit un officier français, il avait été bien heureux qu'il se fût trouvé dans la place un soldat pour nous en ouvrir les portes, car nous n'aurions pas pu y pénétrer tout seuls.

Alexandrie n'avait été qu'une étape pour l'armée française ; nous marchions sur le Caire. Quand nous arrivâmes devant le village de Chebreiss, les Mameluks se précipitèrent sur la division Desaix. Pour la première fois, nos soldats se mesuraient avec ces hardis cavaliers que, plus tard, ils devaient rencontrer si souvent. Le général Belliard forme la vingt et unième demi-bri-

gade en bataillons carrés, et toute la furie des Mameluks vient se briser contre leurs baïonnettes. Les Français, après avoir repoussé toutes les charges, s'élancent à leur tour dans Chebreiss, mettent l'ennemi en fuite et lui enlèvent ses canons et ses bagages. C'était le prélude de la bataille des Pyramides. Retranché dans le village d'Embabé, Mourad-Bey l'occupait avec toutes ses forces. A la vue de nos soldats qui prennent position, les Mameluks n'attendent pas l'attaque et fondent sur nous avec une impétuosité sans égale. La division Desaix reçoit ce choc formidable sans s'ébranler. La vingt et unième demi-brigade, que commandait Belliard, ne commence son feu que lorsque l'ennemi est à dix pas de ses carrés ; lui présentant ensuite un front hérissé de baïonnettes, elle porte le désordre dans ses rangs.

Pendant que toute cette cavalerie se retirait en désarroi devant la division Desaix qui tenait la droite de l'armée, la gauche attaquait et emportait le village d'Embabé ; toute l'artillerie qui défendait ses retranchements et un immense butin tombaient en notre pouvoir.

L'armée française avait été héroïque. Pour lui rendre justice, il aurait fallu citer tous les noms. Au milieu de tant de braves, on devait choisir cependant. Desaix adressa des éloges à quelques officiers, au nombre desquels nous trouvons le général Belliard, et comprit son nom dans le rapport qu'il fit au général en chef.

Cen'était pas tout de combattre, il fallait faire marcher de front les opérations administratives et les opérations militaires. Un système d'impôts qui n'avait rien d'excessif fut établi, système bien moins vexatoire que celui

des anciens Beys. Néanmoins, les contributions imposées par les Français rentraient d'autant plus difficilement que les Mameluks pressuraient les populations. On dut organiser des colonnes mobiles pour parcourir le pays et rétablir la tranquillité troublée par des rassemblements dont la levée des impôts était la cause ou le prétexte. Belliard, Murat, Lanusse et Leclerc furent chargés de la direction de ces opérations, qui ne se firent pas toutes sans rencontrer de sérieuses résistances. Chacun de ces généraux avait le commandement d'une province ; Belliard opérait dans le Saïd.

Si la Basse-Égypte était soumise et paraissait s'accommoder de la domination française, il était loin d'en être ainsi de la Haute-Égypte. Pendant que le général en chef pénétrait en Syrie, Mourad-Bey réunissait autour de lui toutes les tribus du Saïd : des secours importants lui étant arrivés de la Mecque, il se trouvait à la tête de cinquante mille hommes, avec lesquels il espérait écraser Desaix qui n'en avait que quatre mille. Desaix et Mourad-Bey se rencontrèrent près du village de Samnhoud. L'aile droite de la petite armée de Desaix était commandée par le général Belliard, l'aile gauche par le général Friant ; la cavalerie était au centre. Ce fut principalement sur l'aile droite disposée en carré que se portèrent les efforts de l'ennemi ; mais appuyé à propos par le général Rapp, que Desaix lui avait dépêché, Belliard put s'emparer du village de Samnhoud, où il se maintint malgré les efforts que fit Mourad-Bey pour le reprendre. Cette résistance donna à Desaix le temps de démasquer son artillerie et de précipiter ensuite sa cavalerie sur les Mameluks, qui furent mis en déroute.

Mourad-Bey était devenu un ennemi insaisissable. Si nous avançons, il gagnait le désert et échappait à nos poursuites ; si nous nous éloignons, il reparait et rançonnait les villages qui nous avaient payé l'impôt. On s'épuisait en marches et en contremarches. Enfin un fanatique ayant soulevé les tribus du désert, Mourad-Bey réunit les Mameluks aux Mokains qu'il commandait et voulut encore une fois tenter le sort des armes ; mais, battu à Girgê, il s'enfonça de nouveau dans le désert. Desaix avait donné l'ordre à Belliard de l'y suivre et de s'emparer de Cosséir. Belliard manquait de tout, il le manda à Desaix. Desaix prit mal ses observations et lui écrivit avec quelque aigreur. Belliard, de son côté, mit de la hauteur dans sa réponse. Mais entre de tels hommes, des dissentiments ne pouvaient provenir que de malentendus ; ils furent de courte durée. Desaix écrivit à Belliard :

« Vous avez cru, mon général, que je vous accusais
« de manque de zèle ; vous ne m'avez pas entendu, j'en
« ai eu de la peine. J'ai toujours mis une grande diffé-
« rence dans ma manière de correspondre avec mes of-
« ficiers. Quand j'écris à ceux que j'estime et que j'aime,
« je dis tout, je ne dissimule rien. Avec les autres, je
« suis réservé, je me borne à ce qui est indispensable. »

La lettre se terminait par ces paroles affectueuses :

« Soyez bien convaincu, mon général, que je serais
« peiné de dire et de faire la moindre chose qui vous
« affligeât. Soyez persuadé que personne au monde ne
« vous est plus dévoué que moi. Ne soyez plus fâché,
« vivons en paix ; point de guerre. Nous sommes faits
« pour vivre en bonne intelligence et amitié. »

Ces sentiments se retrouvent dans une lettre que Desaix, à son retour en France, écrivait de Toulon au père de Belliard.

« Toulon, 18 floréal an VIII de la République.

« Le général Desaix au citoyen Belliard, à Fontenay-le-Peuple.

« Connaissant, citoyen, l'attachement bien vif qu'a
« pour vous le général Belliard, votre fils, je m'empresse
« de vous donner de ses nouvelles, pour vous tranquil-
« liser sur son sort. Je l'ai laissé dans la Haute-Egypte,
« où il a eu, le dernier, l'agrément d'une victoire con-
« tre les restes des Mameluks. Tout le temps qu'il a été
« en Egypte sa santé s'est assez bien soutenue ; deux
« fois seulement, ses yeux ont été très malades : il a été
« aveugle avec beaucoup de souffrances ; mais bien
« rétabli et ne se sentant plus du tout de cette souffran-
« ce, il a depuis mené une vie bien active. Commandant
« dans la Haute-Egypte, il a parfaitement réussi dans
« les opérations les plus difficiles, pris Cosséir, fortifié
« Héné, chassé les Beys les plus intrépides, administré
« de très grandes provinces et y a établi une police
« inconnue depuis des siècles. Enfin, il a protégé
« tous ceux qui cultivent les sciences et les arts, et n'a
« pas peu contribué, par ses soins et sa protection, aux
« intéressantes découvertes qui ont eu lieu dans son
« arrondissement.

« C'est avec le plus vif plaisir que je vous parle avec
« intérêt du général Belliard. Je suis lié d'amitié avec
« lui et pour toujours ; je prends un vif intérêt à tout ce

« qui le regarde et désire bien vivement pouvoir vous
« délivrer de toute inquiétude à son sujet. Les citoyens
« Majou et Parat, qui servent avec lui, tous deux estimables par leurs bonnes qualités, se portent aussi
« assez bien ; le dernier a été fait chef de brigade. Je
« vous prie d'en instruire leurs familles.

« Salut et estime.

« DESAIX. »

Desaix expédiait en même temps tout ce dont Belliard avait besoin. Dès lors, celui-ci se mit en campagne, occupa, suivant ses instructions, le fort Cosséir et y laissa garnison. Cosséir était un point important pour le commerce ; avec quelques travaux on pouvait même en faire un bon port militaire, assez grand pour abriter toute une flotte. Belliard y songeait, mais il fallait aller au plus pressé, et avant que d'édifier, empêcher l'ennemi de tenir la campagne.

Les poursuites contre Mourad-Bey recommencèrent donc ; mais Belliard ne se bornait pas à combattre : tout ce qui appartenait à la science, à l'histoire, à la géographie, était de son domaine et l'intéressait vivement. On rencontrait chaque jour les ruines de villes jadis célèbres, et qui aujourd'hui n'avaient plus de nom. Ces débris de colonnes et d'obélisques, ces briques d'un autre âge, ces décombres de Tentyris, qu'autrefois les arts avaient rendu célèbre ; ces autres colonnes encore debout ne sont-elles point les débris du temple d'Osiris ? Ces statues mutilées, ces palais renversés, c'est Thèbes aux cent portes, sur les murailles de laquelle sept chariots pouvaient marcher de front. « J'entrevis, dit Bel-

« liard, le lieu où le savoir, la gloire, le génie s'étaient
« vainement agités pour échapper à la nuit du temps.
« Nous poursuivions la même chimère, nous étions
« venus du fond de l'Occident, nous avions rempli le
« monde du bruit de nos victoires, et dans quelques
« milliers d'années il ne serait peut-être pas plus ques-
« tion de nous, que si l'Europe, l'Asie, l'Afrique n'eus-
« sent tremblé à la vue de nos drapeaux ; nous nous
« éteindrions comme ceux dont nous foulions la cen-
« dre ¹. »

Jusque-là, les savants n'avaient pu explorer qu'incomplètement ces contrées ; Belliard les leur rendait accessibles. Le jour, on combattait autant pour les conquêtes de la science que pour celle des provinces, et le soir on discourait sur les découvertes qu'on avait faites. On remontait le cours des siècles et l'on cherchait l'origine des peuples. Les Égyptiens n'étaient-ils point sortis de l'Inde ? Morand pensait ainsi ; Belliard était d'un avis opposé. C'étaient les Egyptiens qui, suivant lui, étaient le peuple conquérant. Les Indiens, peuple sage, cultivaient la terre et avaient peu de goût pour les émigrations. Desaix croyait que l'Égypte était plutôt une colonie éthiopienne, et le savant Denon pensait comme lui. C'est ainsi que se passaient les loisirs du bivouac, savants et officiers confondus sous la tente, les premiers arrachant à la terre des Pharaons le secret de son antique civilisation, les seconds recueillant avidement les

¹ Voir les mémoires du général Belliard. Ces mémoires posthumes ont été publiés en 1834 ; ils nous ont beaucoup servi pour écrire cette notice.

leçons qu'ils venaient d'entendre ; et quand l'heure du combat venait à sonner, il arriva plus d'une fois qu'ils se confondirent encore pour faire tête à l'ennemi. Tel est le caractère français que chez ceux-là mêmes que leurs études semblent détourner de l'amour de la guerre, au premier coup de canon, l'instinct guerrier s'éveille.

L'esprit de justice et de sagesse de l'administration faisait autant pour la pacification du pays que la bravoure des troupes. Les habitants n'avaient pas tardé à comprendre qu'au lieu de se soumettre au despotisme brutal et vexatoire des Mameluks, ils avaient tout intérêt à accepter le gouvernement paternel et tutélaire de la France ; ils se prêtaient donc volontiers aux travaux d'amélioration qu'on leur demandait et payaient l'impôt sans se plaindre.

L'armée française sillonnait l'Egypte en tous sens, et franchissait les sables du désert. Belliard avait presque touché les cataractes ; on avait vu nos drapeaux triomphants dans des contrées où l'aigle romaine n'avait jamais pénétré ; il fallut revenir.

Parmi les tribus qui nous avaient été hostiles, les habitants de Philé s'étaient fait remarquer par leur jactance et leurs railleries. Belliard résolut de les en punir. Mais, pour passer le fleuve qui les protégeait, nous n'avions point d'embarcations. L'industrie du soldat y suppléa. On fit des radeaux avec des arbres, on radouba comme on put une vieille chaloupe échouée sur la rive, et la flottille improvisée s'avança à l'attaque de l'île. Vainement, comme chez les Gaulois, nos ancêtres, les femmes firent-elles entendre des cris guerriers pour ex-

citer les hommes au combat ; vainement ceux-ci nous opposèrent-ils une courageuse résistance, le bruit de la mousqueterie couvrit celui des chants, et les défenseurs de Philé furent obligés de céder le terrain en nous abandonnant leurs troupeaux.

Quelque temps après, un événement malheureux appelait le général Belliard sur le Nil, non loin de Kous. Une flottille française qui remontait le fleuve était tombée au pouvoir du shérif Hassan. Enivré par ce succès, Hassan se crut appelé à délivrer l'Égypte de l'étranger. Une colonne s'avancait contre lui, il l'attendit fièrement. La rencontre eut lieu près du village de Benouth, où se trouvait réuni le gros de l'armée d'Hassan. Ce fut une des affaires les plus glorieuses de l'expédition. Hassan avait fortifié Benouth, et, avec les canons enlevés à la flottille, établi une batterie qui en défendait les approches. Après avoir repoussé une charge des Mameluks, les carabiniers se jetèrent sur la batterie qu'ils enlevèrent et tournèrent contre l'ennemi. Hassan, alors barricadé dans les maisons et dans la grande mosquée, oppose à nos attaques le courage du désespoir. Les carabiniers, repoussés d'abord par une terrible fusillade qui sort de toutes les ouvertures, reviennent à la charge avec des torches enflammées. Le feu gagne de maison en maison et s'étend bientôt dans tout le village, qui devient la proie des flammes. Restait la grande mosquée. Le général Belliard en fit enfoncer les portes, et tout ce qui s'y trouva fut massacré. Hassan, qui avait promis nos dépouilles à ses fanatiques soldats, resta au nombre des morts.

Desaix écrivit au général Belliard : « Mon général, je

« vous félicite de votre effroyable combat. Il vous cou-
« vre de gloire vous et votre intrépide demi-brigade. Il
« n'appartient qu'à vous de faire des prodiges. »

Quelque temps auparavant, le général en chef avait donné à Belliard, pour sa belle conduite dans le Saïd, un sabre d'honneur.

L'armée avait triomphé de difficultés immenses, elle devait en rencontrer de plus grandes encore devant lesquelles il lui serait impossible d'achever son œuvre. Bonaparte avait quitté l'Egypte pour retourner en France, et, malgré ses promesses, la mer se trouvant fermée par les escadres anglaises, il devenait impossible d'envoyer des secours à une armée incomparable sans doute, mais qui s'affaiblissait par ses propres victoires. Le départ du général en chef avait produit dans ses rangs le plus fâcheux effet. Kléber, qui l'avait remplacé, faisait entendre en tout lieu, contrelui, des paroles amères et regrettables. Les souvenirs de la patrie absente revenaient d'autant plus vifs, que toute communication avec la France étant coupée, on n'en recevait plus de nouvelles. Se croyant abandonnées, les troupes murmuraient et commençaient à se décourager. Déjà, dès les premiers jours de la campagne, les officiers eux-mêmes, se sentant si loin de la France, soupiraient après l'heure du retour.

Bonaparte avait à cette occasion mandé Belliard, et avec cette parole brève et interrogative qui lui était familière : Et la vingt et unième, général ? — Elle est soumise et dévouée. — Elle n'épouse donc pas les dégoûts répandus dans les autres demi-brigades ? — Elle ne demande que quelques objets de chaussures qui lui

manquent. — Dans ce cas, allez, distribuez-les et revenez.

Depuis, l'armée avait trouvé dans les grandes choses qu'elle avait faites une diversion au désir de revoir la France ; mais, dans ce moment, l'amour du pays l'emportant même sur celui de la gloire, elle faisait entendre des plaintes dont le nouveau général en chef avait le tort de prendre l'initiative.

Le général Bonaparte avait bien prévu l'effet désastreux que produiraient son départ et la position critique dans laquelle il laissait l'armée, puisque, dans le cas d'éventualités qu'il énumérait, il autorisait Kléber à conclure la paix avec la Porte Ottomane.

Au mois de juin 1800, Kléber, croyant qu'une longue lutte ne pourrait que précipiter une catastrophe inévitable, signa, avec les agents de la Porte Ottomane, le traité d'El-Arich. Aux termes de ce traité, l'armée devait évacuer l'Egypte, se retirer avec armes et bagages, et être transportée en France sur ses bâtiments et sur ceux que devait lui fournir la Sublime Porte.

Déjà le traité avait reçu un commencement d'exécution : les généraux Desaix et Davoust étaient embarqués ; les troupes du grand-vizir avaient pris possession de tous les forts du Saïd et d'une partie de ceux de la Basse-Egypte ; elles n'étaient plus qu'à quatre lieues du Caire, et la capitale de l'Egypte allait leur ouvrir ses portes, quand les Anglais élevèrent la prétention de s'opposer à toute capitulation dont la première clause n'obligerait pas l'armée à mettre bas les armes et à se rendre prisonnière de guerre.

Kléber répondit à cette insolence par la victoire d'Héliopolis.

Belliard avait évacué le Saïd et rejoint le général en chef sous les murs du Caire. Il était arrivé assez tôt pour prendre part à cette journée où dix mille Français eurent à lutter contre soixante-dix mille ennemis.

Kléber avait fait disposer son armée en quatre carrés et avait confié à Belliard le commandement de celui de droite. Le général Reynier ayant emporté le village de Matarieh et dispersé l'avant-garde ennemie, le grand-vizir fit avancer toute son armée. Suivant leur habitude, les Osmanlis se précipitèrent sur le premier corps qu'ils rencontrèrent. C'étaient les deux carrés de droite, dont le premier, comme nous venons de le dire, était sous les ordres du général Belliard. Arrêtés par des volées de mitraille, les assaillants se dispersèrent, sans avoir même affronté les décharges de la mousqueterie.

Une seconde attaque n'ayant pas mieux réussi, le grand-vizir prit honteusement la fuite.

Le lendemain, les Français arrivèrent devant Belbeiss, place fortifiée qu'occupaient les Turcs. Sous la protection des feux de l'artillerie que le général Reynier dirigeait sur la ville et sur les forts, Belliard put y pénétrer, et au point du jour l'ennemi mit bas les armes et se rendit à discrétion.

Mais, pendant que l'armée combattait sous les ruines d'Héliopolis, une émeute formidable, provoquée par un corps de Mameluks qui s'était détaché du champ de bataille, avait éclaté dans la ville du Caire.

Kléber avait dû, pour contenir les révoltés, s'affaiblir d'abord de quatre bataillons commandés par le général

Lagrange, puis de cinq autres et de deux escadrons sous les ordres du général Friant. De l'aile droite, il conserva la brigade du général Belliard, et se mit avec elle et le reste de l'armée à la poursuite de l'ennemi. Après un engagement sérieux à Koräine, où le général en chef se trouva un instant coupé d'avec ses lieutenants et dans une position critique, l'ennemi, culbuté par un retour de la cavalerie du général Reynier, fut pris d'une telle épouvante, qu'il ne songea même pas à se défendre à Salahieh, où se trouvait son camp, et qu'il l'abandonna ainsi que son artillerie et la plus grande partie de ses munitions, pour se jeter dans le désert.

Complètement débarrassé du grand-vizir, Kléber se hâta de se reporter du côté du Caire où les troupes qu'il y avait envoyées étaient aux prises avec l'insurrection. Chargé, avec douze cents hommes, de reprendre Damiette, le général Belliard avait rencontré, à quelques lieues de cette ville, des débris de l'armée ennemie montant encore à dix ou douze mille hommes et les avait dispersés. Après avoir occupé Damiette dont il avait puni les habitants en leur imposant une contribution de deux cent mille francs, il s'était hâté de remonter le Nil pour rejoindre Kléber. Il arriva devant le Caire le 18 avril, et le renfort qu'il amenait permit au général en chef d'exécuter une attaque générale sur la place. Malgré une résistance désespérée, la ville fut prise. Le général Belliard avait été blessé en enlevant le quartier Cophte dont l'attaque lui avait été confiée.

Ainsi, dans l'espace d'un mois, Belliard avait ramené ses troupes de la Haute-Egypte, combattu à Héliopolis, à Koräine, poursuivi l'ennemi jusqu'au désert

repris Damiette, et s'était encore trouvé à l'attaque du Caire où il avait reçu une glorieuse blessure.

Tant et de si grands services avaient été appréciés ; à la suite de la prise du Caire, Belliard avait été nommé général de division.

Au mois de juin, Kléber tombait sous le poignard d'un fanatique, et l'incapable général Menou était appelé au commandement en chef de l'armée d'Egypte.

La suffisance de Menou égalait son incapacité. Refusant un jour, comme peu digne de son mérite, un commandement considérable, Kléber, dans un moment d'impatience, lui avait dit : « Je vois que pour vous satisfaire il ne vous faudrait rien moins que le commandement en chef. » Menou avait la prétention de copier le général Bonaparte ; il n'en était que la charge. C'est ainsi que Bonaparte, pensant qu'il ne fallait pas froisser les croyances religieuses d'un peuple qu'on voulait conquérir, autant par la persuasion que par les armes, protégeait sa religion et relevait ses mosquées. Menou croyait mieux faire en embrassant l'islamisme et s'affublant du nom ridicule d'Abdallah. C'est entre les mains d'un pareil homme que le sort de la conquête était tombé.

Aux Musulmans que, jusque-là, nous avions eu seuls à combattre sur terre, allaient se joindre les Anglais. Ces derniers, grâce à l'impéritie de Menou, avaient pu opérer un débarquement à Aboukir et marchaient sur Alexandrie. Menou, pour les rejeter à la mer, se décida à leur livrer bataille dans les retranchements qu'ils s'étaient construits. Il réunit donc le plus de troupes qu'il put et laissa le général Belliard au Caire, avec un millier de soldats seulement. En apprenant la défaite de

Canope, l'inquiétude fut grande dans cette poignée d'hommes chargée de contenir une population de trois cent mille habitants. Elle devint plus vive encore quand le bruit se répandit qu'un fort détachement de cavalerie ennemie se portait sur le Caire. L'énergie de Belliard fut dans ce moment, à la hauteur du danger. Il se préparait à faire tête à ce nouvel orage, quand on vint lui apprendre qu'il ne s'agissait heureusement que d'une fausse alerte.

La garnison du Caire s'était un peu renforcée par des détachements obligés d'évacuer les postes trop faibles pour résister à l'armée anglo-turque qui les menaçait ; douze cents hommes, sous le commandement du général Robin, y étaient aussi arrivés. Mais, pendant que l'armée anglo-turque s'avancait d'un côté, le grand-vizir quittait ses quartiers d'El-Arich, et, par des chemins différents, les deux armées marchaient sur le Caire. Ce n'était pas tout ; une troisième armée, composée de cipayes et de troupes anglaises, arrivait de l'Inde par la mer Rouge. Avec moins de cinq mille hommes, le général Belliard allait donc avoir sur les bras trois puissantes armées et à contenir une population nombreuse et turbulente. Il est vrai que, quelques jours plus tard, le général Lagrange, forcé d'évacuer Ramanieh, vint le rejoindre.

Dans un danger aussi pressant, Belliard songea à renouveler la journée d'Héliopolis, à écraser d'abord les troupes du grand-vizir et à se retourner ensuite promptement pour faire tête aux Anglais. Il marcha donc à sa rencontre, mais, instruit par l'expérience et par les conseils du général anglais Hutchinson, le grand-vizir

résolus d'éviter toute attaque sérieuse, de céder le terrain sans combattre, pendant qu'un fort détachement de ses troupes, tournant le général Belliard, arriverait au Caire où il devait appeler immédiatement les Anglais.

Cette tactique, on ne l'a pas oublié, avait déjà été employée par les Turcs, à la bataille d'Héliopolis. Belliard ne pouvant pas atteindre un ennemi qui se retirait à son approche, fit rentrer ses troupes dans la place. Il avait lieu de craindre en effet que l'ennemi, coupant ses communications, ne se présentât sous ses murs pendant son absence et n'en fît de nouveau soulever les habitants. Quelques jours après, le Caire était investi par les armées du grand-vizir et du général Hutchinson. On apprenait en même temps que le corps d'armée venant de l'Inde, si longtemps attendu par les Anglais, était arrivé à Suez.

A tant de forces qui allaient se trouver réunies, Belliard avait à opposer cinq mille hommes. Attaquer l'ennemi sous les murs de la place avec si peu de troupes, il n'y fallait pas songer ; et d'un autre côté, comment défendre, avec une aussi faible garnison, une ville qui avait un développement considérable ? Une résistance sérieuse n'était pas possible dans de pareilles conditions.

Ajoutez encore que la ville était sur le point de manquer de subsistances, que les caisses publiques étaient vides, les canons dépourvus d'affûts de rechange, et qu'il n'y avait que cent cinquante coups par pièce ; enfin que la peste était dans le Caire et qu'elle y faisait de grands ravages.

Pour mettre sa responsabilité à couvert, le général

Belliard réunit tous les officiers généraux qui se trouvaient au Caire, exposa la situation et demanda leur avis.

Il n'y avait qu'un parti raisonnable à prendre : s'efforcer d'obtenir une capitulation honorable. La majorité pensa ainsi, et Belliard fit dans ce sens, au général anglais et au grand-vizir, des propositions qui furent acceptées.

La capitulation était aussi avantageuse qu'on pouvait l'espérer dans une aussi triste conjoncture. Le corps de l'armée française et les troupes auxiliaires devaient conserver leurs armes, bagages, artillerie de campagne, caissons, munitions, et être transportés dans les ports français de la Méditerranée, aux frais des puissances alliées.

Si elle avait été l'objet des critiques amères du général Menou seulement, nous ne nous arrêterions pas aux accusations de ce singulier personnage. Pourquoi s'étonner que cet homme eût cherché à déshonorer le général Belliard et eût envoyé tout exprès en France un bâtiment pour le dénoncer au premier Consul ? Ne s'en prenait-il pas à tout le monde de ses fautes ? Ne l'avait-on pas vu chercher à flétrir la conduite d'un des plus braves officiers de l'armée, du chef de brigade Cavalier, qui, après un combat acharné, alors que tout moyen de prolonger la lutte lui était devenu impossible, avait mieux aimé mettre bas les armes à des conditions honorables, que de sacrifier quelques centaines de braves gens. N'avait-il pas enlevé et expédié en France les généraux Reynier et Damas qui lui portaient ombre ? N'avait-il pas, depuis qu'il était à la tête de l'expédition, donné mille preuves de son orgueil et de son incapacité ?

Mais qu'un historien de la valeur de M. Thiers ait été en cette circonstance plus que sévère pour le général Belliard, c'est ce que nous avons de la peine à nous expliquer.

Nous avons fait connaître la situation dans laquelle l'armée se trouvait, et l'impossibilité où elle était de défendre la place du Caire. M. Thiers est le premier à le reconnaître. Suivant lui, le seul parti à prendre était d'évacuer le Caire et de se retirer sur Damiette, ville en ce moment abondamment pourvue de vivres et où l'on pouvait tenir six mois. Eh bien ! examinons les dates, elles ont leur importance. Jusqu'au 14 mai, le général Belliard ne pouvait pas prendre sur lui une pareille détermination, puisque le général en chef lui avait donné des instructions tout opposées, qu'il lui avait envoyé le général Lagrange avec quatre mille hommes pour occuper le poste important de Ramanieh et défendre les approches du Caire, lui faisant savoir qu'il allait s'y porter de sa personne avec un renfort de deux mille hommes. Refoulé de Ramanieh, le général Lagrange se repliait sur le Caire et y faisait son entrée à la date que nous venons d'indiquer. C'est donc dans ce moment seulement que le général Belliard, ayant ses communications avec Alexandrie coupées, pouvait prendre sur lui de se retirer à Damiette. Au lieu d'agir ainsi, M. Thiers nous le représente flottant, hésitant et ne sachant que faire. Cette hésitation ne fut pourtant pas de longue durée. Trois jours après l'entrée du général Lagrange dans le Caire, c'est-à-dire après le temps indispensable pour reposer ses troupes éprouvées par un rude échec, Belliard réunissait toutes ses forces pour marcher con

tre le grand-vizir. Valait-il mieux se retirer immédiatement sur Damiette ? Les faits semblent justifier cette opinion, mais il est bien facile de juger des événements quand ils sont accomplis. Si Belliard eût fait ce qu'on lui reproche aujourd'hui de n'avoir pas fait, il ne manquerait pas d'écrivains qui diraient : Pourquoi, placé à peu près dans les mêmes circonstances que Kléber, Belliard, au lieu de faire une honteuse retraite, n'a-t-il pas, comme lui, livré bataille au grand-vizir ? Eh bien, c'est pendant qu'il faisait cette tentative que les Turcs se rendaient maîtres de Damiette. Ils y entraient le 17, de sorte que, de retour au Caire, Belliard ne pouvait plus songer à se retirer sur une place maintenant au pouvoir de l'ennemi, et qu'il n'y avait plus qu'à capituler. M. Thiers insinue bien qu'avant d'arriver à une capitulation, il fallait s'exposer aux hasards d'une attaque de vive force.

« Au Caire, dit-il, comme à Alexandrie, il ne restait
 « plus rien à faire, si ce n'est de capituler. Il n'y avait
 « d'autre mérite à déployer qu'à retarder la capitulation ;
 « mais c'est quelque chose de retarder une capitulation. On
 « semble, en apparence, ne défendre que son honneur, et
 « souvent en réalité on sauve son pays. » Il est vrai que, par une singulière contradiction, M. Thiers ajoute, quelques pages plus loin : « Il fut donc résolu que l'on capitulerait ; et on ne pouvait pas faire autre chose, si on
 « ne voulait être égorgés tous ensemble, à la suite d'une
 « attaque de vive force. » Laquelle choisir de ces deux opinions ? Si c'est la dernière, pourquoi l'illustre historien s'est-il laissé emporter à des attaques si vives contre le général Belliard ? Pourquoi avoir appelé *capitulation déplorable*, une capitulation que lui-même

déclare obligée et faite *aux conditions les plus avantageuses de l'armée* ? Pourquoi avoir fait jouer au général Belliard, devant le conseil de guerre qu'il avait réuni, un rôle indigne d'un aussi brave officier ? Pourquoi lui avoir attribué la *proposition insensée* de se retirer dans la Haute-Egypte, quand cette proposition fut faite par le général Donzelot ? La vérité est, quoi qu'on en ait dit depuis, que la position de l'armée française était déjà compromise quand Bonaparte revint en France, et qu'elle ne tarda pas à être désespérée après la mort de Kléber. Bonaparte prévoyait si bien qu'on pourrait être amené à abandonner la conquête que, dans les instructions secrètes qu'il laissait en partant, on en trouve l'aveu. « Si cette année, écrivait-il, malgré toutes
« les précautions, la peste était en Egypte et que vous
« perdissiez plus de quinze cents soldats, perte consi-
« dérable puisqu'elle serait en sus de celles que les
« événements de la guerre occasionneraient journalle-
« ment ; je dis que, dans ce cas, vous ne devriez pas
« vous hasarder à soutenir la campagne prochaine, et
« vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte
« Ottomane, quand même l'évacuation de l'Egypte en
« serait la condition principale. »

Pour tout lecteur de sang-froid et désintéressé, n'est-il pas vrai que, lorsque Belliard capitula au Caire, la situation était cent fois plus grave que dans les conditions d'éventualité où le général Bonaparte pensait qu'on devait abandonner l'Egypte ? cent fois plus grave que lorsque Kléber signa le traité d'El-Arich ? Ce qu'il y a de vrai dans toute cette affaire, c'est que les gazeti-
ers officiels déraisonnèrent à qui mieux mieux sur une

situation qu'ils n'étaient guère à portée de comprendre, et que le Premier Consul ne fut peut-être pas fâché qu'au lieu de se reporter sur sa propre personne, l'opinion publique s'égarât sur celle d'un de ses lieutenants. Belliard en fut vivement affligé, il en écrivit à son père, avec quelque amertume. Je sais bien, disait-il, ce que le Premier Consul, comme homme, comme général, pense de la convention du Caire et des événements de l'Egypte. Mais que pensera-t-il comme Premier Consul, c'est ce que j'ignore ? Ajoutons que le Premier Consul, qui savait à quoi s'en tenir, fit peu de cas de la dénonciation de Menou, et que le général Belliard reçut du ministre de la guerre la lettre suivante :

« Je m'empresse, citoyen général, de vous annoncer
« que le Premier Consul a été sensible à l'attention que
« vous avez eue de ramener en France, en signe d'hon-
« neur, plusieurs pièces d'artillerie et les restes du
« général Kléber.

« Il me charge de vous en témoigner sa satisfaction.

« Il désire aussi que vous fassiez connaître aux diffé-
« rents corps de troupes de l'armée d'Orient, qui sont
« revenus d'Egypte avec vous, que le gouvernement
« apprécie le zèle, le courage et le dévouement qu'ils
« ont déployés pour soutenir l'honneur des armes fran-
« çaises, et que des ordres sont donnés pour qu'il soit
« pourvu à leurs besoins, afin de les mettre à portée de
« se refaire de leurs longues et glorieuses fatigues. »
Ecrit-on ainsi à un général qui a compromis son nom en signant une capitulation déplorable ? Et plus tard, quand, dans l'île de Sainte-Hélène, Napoléon, de grand

capitaine devenu grand historien, jetait à ses compagnons d'exil, qui les recueillaient avidement, ses jugements sur les hommes de son temps ; quand il revenait souvent sur la campagne d'Egypte qui tenait une si grande place dans le souvenir de ses guerres, si les généraux Belliard, Murat, Kléber, Reynier furent, avec Menou, l'objet de ses attaques, c'est qu'il voulait dégager sa responsabilité en déversant le blâme sur ses plus illustres capitaines.

Napoléon, dans sa correspondance, ne ménage pas toujours Belliard. Sans articuler ses griefs, il se livre contre lui, pendant la campagne d'Espagne, à des attaques assez vives, mais qui restent vagues et n'ont point de caractère bien déterminé, ce qui ne l'empêche pas de le conserver toujours dans ses bonnes grâces. En sortant du Caire, Belliard serait donc, comme ses deux compagnons d'armes, Desaix et Kléber, tombé sur un champ de bataille ou sous les coups d'un assassin, que sa mémoire n'en serait pas moins glorieuse et sa carrière militaire sans tache,

Au reste, Belliard, à son arrivée à Paris, après avoir reçu du chef de l'Etat l'accueil le plus flatteur, fut envoyé à Bruxelles pour prendre le commandement de la 24^e division militaire ; il y resta jusqu'en 1804, et vingt-six ans après, alors que tant de grands événements s'étaient accomplis, alors que des révolutions bien propres à faire oublier la mémoire des hommes avaient changé la face de l'Europe, nous retrouvons son souvenir encore profondément gravé dans le cœur des Belges.

Une troisième coalition allait se former contre la

France. Pendant que Napoléon réunissait ses troupes au camp de Boulogne et se préparait à porter la guerre au sein même de l'Angleterre, la Russie et l'Autriche détournaient, en prenant de nouveau les armes, le coup qui la menaçait. A cette nouvelle, Napoléon change soudain ses dispositions, lève le camp de Boulogne et porte toutes ses forces sur le Rhin, pour commencer cette immortelle campagne dont la première étape fut Ulm et la deuxième Austerlitz. Quelques jours lui avaient suffi pour organiser son armée, et, dans l'ordonnance qu'il en avait faite, toute la cavalerie avait été réunie sous un même chef, sous Murat.

Parmi tant de généraux qui furent la gloire de la république et de l'Empire, Murat mérite une place à part. Non pas qu'il fut le plus habile et le plus sage, et qu'il n'ait pas, dans son désir immodéré de conserver un trône, oublié un jour tout ce qu'il devait à la France et

Napoléon ; mais de plus entreprenant, de plus hardi, de plus terrible dans l'action, on n'en a point rencontré. Quand des siècles auront passé sur la longue épopée de nos guerres, sa figure apparaîtra légendaire comme celle de Roland.

Murat avait connu Belliard en Italie et en Egypte. Il avait de sa valeur, comme organisateur et comme militaire, une profonde estime, sentiment auquel se joignit plus tard celui d'une inaltérable amitié : il voulut l'avoir pour chef d'état-major. Est-ce que ce choix seul ne suffirait pas pour justifier Belliard des insultes de Menou et des reproches immérités de M. Thiers ? Le plus valeureux et peut-être le plus téméraire des capitaines aurait préféré, à tant d'intrépides généraux,

un homme qui, dans un moment décisif, aurait perdu la tête, tâtonné quand il fallait agir, et, en fin de compte, signé la plus déplorable des capitulations ? Une pareille supposition n'est pas plus admissible qu'une lâcheté de Murat lui-même.

A la suite de manœuvres qui feront à jamais l'admiration de la postérité, Napoléon tenait enfermés dans Ulm cinquante mille hommes qui allaient être forcés de mettre bas les armes sans combattre. L'archiduc Ferdinand, voulant se soustraire à une pareille ignominie, était sorti pendant la nuit du camp d'Ulm, avec sept ou huit mille cavaliers, pour rejoindre le général Werneck. Murat suivait ce général, bien décidé à ne pas le laisser échapper. En effet, dans une poursuite à outrance, il lui enlevait chaque jour des régiments entiers, et bientôt l'enveloppant de toute part, il le forçait à capituler. La capitulation fut signée par le général Belliard et par le général Werneck. Non seulement le corps d'armée autrichien devait être prisonnier de guerre et envoyé en France, mais aussi tous les détachements qui pouvaient s'en trouver séparés. Dans ce moment, le prince Ferdinand, avec deux ou trois mille chevaux, gagnait en toute hâte la route de Bohême.

Quand un mois plus tard, après l'occupation de Vienne dont Belliard fut gouverneur pendant quelques jours, Murat, poursuivant ses avantages, eut poussé l'ennemi jusqu'à Hollabrunn, et accepté un peu à l'étourdie des propositions de capitulation que Napoléon ne voulut pas ratifier, c'est encore le général Belliard qu'il avait envoyé pour en régler les conditions.

Le 2 décembre, après avoir dissipé le brouillard qui

couvrait les deux armées, le soleil se leva pour éclairer radieux le champ de bataille d'Austerlitz. On a tout dit sur cette journée à jamais mémorable. Toujours à cheval à côté de Murat, Belliard s'y était multiplié ; aussi, bien que Napoléon, félicitant l'armée entière, se fût écrié : « Il vous suffira de dire : j'étais à la bataille d'Austerlitz, pour qu'on vous réponde : voilà un brave. » Belliard fut proclamé brave parmi les braves, et nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur sur le champ de bataille.

L'Empereur avait promis à l'armée de la ramener prochainement en France ; cependant elle restait toujours en Allemagne, prête au premier signal à de nouveaux sacrifices et à de nouveaux combats. Elle ne devait pas attendre longtemps. La paix de Presbourg ne lui avait pas donné une année de repos que l'attitude hostile de la Prusse la forçait à reprendre les armes.

Belliard remplit de nouveau auprès de Murat, devenu grand-duc de Berg, les fonctions de chef d'état-major. C'est en cette qualité qu'il l'accompagna pendant toute la campagne. Pour la connaître complètement, il faudrait être toujours à l'avant-garde, sur les pas de nos escadrons et de leur brillant capitaine. Il faudrait lire surtout le récit de la bataille d'Iéna et des événements qui suivirent cette victoire. Il faudrait voir, dans cette mémorable journée, notre cavalerie se précipiter sur les Prussiens qui résistent d'abord, fuient bientôt éperdus et encombrent la ville de Weimar, illuminée déjà du feu de nos obus ; puis, au milieu d'un effroyable désordre, nos dragons, le sabre au poing, ébranler des pas de leurs chevaux les murs de cette cite, hier encore asile paissi-

ble des lettres, calme retraite de Goethe, aujourd'hui théâtre de ruines et de massacres. Il faudrait suivre l'infatigable Murats'acharnant à la poursuite des fuyards, contraignant six mille d'entre eux de mettre bas les armes à Erfurt, culbutant ceux qui tentent de se rallier à Zehdenich, et dans la ville de Prentzlow, sommée de se rendre par son chef d'état-major, forçant le prince de Hohenlohe et quatorze mille hommes de défilér devant lui comme prisonniers de guerre. Il faudrait enfin assister à la capitulation de Stettin, où Belliard refuse 300,000 francs que lui offrent les magistrats de cette ville et n'accepte d'eux qu'une épée. Partout et toujours, dans cette campagne épique, nous retrouverions Belliard redoutable à l'heure de la lutte, mais compatissant pour les vaincus et limitant les rigueurs de la guerre aux exigences du service et de la discipline. Gouverneur de Berlin, il prie le maréchal Soult de ne point rançonner Stuttgart, et, dans sa reconnaissance, la municipalité de cette ville lui adresse la lettre suivante :

« Monsieur le général de division,

« Vous nous avez donné, par votre lettre de recommandation au maréchal de l'Empire Soult, une nouvelle preuve de votre noble caractère et de vos bons
« sentiments envers cette ville. Nous sentons à la
« vérité la grandeur des obligations que nous vous
« devons ; mais notre langue est trop pauvre pour
« que nous puissions vous exprimer toute notre gratitude. Agréez, monsieur le général, l'assurance de notre
« profond respect et dévouement et croyez à notre pro-
« bité allemande que votre souvenir sera toujours

« honoré et conservé au milieu de nous. Votre auguste
« Empereur estime certainement l'homme qui, doué de
« tous les talents d'un héros, ménage encore l'habitant
« tranquille et tâche d'alléger ses charges tant qu'il
« est possible ; et nous, nous honorerons toujours en
« vous le plus grand bienfaiteur de cette ville. C'est
« avec la plus parfaite, la plus intime considération que
« nous avons l'honneur de vous saluer.

« Les membres de la municipalité de cette ville. »

La Prusse conquise, Napoléon marcha contre les Russes. Murat était entré à Varsovie, et Belliard, qui avait dû se séparer de lui quelque temps pour prendre le gouvernement de Berlin, était venu le rejoindre. La campagne allait se rouvrir avant la fin de l'hiver, et l'armée marcher à de nouvelles victoires, cette fois bien disputées. Dans les derniers jours de janvier 1807, Murat passa la Vistule. Le 6 février, il atteignit l'arrière-garde russe à Heilsberg et lui fit de nombreux prisonniers. Le lendemain, les Russes s'arrêtèrent à Lansberg, protégèrent leurs derrières par des masses de cavalerie et d'infanterie, et se crurent en sûreté. La disposition du pays présentant de nombreux accidents de terrains, semblait rendre la défense facile et l'attaque périlleuse. Cependant, après des charges répétées et une défense opiniâtre, Murat, à la tête de la division des cuirassiers, parvint à enfoncer l'infanterie, et maître enfin de la position, emmena deux mille prisonniers comme trophée de sa victoire.

Ces combats, déjà considérables, n'étaient cependant que des escarmouches à côté de la sanglante bataille qui

se préparait. C'est à Eylau qu'eut lieu la charge de cavalerie la plus extraordinaire dont l'histoire fasse mention. L'on se battait depuis le matin, avec un grand acharnement, sans qu'il y eût de part et d'autre avantage bien marqué. A dix heures, Napoléon avait ordonné aux divisions Augereau et Saint-Hilaire de se jeter sur la gauche des Russes et de la pousser sur le centre. Malheureusement une affreuse rafale de neige aveuglait nos soldats, tandis que les Russes, qu'elle frappait par derrière, n'en souffraient nullement. Cette circonstance permit à l'ennemi de démasquer, sans être aperçu, une batterie de 72 canons. Une pluie de mitraille s'abattit tout à coup sur la division Augereau, et y fit de terribles ravages. En un instant, la moitié de la division était à terre. Les généraux Desjardins et Corbineau étaient tués, le général Heudelet blessé, le général en chef lui-même gravement atteint. La cavalerie russe, pénétrant dans la trouée faite par l'artillerie, était parvenue à refouler ce qui restait encore debout de la division jusque sous les murs du cimetière d'Eylau. Napoléon contemplait impassible cette scène de carnage. Voyant que le flot montait toujours et brisait les faibles digues que nous lui opposions, il avait mandé Murat, lui avait ordonné de précipiter sa marche et de se jeter sur les colonnes ennemies qui allaient nous déborder. Murat alors, réunissant, en un corps, chasseurs, dragons et cuirassiers, se trouve à la tête de quatre-vingts escadrons et fond avec la rapidité de la foudre sur les Russes, qui déjà se croyaient victorieux. Ni les feux les mieux nourris, ni la solidité des troupes moscovites ne peuvent arrêter cette avalanche. Les carrés sont enfoncés,

dispersés, hachés. Tout ce qui veut se défendre est sabré ou foulé aux pieds des chevaux, la résistance devient impossible et Napoléon reste maître du champ de bataille.

Il fallait une grande victoire pour nous donner la paix. La journée de Friedland fut décisive, et le traité de Tilsitt vint, à la gloire de la France et non peut-être à son profit, changer la face de l'Europe.

Dans les trois campagnes d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, Belliard, toujours aux côtés de Murat, avait partagé ses dangers et sa gloire.

Napoléon récompensa magnifiquement ceux qui l'avaient si bien secondé. Il voulut qu'ils eussent des majorats et des hôtels à Paris, transmissibles à leurs héritiers mais inaliénables. En dehors du sentiment de gratitude bien naturel qu'il avait pour les personnes, Napoléon, en agissant ainsi, poursuivait un autre but : la création d'une grande aristocratie militaire entrant dans sa politique, car il croyait qu'elle était nécessaire à l'éclat et à la stabilité de son trône.

Belliard reçut pour son majorat la terre de Wielkèlème estimée près de sept cent mille francs, et deux cent mille francs pour s'acheter un hôtel.

Maintenant d'autres guerres et d'autres devoirs vont nous appeler sous de nouveaux climats. Nous allons abandonner les bords du Niémen, où, hélas ! nous reviendrons un jour, pour nous transporter sur les bords de l'Ebre, et quitter le palais de Schœnbrun pour celui de l'Alhambra.

Napoléon voulait substituer partout sa dynastie à celle des Bourbons. Mettant à profit les discussions

intestines qui régnaient dans la famille du faible et vieux roi d'Espagne, il avait envoyé dans les Etats de son allié plus de troupes que ne comportait la guerre du Portugal, cause ou plutôt prétexte de l'entrée des Français dans les provinces hispaniques. Bientôt même, appelé secrètement par Ferdinand d'un côté, de l'autre par la reine, Murat, à la tête d'un corps d'armée, s'était avancé jusqu'à Madrid, et il avait été accueilli avec joie non seulement par les provinces du Nord qu'il avait traversées, mais aussi par les habitants de la capitale, persuadés que l'intervention de la France allait mettre un terme au dissentiment entre le père et le fils, et convaincus, suivant leurs intérêts ou leurs passions, que le parti qu'ils avaient embrassé ne manquerait pas de trouver un appui dans la France. Mais quand les Espagnols s'aperçurent que, par une politique astucieuse, Napoléon n'avait attiré à Bayonne Charles IV et Ferdinand VII que pour rendre le père et le fils ennemis irréconciliables, et, en fin de compte, pour obtenir du roi son abdication en faveur de Joseph, le vieil honneur castillan se réveilla dans leur âme ; les partis se fondirent en un seul, le parti national, qui jura de ne pas souffrir qu'un prince étranger s'assît jamais sur le trône des Bourbons. Aussi, même avant l'arrivée de Joseph, Belliard ayant sommé la junte de remettre entre ses mains le prince de la Paix que Murat voulait soustraire à la fureur de ses ennemis, une grande fermentation se manifesta dans les masses populaires ; et le 2 mai, sur le bruit que l'on voulait enlever de vive force le prince don François et le faire conduire à Bayonne, une émeute éclata dans les murs de la capitale. Ceux de nos offi-

ciers et de nos soldats qui se trouvaient isolés dans les rues furent insultés, assaillis, égorgés sans qu'ils pussent se défendre. L'émeute, grossie des paysans qui accouraient de toute part, avait pris le caractère d'une véritable insurrection. Aussitôt qu'il en avait été informé, Murat était monté à cheval, et, entouré de son état-major, avait guidé lui-même les colonnes françaises. Nos troupes, campées aux portes de la ville, avaient au premier coup de feu pénétré dans son enceinte, et, dans moins de deux heures, arrêté un mouvement qui, sans son énergie, pouvait devenir formidable. Mais le calme n'était qu'à la surface et le silence n'annonçait point la paix. La sévérité de la répression avait allumé au cœur des Espagnols le désir de la vengeance et une haine implacable contre tout ce qui portait le nom de Français.

C'est dans ces dispositions d'esprit que Joseph avait trouvé la nation sur laquelle il était appelé à régner. Belliard, dès son arrivée, avait été nommé gouverneur de Madrid, et ces fonctions l'avaient mis en rapports quotidiens avec le nouveau roi. Celui-ci n'avait pas tardé à l'apprécier, et le général devint bientôt son conseiller le plus intime : il était impossible de faire un meilleur choix. Aussi, par ses qualités personnelles et une sage réorganisation du royaume, Joseph fût-il parvenu à se faire aimer comme roi, s'il ne s'était élevé entre lui et son peuple une barrière plus infranchissable que les Pyrénées, le sentiment national, surexcité par le sang répandu dans les rues de la capitale.

Le soulèvement général des provinces, le désastre de Baylen et l'approche des Anglais ayant forcé Joseph

d'abandonner Madrid, Napoléon accourut au secours de la nouvelle royauté si fortement ébranlée. Les victoires de Burgos, de Tolède et de Vittoria avaient rouvert aux Français le chemin de la capitale; le combat de Somosierra allait les en rendre maîtres. Dans l'impossibilité de prendre des mesures efficaces de défense, la junte avait abandonné Aranjuez pour Badajoz; mais une populace effrénée, restée maîtresse de la ville, massacrait ceux qui parlaient de se rendre et prétendait exterminer tous les Français. Le 2 décembre, Madrid fut attaquée par nos troupes et la ville allait être prise d'assaut, quand la junte, pour éviter les horreurs du pillage, en livra les portes au général Belliard, malgré les cris menaçants d'une population furieuse. L'armée en occupa immédiatement les principaux quartiers, et Belliard reprit ses fonctions de gouverneur de la place. Le roi Joseph ne devait y faire son entrée solennelle que le 22 janvier 1809.

Dans un poste aussi difficile que le gouvernement d'une ville si hostile aux Français, Belliard sut contenir les esprits autant par la modération que par la fermeté. Lorsque le roi Joseph eut quitté la capitale pour se mettre à la tête des troupes, Belliard, resté dans ses murs avec quelques bataillons seulement, vit éclater au moment de la bataille de Talavera une nouvelle insurrection. La réprimer à coups de canon, rougir encore du sang des Espagnols un trône qui malheureusement en avait été déjà taché, c'était bien impolitique pour le souverain, bien périlleux pour le peu de forces dont il pouvait disposer. Plutôt que d'en venir à une pareille extrémité, Belliard aima mieux exposer sa personne que

la poignée d'hommes qu'il commandait. Ne se laissant point intimider par une foule furieuse, il se rendit seul au milieu des insurgés, leur imposa par sa contenance, les persuada par ses conseils, et sa voix calma la tempête que l'emploi de la force allait déchaîner contre nous. Si la lutte qui paraissait si imminente ne s'engagea pas dans cette circonstance, c'est donc à son caractère et à son courage que les Français en furent redevables.

De tous les actes de sa glorieuse carrière, c'était celui que le général Belliard rappelait de préférence, comme le plus honorable qu'il lui eût été donné d'accomplir.

Joseph ne s'était point montré ingrat envers Belliard. Non content de le combler de marques d'estime, il lui avait donné comme témoignage de reconnaissance le château de la Méda, situé aux portes de Madrid. Le général possédait en outre sur les bords de l'Èbre une terre qu'il avait payée de ses deniers. Tout lui souriait donc dans ce moment : honneurs et fortune le comblaient de leurs faveurs. L'Empereur l'avait nommé comte de l'Empire, et indépendamment de ses propriétés de la Vendée, il en avait de considérables à l'étranger, deux en Espagne, comme nous venons de le dire, une en Pologne, une en Hanovre, une en Westphalie. Ces propriétés devinrent l'objet de tous ses soins. Bien qu'il fût loin de croire à la stabilité du trône de Joseph et que la prudence lui eût conseillé de ne pas imiter ce Romain qui achetait le champ sur lequel étaient campées les troupes d'Annibal, il ne voulait pas qu'on pût croire qu'il avait quelques appréhensions ; il embellissait donc à grands frais ses terres de la Méda et de l'Èbre, et leur consacra-

crait le meilleur de son revenu, comme s'il eût dû en jouir toute sa vie et les transmettre à ses héritiers. De nombreux chevaux et plus de huit cents moutons mérinos paissaient dans ses prairies; de grands travaux agricoles s'exécutaient sous sa direction, et voulant inspirer à tous ceux qui l'entouraient une confiance qu'il était loin d'avoir, il paraissait croire à un avenir rendu de plus en plus incertain par les événements qui s'accomplissaient.

La guerre n'absorbait pas toutes ses pensées; il reportait souvent ses regards du côté de la Vendée, que les longues et cruelles guerres civiles avaient plongée dans la désolation et la misère. Il se disait que ce beau et malheureux pays pouvait bientôt renaître, si l'agriculture demandait au sol les céréales qu'il pouvait produire, et si l'intelligence de ses habitants parvenait à améliorer les races abâtardies des chevaux et des bêtes à laine. Ne pouvant s'occuper de féconder la terre, il se rappelait que, dans le dernier quart du dix-huitième siècle, Trudaine, Daubenton, Gilbert et Louis XVI, avaient introduit dans le Nord et l'Est de la France la race des moutons mérinos, et il se demandait si leur importation et leur acclimatation dans les départements de l'ouest ne pouvaient pas être pour eux une source de fortune. A la gloire d'avoir combattu pour son pays, il voulut donc joindre celle non moins grande de le rendre riche et prospère. C'est dans cette intention que, dès l'année 1802, il avait placé sur sa propriété de Paheu, située aux portes de Fontenay, sept brebis et un béliet mérinos provenant du troupeau de Rambouillet, que le Premier Consul lui avait donnés. Il leur adjoignit

quelques brebis du pays, et par d'habiles croisements, des éliminations indispensables et des soins intelligents, on arriva à un métissage qui ne s'éloignait que très peu de la race pure.

Quelques années plus tard, il acheta du maréchal Lannes vingt-cinq brebis et un béliet de même provenance que ceux qu'il tenait des libéralités du Premier Consul. Son troupeau, après qu'il en eut banni tout ce qui n'était pas de race pure, ne s'éleva pas à moins de soixante têtes.

Propriétaire de domaines en Espagne, y possédant de nombreux mérinos, il n'oublia point son domaine de Paheu et lui envoya un renfort beaucoup plus considérable que le corps d'armée, puisqu'il ne comptait pas moins de cinq cents brebis ; mais le voyage ne fut pas heureux, beaucoup moururent en route et toutes celles qui survécurent furent atteintes d'une maladie contagieuse. Lorsqu'elles arrivèrent à leur destination, rien n'était disposé pour les recevoir. Dans la crainte d'une affection générale, le premier troupeau fut séparé du second et lui céda la place qu'il occupait. L'hiver fit encore de grands vides dans les rangs de ce dernier, et ce qui en resta fut vendu à des propriétaires du pays.

Cet insuccès ne découragea pas le général Belliard. En 1809, il expédia pour la Vendée un nouveau convoi composé de sept cent cinq têtes. Cette fois il avait redoublé de soins et de précautions pour que le voyage se fit dans de bonnes conditions ; un berger espagnol éprouvé fut chargé de sa conduite et dut rester pendant quelque temps auprès des bergers français pour faire leur éducation. A Paheu, d'ailleurs, les voyageurs

étaient attendus et reçurent un bon accueil ; dans la crainte d'un encombrement, ils furent répartis sur les propriétés du général Belliard, et quoique plusieurs eussent succombé aux fatigues de la route, cette seconde expédition fut beaucoup plus heureuse que ne l'avait été la première.

Enfin, en 1810, Belliard ayant reçu du roi Joseph quatre-vingt-dix mérinos du troupeau d'Aranjuez, composé de la race la plus pure, les dirigea encore sur la Vendée où ils arrivèrent en parfait état de santé.

Belliard, dans l'intérêt de son pays, faisait donc des conquêtes plus pacifiques que celles des provinces : de 1802 à 1810, il avait, à cinq reprises différentes, envoyé, dans la Vendée, de nombreux troupeaux choisis dans les races les plus estimées, pour qu'ils prissent la place des anciennes races de ce département qui laissaient tant à désirer. Si le succès ne répondit pas complètement à ses espérances, cela tient à des circonstances toutes particulières : les loups firent d'affreux ravages dans ses troupeaux ; la conscription lui enleva ses meilleurs bergers ; enfin son beau-frère, le baron Pervinquière, dont la vigilance était très profitable, quitta Fontenay pour aller habiter Poitiers, en qualité de président de chambre à la Cour impériale de cette ville.

Malgré tout, la race mérinos s'étendit dans la Vendée ; au bout de quelques années elle y était très répandue, plus répandue qu'elle ne l'est aujourd'hui, la race anglaise, alors inconnue, l'ayant détrônée depuis ¹.

¹ Voir l'article de M. B. Pervinquière : « De l'Introduction des mérinos en Vendée, par le comte Belliard. » (*Annuaire de la Société d'Émulation de la Vendée*, 1859.)

Non content d'avoir doté la Vendée de ce puissant élément de richesse, Belliard songeait à l'enrichir encore par l'importation d'une autre industrie. Il se rappelait qu'avant la révolution, le Bas-Poitou avait possédé plusieurs haras particuliers ayant une certaine importance et jouissant d'une réputation méritée, entre autres ceux du château de Doix, propriété de Turquet ; du château du Langon, propriété de la famille de Mainard, et du château de la Bretonnière ; mais la révolution n'avait pas permis de se livrer à l'élevage des chevaux et les trois établissements dont nous venons de parler, avaient fermé leurs portes. Le général conçut le dessein de reprendre cette œuvre interrompue ; il fit des démarches auprès du gouvernement pour obtenir la fondation d'un haras dans la ville de Fontenay, et, dans la prévision de son prochain établissement, en quittant l'armée d'Italie pour celle d'Égypte, il envoya dans la Vendée, sous la conduite d'un homme sûr, six belles juments qu'il destinait à la reproduction. Il avait en outre ramené d'Égypte trois beaux chevaux, (le plus beau, souvenir glorieux d'un intrépide et généreux adversaire, avait été monté par Mourad Bey), et quatre juments dont une était devenue mère pendant la traversée. A son grand regret, il avait dû, au moment de son départ, renvoyer à la femme favorite de Mourad-Bey, restée au Caire, un cheval arabe qu'elle lui avait donné, ce superbe étalon ayant des caprices et ne voulant recevoir des soins que d'une seule main, celle d'un Arabe qui ne put jamais se décider à quitter l'Égypte pour la France.

Le général ne s'était pas borné à importer en France

des chevaux arabes, il avait rapporté d'Égypte des autruches, des gazelles, des moutons d'Abyssinie, des grains, des poteries, des momies, du moka ; il avait même eu l'intention de leur adjoindre un malheureux crocodile qui mourut avant l'embarquement. Tout cela se trouvait sur deux navires, l'un d'eux se perdit en voulant entrer à Malaga ; ce qui fut sauvé d'autruches, de gazelles et de moutons d'Abyssinie, fut donné à Joséphine et au Jardin-des-Plantes.

Malheureusement, ajoute M. Benoît Pervinquière, auquel nous devons tous ces détails et dont le goût pour les oignons ne paraît pas bien prononcé, malheureusement la graine d'oignons blancs arriva à bon port, et je me souviendrai toujours de la prodigalité avec laquelle on nous en servait, sous prétexte que les oignons d'Égypte étaient bien supérieurs à ceux du pays.

Un brave homme dont le nom mérite d'être conservé, Jacques Hatras, fut mis à la tête de cette colonie arabe, grossie de trois juments venues d'Italie et de leurs suites. Grâce aux soins assidus et intelligents de Jacques, la famille prospéra et s'accrut tant et si bien, qu'elle devint un peu embarrassante. A défaut de l'État, Belliard avait compté sur le département pour l'établissement d'un haras, établissement qui ne devait être fondé que quarante ans plus tard. Son espoir, de ce côté, étant déçu, et une écurie aussi considérable dont il croyait pouvoir placer une partie dans le haras départemental restant à sa charge, il se décida à s'en défaire. Les chevaux arabes, qui se trouvaient au nombre de quatorze, furent vendus au grand-duc de Berg.

Les demi-sangs furent achetés par des personnes du

pays: MM. de Bagneux, de la Rochejaquelein, de Bessay et autres.

Turc avait tenu tout ce qu'il promettait, ses produits étaient inappréciables. Lors de la formation du dépôt de Saint-Maixent, treize de ses fils y furent admis. *Pacha* et *Emir* qui lui devaient le jour, devinrent l'objet de l'admiration générale, et les connaisseurs ne les trouvaient pas inférieurs à leur père.

Après avoir importé la race des chevaux arabes, le général songea à introduire en France celle des chevaux allemands.

Pendant qu'il était gouverneur de Berlin, il avait formé une superbe écurie de chevaux du Nord, composée de six étalons et de six juments qu'il se disposait à envoyer à Fontenay, lorsqu'il reçut l'ordre d'aller rejoindre Murat en Espagne. Les chevaux qui avaient la destination dont nous venons de parler, restèrent quelque temps à Koenisberg, puis y furent vendus, le séjour du général dans les provinces ibériques se prolongeant au delà de ses prévisions.

D'Espagne, le général, à différentes époques, envoya à la terre de Paheu quatre étalons et cinq juments provenant de l'Andalousie. Un des étalons avait été monté par le roi Joseph, à son entrée à Madrid. C'était un superbe animal, cheval de parade, le modèle le plus parfait qu'eût pu envier le statuaire : malheureusement ses qualités de reproducteur ne répondaient pas à sa beauté.

Les trois autres étalons andalous laissèrent de beaux produits qui, presque tous, furent usés avant l'âge, la consommation des chevaux étant, comme celle des hommes, énorme à cette époque.

On sait que les Anglais, battus en Galice, s'embarquèrent à la Corogne, et que, pour ne point nous laisser leurs chevaux qu'ils ne pouvaient emmener, ils les tuèrent tous. Mais, sur le champ de bataille, il était resté des chevaux blessés qui furent recueillis, soignés et guéris. Le frère du duc de Vicence, le général Caulaincourt, tué plus tard à la bataille de Moskowa, possédait trois de ces chevaux, qu'il avait à Madrid, lorsqu'il reçut l'ordre de partir pour l'Allemagne. Il les céda au général Belliard, qui en garda deux avec lui, et envoya le troisième à Paheu, en lui adjoignant une jument. Ce cheval unissait à la beauté des formes une énergie et une vigueur extraordinaires. Malheureusement, il avait un caractère indomptable, son naturel indocile s'aigrissait encore de ses anciennes blessures dont il souffrait souvent, et un brave palefrenier allemand, Louis Chalicq, qui fut tué auprès du général, pendant la campagne de Saxe, après lui avoir rendu de grands services dans sa retraite de Russie, pouvait seul en approcher. Il transmet à ses suites toutes ses qualités et aussi tous ses défauts.

En 1812, pour subvenir aux frais de la guerre, le général fut obligé de vendre tout ce qui lui restait de chevaux.

Il n'en résulte pas moins de ce que nous venons de raconter, que Belliard introduisit le premier dans la Vendée les chevaux arabes, andalous et anglais, et que, pour l'amélioration de la race hippique, il fit, au prix d'énormes sacrifices, ce que le département et l'Etat n'avaient pas pu faire. Si les résultats ne répondirent pas complètement à son attente, il faut s'en prendre

aux événements de la guerre, où nous allons le suivre.

Belliard était gouverneur de Madrid depuis trois ans, quand, le 29 août 1811, l'Empereur l'appela à la grande armée comme chef d'état-major du roi de Naples. A son départ, Joseph lui écrivit :

« Monsieur le comte, je vous vois partir avec regret
« d'auprès de moi ; je suis reconnaissant de l'attache
« ment et de l'intérêt que vous m'avez montrés depuis
« que je vous connais. Je désire pouvoir vous être utile.
« Je vous prie de croire que mes vœux et mon attache-
« ment vous suivront partout.

« J'espère que vous agréerez le portrait d'un homme
« qui vous a montré de l'amitié et qui en a pour
« vous. »

Un an auparavant, Joseph avait offert à Belliard une grande position en Espagne, pour le fixer définitivement auprès de lui. Mais, quoiqu'il lui fût très attaché et que ses offres fussent très séduisantes, Belliard l'avait remercié, ne pouvant pas se décider à quitter le service de la France.

Malgré les préoccupations personnelles et le malheur des temps, les relations ne s'interrompirent jamais entre l'ex-roi d'Espagne et l'ancien gouverneur de Madrid. Quand des pamphlétaires vinrent attaquer un prince qui, sans doute, n'avait pas été un grand capitaine, mais qui avait laissé à Naples et à Madrid le souvenir d'un souverain honnête et affable, c'est à Belliard que Joseph s'adressa, de l'Amérique où il s'était retiré, pour répondre à toutes les calomnies dont il était l'objet. En 1828,

revenu des illusions qu'il pouvait avoir eues sur les hommes, il lui écrivait encore en lui envoyant un de ses amis :

« Il vous dira que mon opinion sur vous est restée la même. Je ne puis pas en dire autant de bien d'autres. »

La guerre d'Espagne n'avait pas été heureuse pour la France, la guerre de Russie va lui devenir fatale. A d'éclatants triomphes vont succéder des revers inouïs ; à une fortune sans exemple, des jours d'adversité sans nom ; à la conquête, l'invasion. Nous allons passer le Niémen, l'ennemi ne tardera pas à passer le Rhin. Dans cette lutte contre le destin et les éléments conjurés, la victoire pourra revenir sous nos drapeaux, mais non pas la fortune : la gloire seule nous restera fidèle. Belliard traversera les jours d'épreuve avec un courage indomptable, il défendra jusqu'au dernier jour le sol de la patrie, et, quand il abandonnera nos aigles, c'est que Napoléon lui-même leur aura fait ses adieux.

Belliard allait rejoindre Murat, dans les premiers jours du mois de juin 1812 ; le roi de Naples l'attendait avec impatience. La vie en commun passée dans les camps, les mêmes dangers bravés sur les mêmes champs de bataille et aussi un irrésistible penchant pour sa personne, entraînaient Murat vers son chef d'état-major. Aussi, le verrons-nous désormais, oubliant la hiérarchie militaire, le traiter bien plus comme un ami que comme un subordonné. Le 26 mai il lui écrivait :

« Je vous disais, dans ma dernière lettre, qu'après la

« faveur que m'avait accordée l'Empereur, de l'accom-
« pagner dans la campagne qui va avoir lieu, je regar-
« dais comme la plus grande celle de m'avoir accordé
« mon ancien chef d'état-major, un des hommes, qu'a-
« près l'Empereur, j'aime sans doute le plus. »

Commencée sur le ton de l'amitié, cette lettre finis-
sait par celui de la familiarité :

« Adieu, mon cher Belliard ; j'espère bientôt t'em-
« brasser, et ce sera de bon cœur. »

L'amitié, comme l'amour, a ses ombrages. Trois jours après, semblant craindre que la position donnée par l'Empereur à Belliard ne lui fût pas agréable, il en paraissait un peu piqué et lui écrivait de nouveau, tout en y mettant une affectueuse insistance :

« Je suis encore dans l'incertitude si les dispositions
« de l'Empereur qui me rapprochent de l'homme que
« j'aime le plus au monde vous auront été agréables.
« J'avoue que je serais au désespoir de ne pas faire la
« campagne avec vous. On ne renonce pas facilement
« aux douces habitudes qu'on s'est formées, encore
« moins à ses désirs ; et, en venant guerroyer de nou-
« veau, j'avais compté pour beaucoup le plaisir de nous
« retrouver ensemble sur le même champ de bataille.
« Le comte Belliard doit toujours être le même pour
« moi, parce que j'ai toujours le même cœur pour lui. »

Les craintes de Murat étaient mal fondées ; Belliard eût préféré sans doute rester à la tête de sa division, mais il était bien loin d'avoir de l'éloignement pour le roi de Naples. Ils ouvrirent immédiatement la campagne

et entrèrent à Wilna, où ils furent accueillis par les Lithuaniens avec des transports de joie. Mais déjà, sous l'influence des chaleurs excessives du mois de juillet, une mortalité effrayante s'était déclarée dans la cavalerie, dont les rangs étaient singulièrement éclaircis. Les hommes n'étaient pas seuls atteints, les chevaux eux-mêmes étaient frappés. Les cadavres encombraient les routes et infectaient l'air que l'on respirait ; Napoléon fut obligé de requérir les habitants du pays pour les faire enterrer. Tristes présages d'une campagne à peine commencée !

Le 25 juillet, la cavalerie de Murat atteignit l'armée ennemie à Ostrowno ; les Russes se défendirent avec une telle opiniâtreté qu'il fallut deux jours de combat pour les déloger. La cavalerie de Murat y fit, comme toujours, des prodiges : le premier jour, en enfonçant la cavalerie du général Osterman, le lendemain, en dégageant notre artillerie, au moment où elle courait les plus grands dangers. Le temps était passé où les villes ouvraient leurs portes devant nos escadrons. Les Russes disputaient le terrain pied à pied, sans jamais accepter de grande bataille. Le 27, après un combat devant Witepsk, le général Barclay de Tolly paraissait avoir pris ses dispositions pour livrer une bataille, et l'armée en avait éprouvé une grande joie ; mais pendant la nuit il parvint, en laissant ses feux allumés, à tromper la vigilance des Français et à décamper sans être aperçu.

Nous étions sur les bords de la Dwina. Dans les différentes rencontres que nous avons eues avec l'ennemi, nous n'avions guère perdu plus de sept à huit mille

hommes, et pourtant l'armée se trouvait réduite de cent cinquante mille. Il ne nous restait donc plus que trois cent mille hommes des quatre cent cinquante mille soldats que nous avions en entrant en Russie. La maladie, comme nous avons dit, ne nous avait pas épargnés, mais, dans une réduction aussi considérable, c'était la désertion qui avait apporté le contingent le plus nombreux. Elle avait été peu de chose chez les Français, mais grande parmi nos alliés, hier encore nos ennemis, et qui, en attendant qu'ils le devinssent de nouveau, n'étaient qu'à contre-cœur nos auxiliaires.

La prise de Smolensk nous avait coûté de grands sacrifices. Bagration l'avait brûlée en l'abandonnant, et nous n'y avons pénétré qu'à travers des décombres. Ainsi commence à s'exécuter ce plan sinistre qui devait se poursuivre avec une incroyable persévérance. La destruction de leurs demeures et des fruits de leurs champs va devenir pour les Russes un moyen de faire la guerre. Nous ne marcherons plus qu'à la lueur de l'incendie dont les flammes vont éclairer notre route. Un instant, il avait été question de prendre nos quartiers d'hiver à Smolensk ; l'Empereur abandonna bientôt cette idée. Nous avançons toujours ; si nous parvenions à atteindre nos adversaires, nous triomphions de leur résistance, mais nos succès n'avaient rien de décisif. A Valontina, où se livra un des plus sanglants combats du siècle, nous avons été vainqueurs ; nous allions l'être à Polosk : victoires stériles qui nous affaiblissaient autant qu'elles affaiblissaient l'ennemi. Mais un auxiliaire sur lequel comptaient les Moscovites, l'hiver, s'avance à grands pas ; ils étaient chez eux,

et Moskou est à huit cents lieues de Paris. Murat, toujours en avant, était souvent aux prises avec l'arrière-garde. A Dorogobouje, on crut encore à une grande bataille, mais les Russes, après un engagement, se dérobèrent comme ils l'avaient fait à Witesbk : ils ne devaient plus s'arrêter que devant leur capitale.

Belliard avait combattu dans toutes les rencontres, à Ostrowno, à Witesbk, à Smolensk, à Dorogobouje. Murat lui préparait un autre terrain. Le roi de Naples et Davoust marchaient en avant et devaient s'appuyer l'un sur l'autre ; on connaît ces deux hommes : Murat, brave jusqu'à la témérité, toujours debout, prêt à combattre, avant même de voir le danger de l'attaque, chef infatigable, n'épargnant pas plus ses troupes qu'il n'épargnait sa propre personne ; Davoust, tout aussi brave, mais plus prudent, ménager du sang du soldat, évitant les combats aventureux et plus ambitieux du succès d'une campagne que de la gloire d'une bataille. Entre deux natures si opposées, il était difficile que l'entente régnât toujours. Les conflits devinrent tels, qu'un jour, Davoust, lui ayant refusé son infanterie, Murat lui envoya un cartel par son chef d'état-major Belliard. Il ne fallut pas moins que l'intervention de l'Empereur pour rapprocher, sinon pour réconcilier deux hommes qui, avec des caractères si différents, lui étaient également utiles.

Les Russes s'étaient décidés à tenter un effort désespéré pour sauver Moscou. Le 7 septembre, à une heure du matin, un coup de canon, tiré d'une batterie française, donna le signal de la bataille de Borodino. De bonne heure, Murat et Ney avaient gagné du terrain, et

leurs divisions approchaient de la grande redoute, qui joua un rôle si considérable dans cette journée. Tout à coup, elles furent arrêtées par les feux de deux villages situés aux deux extrémités d'un ravin qui défendait les approches de la position. Murat alors donna l'ordre au général Belliard de lui amener la cavalerie du général Latour-Maubourg et de charger l'ennemi à outrance. Cette charge et l'attaque de la division Morand eurent un plein succès : la redoute fut enlevée ; il était dix heures. On a beaucoup discuté la question de savoir si le moment n'était point venu pour Napoléon de faire donner toutes ses réserves. Murat et Ney n'en doutaient pas. « Ils lui firent demander, par Belliard, de leur « envoyer tous les renforts dont il lui serait possible de « disposer, la garde elle-même, s'il n'avait pas d'autres « ressources ; car, en moins d'une heure, s'il les laissait « libres d'agir, ils lui auraient amassé plus de trophées « qu'il n'en avait jamais conquis sur aucun champ de « bataille ¹. »

En ce moment, Napoléon, penché sur la carte, étudiait attentivement les positions militaires. Fatigué ce jour-là par une indisposition, il n'avait pu voir de ses yeux ce que Ney et Murat, mieux placés que lui, apercevaient parfaitement, et ne croyait pas l'affaire aussi avancée. Surpris par la demande inattendue de Belliard, il relève brusquement la tête. — Mon cher, je ne vois pas encore assez clair sur l'échiquier, pour vous donner ma garde. — Mais, Sire, le moment est décisif, il faut bien en arriver là. — Si je la lance aujourd'hui, que me

¹ Thiers.

restera-t-il demain, au cas où il faudrait se battre ? — Sire, répondit le général, vous remporterez la victoire, et demain on ne se battra pas. — L'Empereur ne se rendit point complètement, et il n'accorda à Belliard que la division Friant, insuffisante pour une pareille opération. Pendant ce temps, Barclay de Tolly avait reçu des renforts considérables et était parvenu à reprendre la grande redoute. Ce ne fut que plus tard, quand Ney et Murat, rejoints par Friant, eurent, par une charge de cavalerie mémorable, ressaisi l'avantage, que Napoléon se décida, sur une nouvelle insistance de Belliard, à ordonner le mouvement que ses lieutenants lui demandaient dès le matin ; encore ce mouvement fut-il incomplet, car il ne fit avancer que la jeune garde. La cavalerie russe allait se précipiter sur elle, quand le général Belliard, réunissant vingt pièces de campagne, put foudroyer et dissiper cette nuée d'ennemis. *Placé au centre de la batterie, il criait : Artilleurs, de la mitraille, toujours de la mitraille*¹ ! L'ennemi repoussé, il organisa la charge de cavalerie, qui reprit la grande redoute. Dès lors, la victoire était assurée, mais à quel prix ? Quatre-vingt mille hommes tombés de part et d'autre sur le champ de bataille le proclament assez haut.

Le général Belliard avait eu, dans cette journée, deux chevaux tués sous lui. Le lendemain, à Mojaïsk, un boulet lui emportait le mollet gauche et l'empêchait d'être appelé au gouvernement de Moscou que l'Empereur lui destinait.

¹ Mémoires de Rapp.

C'est de Mojaïsk qu'il écrivit à son beau-frère la lettre suivante :

« Mojaïsk, 9 septembre 1812.

(Reçue le 26.)

« Tant va la cruche à l'eau, mon cher Pervinquière,
« qu'elle se casse... Avant hier, j'ai été heureux de
« n'avoir rien, après être resté deux heures sous une
« grêle de boulets, de mitraille et de balles, et, hier, dans
« une affaire de rien, pour rentrer à Mojaïsk, j'ai été
« caressé par un boulet, qui m'a emporté un peu du bas
« de la jambe gauche et qui m'a tué mon beau cheval
« anglais. C'est le quatrième fracassé depuis trois jours.
« Je n'ai rien de cassé, et on me fait espérer que, dans
« deux jours, je serai dans le cas de monter à cheval.
« Ce qui me désole, c'est de ne pouvoir suivre le roi
« qu'en voiture.

« L'armée russe s'en va, nous laissant ses blessés. La
« ville de Mojaïsk est remplie de morts et mourants
« russes.

« Tout mon monde se porte bien.

« Amitié.

« AUG. BELLIARD. »

La caresse avait été un peu rude. Six mois après l'avoir reçue, Belliard, qui pensait en être quitte à bon marché, ne pouvait faire un pas qu'à l'aide de béquilles. Il lui fallut près d'une année et une saison aux eaux d'Aix-la-Chapelle pour pouvoir monter à cheval.

La blessure de Belliard allait priver Murat de son chef d'état-major. Le roi de Naples était d'autant plus

sensible à cette perte, qu'en dehors de ses qualités militaires, il regrettait en lui un ami sûr, auquel depuis longtemps il ne cachait rien de ses joies et de ses chagrins. Aussi, à partir de ce moment, redouble-t-il pour Belliard de témoignages d'affection. Il lui écrit souvent, quelquefois deux fois par jour, pour s'informer de sa santé. Ce sont toujours les mêmes recommandations de prendre bien soin de sa personne.

« Veseivo, 27 septembre.

« Je vous conseille de vous guérir à Moscou. Ce conseil est pénible à donner par celui qui éprouve une peine bien vive de notre séparation et de vos douleurs, mais il faut se résigner ; je suis si accoutumé aux grands sacrifices...

« Adieu, mon cher Belliard ; crois à mon regret de notre séparation et à mon tendre attachement. Guéris vite. »

« Podol, 15 octobre.

« Ménage ta santé et guéris bien vite... »

« Rosetewo, octobre.

« L'approche de l'hiver est effrayant, nous manquons de tout ; enfin j'espère qu'on pourra s'entendre. Dieu le veuille !... Guéris bien vite et bien vite viens me rejoindre. »

Et ce *post-scriptum* tout militaire d'une autre lettre de Rosetewo :

« Que le diable emporte Faissol qui t'a redonné la fièvre... »

Parmi ces lettres, il en est une propre à fixer plus particulièrement l'attention et faite pour servir d'éternelle leçon aux souverains qu'entraînent vers l'abîme les séductions d'un pouvoir sans contrôle.

« Viskovo, 10 novembre 1812.

« Mon cher Belliard, ma position est affreuse : toute
« l'armée ennemie est devant moi. Les troupes de l'avant-
« garde sont réduites à rien ; elles souffrent de la faim,
« et il n'est plus possible d'aller fourrager sans courir
« presque la certitude d'être pris. Il n'y a pas de jour
« que je ne perde de cette manière deux cents hommes.
« Comment cela finira-t-il ? *J'ai peur de dire la vérité*
« *à l'Empereur ; je lui ferais de la peine. N'y aurait-*
« *il pas là des personnes tout officieuses pour empoi-*
« *sonner mes rapports ? »*

Murat devait craindre, en effet, de n'être pas écouté. Deux mois auparavant, Berthier, ayant voulu hasarder de timides conseils, avait été rudement mené par le maître, et depuis tout le monde se taisait autour de lui. Effet fatal de la toute-puissance ! Il vient un moment où le pouvoir absolu donne un tel vertige, que non seulement les conseils, mais même la vérité des faits sont repoussés par lui. Quel que soit alors le génie du souverain, le poids d'un vaste empire est trop lourd pour ses forces, et comme son orgueil lui défend de ployer, il en est écrasé.

Napoléon avait espéré trouver la paix devant Moscou, il n'y trouva que l'incendie.

Il fallut commencer cette désastreuse retraite, où,

grâce à des miracles d'habileté et d'énergie, au prestige de nos armes, à la terreur qu'elles inspiraient encore, et aussi à l'impéritie des généraux russes, Napoléon dut d'échapper à la dernière des humiliations, c'est-à-dire de rester, avec toute l'armée, prisonnier des Cosaques. Il fallut, dès le premier jour, brûler les voitures et les bagages, puis, à mesure que nous avançons, abandonner presque tout le matériel de guerre. A la Bérésina, des prodiges de valeur et le dévouement du général Eblé nous sauvèrent seuls d'une destruction complète. Mais, à partir de ce moment, les rigueurs de l'hiver augmentèrent et le thermomètre descendit à dix-neuf degrés au-dessous de zéro ; la situation de l'armée devint affreuse. L'Empereur était parti pour demander à la France ses derniers enfants. Moins excusable, un jour il cherchera à s'en justifier. Murat allait aussi quitter cette terre couverte de neige, pour respirer la tiède haleine du golfe de Baïa. Alors, la confusion et le désordre se mettent dans tous les rangs. Ce qui reste de chevaux meurt de faim et de fatigue ; les canons sont abandonnés. Une grande ville, Wilna, encore en notre pouvoir, se trouve un jour n'avoir personne pour y commander. Quelques régiments sont réduits à un effectif de vingt hommes ; puis ces hommes mêmes tombent épuisés pour ne plus se relever ; le passage de l'armée est marqué par une longue traînée de cadavres. On vit s'éteindre les deux sentiments les plus profondément gravés dans le cœur du soldat français, le sentiment de la conservation personnelle et celui de l'honneur du drapeau. Seuls, quelques hommes héroïques restèrent debout autour de nos aigles, défiant l'inclémence du ciel et contemplant,

sans être abattus, ces champs de désolation et de mort.

Ceux qui croiraient que nous chargeons les couleurs de ce sombre tableau, peuvent lire l'histoire de la campagne de Russie de M. de Ségur et surtout celle de M. de Fezenzac ; ils auront alors une juste idée de cette lamentable odyssée.

Ce fut au dévouement qu'avaient pour sa personne ceux qui l'entouraient que Belliard dut son salut dans cette fatale retraite. Parti de Moscou avec une énorme plaie à la jambe gauche, il était dans l'impossibilité de marcher et voyageait en voiture. A la Bérésina, le pont fut souvent encombré, la voiture du général s'y trouvait immobile, ajoutant aux difficultés du passage, quand un officier se présente avec de l'artillerie, ordonne de déblayer le pont à l'instant, et avec une énergie de langage qu'autorise la gravité des circonstances, commande que la voiture soit jetée dans le fleuve. Mais, lui dit-on, c'est le général Belliard. « Le général Belliard ! dételez les chevaux, sauvez sa voiture. Des canons, on en trouvera ailleurs, tandis qu'un pareil homme ne se retrouverait pas ! » Les chevaux ne suffisant pas toujours, on poussait aux roues, on s'attelait avec eux. Le moment arriva où ces pauvres animaux tombèrent épuisés et où il fallut brûler la voiture pour réchauffer le blessé pendant la nuit. Au jour, on le montait à cheval. Un homme conduisait le cheval et deux autres se tenaient à droite et à gauche du général pour le soutenir. Quand le dernier cheval fut tombé mort sur la neige, les aides de camp, les secrétaires et les domestiques le portèrent à dos. Robert Dubreuil, Pierre Aumann, fils de sa nourrice, et un domestique nommé Louis

Schalie, furent ceux qui, le plus souvent, s'en partagèrent le fardeau.

Le général Gouvion-Saint-Cyr ayant été nommé maréchal de France, Belliard le remplaça comme colonel-général des cuirassiers. Quoique à peine rétabli de sa blessure, il mit dans ses nouvelles fonctions une activité prodigieuse pour réorganiser le corps de la cavalerie qui en avait grand besoin, et quand l'Empereur, parvenu à se refaire une armée, ouvrit la campagne de Dresde, il l'appela auprès de lui en qualité d'aide-major général de l'armée. Murat était venu rejoindre Napoléon à Dresde. Vivement blessé d'une note sévère insérée au *Moniteur* à l'occasion de son départ de la grande armée, le malheureux roi de Naples cherchait à regagner les bonnes grâces de son redoutable beau-frère. Dès le mois de mars, il avait, dans son affliction, écrit à son ancien chef d'état-major :

« Vous aurez sans doute lu avec peine un article du
« *Moniteur* de France, où il est question de mon départ.
« Témoin de ma conduite à la tête des armées françai-
« ses, depuis plus de douze années, et surtout dans
« cette dernière campagne ; connaissant mieux que
« personne mon dévouement absolu pour l'Empereur,
« dont le bonheur et la gloire ont toujours été l'unique
« objet de mes pensées et de mes actions, vous aurez
« partagé les chagrins qu'un tel article a dû me causer ;
« mais, quoi qu'il en puisse être, mon devoir est encore
« et sera toujours de donner à l'Empereur des preuves
« nouvelles d'un attachement dont son cœur est con-
« vaincu, lors même qu'il a voulu paraître en douter

« un instant, et ma plus grande satisfaction serait de
« vous revoir encore près de moi, sur le champ de l'hon-
« neur que vous connaissez si bien. »

Les victoires de Lutzen et de Bautzen rendirent à l'Empereur toute sa confiance et aussi, hélas ! tout son intraitable orgueil. Il ne voulut plus accepter la paix, si honorable qu'elle lui fût proposée, il voulut l'imposer. De retour à Dresde, pendant la suspension d'armes qui suivit la bataille de Bautzen, il repoussa toutes les propositions qui lui en furent faites. Elles étaient pourtant de nature à satisfaire les plus exigeants. L'ancien empire de Charlemagne était peut-être plus vaste, mais certainement moins puissant que celui qu'on lui offrait. La France conservait, avec le Rhin et les Alpes pour frontières, la Hollande, le Piémont, la Toscane, Rome ; les royaumes de Naples, de Westphalie, de Lombardie, étaient laissés à des membres de la famille impériale. Napoléon ne s'en contenta pas ; il rêvait de nouveau la suprématie universelle. Cependant le besoin de la paix était devenu si général, que jusque dans les rangs de l'armée on la demandait à haute voix. Pour la première fois, depuis longtemps, les hommes qui l'entouraient et lui étaient les plus dévoués osaient faire entendre la vérité, mais il ne les écoutait pas. Ni les supplications de Narbonne, de Caulaincourt, de Fouché, de Rovigo, ni les larmes de Marie-Louise n'avaient pu ébranler cette volonté de fer. Un soir, que le roi de Naples et le duc de Vicence avaient renouvelé leurs efforts pour convaincre Napoléon de la nécessité de la paix : Consultez, lui

dirent-ils, consultez le général Belliard qui est arrivé depuis peu, Votre Majesté jugera de l'opinion publique en France et dans l'armée. C'est alors qu'eut lieu entre le souverain et le général l'entretien suivant :

« Eh bien, monsieur Belliard, on dit que vous voyez beaucoup de monde et que vous savez beaucoup de choses de l'armée : qu'est-ce que l'on dit dans l'armée ? — On dit, Sire, qu'on désire la paix, qu'on l'espère, qu'on soupire après, et on croit que Votre Majesté va la signer parce qu'on sait qu'on vous la propose honorable ! Autrement on n'en voudrait pas. — L'armée sait donc les conditions qu'on me propose ? elle raisonne donc, l'armée ? — L'armée ne raisonne pas, mais elle a un sentiment unanime qui lui fait désirer la paix ; elle en sent la nécessité pour le bonheur du pays, elle craint les suites de la guerre. — Comment l'armée ne veut donc plus se battre ? — Je ne dis pas cela, mais bien que l'armée est fatiguée, qu'elle n'en veut plus, parce qu'elle veut la paix, attendu qu'elle sait qu'on l'offre très raisonnable, qu'elle voit l'honneur des armes sauvé, qu'elle ne voit plus de but pour guerroyer. — Mais les maréchaux et les généraux ne pensent pas comme cela ? — Tous indistinctement, Sire, ont la même manière de voir, la même façon de penser et les mêmes craintes. — Ainsi, Monsieur Belliard, selon vous, voilà l'opinion de l'armée ; et vous aussi vous voulez la paix ? — Oui, Sire, je la désire beaucoup, la paix, et je conjure Votre Majesté, je la supplie de la faire, si elle est aussi honorable pour la France. — Quand vous avez quitté Paris, que disait-on ? — La même chose qu'à l'armée, les désirs étaient les mêmes ; et on espérait que Votre Majesté

contente des sacrifices qu'on a faits, n'en demanderait pas d'autres. — On en ferait encore si j'en avais besoin ! — Je ne le crois pas, Sire. — Vous croyez ? est-ce que l'on ne m'aime plus ? L'opinion, quelle est-elle ? Allons, parlez, mais franchement ¹. » Alors, Belliard, comme il y était invité, s'expliqua nettement. Il affirma qu'il ne fallait plus compter sur de nouvelles ressources, que la France était épuisée, que l'opinion commençait à s'éloigner de l'Empereur, mais qu'elle lui reviendrait ardente et enthousiaste, si la paix se faisait. Napoléon écouta ces paroles sans donner de marques d'impatience, puis il congédia son interlocuteur en lui disant : Allons, Monsieur Belliard, allez dormir.

Quant à lui, il ne dormait pas. Jamais les ressources de son puissant génie ne jetèrent un plus vif éclat. En même temps qu'il concevait un plan de campagne qui fait l'admiration des gens du métier, ses grandes vues d'ensemble ne l'empêchaient pas de s'arrêter au moindre détail. Il donnait à ses généraux les instructions les plus minutieuses sur telle ou telle partie du service, sur un chef qui laissait à désirer, sur un autre dont on pouvait tout attendre. Il écrivait à Murat : « Une heure
« après la réception de cet ordre, que tout soit arrangé.
« Ainsi il est bien important que vous formiez le cin-
« quième corps de cavalerie en rejoignant tous les régi-
« ments. Le général Belliard connaît parfaitement l'or-
« ganisation de ce corps en trois divisions. » Sa pensée embrassait tout, était partout. Lutte impuissante du génie contre l'impossible, qui devait commencer par

¹ Mémoires du général Belliard.

la victoire de Dresde et aboutir au désastre de Leipsick !

Nous venons de voir que Belliard désirait vivement la paix ; la guerre continuant, il la fit avec la même ardeur que s'il eût cru au triomphe de nos armes, et que s'il eût espéré pour lui-même de plus hautes dignités militaires. Il avait combattu à Dresde, il combattit à Leipsick, y eut deux chevaux tués sous lui et le bras gauche brisé par un éclat de mitraille. Il s'en consola facilement, car il lui *restait le bras droit pour embrasser ceux qu'il aimait*. Sa blessure ne lui fit point quitter les rangs de l'armée et il se trouva encore à la bataille de Hanau, où les Saxons, nos alliés de la veille, en voulant nous barrer le passage, furent cruellement punis de leur défection.

L'armée ayant passé le Rhin, Berthier suivit Napoléon à Paris. Belliard le remplaça comme major-général de l'armée, et fut envoyé à Metz en cette qualité. Sa mission était difficile : nos frontières étaient depuis si longtemps au delà du Rhin que la ligne de défense de ce fleuve avait été complètement négligée. Les places fortes qui le couvrent n'avaient que des fortifications délabrées et des ressources insuffisantes en vivres et en munitions. Les régiments rentraient dans un état de dénuement complet, comptant dans les rangs autant de traînants que de soldats. Ajoutez à tout cela que le typhus faisait d'affreux ravages parmi des hommes exténués, mal vêtus, mal nourris, dont l'encombrement dans les hôpitaux développait des germes de contagion. Belliard, avec cet esprit de ressources que lui donnait la longue expérience qu'il avait acquise comme organi-

sateur de nos armées, parvint à pourvoir au plus pressé.

Cependant l'ennemi ayant envahi le territoire français dans les derniers jours du mois de janvier 1814, Belliard rejoignit l'armée pour faire la campagne de France, pendant laquelle nos légions se montrèrent aussi glorieuses qu'elles l'avaient jamais été aux jours de nos plus beaux triomphes. Dans ces derniers combats, où le nombre finit par l'emporter sur la vaillance et sur les plus vastes conceptions du génie, nous comptâmes encore des victoires : trompeuses illusions qui firent croire quelquefois à un retour de la fortune. Le nom de Belliard se trouve à chaque page dans l'histoire de cette lutte suprême. Souffrant encore des blessures qu'il a reçues à Mojaïsk et à Leipsick, il marche à peine et porte un bras en écharpe, mais la douleur n'ôte rien à son énergie. Le 11 février, à la tête des grenadiers à cheval, il charge les Russes retranchés à la ferme de la Haute-Epine et contribue à la victoire de Montmirail. Le 12, au combat de Château-Thierry, l'extrême droite de l'armée ennemie, tournée par ses escadrons, a ses carrés enfoncés, et après de grandes pertes, se sauve en désordre à travers le bois. Nous le trouvons encore sur le champ de bataille de Craone, remplaçant, à la tête de la cavalerie, Grouchy et Nansouty qui viennent d'être blessés, et emportant, avec l'aide de l'artillerie de Drouot, le plateau dont la possession décide de la victoire. Le 10 mars, devenu commandant de toute la cavalerie de la garde, il prend part à la bataille de Laon, et lorsque notre infanterie est repoussée, il se jette à la tête des dragons sur les co-

lonnes de Blücher qui cherchaient à couper la retraite à l'armée. Le 12, il est à Reims où, plus heureux qu'à Laon, nous enfonçons les portes de la ville et faisons quatre mille prisonniers. Le 25, enfin, à la malheureuse affaire de la Fère-Champenoise, notre cavalerie, attaquée par celle du comte Pahlen, se défend courageusement, et ne cède que devant des forces écrasantes.

Il est un épisode de cette journée qui touche trop directement à notre pays, pour qu'il ne trouve pas sa place ici. Je l'emprunte à l'*Histoire de Napoléon*, par M. de Norvins. Le général Pacthod, à la tête de recrues de paysans des départements de l'Ouest, n'ayant pas reçu les instructions que le maréchal Mortier lui avait envoyées, n'arriva sur le champ de bataille de la Fère-Champenoise que lorsque les maréchaux étaient en pleine retraite. « Rencontrés par toute l'armée alliée, « ils se disposèrent à vendre chèrement leur vie. Les « gardes russe, prussienne, autrichienne, se brisèrent « contre ces bataillons rustiques ; la mêlée devint « affreuse. Les hommes de toutes les nations assaillirent « cette poignée de Vendéens qui, la veille du retour « des Bourbons, jurèrent de mourir pour Napoléon, « refusèrent quartier et périrent presque tous, » excitant, ajoute M. Thiers, l'étonnement et l'admiration du roi de Prusse et de l'empereur de Russie.

Ainsi, les Vendéens peuvent combattre pour des causes différentes, ils peuvent se trouver dans des camps opposés, mais, quel que soit leur drapeau, le sentiment de l'honneur militaire les anime également. Rejetons donc, il en est bien temps, ces dénominations injurieuses qu'enfanta l'esprit de parti. N'ayons plus qu'un nom dans

la Vendée, nous pourrions difficilement en trouver un autre plus honorable.

Quoique cette campagne de trois mois où se jouèrent les destinées de la France, laissât peu de loisirs au général Belliard, il trouvait pourtant quelques instants pour donner à sa famille de ses nouvelles, ou plutôt de celles de l'armée. Les lettres qu'il écrivait alors respiraient la confiance, et ce n'est pas sans étonnement qu'on trouve une sérénité que bien peu d'hommes conservaient dans un pareil moment.

Pendant que Napoléon se jetait sur les derrières de l'ennemi, et pensant l'écraser sous les murs de la capitale, s'écriait plein d'espoir et d'illusions : « Je suis plus près de Vienne qu'ils ne sont de Paris, » les alliés marchaient droit à leur but, attaquaient la butte Montmartre et le drame touchait à son dénouement. Après une héroïque résistance que la disproportion entre le nombre des assaillants et celui des défenseurs rendit impuissante, Paris capitula.

A cette nouvelle, nos soldats furent pris d'un moment de désespoir. Les artilleurs, abandonnant leurs pièces, menaçaient de se débander, quand le général Belliard accourut, en attela une de ses propres mains, et rappela ces braves au sentiment de l'honneur et du devoir. Rougissant d'un moment d'égarement, ils revinrent à leurs pièces, et bientôt après on entendit les canons rouler sur la route de Fontainebleau.

Le 29, apprenant par un courrier expédié de Paris que les armées des coalisés sont aux portes de la capitale, Napoléon donne ses instructions à ses généraux et part le 30 pour voir les choses de plus près. Il arrivait à

Fromenteau au moment où l'on commençait à apercevoir la cavalerie que ramenait le général Belliard. A cette vue, Napoléon arrête les officiers qu'il rencontre, et alors a lieu cette scène saisissante dont M. Thiers a reproduit la vivante image et que je détache de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* :

« Qui est là ? demanda-t-il. — Général Belliard, répondit le principal d'entre eux. — C'était en effet le général Belliard qui, en exécution de la capitulation de Paris, se rendait à Fontainebleau, afin d'y chercher un emplacement convenable pour les troupes des deux maréchaux. Napoléon, se précipitant alors à bas de sa voiture, saisit par le bras le général Belliard, le conduit sur le côté de la route, et là, multipliant les questions, il lui donne à peine le temps d'y répondre tant elles sont pressées. — Où est l'armée ? demande-t-il de suite. — Sire, elle me suit. — Où est l'ennemi ? — Aux portes de Paris. — Et qui occupe Paris ? — Personne ; il est évacué. — Comment ! évacué !... Et mon fils, ma femme, mon gouvernement, où sont-ils ? — Sur la Loire. — Sur la Loire !... Qui a pu prendre une résolution pareille ? — Mais, Sire, on dit que c'est par vos ordres. — Mes ordres ne portaient pas une telle chose... Mais Joseph, Clarke, Marmont, Mortier, que sont-ils devenus ? qu'ont-ils fait ? — Nous n'avons vu, Sire, ni Joseph ni Clarke de toute la journée. Quant à Mortier et à Marmont, ils se sont conduits en braves gens ; les troupes ont été admirables. La garde nationale elle-même, partout où elle a été au feu, rivalisait avec les soldats. On a

« défendu héroïquement les hauteurs de Belleville, ainsi
« que leurs revers vers la Villette. On a même défendu
« Montmartre, où il y avait à peine quelques pièces de
« canon, et l'ennemi, croyant qu'il y en avait davantage,
« a poussé une colonne le long du chemin de la Révolte
« pour tourner Montmartre, s'exposant ainsi à être
« précipité dans la Seine. Ah ! Sire, si nous avions eu
« une réserve de dix mille hommes, si vous aviez été là,
« nous jetions les alliés dans la Seine, et nous sauvions
« Paris, et nous vengions l'honneur de nos armes !...
« — Sans doute, si j'avais été là, mais je ne puis être
« partout !... — Et Clarke, Joseph, où étaient-ils ? Mes
« deux cents bouches à feu de Vincennes qu'en a-t-on
« fait ? et mes braves Parisiens, pourquoi ne s'est-on
« pas servi d'eux ? — Nous ne savons, Sire ; nous étions
« seuls et nous avons fait de notre mieux ; l'ennemi a
« perdu douze mille hommes au moins. — Je devais m'y
« attendre ! s'écrie alors Napoléon, Joseph m'a perdu
« l'Espagne et il me perd la France... Et Clarke ! j'au-
« rais bien dû en croire ce pauvre Rovigo, qui me disait
« que Clarke était un lâche, un traître et de plus un
« homme incapable. Mais c'est assez se plaindre ; il
« faut réparer le mal, il en est temps encore. Caulain-
« court ! ma voiture... Ces mots dits, Napoléon se met à
« marcher dans la direction de Paris, en commandant
« à tout le monde de le suivre, comme s'il pouvait ga-
« gner ainsi du temps. Mais Belliard et ceux qui l'en-
« tourent s'efforcent de le dissuader. — Il est trop tard,
« lui dit Belliard, pour vous rendre à Paris ; l'armée a
« dû le quitter ; l'ennemi y sera bientôt, s'il n'y est déjà.
« — Mais, répond Napoléon, l'armée nous la ramènerons

« en avant, l'ennemi nous le jetterons hors de Paris ;
« mes braves Parisiens entendront ma voix, ils se lè-
« ront tous pour refouler les barbares hors de leurs murs.
« — Ah ! Sire, c'est trop tard, répète Belliard, l'infanterie
« est là qui me suit ; d'ailleurs, nous avons signé une
« capitulation qui ne nous permet pas de rentrer. —
« Une capitulation ! et qui donc a été assez lâche pour
« en signer une ? — De braves gens, Sire, qui ne pou-
« vaient pas faire autrement. Au milieu de ce colloque,
« Napoléon marche toujours, ne voulant rien écouter,
« demandant sa voiture que Caulaincourt n'amène point,
« lorsqu'on aperçut un officier d'infanterie. C'était
« Curial. Napoléon l'appelle et apprend alors que l'in-
« fanterie est là, c'est-à-dire à trois ou quatre lieues
« de Paris, et qu'il n'est plus temps d'y rentrer. Vaincu
« par les faits, par les explications qu'on lui donne, il
« s'arrête aux deux fontaines qui s'élèvent sur la route
« de Juvisy, s'assied au bord, et demeure quelque temps
« la tête dans les mains, plongé dans de profondes
« réflexions. »

Ainsi commençait l'agitation de l'agonie. Fontaine-bleau allait être le théâtre où la dernière scène d'un drame si émouvant ne devait pas trouver l'affluence de ses spectateurs habituels. Des généraux, qu'au temps de sa fortune il avait comblés d'honneurs et de richesses, la plupart, sous différents prétextes, s'éloignaient de sa personne avant que l'heure en fût venue. Heureux de masquer sous les couleurs du patriotisme le sentiment de l'intérêt personnel, ils disaient que le devoir d'un bon citoyen était de vaincre ses répugnances, et avant

tout de servir son pays. Ils se hâtaient donc de faire leur paix avec le pouvoir nouveau et de se ménager de grandes positions dans l'Etat. Aussi, quand il partit, Napoléon ne trouva autour de lui, pour recevoir ses adieux, que quelques-uns de ses anciens compagnons d'armes, Petit, Drouot, Bertrand, Caulaincourt et Belliard.

Dans les derniers jours qu'il avait passés à Fontainebleau, Napoléon avait dit à ceux qui l'entouraient : « Servez les Bourbons, servez-les bien ; il ne vous reste « plus d'autre conduite à tenir. » Ce fut seulement après qu'il eut été délié de ses serments que Belliard vint offrir ses services au gouvernement nouveau. Il fut nommé pair de France et son titre de colonel-général des cuirassiers fut changé contre celui d'inspecteur général dans la même arme. Les rapports qui ne tardèrent pas à s'établir entre le duc de Berry et lui, donnèrent au prince une haute estime de son caractère. Mais, au risque de tomber en disgrâce, Belliard ne craignit pas de dire à la tribune ce qu'il pensait de ceux qui accusaient, auprès du roi, le général Exelmans de trahison, pour avoir offert son épée au roi de Naples. Les relations entre le duc de Berry et le général Belliard se refroidirent à cette occasion. Pourtant, en 1815, le prince, tenant compte à Belliard de sa loyauté et de sa franchise, le nomma major-général de l'armée qu'il était appelé à commander. Le duc d'Angoulême n'avait pas attendu aussi longtemps pour lui rendre justice ; dès le premier jour, malgré la désapprobation du roi, il avait hautement pris son parti. Faut-il ajouter que Belliard resta fidèle au roi comme il l'avait été à l'Empereur.

Quand, au retour de l'île d'Elbe, l'aigle impériale, volant de clocher en clocher, jusques aux tours de Notre-Dame, ne donna pas aux Bourbons le temps d'organiser une résistance sérieuse, le général Belliard, qui n'avait pas pu arrêter la défection des troupes qu'il commandait, suivit les princes jusqu'à Beauvais. Il voulait les accompagner à la frontière, mais les princes résistèrent en lui disant que dorénavant il pouvait se considérer comme maître de toutes ses actions. Belliard alors ne laissa pas ignorer au duc de Berry la ligne de conduite qu'il se proposait de suivre. « S'il n'y a pas de guerre, dit-il, je ne prendrai pas de service, mais si l'ennemi se présente, on me verra dans l'armée pour défendre mon pays. » Le duc de Berry et Belliard se quittèrent alors en s'embrassant et se donnant les témoignages d'une mutuelle et vive affection.

Deux jours après, Belliard se présentait aux Tuileries, et, dans cette première entrevue, il faisait connaître à l'Empereur les obligations qu'il avait prises avec les princes. Il se rendait de là chez le ministre de la guerre pour le prier de ne lui offrir, dans ce moment, aucune espèce de commandement.

A la fin d'avril, la guerre étant devenue imminente, Belliard se rendit de nouveau auprès de l'Empereur pour mettre son épée à son service, c'est-à-dire au service de la France. Il se trouvait dans son cabinet, quand une dépêche annonça que le duc d'Angoulême venait d'être fait prisonnier, et que Grouchy le dirigeait sur Paris. Craignant, non sans raison, que, dans l'état d'irritation où se trouvaient les esprits, très hostiles au prince dans la partie de la France qu'il devait traverser,

les ennemis des Bourbons ne lui fissent un mauvais parti, il obtint de l'Empereur que la direction qu'on lui donnait fût changée et qu'on l'envoyât en Espagne.

Murat n'avait point attendu que la guerre recommençât du côté de la France pour prendre une grande résolution. D'abord incertain et irrésolu, il avait, pendant quelque temps, négocié avec l'Autriche pour conserver le trône qu'il devait à Napoléon. Mais, pensant bien que le congrès de Vienne ne lui pardonnerait pas la campagne de Saxe qu'il avait faite avec nous, il s'était tout à coup retourné contre elle, et, toujours extrême dans les partis qu'il embrassait, avait commencé les hostilités avant même d'en avoir informé l'Empereur, dont il espérait reconquérir les bonnes grâces par une diversion puissante et hardie.

L'Empereur aimait Murat et savait le parti qu'on en pouvait tirer, mais il avait peu de confiance dans la prudence et dans la sagesse de cet aventureux monarque. Il résolut donc de mettre auprès de lui le conseiller qui, depuis longtemps, avait toute sa confiance et son amitié. Belliard n'accepta cette mission, pour laquelle il ne dissimulait pas sa répugnance, que sur l'invitation impérative que lui en fit l'Empereur. Il s'embarqua le 22 avril, et, après avoir failli tomber entre les mains des Anglais et avoir éprouvé des difficultés de toutes sortes, il arriva à Naples, le 9 mai. Mais déjà la partie de Murat était perdue. Après la bataille de Tolentino, si fatale à ses armes, son armée s'était débandée; elle ne battait plus en retraite, elle fuyait dans toutes les directions, sans point de ralliement. Belliard fut reçu par la reine, comme au jour du

malheur on accueille son meilleur ami. Le lendemain, il la quittait pour aller rejoindre son époux. En l'apercevant, l'infortuné Murat courut à sa rencontre, et le serrant dans ses bras : « Eh bien, lui dit-il, mon brave Belliard, tu viens donc mourir avec moi ? » Quelques jours après, ce prince, naguère l'admiration de l'armée par sa tenue martiale et fastueuse, se jetait, déguisé en matelot, dans une pauvre barque de pêcheur qui devait le conduire à Gaète, et, pour échapper aux Anglais, il était obligé de débarquer à Ischia, et de là parvenait à gagner la France.

Au mépris du traité signé entre la reine et les Autrichiens, les Anglais voulurent visiter la goëlette sur laquelle Belliard s'embarquait ; mais celui-ci déclara à l'amiral que, plutôt que de souffrir une pareille insulte, il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité. Il venait de prendre le large, quand le capitaine d'un bâtiment de guerre anglais eut la même prétention. Belliard le reçut le pistolet au poing : devant une pareille démonstration, cet officier pensa qu'il était prudent de ne pas insister et retourna à son bord. Belliard put alors continuer sa route, et, après avoir échappé à une tempête, il prit terre à Toulon le 29 mai, quatre jours après que Murat fut lui-même arrivé à Cannes.

Belliard se hâta de retourner à Paris rendre compte à l'Empereur du résultat si triste et si prévu de la mission qu'il lui avait confiée, et se mettre à sa disposition. La guerre se préparait, en effet, et Napoléon apportait dans la réorganisation de l'armée cette prodigieuse activité qui lui permit d'être prêt au bout de trois mois, et de surprendre l'ennemi, en ouvrant sitôt la campagne.

Le ministre de la guerre lui avait proposé Belliard pour major-général de l'armée, mais le choix du maréchal Soult était déjà arrêté dans son esprit. Belliard eut le commandement des 3^e et 4^e divisions militaires, et établit son quartier général à Metz. En même temps qu'il se hâtait de mettre les places en état de défense, le général faisait un appel à ces braves populations de l'Est, dans le cœur desquelles l'amour de la patrie et la haine de l'étranger se confondent en un seul sentiment. A sa voix, le soulèvement fut presque général. Les seuls départements des Vosges, de la Meurthe et de la Moselle équipèrent et armèrent quarante-cinq bataillons de garde nationale. Si épuisé qu'il paraisse, quand on frappe du pied le sol de la France, il en naît toujours des soldats !

La bataille de Waterloo et l'abdication de l'Empereur portèrent le découragement dans cette armée improvisée, dont les bataillons, voyant qu'il n'y avait plus rien à faire pour la France, se dispersèrent. Quoique défendues par de faibles garnisons, Belliard sut faire si bonne contenance dans les places qu'il avait fortifiées, qu'elles tinrent bon jusqu'au jour où fut signé le traité de paix. Louis XVIII parut lui en savoir bon gré et s'en exprima dans les termes les plus flatteurs, pour Belliard, devant le général Beurnonville.

Resté toujours fidèle à son serment, Belliard ne voulut pas suivre le conseil que lui donnaient quelques amis, de quitter la France pendant la réaction royaliste, qui ne pouvait manquer de se produire. Il revint à Paris, où il aurait pu reprendre sa place à la Chambre des pairs, s'il avait voulu souscrire à la condition qu'y

mettait Fouché, de déclarer qu'il n'avait pas voulu siéger pendant les Cent-Jours. Plutôt que de mentir à sa conscience, il vécut dans la retraite ; demeurer tranquille et oublié devint sa seule ambition. Mais les passions politiques ne l'entendaient pas ainsi. Le 21 novembre, il fut conduit à l'Abbaye, où il trouva bonne compagnie : Drouot, Cambronne, le colonel Ornano, suspects au nouveau gouvernement, avaient été arrêtés en même temps que lui. Cette vie de captivité avait ses douleurs et ses larmes, mais elle n'était pas sans quelques compensations puisées dans les bonnes relations qui s'établirent entre les prisonniers. Ils se réunissaient de préférence chez le général Belliard, dont le modeste appartement avait été restauré à ses frais. Il y recevait aussi les membres de sa famille et ses amis. Sa captivité dura six mois. On lui avait bien donné la Bastille, on ne lui donna point de juges. Il sortit de l'Abbaye comme il y était entré, sans qu'il sût pourquoi il avait été incarcéré, sans qu'on lui eût fait connaître le motif de sa mise en liberté.

Le 5 mars 1819, le ministère libéral et réparateur de M. Decazes rappela le général Belliard à la Chambre des pairs.

A une longue période de guerres et de combats allait succéder une période de paix plus longue encore, la plus longue qu'ait jamais eue la France. L'autorité sans contrôle du pouvoir absolu faisait place à un gouvernement tempéré par l'intervention des citoyens dans les affaires de l'État. Ce n'était plus l'anarchie qui régnait, comme aux jours de la révolution ; ce n'était plus un seul homme qui dominait en maître, comme aux jours de

l'empire. Entre le souverain et la nation, il y avait pacte et contrat, les attributions de l'un et de l'autre étant séparées et nettement définies. Les gouvernements représentatifs ne sont point, sans doute, des gouvernements sans orages, et les luttes dans les assemblées sont quelquefois aussi retentissantes que celles qui ont pour théâtre les champs de bataille. Je ne veux point discuter ici sur l'excellence de telle ou telle forme de gouvernement : l'accord sur ce point est fort difficile à obtenir. Mais ce que personne ne peut contester, c'est que dans les gouvernements absolus et dans les gouvernements représentatifs les ressorts sont bien différents : la force est l'âme des premiers, la discussion celle des seconds.

On aurait pu croire que Belliard, façonné au régime impérial, eût montré peu de goût pour le régime représentatif ; il n'en était rien pourtant. Personne n'y était mieux préparé. Il avait été bien loin, même aux jours les plus glorieux de l'empire, de pousser le culte du pouvoir absolu jusqu'à l'idolâtrie, et l'on a pu remarquer que l'Empereur ne l'avait jamais compté au nombre de ses adorateurs. Passionné, en 89, pour les principes d'émancipation et de progrès, l'âge, la pratique des hommes et les événements avaient modéré chez lui cette fougue qui, aux jours de notre jeunesse, nous entraîne tous, avec plus ou moins de vivacité, vers les idées nouvelles ; mais rien n'avait pu éteindre dans son cœur le sentiment de liberté que Dieu donne à l'homme comme son plus noble attribut. Ajoutez à cette disposition libérale de son esprit les fonctions qu'il avait remplies dans les états-majors ou comme gouverneur des grandes villes, — fonctions qui, lui ayant donné une grande ha-

bitude des affaires, le rendaient très propre à les discuter, — et l'on comprendra que sa place était marquée dans nos assemblées délibérantes. Non pas qu'il prétendît à l'éloquence et qu'il montât souvent à la tribune, où pourtant il savait se faire écouter ; mais dans les bureaux, il était apprécié à sa juste valeur. Souvent appelé par ses collègues à faire partie des commissions, il y apportait, en toute circonstance, un rare esprit de lucidité, et quand il s'agissait d'affaires qui concernaient le ministère de la guerre, son opinion avait une autorité presque souveraine. Dès l'année 1815, il avait remis entre les mains du duc de Berry un projet d'organisation de l'armée qui, donnant satisfaction aux intérêts de tous, pouvait la rallier à la cause des Bourbons. C'est le projet qui fut, à peu de choses près, repris plus tard par le général Gouvion Saint-Cyr, et qui est resté, pendant plus de quarante ans, sous le nom de *loi de recrutement de l'armée*, la base de notre système militaire. Quoique, à l'époque où cette loi fut présentée aux Chambres, Belliard fût en disgrâce, Gouvion Saint-Cyr avait voulu qu'il y coopérât au moins de ses conseils, et l'on croit qu'elle est autant son œuvre que celle du maréchal. Ami d'une sage liberté et très partisan du pouvoir, pourvu qu'il fût contenu, il n'entra dans les rangs de l'opposition que lorsqu'il crut voir que les tendances du gouvernement l'entraînaient à sa perte. Suivant lui, faire contre-poids au pouvoir était le meilleur moyen de le consolider. Les ministres savaient si bien que son opposition n'avait rien de dynastique, que M. de Villèle n'avait jamais interrompu ses rapports avec lui et l'avait même chargé de lui présenter un plan d'atta-

que contre Alger. Mais ce plan, comportant un effectif de cinquante mille hommes et une dépense de cent millions, M. de Villèle ne crut pas, dans ce moment, la France assez riche pour payer sa gloire, et l'exécution du projet fut ajournée. Il ne serait donc pas absolument vrai de dire que l'expédition d'Alger ne fut entreprise plus tard que dans la prévision d'un coup d'État, et qu'en la faisant, le gouvernement n'eut pas d'autre but que de donner une forte diversion aux passions politiques, s'imaginant qu'on pourrait encore une fois étouffer la liberté sous le poids de nos trophées.

Le souvenir de l'Égypte revenait souvent au général Belliard, et personne ne sera surpris qu'il s'intéressât vivement à cette contrée, ancien théâtre des exploits de sa jeunesse. Il résulte de pièces assez confuses, que l'on peut lire à la fin de ses Mémoires, que, dès 1815, il était fort au courant de ce qui s'y passait. Il entretenait des correspondances avec des agents français répandus dans ce pays, en recevait des Mémoires et avait même des relations directes avec le pacha. Il pouvait donc plus que tout autre, en 1828, ramener ce prince à de bons sentiments pour la France et nous rendre l'alliance de l'Égypte. Aussi son nom fut-il mis en avant pour l'expédition de Morée, mais le général Maison lui fut préféré, la Restauration ayant à s'acquitter d'une dette envers lui et voulant la payer par le bâton de maréchal de France.

Après la révolution de juillet, il n'y avait à présenter au peuple que le gouvernement de Louis-Philippe ou la république. Au point de vue du droit constitutionnel, après l'abdication de Charles X et celle du duc d'An-

goulême, la couronne appartenait au duc de Bordeaux, cela est incontestable. Mais ce qu'il y a de tout aussi certain, c'est que les masses, maîtresses de Paris, n'auraient pas écouté les théoriciens, et que tous les discours dynastiques ne leur auraient pas plus fait accepter le principe de l'hérédité que la fiction constitutionnelle de l'irresponsabilité royale. Plaider la cause des Bourbons de la branche aînée, dans un pareil moment, autant valait proclamer la république. Dans cette alternative, le général Belliard n'hésita pas ; il adhéra, sans arrière-pensée, au nouveau gouvernement, le choix de Louis-Philippe, comme roi des Français, lui étant particulièrement agréable, car il avait combattu avec ce prince aux journées de Valmy et de Jemmapes, et il n'avait pas cessé, sous la Restauration, d'entretenir des relations avec le Palais-Royal.

Les événements qui venaient de s'accomplir en France avaient ébranlé l'Europe entière, et les souverains ne pouvaient voir d'un bon œil substituer au principe de la légitimité des rois le dogme menaçant de la souveraineté du peuple. C'était donc avec plus que de la froideur que la nouvelle royauté avait été accueillie par les cours étrangères. Il importait cependant de leur notifier l'avènement de Louis-Philippe au trône et de le leur faire accepter comme roi des Français. C'est avec cette mission que le général Belliard fut envoyé à Vienne. Il allait se trouver en présence d'un des plus vieux et des plus habiles représentants de la diplomatie en Europe. Le prince de Metternich n'avait ni préjugés politiques, ni grand attachement pour les personnes. Nullement passionné, d'ailleurs, pour les

princes de la branche aînée, redoutant par-dessus tout, pour l'Autriche, un mouvement en Italie, et ne voulant pas lui créer de nouveaux embarras en paraissant hostile à la France, il était très disposé à reconnaître un gouvernement à la durée duquel il ne croyait guère. Sachant bien qu'en France une révolution nouvelle ne pourrait être faite qu'au profit d'idées plus avancées, et que son premier acte serait d'arborer le drapeau de la propagande, il la redoutait beaucoup plus qu'il ne la désirait. C'était donc de très bonne foi qu'il donnait des conseils à notre ambassadeur pour la consolidation d'un gouvernement qui était loin d'avoir ses sympathies, mais dont la stabilité lui paraissait importer à la tranquillité générale. En vain Belliard lui affirmait que la politique de la France n'était ni une politique de propagande ni une politique d'intervention, il ne le laissait pourtant qu'à moitié rassuré, non pas qu'il doutât de la parfaite sincérité du gouvernement français et de celle de son envoyé, mais parce qu'il craignait que, débordé par les factions, Louis-Philippe n'eût pas la force de résister à leur entraînement. M. de Metternich ne mettait, d'ailleurs, aucune restriction dans son appréciation des ordonnances de juillet, qu'il appelait fatales, et ne trouvait pas d'expressions assez fortes pour les appliquer à la conduite de M. de Polignac.

Dans l'audience qu'il obtint de l'empereur, Belliard trouva ce prince dans la disposition d'esprit où il avait laissé M. de Metternich. Ce qu'il appréhendait principalement, c'était l'extension des idées révolutionnaires qu'il confondait avec les idées libérales. Il faut, disait-il, que votre gouvernement soit fort, qu'il ne cède pas

aux exigences de l'opinion et qu'il comprenne bien que, pour lui, le tumulte des rues et les démonstrations populaires ne sont que des causes de faiblesse. Puis, se prenant d'une admiration rétrospective pour le gouvernement de Napoléon qu'il avait contribué à renverser : « Votre ancien maître, s'écriait-il, s'entendait à gouverner un peuple ; il vous a donné de bonnes leçons. » Il ajoutait : « La troupe, avec lui, ne déli- bérerait pas ; elle devait être obéissante. Il ne conce- vait pas de gouvernement possible avec la licence des journaux. Ah ! s'il avait voulu me croire à Dresde, s'il avait voulu accepter la paix que je lui offrais, tout cela ne serait pas arrivé.... » Il est certain qu'il y eut, dans ce moment, non seulement à la cour d'Autriche, mais chez presque tous les souverains de l'Europe, comme un regret du passé. Le renversement de Napoléon leur parut alors une faute politique, parce qu'ils se souvenaient qu'il avait enchaîné la révolution et qu'ils étaient convaincus qu'il n'aurait jamais voulu rouvrir l'outré des tempêtes, c'est-à-dire donner l'essor aux idées libérales.

Sur les ordonnances de juillet, l'empereur s'expliquait tout aussi catégoriquement que M. de Metternich. — « Charles X a été trahi par les siens, ses ministres l'ont perdu, ses alentours ont amené la catastrophe. » Puis dans des lamentations, où, à travers le blâme, perçait le regret que le coup d'Etat n'eût pas réussi : — « La guerre des rues ne vaut rien ; Marmont est pourtant un bon officier. Il me semble qu'on aurait pu placer les troupes en dehors, à l'abri des pierres, sur les places et sur les boulevards, attendant les attaques

« et cherchant à les repousser. Pourquoi le roi et le
« dauphin n'ont-ils pas monté à cheval ? Dans des cas
« pareils, il faut mettre l'épée à la main, marcher à la
« tête des troupes ; elles vous suivent. Il faut savoir
« mourir dans le combat ou avoir la victoire. » Belliard
le ramenait facilement à la vérité des choses, aux faits
accomplis. Il lui donnait les assurances les plus for-
melles sur les dispositions qu'avait son gouvernement à
ne point fomenter le désordre dans les Etats voisins et
à le réprimer énergiquement dans les rues de Paris. Il
partait enfin de Vienne avec la reconnaissance du gou-
vernement de juillet par l'Autriche et les vœux bien
sincères de l'empereur pour sa durée.

De tous les États qui aspiraient à recouvrer leur in-
dépendance, la Belgique avait été le premier à recevoir le
contre-coup de notre révolution. Ce n'est qu'avec un
frémissement d'impatience mal contenu que les Belges
supportaient la domination hollandaise. Séparés par les
mœurs, par la langue, par la religion, ils aspiraient de-
puis longtemps à secouer un joug détesté et n'atten-
daient pour se soulever qu'une circonstance favorable.
Cette circonstance, nous venions de la leur offrir. S'il
est bien vrai que la révolution belge soit la fille aînée
de la révolution de juillet, il faut bien reconnaître
qu'elle était préparée depuis longtemps dans les esprits,
et que si la nôtre en a été l'occasion, la cause en est
ailleurs. Le mouvement éclata à Bruxelles le 25 août et
se communiqua rapidement à toute la Belgique. Libé-
raux, que l'esprit national soulevait contre l'étranger ;
catholiques, irrités par l'éducation que le roi Guillaume
imposait, dans les établissements protestants, à toute la

jeunesse, même à celle qui se destinait au sacerdoce, oublièrent d'anciens griefs et se confondirent dans un même sentiment de haine contre la Hollande. MM. de Mérode et Nothomb se donnèrent la main, et le cri de : Vive l'indépendance ! fut la déclaration de guerre à l'ennemi commun. L'insurrection de Bruxelles devint donc promptement une révolution.

Il ne pouvait y avoir, pour la France, de plus grand et de plus heureux événement. Constituer à nos portes, chez un peuple français par les mœurs et par la langue, un gouvernement constitutionnel comme le nôtre ; confier à des mains amies une partie des places fortes que la Sainte-Alliance avait élevées à nos frontières, c'était retourner contre elle les dispositions qu'elle avait prises contre nous. La politique française ne pouvait pas s'y tromper. Aussi, dès les premiers jours, quand Frédéric-Guillaume III donna l'ordre à son armée de pénétrer dans le pays insurgé, le comte Molé signifia à l'ambassadeur de la cour de Berlin la résolution formelle de la France de ne point souffrir qu'un seul Prussien mît le pied sur le sol de la Belgique.

Mais ce n'était pas tout d'avoir proclamé son indépendance : la Belgique, pour se constituer comme État, allait se trouver en présence de difficultés bien autrement sérieuses. Nos voisins n'étaient point encore cette nation modèle qu'une longue pratique du gouvernement constitutionnel a rendue le peuple le plus sage et le plus heureux du monde entier. C'était, au contraire, une race connue jusque-là par sa turbulence, et que son impatience à supporter toute autorité avait longtemps fait passer pour ingouvernable. Parfaitement

d'accord quand il avait fallu renverser, les partis ne l'étaient plus quand il fallait édifier. Les uns auraient vu sans peine les provinces belges annexées à la France ; d'autres voulaient un roi ; quelques-uns murmuraient le mot de république. Les dynastiques eux-mêmes étaient loin de s'entendre sur le choix du souverain. Le prince de Leuchtemberg et le duc de Nemours se partageaient les suffrages. Presque tous avaient des prétentions exorbitantes à l'endroit de la délimitation des frontières ; enfin, il y avait le parti de la guerre et le parti de la paix, le mouvement et la résistance. De son côté, le roi Guillaume n'avait pas dit un éternel adieu au plus beau joyau de sa couronne ; il espérait que les divisions qui régnaient déjà, et qu'il se proposait de fomenter encore, ne tarderaient pas à le lui rendre.

Le rôle de la diplomatie allait commencer, rôle difficile qui demandait, du côté de la France, un grand tact et l'alliance de la modération à l'énergie.

Belliard était appelé d'une commune voix par les Belges, comme représentant de la France. Les souvenirs qu'il avait laissés parmi eux ne s'étaient jamais éteints ; ils venaient même de se ranimer avec une nouvelle force. La France ne demandait pas mieux que d'être agréable à la Belgique. Aussi, dans le courant du mois de mars 1831, le général remplaça-t-il M. Bresson comme ambassadeur à Bruxelles.

Malgré ses déclarations réitérées, l'Europe n'était pas encore complètement édifiée sur les dispositions pacifiques de la France. L'envoi à Bruxelles d'un homme de guerre aussi distingué que le général Belliard fut

loin de la tranquilliser. Lord Wellington se fit l'organe de ces alarmes, en déclarant à la tribune que la nomination, comme ambassadeur en Belgique, *d'un des meilleurs soldats de l'Europe*, n'était pas un symptôme bien rassurant pour le maintien de la paix générale. Lord Wellington se trompait, la France ne voulait pas plus de la guerre que l'Angleterre.

Belliard n'avait donc plus, comme à Vienne, à faire reconnaître le roi Louis-Philippe; il devait travailler à établir, sur des bases inébranlables, le gouvernement qui allait se fonder à Bruxelles, et, à cet effet, soutenir la révolution belge et la contenir au besoin : tâche bien ardue, qui rencontrait pour premier obstacle la difficulté d'arriver à une transaction raisonnable entre la Belgique et la Hollande. Or, ces deux pays n'étaient pas seulement divisés par des intérêts politiques, mais encore par des intérêts matériels.

La haine entre les nationalités belge et hollandaise, et les espérances que les souverains donnaient tout bas à leur frère, le roi Guillaume, rendaient presque impossible une entente cordiale. Quand les deux peuples y auraient été disposés, la question d'intérêt serait venue la rompre. Les partages entre États, encore plus qu'entre particuliers, sont la source d'inimitiés profondes et irréconciliables. Sur la demande du roi des Pays-Bas, un arbitrage, d'abord tout amical et qui prit ensuite le caractère coercitif, avait bien été accepté par les deux partis; mais la conférence de Londres, réunie pour terminer le différend, éprouvait elle-même un grand embarras. Il y avait si longtemps que la Belgique n'existait plus comme État, qu'on ne savait trop quel pré-

cèdent invoquer pour constituer ses provinces. Le Luxembourg, le Limbourg, Maëstricht devaient-ils en faire partie ? Assurément, disaient les Belges, car la révolution y avait éclaté comme à Bruxelles, et leurs députés siégeaient encore au congrès. La Hollande, de son côté, les revendiquait tout aussi énergiquement, par des raisons qui paraissaient très plausibles. Quelle part encore à la dette publique affecter à chacune des parties contendantes ! Comment régler le droit de navigation sur l'Escaut ? comment sur les eaux intermédiaires ? Toutes questions plus faciles à trancher qu'à résoudre. De là cette foule de protocoles, dont il serait trop long d'énumérer les clauses. Dans des conjonctures aussi graves, Belliard s'étudia à inspirer à la Belgique une confiance entière dans la France. Quoiqu'il ne fût pas toujours d'accord avec le général Sébastiani, il ne laissait pas soupçonner aux Belges les dissentiments qui pouvaient exister entre le ministre et le représentant de la France. Quand, par suite des complications qui surgissaient tous les jours, il se trouvait en présence de l'exaltation des uns et du découragement des autres, il calmait les emportements et relevait les défaillances. Il cherchait à faire comprendre à tous que l'affaire capitale pour la Belgique était d'avoir des conditions d'existence, et que, pour les obtenir, elle ne devait pas reculer devant les concessions et les sacrifices. Tous ses efforts avaient principalement pour objet de bien persuader aux partis qu'ils ne gagneraient rien par des émeutes et des associations ; qu'ils devaient se garder, avant tout, d'écouter les brouillons qui les poussaient à la guerre, guerre que la Hollande appelait de tous ses

vœux, et qui leur enlèverait les sympathies de la France, s'ils en étaient les instigateurs. Le langage du général Belliard était donc, ainsi que ses instructions le lui prescrivaient, celui d'un ami, mais d'un ami aussi ferme que dévoué.

Pendant qu'il recommandait la sagesse à Bruxelles, il plaidait très vivement la cause de la Belgique à Paris ; il avait même expliqué directement au roi la situation telle qu'il la comprenait.

La suspension des hostilités n'avait rien ôté de l'animosité qui régnait entre les Belges et les Hollandais, elle n'avait fait que l'accroître. Dans la disposition des esprits, une étincelle pouvait amener un embrasement. Quelques coups de fusil avaient même été tirés sur l'Escaut, et de violentes récriminations, partant des deux côtés, avaient porté l'irritation à son comble. Le général Belliard, pour prévenir une collision imminente, se rendit à Anvers, examina froidement les faits et finit par faire entendre raison aux deux partis. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères lui écrivait : « Monsieur le comte, la conduite honorable et noble « que vous avez tenue à Anvers, l'heureux mélange de « prudence et de fermeté dont vous avez fait preuve dans « une circonstance si délicate, ont été dignement appré- « ciés à Londres. »

La conférence avait définitivement fixé les conditions de séparation des deux États. La Hollande s'était empressée de les accepter, mais la Belgique les avait repoussées avec hauteur. Belliard alors, sur l'ordre de son gouvernement, quitta Bruxelles et revint à Paris. Il n'en continua pas moins une correspondance de tous

les jours avec l'agent qu'il avait laissé en partant, s'efforçant plus que jamais d'éclairer le congrès sur ses véritables intérêts. Ses conseils finirent par être écoutés. La Belgique fit l'abandon d'une partie de ses prétentions, réserva la question du Luxembourg, et, argumentant sur les termes de l'acte de séparation, fit accepter à la conférence de Londres l'interprétation qu'elle leur donnait. Elle obtint ainsi de meilleures conditions, et un nouveau protocole, signé le 18 juin, modifia profondément celui du 27 janvier. L'élection du roi Léopold, son acceptation et le désir d'en finir avec une question grosse d'orages, n'avaient point été étrangers à cet heureux résultat.

Ce fut au tour de la Hollande à refuser son adhésion. Le roi Guillaume avait jusque là laissé aller les choses, sans trop s'inquiéter de la conférence de Londres. Il avait quelques raisons de croire que le jeu qu'on y jouait n'était pas sérieux, et, avec les assurances secrètes qu'il avait reçues, il ne pouvait pas s'imaginer qu'il pourrait venir un jour où il serait abandonné par ceux qui les lui avaient données. Il avait compté, d'ailleurs, sur les émeutes de Bruxelles, à ses yeux, dernières convulsions d'une agonie qui devait nécessairement se terminer par une restauration. Dans cette prévision, il avait fait des armements considérables pour, quand le moment serait venu, frapper un grand coup ; sa surprise fut donc extrême lorsqu'il s'aperçut qu'il s'était, ou plutôt qu'il avait été trompé. Aussi, n'écoutant plus les conseils de la prudence, il fit immédiatement entrer ses troupes sur le territoire belge. La France, de son côté, envoya une armée de cinquante mille hommes au secours de

son alliée. Belliard était, depuis quelques jours, de retour à Bruxelles. Il n'attendit pas l'arrivée des Français pour s'interposer entre le général Chassé et les habitants d'Anvers. Ses conseils empêchèrent le bombardement et sauvèrent la ville d'une destruction entière. Le général Chassé avait servi en Espagne sous les ordres du général Belliard, et tous les deux se portaient une estime réciproque. Ils furent bientôt d'accord pour concilier les rigueurs du devoir avec les droits de l'humanité. Il fut convenu que la ville resterait neutre : cette convention fut observée encore plus tard, lorsque l'armée française fit le siège de la citadelle.

D'Anvers, Belliard courut à Louvain ; mais les Hollandais avaient commencé à rétrograder à la nouvelle de l'approche du général Gérard. Désormais la Belgique était sauvée ! Le 15 novembre 1830, un traité la constituait définitivement en État indépendant et donnait à la nouvelle monarchie les garanties de durée dont elle a si bien su profiter. C'était assurément le plus grand acte politique qui, depuis seize ans, se fût accompli en Europe. Il était tout à notre profit, car il brisait l'œuvre du congrès de Vienne et éloignait de nos frontières les soldats de la Sainte-Alliance.

Je n'ai fait connaître que bien incomplètement les services que le général Belliard rendit à la Belgique et par conséquent à la France, pendant des négociations si longues, si compliquées, si hérissées de difficultés. Pour les bien comprendre, il faudrait se reporter à cette époque de trouble et de confusion, se rappeler l'état de la Belgique, l'éloignement qu'elle avait pour le prince de Saxe-Cobourg, et tous les moyens que Bel-

liard dut employer pour lui ramener les esprits ; il faudrait parcourir la volumineuse correspondance qu'il entretenait non seulement avec le ministre des affaires étrangères de France, mais aussi avec MM. de Talleyrand et de Mareuil, nos ambassadeurs à Londres et à La Haye.

Très jaloux de la dignité de la France et par conséquent de celle de son représentant, il ne voulait pas qu'on lui manquât, même quand il ne s'agissait que des lois de l'étiquette et du cérémonial. Choisi par les membres de la conférence à Bruxelles pour en présider les séances, il arriva qu'un jour, où il était un peu en retard, il trouva le fauteuil de la présidence occupé par le représentant de la Grande-Bretagne, et comme le noble lord ne se pressait pas à le lui céder, Belliard prit un fauteuil, le plaça devant lui et s'y installa carrément.

Les grands services que Belliard rendait à la France étaient bien appréciés par le roi Louis-Philippe et son gouvernement. Chaque jour, le général en recevait le témoignage le plus flatteur dans des lettres que lui écrivait le ministre des affaires étrangères, lettres trop longues et trop nombreuses pour que nous les reproduisions. De son côté, le roi Léopold n'ignorait pas que nul plus que Belliard n'avait contribué à asseoir son trône sur des bases solides ; aussi lui faisait-il connaître les sentiments que lui inspiraient *l'honneur et la loyauté qu'il avait déployés dans sa manière d'agir pendant les négociations.*

Les difficultés du côté de la Belgique aplanies, le gouvernement destinait à Belliard l'ambassade de Madrid. Il allait donc se trouver sur un des anciens théâtres de ses guerres, où sa vigoureuse santé faisait espérer qu'il

pourrait encore rendre de longs services à la France quand Dieu en disposa autrement. Le 28 janvier 1832, en sortant du parc du roi, il tomba, dans le parc de Laken, frappé d'une apoplexie foudroyante.

Sa mort fut un jour de deuil pour la Belgique tout entière. Les Hollandais, qu'il n'avait jamais trompés par les roueries de la diplomatie, et qui avaient apprécié sa droiture et sa franchise, s'associèrent eux-mêmes à ces regrets.

Dans une lettre intime, complètement étrangère à la diplomatie, et dont par conséquent l'expression des sentiments ne peut être suspecte à personne, lord Ponsonby s'exprimait ainsi :

« Londres, 2 février 1832.

« J'appris la mort du général Belliard la veille du
« jour où je reçus votre lettre. J'étais avec lord Grey,
« lorsqu'il reçut la nouvelle. Cet événement fut ressenti
« par lui comme une perte véritable et comme une
« grande perte pour la cause politique. Pour moi, j'en
« fus peiné comme si j'avais perdu un ancien ami. J'ai-
« mais le général Belliard comme homme privé, et j'es-
« timais au plus haut degré les qualités de son cœur et
« de son esprit. Il avait pleinement déployé son caractère
« en Belgique, et, dans mon opinion, y avait par sa con-
« duite mieux mérité que qui que ce soit. Il s'est montré
« fidèle à son pays, fidèle à ses amis, fidèle à ses enne-
« mis. Il était brave et de mœurs douces, alliant la fer-
« meté à la modération, et possédait, à un degré remar-
« quable, le charme qui, dans un bon cœur, provient
« du désir de plaire. Il était un de ces hommes auquel

« je ne songeais jamais sans me complaire à l'idée de le
« revoir.

« Signé : PONSONBY. »

Quelques mois plus tard, le baron Surlet de Choquier écrivait à M. Bolcette lettre si flatteuse pour le général, que nous reproduisons également :

« Gingeloni, par Saint-Uon, province du Limbourg, ce 2 juin 1832.

« Monsieur,

« M. Charles Hennequin m'a remis le portrait de feu
« mon respectable ami, M. le général Belliard, que sa
« famille vous a chargé de me faire parvenir. Veuillez,
« monsieur, recevoir mes sincères remerciements et être
« auprès de la famille de M. le général comte Belliard
« l'interprète de mes sentiments de reconnaissance pour
« ce témoignage de l'amitié dont m'honorait l'illustre
« défunt. Je le placerai dans l'appartement dans lequel
« j'ai coutume de me tenir le plus habituellement, pour
« avoir sans cesse sous les yeux les traits d'un homme
« auquel la Belgique doit tant, et auquel, en mon nom
« particulier, je dois plus que je ne puis vous l'expri-
« mer. Vous avez été, monsieur, plus d'une fois témoin
« de son empressement amical à m'aider de ses conseils
« et à soutenir mon courage dans les moments de tri-
« bulations inséparables du pouvoir, dans des temps
« de guerre, de troubles et de révolution ; personne
« plus que moi n'a été à même de juger et d'apprécier
« les excellentes qualités du général et son dévouement
« à la cause de ma patrie. Sa perte est pour elle et pour

« moi irréparable, aussi je la déplorerais toute ma vie
« et comme Belge et comme ami.

« Veuillez aussi, monsieur, prendre votre part de ma
« reconnaissance pour celle que vous avez prise en
« aidant le général dans la mission dont il était chargé,
« et me permettre de saisir cette occasion de vous réi-
« térer l'assurance de mes sentiments d'amitié et de
« considération distingués. »

« Signé : SURLET DE CHOQUIER. »

La ville de Bruxelles fit à Belliard de magnifiques funérailles et aurait voulu conserver ses dépouilles mortelles ; mais le général avait exprimé le vœu qu'elles reposassent au milieu de celles de ses compagnons d'armes, et il avait désigné la partie du cimetière du Père-Lachaise où il voulait être enterré. C'est là que l'amitié lui a élevé un monument funèbre. Bruxelles lui a érigé une statue ; la municipalité d'Anvers et celle de Fontenay ont voulu qu'une de leurs places portât son nom, et sa ville natale est ornée de son buste. Le roi des Belges a conservé comme un précieux souvenir le sabre que Belliard avait reçu de Mourad-Bey ; enfin, en 1833, le général Guilleminot a prononcé son éloge à la Chambre des pairs.

Ainsi, rien ne lui a manqué des honneurs de la terre et les regrets qu'a inspirés sa mort ont été le couronnement de sa vie.

Belliard appartenait à cette forte génération qui a fourni tant de vigoureux soldats à la république et à l'empire. Une éducation virile avait encore ajouté à sa

constitution naturellement robuste. Il était de taille moyenne, se tenait droit et portait la tête haute. Avec l'âge, il prit de l'embonpoint, mais il conserva toujours la liberté et la vivacité de ses mouvements ; son front était élevé, ses yeux vifs, son regard doux et bienveillant. Il n'avait point la lèvre supérieure ombragée par une épaisse moustache, comme nos contemporains, et portait seulement un collier très soyeux, qui tombait jusque sur sa cravate. En tout temps sa mise était propre et recherchée, jamais prétentieuse.

Belliard était habile à tous les exercices du corps, ce qui n'est pas un médiocre avantage pour un militaire. Ajoutons que ses qualités morales étaient bien au-dessus de ses qualités physiques. Sa sœur, M^{me} la baronne Pervinquière, dont toute la vie n'a été qu'un long acte de vertu, avait remplacé près de lui sa mère, morte lorsqu'il était encore en bas âge. Elle l'avait élevé avec le même soin, la même sollicitude qu'elle apporta plus tard dans l'éducation de ses propres enfants. Son père n'était point un de ces hommes austères, toujours prêts à faire sentir à leur famille l'autorité qu'ils tiennent de la loi de la nature ; il le traitait, au contraire, comme son meilleur ami, si bien qu'en s'écrivant par la suite, le père et le fils ne se donnèrent jamais d'autre nom. Moins nourri de préceptes de morale que de bons exemples, il avait puisé au foyer domestique l'élévation du caractère et les principes de droiture qui font le bon citoyen. Il avait donc emporté, en suivant la carrière des armes, ce qu'il y a de meilleur au monde après l'amour d'une mère, l'amitié de son père ; de sa sœur, une tendresse qui ne s'est jamais

démence ; une âme forte et un corps robuste : *Mens sana in corpore sano*.

Les grands événements auxquels il lui fut donné de prendre part ne vinrent jamais le distraire des affections de sa famille. Dans nos désastres comme dans nos victoires, il ne cessait de s'en informer avec la plus tendre sollicitude. Était-il l'objet d'une distinction honorifique, la fortune venait-elle le combler de ses dons, il en reportait la pensée à son père, heureux avant tout de son bonheur et très disposé à lui donner une grande part dans les largesses qu'il recevait de l'empereur. Il s'occupait constamment de ses neveux, voulait faire de M. Abel Pervinquière, dont la vocation a été un peu détournée depuis, un officier de cavalerie ; et plus tard, lors de son ambassade à Bruxelles, avait attaché à sa personne, en qualité de secrétaire, l'aîné de sa famille.

De 1792 à 1815, il se distingua sur vingt champs de bataille, à Valmy, à Jemmapes, à Nerwinde, à Castiglione, à Arcole, devant Mantoue, aux Pyramides, à Héliopolis, à Austerlitz, à Iéna, à Erfurt, à Eylau, à Friedland, à la Moskowa, à Lepsick, et dans cette mémorable campagne de France où chaque jour fut pour lui un nouveau combat. A Moscou, pendant que tout le monde demandait à quitter l'armée ¹, il répondait à Berthier, qui le pressait de rentrer en France pour soigner sa blessure : « Prince, je ne veux point quitter l'armée. « Quoique blessé, je puis rendre quelques services. Je « demander l'autorisation de rester quelques jours encore

¹ Lettre de Murat.

« à Moscou. Si cela n'est pas possible, je demande à
« l'Empereur la permission d'aller à l'avant-garde
« joindre le roi. » De tout ce qu'il avait perdu dans cette
désastreuse retraite de Russie, Belliard ne regretta plus
tard que trois choses : l'épée qu'il avait portée à Val-
my, ses cartes et le journal quotidien qu'il tenait depuis
1792. Quant à ses biens, les événements de 1814 lui en-
levèrent sa dotation sur le Hanovre, sa grande terre de
Pologne et les propriétés qu'il avait en Espagne. Il avait
été quelque temps auparavant obligé de vendre aux
conditions les plus défavorables les domaines qu'il pos-
sédait dans la Vendée, ne pouvant autrement faire face
aux dépenses qu'avait nécessitées son équipement
pour la campagne de Saxe, et plus tard pour celle de
France, car ce qu'il avait de voitures et de chevaux
avait été englouti dans la neige. Il combattit enfin
jusqu'à la dernière heure et reçut les adieux de l'Empe-
reur, dont le pinceau de Vernet a immortalisé le sou-
venir.

Belliard avait été gouverneur des plus grandes villes :
du Caire, de Bruxelles, de Madrid, de Vienne, de Berlin,
et, contrairement à ce que faisaient tant d'autres géné-
raux, il n'en rapporta point de dépouilles opimes, et
jamais ses fourgons n'embarrassèrent la marche de
l'armée. Les admirateurs de peinture ne virent point
dans ses salons les toiles du Titien et celles de Murillo.
Quand il quitta l'Espagne pour faire la campagne de
Russie, il n'emporta pas même du palais de Medina-
Cœli les cadeaux qu'il avait reçus du roi ; et, bien
qu'on ait dit alors qu'il en rapportait des millions, il
était, en traversant la France, si dépourvu d'argent

qu'il emprunta trois mille francs au frère de son ancien aide de camp Martineau.

Lui qui avait si souvent bravé la mort, qui voyait sans s'émouvoir le sang couler à flots un jour de bataille, ne pouvait pas résister aux larmes de ceux qui l'imploraient. Son cœur renfermait des trésors inépuisables de bonté et de sensibilité. Pendant la campagne d'Egypte, le général Galbaud fut envoyé des Antilles à Alexandrie. En y arrivant, il mourut de la fièvre. Son fils, qui n'avait pas plus de seize ans, l'accompagnait. Quelques heures avant sa mort, il l'envoyait au général avec ces mots : « Général, j'arrive et je meurs. Je vous
« confie mon fils ; je ne connais personne de plus digne
« que vous pour me remplacer auprès de lui. Veillez
« sur lui comme s'il était votre enfant ¹. » Belliard accepta le legs. Le jeune Galbaud ne le quitta plus, et lorsque, devenu chef d'escadron, il fut tué en Espagne, le général le pleura comme s'il eût été son propre fils. Pendant qu'il était gouverneur de Madrid, M. de Saint-Simon fut pris à la tête d'un parti ennemi et condamné à mort. Il allait être exécuté, quand M^{lle} de Saint-Simon vint se jeter aux pieds du général et lui demander la grâce de son père. Belliard, alors, sans s'inquiéter s'il ne compromet point sa responsabilité, prend sur lui de retarder l'heure de l'exécution et engage M^{lle} de Saint-Simon à courir auprès de celui qui seul avait le droit de pardonner. Napoléon passait une revue, quand

¹ Cette lettre exhale je ne sais quel parfum d'antiquité et fait involontairement songer au testament du Grec Eudamidas, qui léguait sa fille à un ami, à charge « de la nourrir, de l'instruire et de lui constituer la dot la plus opulente qu'il serait possible. »

la malheureuse jeune fille, au risque d'être écrasée sous les pieds des chevaux, se précipite au milieu des rangs. Un officier, qui devait épouser plus tard une des nièces du général Belliard, écarte son cheval, et Napoléon aperçoit celle qui faisait un appel suprême à sa clémence. Il ne fut point sourd à sa prière et M. de Saint-Simon fut sauvé.

Cette sensibilité, il la portait particulièrement dans la vie intime, avec ses parents, avec ses amis, avec ses domestiques. Dans un des courts moments qu'il passa à Claveau, un de ces derniers vint prendre congé de lui avant de retourner dans ses foyers. En rentrant au salon, le général voulait dissimuler, sous l'apparence de la gaîté, les larmes qui l'avaient gagné, mais la rougeur de ses yeux trahissait son émotion. — Que t'est-il donc arrivé ? lui demanda sa sœur tout alarmée. — Moi, rien, c'est cet imbécile de Jacques qui a pleuré et j'ai fait comme lui.

Personne n'était plus naturellement bienveillant. Quant à son obligeance, elle était sans bornes pour tous ; mais s'il s'agissait d'un Vendéen, il y mettait une bonne grâce et un empressement extrême. Nulle démarche, nulle peine ne lui coûtait alors ; on aurait dit qu'on l'obligeait en lui demandant un service. Aussi, pendant le cours de sa longue carrière militaire, avait-il toujours voulu avoir des compatriotes auprès de sa personne : Martineau, Mathelon, Robert, Dubreuil, Majou, les deux Walsh, Parat, Vinet, tous Vendéens, avaient été ses aides de camp ou ses officiers d'ordonnance. Quoiqu'il fût très sévère pour tout ce qui concernait la discipline militaire, et qu'il eût avec eux le

ton du commandement un peu vif, il aimait beaucoup ces jeunes gens, qui le lui rendaient par un dévouement à toute épreuve. A l'armée, c'était sa famille, et quand il en donnait des nouvelles, il ne se servait jamais d'une autre expression.

Fort instruit et très bon géographe, le général Belliard avait une riche collection de cartes et de plans. Il avait fait de grands sacrifices pour se la procurer, et on la citait après celle du ministre de la guerre.

Ce dont il s'occupait le moins, c'était de sa fortune particulière ; sa générosité égalait son désintéressement. Pendant qu'il refusait les somptueux présents des villes de l'Allemagne, il ouvrait sa bourse à tous les officiers de son corps qui en avaient besoin. Sobre autant qu'on peut l'être, n'ayant aucun des goûts dispendieux du luxe, si ce n'est peut-être celui des chevaux, cet homme qui avait vécu dans l'intimité des rois, qui avait occupé, dans l'armée et dans la diplomatie, les postes les plus élevés et les mieux rétribués, est mort pauvre, et c'est aux frais de ses amis qu'un monument lui a été élevé au cimetière du Père-Lachaise.

Quoiqu'il eût beaucoup vu, beaucoup observé, qu'il dît bien sur toute chose et qu'il fût fort écouté, Belliard parlait peu des autres et encore moins de sa personne. Ses compagnons d'armes, ceux mêmes avec lesquels il n'avait pas l'autorité que donnent l'âge et le grade, avaient pour lui une véritable déférence. Quant à ses goûts particuliers, il eût volontiers quitté la ville pour la campagne : prévoyant que ses loisirs pourraient l'y conduire un jour, il avait disposé pour l'habiter sa terre de Claveau. Le devoir en décida autrement. Il conti-

nua jusqu'à la mort à servir son pays, d'abord de son épée, ensuite de ses conseils, et ce n'est pas sa faute s'il ne le servit pas complètement comme les anciens Romains : *Ense et aratro*.

En réponse à l'envoi de ma notice sur le général Belliard, j'ai reçu, dans le temps, une lettre d'un homme qui, plus que tout autre, fut en position de connaître les grandes qualités et la noblesse de son caractère. Elle vient confirmer, dans des lignes éloquentes, ce que j'en ai écrit moi-même. Le nom de son auteur lui donne une grande importance, et je suis convaincu que le lecteur m'approuvera de l'avoir reproduite à la suite de mon travail. C'en sera la meilleure page.

« Paris, 15 juillet 1869.

« Monsieur.

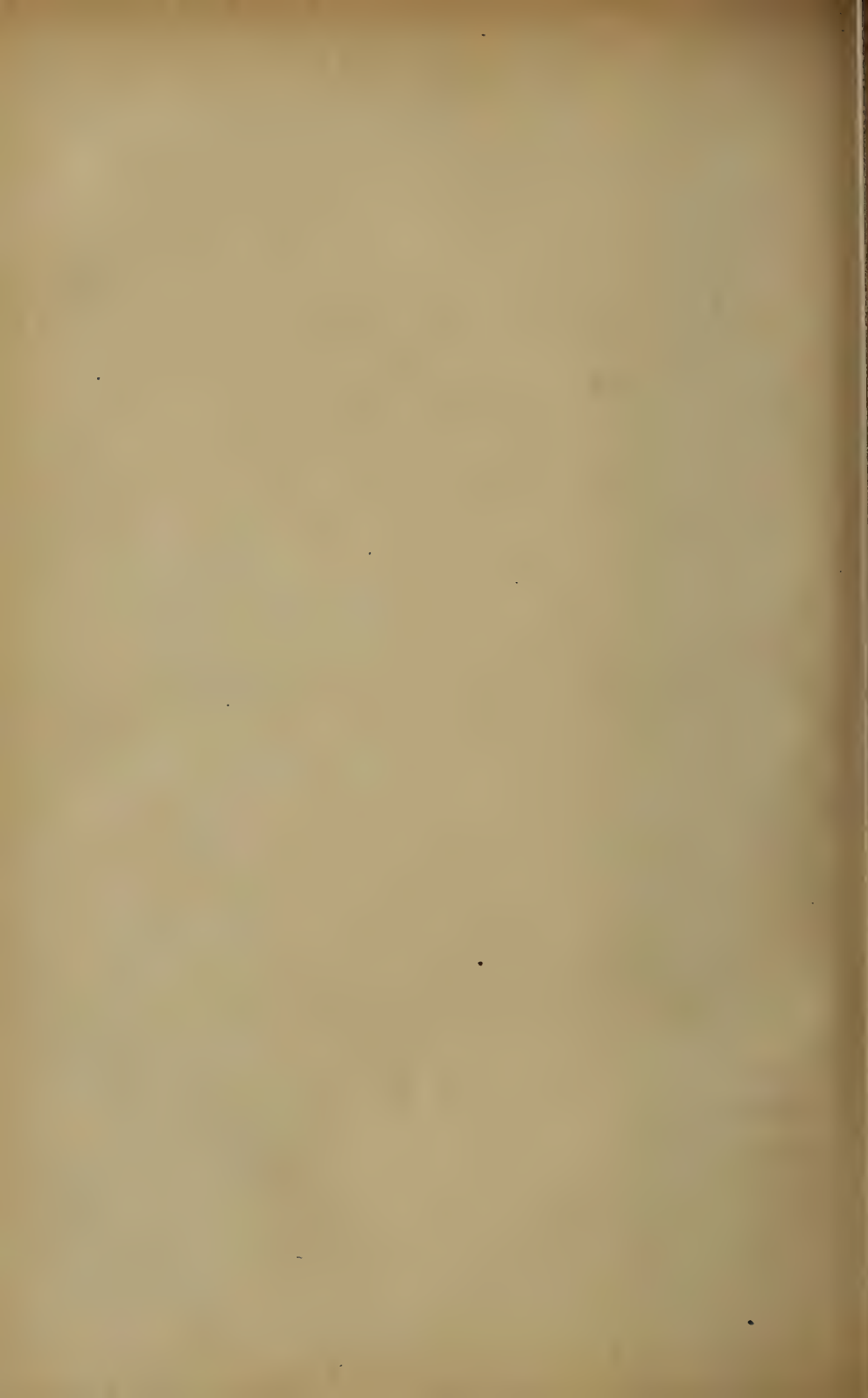
« Je n'étais pas à Paris, lorsqu'on a remis chez moi la notice historique sur le général Belliard que vous venez de publier. C'est ce qui ne m'a pas permis de vous dire plus tôt à quel point j'ai été touché de l'envoi que vous avez bien voulu m'en faire. J'ai été l'un des aides de camp du général ; j'ai fait sous ses ordres les deux dernières campagnes de l'Empire et personne n'a été plus que moi à même d'apprécier les hautes et rares qualités dont il était doué. Droiture de l'esprit, bonté

du cœur, élévation du caractère, courage que n'étonnait aucun péril, infatigable dévouement au devoir, rien ne manquait au général Belliard, et sa mémoire restera éternellement chère à ceux qui l'ont connu.

« Qu'il me soit permis, Monsieur, de vous remercier du soin pieux que vous avez pris de raconter la vie d'un homme si digne à tous égards d'attention et de respect. Les générations comme les événements se succèdent rapidement, et il est bon de travailler à prémunir d'un injuste oubli ceux qui ont compté parmi les plus habiles et les plus glorieux serviteurs de notre pays.

« Veuillez agréer, Monsieur, avec mes remerciements, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

« H. PASSY. »



PIERRE BERSUIRE

•
SECRÉTAIRE DU ROI JEAN-LE-BON

On a dit trop souvent que, plein de déférence pour l'autorité spirituelle et pour le pouvoir civil, le moyen âge n'avait jamais parlé qu'avec le plus profond respect des dignitaires de l'Église et des grands de la terre. Pour penser ainsi, il faut ne pas connaître l'histoire ou n'en avoir fait qu'une étude bien superficielle. Dans les derniers siècles de cette époque, la littérature française porte en effet l'empreinte de la révolution qui s'accomplit dans les cœurs et dans les esprits. Les croisades avaient produit un effet diamétralement opposé à celui qu'on devait en attendre. En contact avec les vices de l'Orient, les hommes qui étaient partis pour la terre sainte avec des cœurs purs, en étaient revenus avec des appétits sensuels et des habitudes charnelles. La croix qui brillait sur leur poitrine n'avait pas empêché le démon d'y pénétrer. Les romans de chevalerie, les chansons de gestes, les tençons et les virelais ne fai-

saient plus guère résonner les châteaux de leurs accents poétiques. Si l'iambe vengeresse n'était pas encore arrivée aux jours de sa colère, la satire, cette puissante arme de guerre, se présentait sous toutes les formes, et lançait ses traits acérés sur le clergé et la noblesse. Les violents démêlés de Philippe-le-Bel avec la papauté, les lourdes charges imposées aux vilains, l'institution des Etats généraux et jusqu'à l'émancipation des communes avaient imprimé aux esprits un mouvement qui, avant de se traduire en discordes violentes, préludait au combat par des escarmouches en prose et en vers. Il s'y trouvait quelquefois des moralités d'une audace inconnue jusqu'alors. Dès le XII^e siècle, dans le roman du *Renard*, et, au XIV^e, dans ses contrefaçons, on lit des attaques telles que celle-ci :

Si gentis hom mais n'engendroit
Ne jamais louve ne portoit :
Si grand cheval ne fut jamais
Tout le monde vivroit en paix.

Quand, devenu vieux et sentant la mort approcher, Renard appelle un confesseur, et que celui-ci l'engage à se repentir des vols qu'il a commis au préjudice des dignitaires de l'Église et des grands seigneurs, il lui répond que sur ce point sa conscience est tranquille, qu'on ne peut voler les voleurs, ceux qui commettent des exactions et pressurent le peuple ; que volontiers il jetterait les premiers à la mer et étranglerait les seconds, puisque, contre toute justice, les petits voleurs seuls sont pendus et les grands ne le sont pas.

Les hardiesses de langage partaient même quelque-

fois du sein des abbayes pour s'élever jusqu'au trône des pontifes et des rois. Jean Dupin, moine de l'ordre de Citeaux, osait écrire :

Ou par droict, ou par voulenté,
Furent les templiers condamnez;
Pape Clément leur fit tel honte.
Puis fust le temple transporté
A l'ospital non pas donné :
Le Pape en eut d'argent grand monte.

Nous ne sommes pas loin du jour où un évêque fera entendre cette négation du droit divin des rois qui ne devait être acceptée que quatre siècles plus tard : « Et quoiqu'ils ne veulent pas le reconnaître, ils ne règnent que par la volonté des peuples ¹. »

Encore quelque temps et le docteur très chrétien Jean Gerson, cette grande lumière de l'Eglise, prononcera, en présence de la cour, cette maxime qui, dans sa bouche, prend le caractère de la menace : *Nulla Deo gravior victima quam tyrannus*.

L'auteur de Parthenopus de Blois s'indignait de ce langage et, dans sa rancune féodale, ne ménageait pas plus le roi que le peuple :

Nous sommes versez à revers
Et par vilains et par convers,
Chétives gens qui sont venus
Et à coup mestres devenus,
Qui cousent, rooignent et taillent,

¹ *Et si centiès negent reges, regnant suffragio populorum.* (Miles de Dormans, évêque de Beauvais.)

Toutes bonnes coutumes faillent
 De cause qui soit orendroit ;
 Serfs, vilains, avocateriaux
 Sont devenus impériaux.
 Seignors ! ensemble tous montons,
 Alons au roy, si li contions
 Que de choses li souviengne :
 Et se droit ne nous en veut faire
 Nous saurons bien qu'auront à faire.
 C'est la fin : le roy n'a puissance
 Si nous lui sommes en nuissance.

Les vilains répondaient :

Nus n'est vilains, fors par ses vices,
 Dont il pert outrageus et nices :
 Noblece vient de bon corage,
 Car gentillece de lignage
 N'est pas gentillece qui vaille
 Si la bonté de cuer i faille ¹.

Puis, se tournant vers les abbayes et les monastères,
 ils ajoutaient avec Jacquemart Gelée, en parlant de
 ceux où le désordre des mœurs avait pénétré :

Hé ! las clergié que respondrés
 Au grand jour quand vous i venrés
 Devant la face Jhesu-Cris,
 K'en seu lieu vous a ça jus mis
 Por bien dire et por mix ouvrer
 Et por nous avoec lui mener ?
 Excuser ne vous porés mie,
 Car il fera vo félonie

¹ Roman de la Rose.

De convoitise et d'avarice
Et d'escarcité, ce let vice
D'orgueil et de ghelle et d'envie,
Ki en vous est par vostre envie.
S'a en vos cuers peu carité,
Foi vraie, ne humilité ;
Car vous avés tous pastience
Estroite, large conscience ;
Dont je di qu'estes ocoisons
De tous les maus que nous faisons,
Si en arés double louier
Double paine et double brasier ¹.

Ceux qui rendaient la justice n'étaient pas plus
épargnés :

Tex juge fait le larron prendre
Qui miex deust estre pendus,
Le jugement lui fust rendus ².

Les guerres malheureuses avec l'Angleterre augmen-
tant les besoins de la France, partout où passe le roi, on
entend ces mots :

Sa de l'argent, sa de l'argent ³.

Aussi princes, prélats et juges ne sont pas plus res-
pectés que les simples soudards ; le peuple se venge, par
des épigrammes, des exactions et des violences dont il

¹ Renard le Nouvel.

² Roman de la *Rose*.

³ Poésies d'Eustache Deschamps.

est victime, en attendant que, dans sa colère, il s'abandonne aux plus abominables excès.

Pendant que la société laïque est en proie à des luttes passionnées où se mêlent les accents de la poésie, que se passe-t-il dans les cloîtres, dans ces maisons religieuses jadis ouvertes seulement à la prière et au travail, dans ces sanctuaires où l'on a conservé pour nous les transmettre les trésors scientifiques et littéraires de l'antiquité ? Plus d'une fois la sainteté des lieux a été profanée, et les moines, naguère plongés nuit et jour dans l'étude et la méditation, s'égarent trop souvent dans des distractions mondaines, se prennent de querelle avec leurs voisins, s'occupent bien plus d'étendre leurs domaines et d'augmenter leurs privilèges que de composer des chroniques ou de transcrire des manuscrits. En même temps que les membres de l'Église semblent avoir perdu la foi profonde et l'esprit d'abnégation qui en firent si longtemps un élément de civilisation et de rénovation sociale, l'étude n'a plus pour eux ce charme délicieux dont une société à moitié barbare lui avait abandonné longtemps le culte délicat et la jouissance exclusive. En 1356, le pape Benoît XII faisait entendre des paroles sévères contre un ordre jusque-là célèbre par l'importance de ses travaux littéraires et qui ne devait pas tarder à les reprendre avec une ardeur merveilleuse, contre l'ordre des Bénédictins. Pour y rallumer le flambeau de la science qui allait en s'y éteignant, il voulait que chaque abbaye eût un maître de grammaire, un maître de logique, un maître de philosophie ; il ordonnait que le droit canon et le droit civil y fussent étudiés avec soin. Le savant homme, objet de cette notice, confirme,

par une plainte échappée de sa plume, le mépris que les grands du royaume et les grands de l'Église avaient alors pour les choses de l'esprit, et s'indignait en les voyant :
« Mépriser les travaux des philosophes et ne jamais prodiguer leurs largesses à aucun d'eux, en voyant souvent la science mourir de faim, à côté de l'ignorance gorgée de biens ¹. »

Quelques âmes échappèrent au fléau qui, dans la première moitié du XIV^e siècle, menaçait la France. Des monuments littéraires importants s'élevèrent encore dans plusieurs abbayes, et, avant que le livre d'onction toute céleste dont l'auteur est resté inconnu eût fait son apparition, il se trouva des hommes, en petit nombre, il est vrai, qui firent de l'étude l'occupation et le bonheur de leur vie. Parmi ceux dont l'histoire a conservé le nom et dont les ouvrages sont arrivés jusqu'à nous, nous devons placer, presque en première ligne, un religieux que la Vendée réclame pour avoir été un de ses enfants les plus distingués. Humblement soumis à l'Église, il ne s'incline pas devant tous ceux auxquels la direction en est confiée. Quand il les croit dans la mauvaise voie, il ne ménage même pas les membres du haut clergé, et, dans ses généralités, se trouvent souvent contre eux des accusations impersonnelles, il est vrai, mais tout aussi sévères que celles que nous mentionnions tout à l'heure. Ses livres, fort oubliés aujourd'hui, ont eu pendant deux siècles un immense retentissement. Grâce à des écrivains modernes, leur auteur va reprendre le rang qu'il avait

¹ *Cum videam cleri rectores et populi labores philosophantium spernere, nulli prorsus manum largitionis extendere, quin imò a sepe videas, ignoris epulantibus, scientificos esurire.*

perdu. Nous nous estimerions heureux si nous étions pour quelque chose dans cette œuvre de réparation et de justice.

Avant d'entrer en matière, commençons par une discussion de nom propre, celui que nous avons placé en tête de cette notice, étant loin d'avoir été accepté par tout le monde. La traduction française des deux mots latins : *Petrus Berchorius*, dont l'auteur a signé ses ouvrages, a donné lieu, en effet, à de nombreux commentaires et à des interprétations différentes. En comptant bien, nous pourrions trouver une vingtaine de variantes entre lesquelles il nous faut faire un choix. La seule traduction qui nous paraisse raisonnable est celle de M. Léopold Pannier. Ainsi que le dit cet écrivain, le mot latin *Berchorium* ou *Berchorium* s'est traduit longtemps par Bersuire, et ce n'est qu'au siècle dernier qu'on a substitué à ce nom, par une légère altération, celui de *Bressuire*.

Originaire d'une bourgade située non loin de la petite ville dont nous parlons, il est fort à croire que Bersuire aura pris son nom de Berchoriun, en raison de cette localité voisine du lieu de sa naissance. Lui-même l'attachait à son nom, comme on peut le voir dans les prolégomènes du *Repertorium morale* : Et ego frater Petrus *Berchorius* et moi, frère Pierre de Bersuire. Et dans le *Reductorium morale*, il dit encore : *Sum igitur, quidam peccator*

Nomine Petrus cognomine Berchorius.

Sans entrer dans aucune explication à ce sujet, M. Arnault paraît avoir adopté cette opinion, puisque,

dans son histoire de l'abbaye de Maillezais, il le nomme *Pierre Bressuire*¹.

S'il peut rester quelques doutes sur cette question, il ne peut en être ainsi de sa personnalité, et tous ceux qui s'en sont occupés, savent que sous des synonymies qui

¹ Notre savant compatriote, M. Mourain de Sourdeval, n'adopte pas la traduction de M. Pannier. Voici les raisons qu'il en donne dans une lettre qu'il nous écrivait le 16 avril 1878 :

« Puisque vous discutez son étymologie, permettez-moi de prendre part à la discussion. *Petrus Berchorius* signifie pour moi Pierre Berthier. Ce dernier nom est composé de deux éléments gothiques *Berth-her*, dont le premier se trouve dans *Berthe*, *Berth-ramcu*, *Berth-Wald*, qui nous ont laissé Bertrand, Berthaud, et dont le second souvent traduit en *Charius*, *Chrius*, comme dans *Walcherius* qui est devenu *Gauthier* et même *Gaucher* ; dans *Warnacharius* qui est devenu Garnier, en anglais et en allemand *Warner*, *Werner* ; c'est le même élément *ner* qui, dans Grégoire de Tours, commence les noms de *Charimèr*, *Chariulf*, *Charinwald*, enfin de *Charibert* ou *Caribert* qui peut se retourner en *Ner-bert*, et devenir *Herbert*, composé des mêmes éléments que *Bert-her* ; comme *Bald-rin*, Baudry, peut se retourner en *Ric-Bald*, Ribaud, et *Balwin* ; Baudouin peut se retourner en *Win-bald*, Guinebaud.

« Pour moi donc, Berchorius n'est qu'une légère variante de Berchorius ou Bercharius, qui à coup sûr veut dire Berthier.

« Nomine petrus cognomine Berchorius.

« Au treizième et au quatorzième siècles, le nom véritable et principal était le nom de baptême ; et le nom de famille, alors en formation récente, était le surnom, le *cognomine*. Les rois et les évêques n'ont jamais pris officiellement que le nom de baptême pour se conformer à la tradition antérieure au nom de famille. »

Nous n'avons aucune autorité pour discuter les arguments de M. Mourain de Sourdeval ; nous nous en tenons pourtant au nom de Pierre Bersuire que nous avons appliqué à *Petrus Berchorius*. La principale raison qui nous le fait adopter c'est que dans le Poitou, au 14^e siècle, nous trouvons plusieurs personnages du nom de Bersuyre, entre autres Georges Bersuyre qui figure dans le Cartulaire de Saint-Jean d'Orbestier, Nos 195 et 203.

ne diffèrent que par une lettre ou une consonance, se trouve le même personnage.

Pierre Bersuire est né vers la fin du XIII^e siècle, à Saint-Pierre-du-Chemin, département de la Vendée. On ne sait rien de sa famille, sinon qu'un de ses parents qui portait son nom, et qu'il trouva à Paris, dans les dernières années de sa vie, était écuyer. Son enfance nous échappe également ; quant à sa studieuse jeunesse, il est à croire qu'il la passa dans l'abbaye de Maillezais.

Fondée, en l'an 990, par Guillaume-le-Grand et par Emma, son épouse, l'abbaye de Maillezais avait toujours appartenu à l'ordre des Bénédictins. Son fondateur, dont le corps reposa longtemps dans le chœur de l'église, y vint finir ses jours sous l'humble nom de frère Guillaume. Pendant plus de deux siècles, les moines qui habitaient cette paisible retraite purent se livrer à leurs travaux et à la prière, sans que les événements qui s'accomplissaient dans le monde les détournassent de leurs grandes œuvres. Des contestations survenues, en 1147, entre son abbé et celui de Saint-Maixent n'eurent pas de suites fâcheuses, le pape Innocent II ayant tranché le différend au profit du premier. Quelque temps après, dans une assemblée réunie à Saint-Jean-d'Angély, Sebran Chabot, seigneur de Vouvent, fut débouté des prétentions au titre de protecteur de l'abbaye qu'il s'attribuait. D'autres querelles avec les moines de Sully, l'abbaye de Saintes et le seigneur de Marans, se terminèrent la plupart par des transactions qui ramenèrent le calme dans les esprits. La lutte qu'à la fin du XII^e siècle, l'abbaye de Maillezais soutint contre l'évêque de Poitiers, Maurice de Blazon, lutte dans laquelle elle perdit quelques-uns

de ses privilèges, ne fut que de bien peu d'importance à côté de la guerre acharnée que devaient lui faire les successeurs de Sebran Chabot. Gefroy I^{er} de Lésigné et Guillaume de Valence, son frère, la foulent et la pillent, et, à la mort de Gefroy I^{er}, son fils, Gefroy II, porte le fer et le feu sur tous ses domaines. En vain les juges nommés par le Saint-Père se prononcent contre lui; leur anathème ne peut arrêter sa fureur. Le courageux abbé de Maillezais, Guillaume-le-Fort, succombe en défendant les droits qu'il tient de Dieu, et, au moment où les moines lui rendent les honneurs funèbres, apparaît tout à coup, à cheval, la dague au poing, la colère dans le regard, le démon dont rien ne peut arrêter la fureur. Dans sa rage, il n'épargne personne, et, pour se dérober à ses coups, les moines prennent la fuite à la lueur des flammes allumées par sa main. Une bulle d'excommunication du pape Grégoire amena enfin Gefroy-la-Grand-Dent à résipiscence, et les moines, après avoir porté leurs pas errants dans les bois, sans avoir d'autre abri que la cime des arbres et la voûte du ciel, purent enfin rentrer dans leur ancienne demeure.

L'abbaye de Maillezais se releva vite de ses ruines; tous ses privilèges lui furent rendus; grâce à des largesses sans nombre, ses domaines s'étendirent et le dessèchement de ses marais devint pour elle un grand élément de prospérité. Quand Pierre Bersuire vint à cette source puiser sa vaste érudition, elle n'était pas seulement riche des biens de la terre, elle possédait de grands trésors littéraires, qu'au XII^e siècle avait amassés l'abbé Pierre, trésors dont M. La Fontenelle de Vaudoré nous a laissé l'intéressant catalogue.

Au moyen âge, l'histoire littéraire de la société laïque ne ressemble en rien à celle de la société cléricale. A de rares exceptions près, la poésie, sous toutes ses formes, appartient à la première ; et si l'histoire proprement dite est écrite en caractères ineffaçables sous la plume de Villehardouin et de Joinville, elle diffère en tout des grandes chroniques des moines de Saint-Denis. Pendant que la scolastique trouble par ses disputes la société tout entière ; pendant que deux hommes célèbres, Albert-le-Grand et Roger Bacon, devançant leur siècle, et que le dernier sonde déjà les profondeurs de la nature, les moines labourent la terre, restent mystiques dans tous leurs ouvrages, transcrivent plus encore qu'ils ne composent, deviennent les véritables conservateurs des œuvres de l'esprit. Ces travailleurs infatigables partagent leur temps entre la culture des champs, l'étude des lettres profanes et des lettres sacrées. Après avoir fait des copies de la Bible et des livres de liturgie, ils reprennent encore la plume pour nous transmettre les écrits des Grecs et des Latins.

Ce furent principalement les Bénédictins qui passèrent leur vie à sauver du naufrage ces précieux débris, et si nous ne trouvons pas le nom des auteurs anciens dans le catalogue de M. La Fontenelle de Vaudoré ; si, par suite des orages dont nous avons parlé, quelques manuscrits de la bibliothèque de Maillezais périrent dans les flammes, il est bien certain qu'au temps où vivait Pierre Bersuire, les livres de l'antiquité grecque et romaine y avaient pénétré, puisque, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, il en nourrit son esprit. S'il commença, en effet, par étudier les lettres sacrées ¹, il ne négligea point

les lettres profanes, et, dans ses ouvrages, il en fit un singulier mélange. Ce fut à des circonstances toutes particulières et à des causes en dehors de ses prévisions, qu'il dut d'abandonner son abbaye pour paraître sur un plus grand théâtre.

En 1317, le pape Jean XXII ayant érigé l'abbaye de Maillezais en évêché, Geoffroy Povereau, d'abbé qu'il en était, en devint le premier évêque et dut se rendre auprès du Saint-Père pour recevoir la mitre épiscopale. On sait qu'à cette époque, Avignon était la résidence des souverains Pontifes. Il est possible, il est à croire même qu'ayant à ses côtés un religieux d'une rare érudition, Geoffroy Povereau l'aura emmené avec lui. Ce qu'il y a de certain, c'est que vers 1320, nous trouvons Bersuire auprès du cardinal Després, vice-chancelier du Pape, qui, dans ce moment, paraît avoir ce religieux en grande estime. Le cardinal Pierre Després était un prélat d'un grand savoir. Profondément versé dans les sciences théologiques, auteur d'un livre portant pour titre : *De laudibus beatæ Mariæ virginis*, il était en même temps un docte jurisconsulte et avait conquis le grade de docteur en droit civil. Les papes Jean XXII, Benoist XII, Clément VI, Innocent VI, lui confièrent les missions les plus importantes et les plus délicates.

Pierre Bersuire passa de longs jours à ses côtés. Les précieux matériaux qu'il trouva dans la riche bibliothèque du prélat lui furent d'un grand secours pour la composition des ouvrages qu'il nous a laissés.

¹ *Laboravi primo et ante biblicæ textum quater studendo.* (Prologue du *Reductorium morale*.)

Dans ce moment, le poète d'Arezzo habitait Avignon. L'amour dont l'âme de Pétrarque était embrasée laissait place à d'autres affections ; il avait de saintes amitiés, et ses lettres sont pleines des nobles sentiments qu'elles lui inspiraient. Doué d'une sensibilité exquise, il ne se bornait pas à exhaler ses soupirs et sa douce mélancolie dans des épîtres et des élégies, il passait une partie de ses jours avec ses auteurs favoris, avait une grande admiration pour les anciens, faisait de leurs écrits l'objet de ses méditations.

Ce fut probablement à cette conformité de goûts que le chancre de Laure et le religieux de Maillezais durent de se lier d'une étroite amitié. Après s'être retiré dans sa solitude de Vacluse, Pétrarque, qui se dérobaît au monde, laissa sa porte ouverte à Pierre Bersuire et reçut souvent sa visite. Les bons rapports établis entre ces deux esprits d'élite durèrent toute la vie de Bersuire, et, après la mort de cet ami si cher, Pétrarque garda de sa mémoire le meilleur souvenir. Quand, dans ses lettres, le nom de Bersuire revient sous sa plume, ce n'est jamais sans être accompagné des paroles les plus flatteuses. « Pendant que tout jeune encore, écrit-il quelque part, je me trouvais en France, je fus assez heureux pour faire la connaissance d'hommes distingués, venus soit de l'Italie, soit de la Provence. Aucune affaire ne les attirait vers moi, sinon le désir de me voir et de m'entretenir. Je dois signaler en première ligne le Poitevin Pierre auquel la religion et les lettres doivent une grande place ¹. »

¹ *Dum in gallicis agerem adolescens, nobiles quosdam ingeniosos*

Pierre Després ne se borna pas à encourager Bersuire dans ses recherches, il lui vint puissamment en aide, non seulement en mettant ses livres à sa disposition, mais en l'assistant aussi de ses conseils ¹. Il est à croire que Pétrarque, auquel nous devons la conservation de Quintilien et de quelques livres de Cicéron, s'empressa également de lui offrir ses trésors bibliographiques.

Ainsi secondé, Bersuire déploya dans ses travaux une ardeur infatigable, poursuivant son œuvre sans jamais prendre de repos. Il ne lui fallut pas moins de cinq années, comme il nous l'apprend, pour composer son *Repertorium morale* ². Dans sa reconnaissance pour son puissant protecteur, il lui avait dédié son premier ouvrage, le *Reductorium morale*; il lui dédia également le second ³. Un manuscrit du *Repertorium* provenant

viros, tam de ulteriore Galliâ, quam de Italia venientes, ad me vidi, admirans, nullo alio negotio tractos, quàm ut me viderent, necumque colloquerentur, quorum unus fuit honorifice nominandus Petrus Pictavincis, religione et litteris vir insignis. (Pet. lib. XV, épis. VII.)

¹ *Qui etiam per ipsum libris et necessariis mihi communicatis et traditis, ad istos labores meos sum inductus, et in istis etiam directus multipliciter et adjutus. (Prologue du Reductorium, édit., 1730, p. 2.)*

² *Laboravi insuper opus majis arduum et difficile, quod Repertorium morale vocari, aggrediendo et ibi quasi per quinquennium insudando. (Prolegomènes du Reduct., édit. de Bâle, p. 3.)*

³ *Et ego frater Petrus Berchorii, ordinis sancti Benedicti Monachus, in pictavico solo natus, secundam partem laborum meorum, scilicet morale repertorium incipio, ipsumque reverendissimo in cristo patri ac domino Petro de Pratis, episcopo predestino, ac sancte romane ecclesie et domesticus apud ipsum duodecim annis, cui meum laborem offero et presento.....*

de l'abbaye de Saint-Victor nous apprend la date à laquelle il termina ce livre. On y lit : *Anno domini MCCCXL, ad bene placitum paternitatis nostre ad gloriam omnipotentis Dei.*

Présenté par le cardinal Després au souverain Pontife, Bersuire en obtint une de ces concessions de bénéfices dont Jean XXII se montra prodigue. Si l'on en croit l'abbé de Sade, il fut pourvu de l'abbaye de Saint-Sauveur, située dans le diocèse de Poitiers, ce qui lui donna droit à des bénéfices importants ; il obtint aussi le prieuré de Bruère-Château et celui de Clisson.

En 1340, nous le trouvons moine de Saumur. La table du *Repertorium morale*, œuvre du clerc Jean Colombe, attaché au cardinal Després, contient, p. 112, quelques lignes qui ne laissent aucun doute à ce sujet : « *Ad faciendam tabulam super librum novum edictum a religioso viro, fratri Petro Berchorii Salmuriensis Monacho, qui liber moralis tabula seu morale repertorium nuncupatur.* »

Au XIV^e siècle, il arrivait déjà que les dignitaires et même les simples bénéficiers de l'Église ne faisaient pas toujours leur résidence dans les diocèses, abbayes ou prieurés dont ils étaient titulaires. Ils ne remplissaient alors aucune des obligations qui s'attachaient à leur charge et ne songeaient qu'aux avantages qu'ils en retireraient. Bien que cet abus n'eût pas encore donné lieu aux scandales où nous le verrons arriver un jour, il attira pourtant les foudres de l'Église sur la tête de ceux qui s'en étaient rendus coupables. En 1352, le pape Innocent VI ne se contenta pas de suspendre les réserves accordées par Clément VI, et de révoquer absolument

toutes les commendes et toutes les concessions de bénéfices et de prélatures ¹ ; il lança une bulle d'excommunication contre ceux qui ne résidaient pas dans les localités où ils avaient des bénéfices. Fut-il fait exception pour Bersuire ? La position toute particulière qu'il avait si longtemps occupée à la cour pontificale lui mérita-t-elle cette faveur ? Il est très croyable qu'il en fut ainsi. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en 1351, il n'avait pas sa résidence dans l'abbaye de Coulumbe dont il était chambrier, puisque, à la même date, il se tenait auprès du roi Jean-le-Bon. Ce n'est que dans les dernières années de sa vie, au moment où les agitations populaires font trembler le sol de la France, que nous le verrons dans son prieuré de Saint-Eloi.

Les malheurs de la patrie arrachèrent Pierre Bersuire à ses travaux favoris, pour le transporter de la cour des papes à la cour des rois.

La France était en proie à toutes les horreurs et à toutes les misères. La guerre de Cent Ans, allumée en 1338, avait couvert de morts les champs de bataille, et la peste ne devait pas tarder à y ajouter ses ravages. Le peuple gémissait sous le poids des impôts, les monnaies altérées perdaient de leur valeur ; la gabelle, enfin, qui pesait particulièrement sur le peuple, excitait partout des cris de rage. En 1342, la situation de l'ennemi n'était guère meilleure. Le manque de vivres tourmentait peut-être plus encore l'armée anglaise que l'armée française ; exposées également aux rigueurs de l'hiver, toutes

¹ Art de vérifier les dates, édit. de 1751, in-4^o, 2^e partie, p. 392. Citation de M. Léopold Pannier, p. 11, de sa biographie de Pierre Bersuire.

deux les ressentaient cruellement. Le pape Clément XVII se prit de pitié devant tant de souffrances, il offrit aux deux partis sa médiation pour faire la paix. Les légats, le cardinal Després et Hannibal, évêque de Tusculum, se rendirent auprès des rois Philippe VI et Édouard III, et parvinrent à leur faire conclure un armistice durant lequel les monarques devaient envoyer des ambassadeurs à Avignon pour y signer une paix définitive.

Il est très croyable que Pierre Bersuire, familier du cardinal Després, l'aura accompagné dans cette mission, mais qu'une fois accomplie, il n'aura pas suivi le légat, quand il se rendit dans la Flandre faire entendre des paroles de paix. A cette époque, en effet (1342), sa présence à Paris qu'il ne quitta plus, est signalée par quelques historiens.

Pendant une période de huit années (de 1342 à 1350), Pierre Bersuire s'occupe aux corrections du *Reductorium* et suit assidûment les cours de l'Université. Les malheurs dont la France fut accablée dans ces fatales années, lui laissèrent-ils toute la liberté d'esprit nécessaire pour se livrer à de savantes compositions ? Ne lui enlevèrent-ils point, par de tristes préoccupations, une partie du temps qu'il consacrait d'ordinaire à ses études ? On ne peut à cet égard que se livrer à des conjectures. Ce n'est, comme nous venons de le dire, qu'en 1350, qu'il reparaît sur la scène. Dans ce moment, il est camérier de l'église de Coulumbe, diocèse de Chartres ¹.

¹ M. Léopold Pannier prétend qu'on ne le trouve en cette qualité qu'à la date de 1361. Mais un acte que le savant élève de l'école des Chartres mentionne pourtant, établit qu'il était moine de cette abbaye

Un événement qui fit grand bruit dans le monde universitaire souleva en sa faveur les quatre Facultés et provoqua l'intervention royale.

Pierre Bersuire n'était pas seulement un savant de premier ordre, c'était un écrivain éminemment moral et religieux, dont la vie exemplaire pouvait servir de modèle. Mais de même qu'au moment où l'empire d'Orient penchait vers sa ruine, les divisions théologiques divisèrent si profondément les esprits, que le ralliement de toutes les forces du pays, pour faire face à l'ennemi, devint impossible ; de même, pendant l'envahissement de la France par les Anglais, le bruit des batailles n'interrompit pas complètement les discussions de la scolastique. Bersuire lui-même, tout en restant parfaitement orthodoxe, ne garde pas toujours dans ses écrits une sage mesure. Bien qu'il eût occupé une haute position près des papes, bien que le cardinal Després lui eût conservé toute son amitié, la nature de sa controverse, qui s'écartait de celle généralement adoptée, le fit accuser d'hérésie ¹.

Derrière cette accusation se cachaient peut-être bien les colères du clergé, mécontent de ce que Bersuire eût fait des distinctions entre la conduite de ses membres, et qu'il ne les eût pas déclarés tous également recomman-

un an auparavant. — *Superfacta fratris Bercorii camerarii ecclesie beate Marie de Columbis carnatensis dyocesis. (Deliberatio Universitatis Parisiensis, 5 martii 1350.)*

¹ *Ex eo quod officialis Parisiensis dicebat, ipsum fratrem Petrum fore captum propter presumptiones contra ipsum, quia utebatur scientiis prohibitis et malis et sapientibus heresim. (Instrumenta litis episcopum, inter et Universitatem Parisiensem de Petro Bercario scholari, et sententia officialis in carcerem demisso.)*

dables. Si sous sa plume, en effet, se trouvent souvent appliquées aux prêtres les qualités de bonté et de sagesse, les mots de prélats vicieux et pervers s'y rencontrent aussi quelquefois. En parlant de la bête de l'Apocalypse, n'avait-il pas été jusqu'à écrire : « Dit que cette bête représente un clerc brutal qui, venant de la mer, c'est-à-dire d'un humble village, et d'une pauvre condition, a bientôt à lui seul plusieurs têtes, c'est-à-dire plusieurs dignités, plusieurs prébendes et y joint même des cornes, c'est-à-dire la mitre, lorsqu'il devient évêque ou abbé, tout cela non par son propre mérite, mais à l'aide du dragon, c'est-à-dire d'un protecteur, d'un ami, évêque ou cardinal ¹. » (Traduction donnée par l'*Histoire littéraire*, t. XXIV, p. 368.)

Quoi qu'il en soit, par sentence de l'Official, il fut jeté dans les prisons de l'évêque de Paris. On ne se contenta pas de lui ravir la liberté, il y fut l'objet des plus mauvais traitements, et, pendant qu'il gémissait sous les verrous, sa maison fut mise au pillage. Si l'on en croyait M. Léopold Pannier, Bersuire serait resté plus d'une année sans pouvoir obtenir justice, puisqu'un acte du 5 mars 1350 établit que Pierre Bersuire était alors en prison, et que le « 17 mars 1351, l'Université se réunit de nouveau et déclara que Pierre Bersuire, qu'elle avait reconnu le 5 du même mois être son écolier, était saisi indûment et contre les privilèges de l'Université ². »

¹ *Dic quod ista bestia est clericus bestialis, qui a mari, id est ab humili plebe et paupere statu veniens, quando qui acquisit plura capita, id est dignitatis et prebendas, et quando cornua id est mitram, quandoque fit vel episcopus vel abbas...*

² Extrait de la notice de M. Léopold Pannier.

Cette fausse date est probablement le fait d'une erreur typographique. Ce n'est point le 17 mars 1351, mais bien le 13 mars 1350, c'est-à-dire douze jours seulement après la première réunion qu'eut lieu la seconde, ainsi que le constate la pièce que nous avons sous les yeux en écrivant ces lignes.

L'Université, en effet, si jalouse de ses privilèges, ne s'endormit pas devant la violation qui en était faite. Malgré les attributions toutes spéciales d'une de ses facultés, malgré le grand nombre de ses membres qui étaient pris au sein du clergé, malgré ses bons rapports avec le Saint-Siège, elle était loin de se montrer en toute chose la très humble fille de l'Église et prétendait à une indépendance absolue. L'affaire ayant été portée devant sa juridiction, le recteur demanda à Robert de Vilette, professeur de théologie, si Pierre Bersuire était bien un de ses écoliers. Sur sa réponse affirmative, les quatre facultés protestèrent contre la sentence de l'Official ¹.

L'évêque ayant prétendu qu'en raison du crime dont Pierre Bersuire s'était rendu coupable l'affaire relevait de sa juridiction, l'Université, dans sa séance du 17 mars, forma opposition à cette sentence et déclara qu'elle cesserait ses leçons jusqu'à ce que son écolier lui fût rendu, en même temps qu'elle demandait que l'Official fût frappé d'une amende à son profit. Elle décida aussi que

¹ *Vide deliberatio universitatis Parisiensis quâ Petrus Berco-rius, Camerarius beate ecclesie Sancte Marie de Columbus, Carnatensis diocesis, pro vero scholare agnoscitur, et lata in eum ab officiali episcopi Parisiensis sententia irrita esse declaratur.* (Arch. du Min., d'après Jourdan, *Index cartarum*. Uni. Paris, p. 146.)

l'affaire serait portée devant le roi, laissant à son arbitrage le soin de fixer le chiffre de l'amende qu'elle réclamait. L'Evêque et l'Official acceptèrent la juridiction royale. En attendant, Pierre Bersuire fut mis en liberté sous caution juratoire; mais l'Evêque voulut qu'il fût reconnu que c'était de son propre mouvement et sans qu'il y eût été forcé. Le recteur, en son nom et en celui de l'Université, protesta contre cette prétention.

Le 27, nouvelle réunion à ce sujet, l'Evêque et l'Université étant encore loin de se mettre d'accord. Enfin le dernier jour du mois, l'Université obtint entière satisfaction. En présence du roi et en son nom, il fut dit et signifié que l'Evêque de Paris jurerait et promettrait de ne jamais *molester ou inquiéter* aucun membre de l'Université; que l'Official ferait le même serment; qu'il déclarerait en outre que c'était sans son consentement et sans même qu'il en eût été informé que Pierre Bersuire avait été soumis à la torture, et qu'aussitôt qu'il l'avait appris, il en avait témoigné, comme il en témoignait encore, tout son mécontentement.

L'Evêque et l'Official se soumirent entièrement et prononcèrent le serment qui leur était demandé. Jean Leroyer, commissaire de l'Official, condamné à payer au roi et à l'Université une amende pour l'injure qu'il leur avait faite, se jeta à ses genoux en demandant son pardon. Le roi fixa l'amende due à l'Université à une somme de deux cents livres parisis, somme qui, sur sa demande, lui fut abandonnée. Le même arrêt déclara Pierre Bersuire bien fondé dans sa demande, en réparation du dommage fait à sa maison ¹.

¹ *Is vero* (l'Evêque de Paris) *rege presente, juravit se nunquam*

Ainsi se termina cette grosse affaire dont l'issue fut toute à l'avantage de l'Université et de son écolier Bersuire.

Le roi Jean aimait-il véritablement les lettres, les avait-il cultivées dès sa jeunesse, comme Pétrarque l'assure ¹ et comme l'assurent aussi les auteurs de la *France littéraire*, ou bien, en ayant toujours été éloigné par son père, Philippe de Valois, n'obtenaient-elles auprès de lui qu'un succès de vogue ² ? Nous ne saurions

ejusdem universitatis privilegia violaturum, curavit que ipsi satisfieri per eos qui supra dictum monachum incarceraverant. Quâ de re scribit M. Bernardus de Leorsum Alemanus, Alberti successor in procuratoriâ nationis Anglicanæ. Multis deliberationibus et vacationibus precedentibus, liberatus fuit de carcere quidam Scholaris Parisiensis, scilicet Monachus qui fuit detentus contra privilegia universitatis. Circa qui illustrissimus Francorum rex ordinavit emendam Condignam fieri universitati Parisiensi. Nam episcopus Parisiensis promisit fide dignâ, coram domino regi et deputatis ab universitate, nunquam facere contra Privilegia universitatis. Officialis vero juravit ad sancta dei evangelia, quod nescivit si Clericus fuit tormentatus et inhoneste detentus. Commissarius officialis fatebatur se præbuisse assensum, qui dedit universitati 200 libras Parisienses, quas tamen libras universitas reliquavit domino regi, ob ejusdem principis reverentiam. (Hist. univ. Du Boulay, lib. IV, p. 320.)

Il est fait mention de cette sentence dans l'*Histoire de l'Université*, de Crevier, t. II, p. 380, et dans celle de Grandcolas, t. II, p. 167.

Voir aussi *instrumenta litis episcopum inter et universitatem Parisiensem* de Petro Bercorio, Scholari, essententia officialis in carcerem ~~denisso~~.

¹ *Petrarcha testatur in adolescentiâ litterarum-stadium non neglegisse.* (Baluse. *Histoire des Papes d'Avignon*.)

² Jean n'avait aucun amour pour les lettres. En ordonnant la traduction de Tite-Live, il cédait seulement à un besoin réel qui se manifestait impérieusement autour de lui, dans sa cour, quelque

le dire. Mais qu'il ait obéi à son propre sentiment ou au courant d'idées qui entraînait alors les esprits, il est certain qu'il voulut entourer son trône des écrivains que la France saluait de ses applaudissements. C'est à ce titre qu'il prit en main la cause de Pierre Bersuire. Il y a tout lieu de croire que son intervention toute-puissante amena la soumission de Pierre de Forest, évêque de Paris.

De la prison où il avait été enfermé, Pierre Bersuire passa dans le palais des rois et devint secrétaire de Jean-le-Bon. Quoique la langue latine fût toujours fort en honneur, elle n'absorbait pas complètement la langue nationale. Les lettres françaises brillaient à l'horizon, et l'on pouvait espérer qu'elles jetteraient bientôt un vif éclat. Philippe-le-Bel avait déjà fait traduire en français les *Préceptes militaires* de Vogué et la *Consolation* de Boèce, sans s'apercevoir que les doctrines de ce dernier ouvrage étaient loin d'être toutes orthodoxes. Suivant les auteurs de la *France littéraire* : « On croit que c'est la reine Jeanne de Bourgogne, veuve de Philippe-le-Long, qui fit traduire et moraliser en vers, par Philippe de Vitri, les *Métamorphoses* d'Ovide, que Chrestien de Gouis de Saint-More traduisit en prose. »

Le roi Jean voulut donner une nouvelle impulsion à ce mouvement littéraire, et comme dans ces temps de guerre les exploits héroïques étaient fort admirés, entre tous les auteurs latins dont la traduction lui parut désirable, il donna la préférence à Tite-Live. Ce

désordonnée qu'elle parût, quelque troublée qu'elle fût par les querelles ambitieuses qui la formaient. (Gautier, *Actes de l'Académie de Bordeaux*, t. VI, 1844.)

fut à Pierre Bersuire qu'il confia le soin de mettre à la portée de tous les esprits ce qui était arrivé jusqu'à nous des œuvres du grand historien ¹. Nous ne possédons, en effet, que bien incomplètement le livre des *Décades*. Quelques empereurs romains, Caligula à leur tête, s'acharnèrent contre les pages de ce grand ouvrage ; la barbarie qui n'avait pas l'intelligence et le respect des productions de l'esprit, les comprit, comme tant d'autres, dans son œuvre de destruction. Les moines recueillirent ce qui leur avait échappé. Mais il arriva qu'après l'invasion des Arabes, la fabrication du papier et du parchemin ayant été interrompue, il leur devint très difficile de transcrire les livres saints, ceux de liturgie, les bulles des papes, les actes des conciles, les prières de l'Église. Le seul moyen qu'ils trouvèrent, pour y arriver, fut de nettoyer par des lavages les précieux manuscrits profanes qu'ils possédaient. A la suite de cette opération, plusieurs livres de Tite-Live et bien d'autres richesses littéraires disparurent pour faire place à des écrits d'un autre genre.

L'histoire de Tite-Live ne comprenait pas moins de cent livres dont nous ne possédons que le tiers ; les trente-cinq qui nous restent n'étaient même pas tous connus au temps où Bersuire écrivait. La bibliothèque de Mayence, les recherches de Simon Grynius, celles des Pères Horeau et de Bruns sont venues les compléter ².

¹ *Quem ego licet indignus ad requisitionem domini Johannis incliti Francorum regis, non sine labore et sudoribus in linguam gallicam transtuli de latinâ.*

² Voir l'article de M. Gautier. — *Actes de l'Académie de Bordeaux*, t. VI, année 1844.

Les écrivains qui se sont occupés de Pierre Bersuire se sont demandé à quelle époque il avait commencé sa traduction, à quelle époque il l'avait terminée. Ainsi que le fait fort bien remarquer M. Léopold Pannier, on ne peut pas admettre que ces mots qui se trouvent en tête de la traduction de la première décade, dans un manuscrit de la fin du XV^e siècle : « Cy commence Titus-Livius, translaté en français, à la requeste de très-noble et souverain prince Jehan, par la grâce de Dieu, roy de France, par Pierre Bersuire, à présent prieur de Saint-Eloy de Paris, l'an mil CCCL et deux. » veuillent dire que la traduction était terminée, mais bien plutôt qu'elle fut commencée à cette époque. Pierre Bersuire, mis en liberté à la fin du mois de mars 1351, comme nous venons de le voir, ne se sera probablement pas mis à l'œuvre le jour même où il aura quitté sa prison. Comment, en dehors des travaux que lui imposait sa charge de secrétaire du roi, aurait-il pu donc faire en une année un travail d'aussi longue haleine ? Il y a tout lieu de penser que le copiste aura confondu les années, qu'il aura pris celle où il commença sa traduction pour celle où il la finit.

Ce n'est pas d'ailleurs la seule erreur qu'il ait commise.

En 1352, Bersuire n'était point prieur de Saint-Eloi, comme le dit le manuscrit en question, mais seulement en 1354 ; et ce fut peut-être pour le récompenser du travail auquel il se livrait, que ce nouveau bénéfice lui fut accordé. Il n'est pas vrai, non plus, ainsi que le fait observer M. Pannier, que la traduction de Tite-Live ait été continuée sous la régence du Dauphin ; elle

fut achevée avant la bataille de Poitiers, qui mit son père entre les mains des Anglais.

L'Histoire littéraire s'est donc trompée sur ce point. Seulement il est à croire que Charles V, faisant grand cas de la traduction de Tite-Live, aura eu pour son auteur la même considération qu'avait eue le roi dont, pour le moment, il occupait la place. Dès sa jeunesse, ce prince était entré dans une voie studieuse d'où les difficultés du gouvernement ne le détournèrent jamais. Ce fut à son appel que les hommes les plus versés dans la langue latine traduisirent en français : Cicéron, Salluste, Valère-Maxime, Sénèque et Suétone.

La France a traversé de bien mauvais jours ; son histoire n'en offre guère de plus funestes que ceux qui s'écoulèrent alors. Désolée et appauvrie par la guerre avec l'étranger, elle avait vu éclater dans son sein la plus terrible des révoltes. Toutes les fureurs dont, à la fin du dernier siècle, les colons de Saint-Domingue furent victimes, s'étaient déchaînées contre les seigneurs et leurs vassaux. Sous le nom de jacques, les paysans s'étaient levés contre leurs anciens maîtres, brûlant les châteaux, égorgeant ceux qui les possédaient, se portant partout à des violences inouïes. Convoqués pour remédier à tant de malheurs et fournir au régent les subsides qui lui étaient nécessaires, les Etats généraux avaient vu leurs réunions profondément troublées. C'est par l'assassinat de Robert de Clermont et de Jean de Conflans, que le prévôt des marchands de Paris, Etienne Marcel, avait préludé aux réformes sociales qu'il méditait, disposé qu'il se montrait, quelque temps après, à ouvrir les portes de Paris aux ennemis de la France,

quand deux citoyens vinrent purger de ce traître le sol de la patrie.

Pendant ces grandes calamités publiques, Pierre Bersuire s'était retiré dans l'abbaye de Saint-Eloi. Mais, si étranger qu'il voulût rester aux agitations de la capitale, il ne pouvait leur être indifférent, et elles durent le troubler dans sa retraite. Comme nous l'avons vu aux jours de la Révolution de 93, les églises étaient devenues des lieux de réunion pour les clubs de cette époque. La chaire évangélique était une tribune d'où Marcel, par des discours incendiaires, passionnait les masses et les portait aux plus coupables excès. L'église de Saint-Eloi ne fut pas plus respectée que les autres églises de Paris ; ce fut même dans son sanctuaire que furent prises les résolutions les plus révolutionnaires ; ce fut sur ses dalles que le fougueux tribun convoqua les représentants des métiers, et qu'il y fut décidé que le peuple se déferrait des maréchaux de Clermont et de Champagne. Plus souvent encore qu'à l'Hôtel de Ville et à la place de Grève, il y tint, avec ses amis, les séances les plus orageuses ; et cinq mois après l'assassinat des maréchaux, nous l'y rencontrerons encore.

Que devenaient, pendant ce temps, le prieur et les moines de Saint-Eloi ? Avaient-ils abandonné momentanément une maison où leur vie était exposée, pour chercher une retraite ailleurs ? Ou bien, bravant tous les dangers, y continuaient-ils à prier Dieu pour le salut de la France ? L'histoire n'en dit rien ; mais, quelque supposition que l'on fasse à ce sujet, il est bien à croire que, au moins pendant quelque temps, Pierre Bersuire aura interrompu ses travaux.

Bersuire était vieux, et les nuages qui s'étaient amoncelés sur la France venaient attrister les derniers jours qu'il lui restait à passer sur la terre. Cependant, avant que de mourir, le ciel de sa patrie devait s'éclairer d'une lueur d'espérance, hélas ! bien passagère, et lui faire entrevoir de beaux jours.

Après être resté pendant quatre ans prisonnier des Anglais, le roi Jean venait de remonter sur le trône, et nul ne prévoyait qu'il dût en descendre bientôt pour aller reprendre ses chaînes. Les rois de l'Europe s'empressaient, par leurs ambassadeurs, de le féliciter de sa délivrance. Galéas Visconti ne fut pas un des derniers à lui adresser ses compliments. Pétrarque fut son interprète. L'ami de Bersuire fut en outre chargé par son maître d'offrir au roi deux anneaux : celui qu'il avait perdu à la bataille de Poitiers, et un second que le duc le priait d'accepter de sa main.

Pétrarque, aux jours de sa jeunesse, avait vu la France puissante et prospère ; il quittait le beau ciel de l'Italie pour la revoir au milieu des rigueurs de l'hiver, accablée des malheurs qui s'étaient appesantis sur elle. La triste impression qu'il en ressentit ne s'effaça jamais de sa mémoire, et longtemps après, nous en trouvons l'expression sous sa plume. Au lieu de l'opulent royaume qu'il avait connu, il ne trouvait que des ruines ; les seules maisons encore debout étaient celles que protégeaient les enceintes fortifiées. — « Qu'est devenu Paris, s'écriait-il, cette ville qui, pour avoir été au-dessous de la réputation qu'une vanité menteuse lui avait faite, n'en était pas moins une grande cité ? Où sont ses nombreux écoliers ? Où sont cette ardeur pour l'étude,

ces richesses des citoyens, ces éclats de joie universels ? Aujourd'hui ce ne sont plus les discussions de la scolastique qui frappent l'oreille, mais les clameurs de la guerre. Au lieu de livres, partout des armes ; à la place des syllogismes et des prédications, les cris des gardes et les coups de béliers qui ébranlent les murailles.. Nulle part, le voyageur ne se trouve en sûreté ; il marche sans faire entendre sa voix. Le bruit est sur les remparts, le silence dans les forêts ; les villes mêmes n'offrent pas un séjour exempt de dangers. La nuit, la tranquillité n'y trouve plus son temple ; elle en a presque entièrement disparu ; nulle part moins de sauvegarde ; nulle part d'aussi grands périls. Qui donc eût pu deviner autrefois que le roi des Francs, le plus invincible des hommes, serait vaincu, conduit en prison et racheté au prix d'une énorme rançon ? Tout cela, cependant, est arrivé. Il a été défait par un roi qui était loin de l'égaliser en puissance. Ce n'était pas assez. O honte ! lui, souverain, et son fils, qui règne aujourd'hui, ne peuvent même pas fouler librement le sol de la France. Pour parcourir leurs domaines, il leur faut compter avec les voleurs qui les infestent. Qui donc, sous un gouvernement si heureux, eût jamais pu, je ne dis pas avoir une telle pensée, mais faire un tel rêve ? La postérité voudra-t-elle y croire, quand la France, par un retour des choses humaines, aura repris sa splendeur ? Pour nous, qui le voyons, il nous semble que nos yeux nous trompent ¹. »

¹ *Ubi est enim illa Pariseos que licet semper fama inferior, at multa suorum mendaciis debens, magna tamen haud dubii res*

Aussitôt son retour à Paris, le roi Jean rappela auprès de lui son ancien secrétaire, qui, probablement, prit plus de part aux entretiens littéraires qu'aux fêtes de la cour. Pétrarque se plut à passer ses moments de loisir dans sa société ¹. Bersuire était présent, lorsque le roi reçut l'ambassadeur du duc de Milan. Le temps était aux dissertations philosophiques et aux leçons que les circonstances présentes donnaient aux peuples et aux rois. Pétrarque, dans sa harangue, n'y manqua pas. Comme il parlait de l'inconstance de la fortune, le roi

fuit. Ubi scholasticorum agmina, ubi studii fervor, ubi civitum divitiæ, ubi cunctorum gaudia; non disputantium, ibi nunc auditur, sed bellantium fragor; non librorum, sed armorum cumuli cernuntur. Non syllogismis, non sermones, sed excubiæ, atque arietes muris impacti resonant, cessat clamor ac sedulitas viatorum, stupunt menies, silent silvæ, viæ que ipsis in urbibus tuti sunt, cessit enim penitus quæ abiit, quæ illic templum nocte, tranquillitas videbatur, nusquam nunc nulla securitas, nusquam tam multa pericula, quis hoc nunquam, quæso, divinasset, quod Francorum rex, quamvis quod ad se unum attinet, invictissimus hominum vinceretur et in carcerem duceretur, et ingenti precio redemeretur? Tolerabilius tamen hoc efficit auctor mali; rex a rege impari victus est. Illud prorsus miserum, pudendumque, reditu in patriam prohibitus, et regem ipsum et filium qui nunc regnat, coactusque cum prædonibus fascitur, tutum per suos terras agerent. Quis hoc, inquam, illo in regno felicissimo, non dicum cogitasset, sed aut unquam somniasset? Quando vero credent hoc, si ut sunt volubiles res humanæ, regnum ipsum, quandocumque suo statu restitutum fuerit. Nos enim non credimus, sed videmus.....

(Pétrarque, édition de Bâle, p. 870.)

¹ L'autre année, pendant que je me plaisais à jouir de ta conversation, avec d'autant plus d'avidité que j'en avais été privé plus longtemps. (Traduction d'un passage d'une lettre de Pétrarque à Pierre Bersuire, par Barbeau du Rocher.)

le dauphin voulurent que cette intéressante question fût traitée d'une manière plus étendue. Il fut décidé que, pendant le dîner offert le lendemain à l'ambassade, Bersuire et quelques autres savants hommes commenceraient à l'aborder. Prévenu à l'avance, Pétrarque se tint prêt, mais différents incidents retardèrent cette savante dissertation. « Et c'est seulement une fois le « banquet terminé, nous dit M. Léopold Pannier, que « Pétrarque emmena chez lui Bersuire, avec trois autres « maîtres ès-arts, et, *pendant six heures*, ils discutèrent sur ce sujet et une foule d'autres. »

Dans une lettre que nous mettons en note au bas de cette page ¹, lettre que, plus tard, Pétrarque écrivait à

¹ *A Pierre de Poitiers, prieur de Saint-Eloy, à Paris.*

« L'autre année lorsque, tout indigne que je fusse de cet honneur, j'étais en ambassade auprès du sérénissime et très-clément roi des Français, et que je me plaisais chaque jour à jouir de ta conversation, avec d'autant plus d'avidité que j'en avais été privé plus longtemps, j'appris de toi que le roi très-chrétien et son fils aîné, l'illustre duc de Normandie, jeune homme d'une rare intelligence, avaient été surtout frappés, dans le discours que je leur adressais, de m'entendre faire mention de la fortune; et, en effet, tandis que je parlais, leur extrême attention et la manière dont leur regard se fixa sur moi, au seul nom de fortune, m'avaient fait apercevoir ce qui se passait dans leur esprit. Je comprends ce qu'ils éprouvaient, et des événements aussi extraordinaires expliquent leur trouble à l'aspect d'un revirement si prodigieux de la fortune qui, à bouleverser les grandes et les petites conditions, a cette fois, atteint jusqu'aux plus hautes, et fait un objet de pitié d'un royaume dont la prospérité excitait autrefois l'envie des autres nations. Je te répondis alors que, quel que fût celui qui distribue les royaumes, soit fortune, soit autre puissance, il lui était bien permis d'amoindrir et même de reprendre ce qu'elle avait donné; qu'il fallait, dans tous les cas, mettre son espérance en celui par qui règnent les rois, qui châtie les siens sans les perdre, et dont les coups, souvent bien durs à supporter, ne sont pourtant que des

Bersuire, et qui ne parvint à Paris qu'après la mort de ce dernier, il n'est point question de la durée du temps que prit ce tournoi philosophique. Six heures y sont indiquées comme l'heure où finit le dîner. L'entretien dont elle paraît être la reproduction prit, suivant l'auteur, le reste de la soirée, sans qu'il soit question de sa durée.

Ce fut en vain que le roi fit tous ses efforts pour retenir Pétrarque à sa cour. Dans les premiers jours du mois de février, les deux amis se séparèrent pour ne

épreuves salutaires et proportionnées à nos fautes. De là, toutefois, était venue l'idée au jeune prince de profiter de la fête où je devais, avec mes collègues, m'asseoir à la table du roi, pour amener la conversation sur ce sujet; tu devais, toi et d'autres savants personnages choisis en conséquence, entamer la discussion de manière à me faire dire ce que je pensais au fond sur la fortune. Il était déjà tard, quand un homme qui me voulait du bien et qui avait soin de ma réputation, vint me donner avis du complot. J'étais peu préparé et j'avais bien d'autres idées en tête; mais la qualité du personnage n'admettait pas de résistance; aussi, pour n'être pas pris au dépourvu, commençai-je à me recueillir, autant que la chose était possible, sans livres et dans une telle disposition d'esprit, afin de bien établir mon opinion, que je puis te dire en deux mots, et qui est que ceux-là ont raison pour lesquels la fortune n'est qu'un nom ou une convention de langage; ce qui ne m'a jamais empêché de parler comme le peuple et d'invoquer souvent la fortune, pour donner plus de couleur à mes expressions, sans pour cela manquer à une conviction sur laquelle je n'ai jamais varié, et aussi sans satisfaire davantage ceux qui s'en font une déesse, en la proclamant l'arbitre souveraine des choses humaines. Tu te souviens de ce qui arriva le lendemain: le roi pensait qu'à nous faire, ou plutôt qu'à te faire l'honneur de la réception, et le duc, uniquement préoccupé de ce qu'il avait en tête, eut beau multiplier envers le roi les mots et les signes, le temps s'écoula, et nous dûmes nous retirer, après avoir employé le temps à toute autre chose. Je me sentais bien délivré, mais si j'avais quelque joie d'échapper à la nécessité de me prononcer en public contre un sentiment général, je n'en étais pas

plus se revoir ; Pétrarque se rendit à Florence où il passa, dans la retraite, les dix dernières années de sa vie ; Bersuire se retira dans une petite maison de la rue des Murs, maison qu'il avait achetée au nom de son prieuré, et qui se trouvait près de celle habitée par son parent, Jehan Bersuire. Elle tenait alors autant de la campagne que de la ville, et le tumulte populaire ne venait pas en troubler le repos. Il ne lui fut pas donné d'y passer de longs jours, la mort vint le frapper en 1362, peu de temps après qu'il y eût été installé. Il eut

moins fâché d'avoir perdu l'occasion d'entendre sur ce sujet des hommes d'autant de mérite ; car j'étais plus disposé à apprendre qu'à enseigner. Je n'oublie pas, néanmoins, le dédommagement que vous eûtes l'obligeance de me donner, toi et les trois maîtres ès-arts qui t'accompagnaient ce jour-là même, *depuis les six heures que nous sortîmes de chez le roi jusqu'à la fin de la soirée*, lorsque vous accommodant, en gens polis, de ma chambre à coucher, vous me fîtes oublier les heures, en traitant ce sujet avec beaucoup d'autres. Mais, plus tard, lorsqu'après avoir quitté cette capitale, je me trouvai au milieu des Alpes, dans les neiges d'un hiver horrible, je me remis à penser à toi et à nos conversations, et, au milieu de toute l'incommodité des mauvais gîtes, je t'adressai une lettre d'une longueur démesurée. Le défaut d'un messenger sûr m'empêcha de te l'envoyer alors ; mais aujourd'hui, je trouve un homme de mérite dont l'attachement pour nous deux m'est connu, et sur la fidélité duquel je puis compter ; je prends donc cette lettre que j'avais oubliée, et je la recopie non sans peine ; tu n'y trouveras, il est vrai, rien sur la fortune, mais beaucoup de considérations sur les causes de l'état dans lequel sont aujourd'hui la France et mon Italie ; je ne me suis pas mis en frais d'éloquence, mais j'ai tenu à être vrai, et peut-être, avec l'indulgence que tu as pour mes bagatelles, y prendras-tu quelque plaisir. Adieu, ne m'oublie pas. — Padoue, en hâte, 8 des ides de septembre. » (Traduction de Barbeau du Rocher.)

Dans la lettre d'une longueur démesurée dont il parle, Pétrarque, après une peinture navrante de l'état dans lequel il a laissé la France, en attribue principalement la cause au désordre et à l'indiscipline qui régnaient dans l'armée.

pour successeur Pierre Philippeau, son neveu, qui fut nommé à sa place le 20 septembre de la même année. Philippeau resta prieur de Saint-Eloi pendant quarante-deux ans.

Pierre Bersuire fut inhumé dans l'église des Bernabites, près de l'autel. La pierre qui recouvrait sa tombe avait disparu longtemps avant la Révolution. Son épitaphe nous apprend qu'il ne fut pas seulement un religieux d'une science profonde, mais qu'il brilla aussi par une admirable et subtile éloquence : — « Ci gît Pierre Bersuire, homme d'une grande et profonde science et d'une merveilleuse et subtile éloquence, qui fut prieur de ce prieuré. Il naquit à Saint-Pierre-du-Chemin, dans le diocèse de Maillezais, en Poitou. Il est auteur de cinq ouvrages remarquables : le *Dictionarium*, le *Reductorium*, le *Breviatorum*, la *Description du monde* et la translation en français d'un très-vieux livre latin, translation qu'il fit sur l'ordre de l'excellentissime prince Jean, roi des Français. Il mourut en 1362 ¹. »

Il semblerait, en mettant en regard le titre des ouvrages mentionnés dans cette épitaphe et ceux que l'on connaît, que toutes les œuvres de Bersuire ne soient pas arrivées jusqu'à nous. Dreux du Radier pense qu'il en est ainsi. — « Quelque considérable, dit-il, que soit le

¹ HIC JACET Vir venerabilis, magnæ profundæque scientiæ, ac mirabilis et subtilis eloquentiæ, FRATER PETRUS BERCHORIUS, prior ejus prioratus qui fuit oriundus de Villa sancti Petri de itinere, in episcopatu Malliziacensi in Pictaviâ, qui tempore suo fecit quinque opera solemnia, scilicet : *Dictionarium*, *Reductorium*, *Breviatorum*, *descriptionem mundi* et *translationem cujusdam libri vetutissimi de latino in gallicum ad præceptum excellentissimi principis Joanni regis Francorum*, et qui obiit 1362.

recueil des œuvres de Berchorius, en trois volumes in-fol., l'éditeur aurait dû ajouter aux mots du titre : *Omnia opera*, ceux-ci : *Que reperiri potuerunt*. Il nous manque un tome entier auquel l'auteur avait donné le titre qui suit : *Inductorium morale quo agitur de diversis thematibus et aucthorisatibus et quibusdam brevibus collationibus*, divisé en trois livres, suivant Trithême.

« Nous avons encore perdu une partie ou un livre de son Réductoire moral ; c'est le quinzième livre où il traitait *De poetarum fabulis*.

« Un abrégé de l'histoire de la Bible, dont parle Trithême, en un livre.

« Sa Cosmographie, un livre.

« Un grand nombre de sermons, un recueil de lettres et plusieurs petits traités. »

Michaud qui, sans autre examen peut-être, s'en est rapporté sur ce point à l'auteur de la *Bibliothèque historique du Poitou*, dit aussi, dans l'article qu'il lui a consacré, que plusieurs de ses ouvrages ont été perdus.

M. Gautier trouve ces affirmations hasardées. Suivant lui, les ouvrages mentionnés dans l'építaphe de Bersuire sont tous compris, quelques-uns avec des titres différents, dans l'édition de 1609. Ainsi la *Mappemonde* et la *Description* dont il est parlé dans le prologue de la traduction de Tite-Live, ouvrage que l'építaphe de son auteur indique sous le nom de *Descriptio mundi*, aurait été joint au *Répertoire moral*, et en constituerait le quatorzième livre.

S'il est vrai, ainsi qu'on le lit également dans l'*Histoire littéraire*, que la description du monde est bien cette géographie fabuleuse qui forme le quatorzième li-

vre de son *Reductorium*, on ne retrouve pas aussi facilement les autres ouvrages dont Dreux du Radier nous signale la perte, Qu'est devenu, en effet, le quinzième livre du *Reductorium morale, de Poetarum fabulis*, livre indiqué ailleurs comme le treizième et dont la disparition a changé l'ordre dans lequel sont aujourd'hui ceux qui viennent après, puisque le quatorzième a pris sa place, la souscription du treizième manquant, et que le quinzième, par la même raison, est devenu le quatorzième ? Qu'est devenu le seizième qui manque également, le *Reductorium morale*, tel qu'il était sorti des mains de l'auteur, ne comprenant pas moins de seize livres ?

L'avis au lecteur que l'on peut lire en tête de l'édition de Claude Chevallon, année 1521, va nous l'apprendre.

« Lecteur, dit Chevallon, tu as ici quatorze livres du *Reductorium morale* de frère Pierre Bersuire. Nous n'avons pu en imprimer que ce nombre, *bien que son ouvrage se compose de seize*. Le treizième, traitant de *Poetarum fabulis*, a été soustrait par un plagiaire du nom de Thomas Vualeys qui se l'est approprié. Après avoir supprimé le nom de l'auteur, il dénature l'ouvrage en y apportant quelques changements insignifiants ; ainsi que font ceux qui ayant volé un cheval ou un autre animal, ont soin de lui couper la queue ou les oreilles pour qu'on ne le reconnaisse pas. Le seizième, de *Biblicorum figuris et expositionibus*, est resté entier entre les mains de l'auteur ¹. »

¹ *Habens hic, candide lector, quatuordecim libros reductorii moralis fratris Petri Berchorii. Nam cum sexdecim sunt ejus operis libri, nos eos duntaxat imprimi curavimus : quos hactenus incognitos situs obduxerat. Tertium decimum vero qui est de poe-*

Les sermons de l'éloquent prédicateur, connu pour avoir été *in declamandis sermonibus ad populum excellentis ingenii*, ses lettres, quelques-uns de ses autres écrits, ont eu le même sort.

Parmi ceux qui lui ont été attribués, il en est un très répandu que M. Gautier passe sous silence, et dont nous nous occuperons tout à l'heure.

On a dit, avec raison, des œuvres de Pierre Bersuire que c'était une véritable encyclopédie : philosophie, théologie, morale, histoire naturelle, cosmographie, tout s'y trouve confondu. Jamais homme ne mérita mieux le nom de savant que lui donnèrent ses contemporains et que la postérité doit lui conserver. Mais la science de son temps et celle des trois siècles qui vont suivre ne consistait pas à dérober ses secrets à la nature et à pénétrer ses mystères. Epris d'une admiration sans bornes pour l'antiquité, ayant un véritable culte pour les œuvres qu'elle nous avait laissées, passant les jours et les nuits à les transcrire, les religieux, ceux de l'ordre de Saint-Benoist plus que tous les autres, se seraient crus coupables d'hérésies scientifiques s'ils s'étaient permis de supposer que la lumière qui venait d'Athènes ou de Rome jetait quelquefois un faux éclat et qu'elle n'émanait pas toujours du foyer de la vérité. Pour eux, Aris-

tarum fabulis, Thomas quidam Vualeys plagiarius, suppresso authoris nomine, sibi vindicavit ; mutatis paucibus quibusdam ; ut solent qui equum aut aliud quodeis animal abegerint ; aut caudam aut auriculas præcidere, ut diversum animal videatur. Sextus dccimus porro liber qui est de bibliorum figuris et expositionibus, suo authori adhuc remanet integer.... (Avis au lecteur, édition de Claude Chevallon.)

tote et Pline ayant dit le dernier mot de la science, il fallait s'incliner devant leurs doctrines et accepter, comme paroles d'Evangile, les fables et les contes qui fourmillent dans leurs ouvrages. Il est donné à bien peu d'hommes de secouer le joug de leur siècle et de marcher d'un pas sûr dans des voies nouvelles. Pierre Bersuire ne fit point exception à la loi commune.

En dehors des livres saints qu'il possédait si parfaitement qu'il aurait pu les reproduire de mémoire, il enrichit son esprit de tout ce qui était écrit dans les livres profanes, acceptant sans conteste et transmettant sans altération, non seulement ce qui lui arrivait par cette voie, mais aussi par les légendes populaires. Il posséda donc toutes les richesses ayant cours, y compris les fausses monnaies, mais il ne songea pas à fouiller de ses propres mains les mines d'or qu'il était réservé à d'autres d'exploiter avec tant de succès. Ce qui lui appartient en propre, ce sont les moralités qu'il en tire. Il faut bien dire que toutes ne découlent pas naturellement de la source, qu'elles sont quelquefois un peu forcées, qu'il s'en trouve bon nombre que l'on ne peut accepter comme conséquence des prémisses qu'en y mettant une extrême bonne volonté. On pourra s'en convaincre en nous suivant dans la longue et courte analyse, longue pour le lecteur, courte par rapport aux ouvrages analysés, que nous allons en faire.

Le *Reductorium Morale*, tel que nous le possédons, se compose, comme nous venons de le dire, de quatorze livres, dont quelques-uns ont plus de soixante chapitres. Combien cet énorme in-folio ferait-il de volumes de nos publications ordinaires? Ainsi que le fait remarquer

Dreux du Radier, c'est principalement dans cet ouvrage que *le théologien, le physicien, le médecin, l'anatomiste, le géographe, l'astronome*, se révèlent à chaque page. Bersuire étend singulièrement son sujet et fait de longues pointes en dehors de son thème. C'est ainsi que, dans le livre premier ayant pour titre : *De Dieu et des Anges*, il parle de toute autre chose : des sens, du pouls, de la chaleur, du froid, du sang, de la bile, *de omni re scibili et quibusdam aliis*.

Dans le second : *De l'homme et de ses parties extérieures et intérieures*, il se trouve des études qui seraient mieux à leur place sous le scalpel de l'anatomiste ou sous le microscope du physiologiste, que dans les écrits d'un religieux. Les monstruosité célèbres, Rita et Christina, les frères Siamois, Millie-Christine et autres, y trouvent leurs devanciers. Voilà ce que nous en dit Bersuire : « Il se rencontre quelquefois dans la nature des monstres à deux têtes et à un seul corps. On en a vu un qui, par devant, était double à la partie supérieure ; il se composait de deux femmes se tenant l'une à l'autre par le cordon ombilical ; à la partie inférieure, il se terminait par un seul corps. Quand l'une vint à mourir, l'autre ne lui survécut que quelques instants. J'ai entendu dire qu'elles avaient habité, il n'y a pas longtemps, la province du Languedoc ¹. »

¹ *Quando que fit monstrum in naturâ quod unum corpus duo habet capita. Ante vise sunt due mulieres que ab umbilico sursum due erant, deorsum vero in unum corpus terminabatur ; quando etiam una mortua est ante aliam, tunc post sociam aliquandiu mortua et portata, sicut audiui fuisse (non est diu) in provincia Tholosana.* (Nous avons respecté l'orthographe de Bersuire, qui était celle du XIV^e siècle.)

Bersuire rappelle à cette occasion que, dans la *Cité de Dieu*, saint Augustin parle d'un enfant qui avait deux têtes et un seul corps : *Unum enim corpus habebat et dua capita deferebat*.

Au XIII^e et au XIV^e siècles, tout servait de sujet à l'allégorie ; à tout prix, il fallait une moralisation au récit, et ceux qui faisaient des emprunts aux sciences, aux lettres, à l'histoire, ne se montraient pas toujours très scrupuleux dans le choix de leurs sujets. Pourvu qu'ils y trouvassent ce qu'ils cherchaient avant tout, la moralisation, le reste leur importait peu. On jugera jusqu'où l'on avait été dans cette voie, quand on saura qu'on était arrivé à moraliser Ovide. Bersuire alla plus loin encore. Après avoir donné l'étymologie du mot qui tombe sous sa plume, après l'avoir commentée, beaucoup plus en moraliste qu'en philosophe et en grammairien, il arrive aux déductions qu'il en peut tirer. C'est alors qu'il prend le ton et les allures du prédicateur, et qu'avec un grand renfort de citations, empruntées la plupart aux livres saints, il devient orateur chrétien. Il ne manque, en effet, à ses moralités qu'un peu plus de développement pour qu'il puisse prétendre à l'éloquence de la chaire.

Nous parlions de ses étymologies, il les emprunte souvent au livre d'Isidore, dont il paraît faire grand cas. Le lecteur y trouvera matière à s'instruire, et plus encore à discuter sur l'origine des mots. En veut-on un spécimen ?

Manus, secundum Isidorum, dicitur quasi *munus*, quare scilicet maximum munus corporis est ipsa manus.

Digiti, dicuntur *decem* vel a *decentia*, eoque *decem* sunt numero, et eoque corpori ad *decentiam* prestant.

<i>Dorsum</i>	a <i>duritia</i> .
<i>Maxilla</i>	a <i>melo</i> .
<i>Cor</i>	a <i>cura</i> .
<i>Vene</i>	quasi <i>vie</i> nature.
<i>Pilus</i>	quasi a <i>pelle-natus</i> .

Et mille autres de même force.

L'étymologie, ainsi qu'on peut le voir, n'était pas, au temps d'Isidore, une véritable science, comme elle l'est devenue de nos jours. Je doute fort que MM. Génin et Littré aient beaucoup puisé dans son livre.

Dans le troisième livre, Bersuire prend l'homme au jour de sa naissance, pour le suivre jusqu'au jour de sa mort. Il énumère longuement les soins qui doivent lui être donnés pendant les différents âges de la vie et les obligations que Dieu lui impose. On y trouve d'excellents conseils sur les devoirs de la jeune fille, sur ceux de la mère de famille, sur ceux aussi de la nourrice. Je dispenserais pourtant cette dernière de mâcher, comme il le veut, avant de le présenter à l'enfant confié à ses soins, l'aliment dont elle le nourrit. Je renverrais aussi à des traités spéciaux les leçons qu'il fait à l'accoucheuse sur son ministère au moment de la parturition.

Mais pourquoi ne pas recommander à la femme de nourrir elle-même de son lait l'enfant qu'elle a porté dans son sein ? Il est vrai que la voix de Bersuire, probablement, n'eût pas été entendue, puisqu'au XVI^e siècle, un illustre médecin, Ambroise Paré, y perdit son temps et sa peine. Il fallut arriver au XVIII^e, pour que, obéis-

sant aux éloquentes paroles de Rousseau, la femme du monde, qui ne comprit pas toujours ses devoirs de chaste épouse, commençât au moins à remplir le premier et le plus saint de ses devoirs de mère.

La comparaison que fait Bersuire entre l'intelligence des deux sexes, comparaison toute à l'avantage de l'homme, et les portraits de la bonne et de la mauvaise femme qu'il oppose l'un à l'autre, se retrouve dans le traité *de jure maritali*. Rendons justice à Tiraqueau. S'il eût fait un emprunt à Bersuire, fidèle à ses habitudes, il eût certainement signalé son nom. S'il n'en a rien fait, c'est qu'il y a tout lieu de croire que le jurisconsulte et le bénédictin auront puisé à la même source.

Viennent ensuite, dans le *Reductorium*, les obligations réciproques entre les parents et les enfants : les pères tenus à pourvoir aux besoins de leurs enfants dans le premier âge, les enfants à nourrir leurs pères quand ils sont vieux.

Dans le chapitre consacré à la servitude de la femme, *Ancilla*, Bersuire dicte au maître les procédés dont il doit user envers elle. A tout ce qu'il en exige, les servantes d'aujourd'hui n'ont pas à regretter les beaux jours du moyen âge.

Le chapitre *de servo* est curieux et instructif. Il nous apprend quelle était la condition des serfs au XIV^e siècle. Depuis la conquête de la Gaule par les Francs, leur état s'était beaucoup adouci ; avec le temps, les affranchissements étaient devenus nombreux. L'Eglise même un instant avait voulu rendre l'affranchissement général. En 1167, nous voyons le pape Alexandre III

déclarer, au nom du concile, que tous les chrétiens doivent être exempts de la servitude. Louis le Hutin, dans ses chartes, veut que les individus qui restent encore en France à l'état de servitude, soient affranchis, parce que *c'est le royaume des Francs*. Il est vrai que, dans l'exécution de la mesure qu'il avait décrétée, Louis le Hutin vendit quelquefois cette liberté ; mais, comme le dit Voltaire, pouvait-on l'acheter trop cher ? Il paraît bien certain que les serfs des domaines royaux ne furent affranchis le plus souvent qu'à des conditions onéreuses, quelquefois même contre leur volonté ; le roi, pour prix de la liberté qu'il leur donnait, s'emparant des biens qu'ils possédaient. Dans des évêchés, des seigneuries et abbayes, les affranchissements eurent lieu à des conditions diverses, quelquefois sans conditions. Dans le Nord et dans d'autres parties de la France, ils s'étendirent beaucoup, tandis qu'ils furent rares dans le Midi. Au XVI^e siècle la servitude avait presque complètement disparu du royaume ; cependant au XVIII^e on l'y trouve encore en Franche-Comté et particulièrement sur le territoire de Saint-Claude. Au temps de Bersuire, les serfs se divisaient en trois classes. « Il y a, nous dit-il, trois sortes de serfs : les *Vernaculi*, qui sont nés dans la servitude ; les *Emptitii*, prisonniers qu'après la bataille le vainqueur s'approprie et dont il trafique ; les *Lonductitii*, qui ne servent que parce qu'ils le veulent bien et qu'ils y trouvent leur profit ¹. » Ces

¹ *Tres sunt species servorum: Vernaculi, qui in servitute nati sunt; Emptitii, quos raptores servitute premunt, et alii captos vendunt; Lonductitii, qui non necessitate sed voluptate, spe lucri serviunt.*

Dans les premiers siècles du Moyen Age, la servitude se composait

derniers étaient donc dans la même condition que les domestiques de nos jours ; ils n'avaient de serfs que le nom, puisqu'ils ne faisaient de service que parce que c'était leur bon plaisir.

A ce sujet, Bersuire emprunte aux auteurs sacrés et aux auteurs profanes de nombreuses citations. Il s'étend longuement sur les mérites et les défauts de l'esclave et du serviteur. Aux qualités qu'il en exige, on pourrait se demander, avec Beaumarchais, si l'on trouverait beaucoup de maîtres dignes de l'être.

Nous ne voulons pas suivre Bersuire livre à livre et chapitre à chapitre ; nous reculons devant cette tâche qui nous entraînerait trop loin. Nous ne nous arrêterons qu'un instant à ses idées physiologiques et médicales qui, pour la plupart, sont celles d'Avicenne et de Rhazès.

Suivant lui, la nature des aliments exerce une grande influence sur le moral de l'homme. « Quelques-uns font naître dans notre cœur de bonnes qualités morales ; d'autres sont inutiles et même nuisibles : de même sont les fausses sciences, les paroles et les préceptes pernecieux qui corrompent les humeurs et engendrent des maladies. Rien en effet n'apporte un plus grand changement dans les mœurs, soit en bien, soit en mal, que la nature des aliments dont le corps se nourrit et les doctrines qui frappent l'oreille ¹. »

d'esclaves domestiques et d'esclaves ruraux. Ces derniers, suivant les différentes conditions qu'ils remplissaient, étaient subdivisés en différentes classes et portaient les noms divers de : *Coloni, inquislini, rustici, agricolæ, aratores, tributarii, originarii, adscriptitii*.

¹ *Aliqui (ubi) generant bonas affectiones et virtutes et mores. Aliqui sunt inutiles atque mali : sicut sunt male scientie, mala*

Contrairement au conseil que donne la médecine, de varier la nature des aliments, l'homme étant essentiellement omnivore, Bersuire veut qu'il n'y ait qu'un mets à chaque repas, « parce que deux aliments de nature différente ne doivent pas être servis sur la même table ¹. » Malheur à ceux qui agissent autrement !

« La variété des mets distend et gonfle l'estomac, provoque la régurgitation et le vomissement, éteint la chaleur naturelle (comme le bois trop vert éteint le feu), est une cause de spasmes et de constriction nerveuse, de lèpres et d'impuretés, de mort pour les vieillards ². »

Il ne faut pas non plus se nourrir d'aliments trop peu substantiels :

« Une nourriture trop légère et trop peu abondante donne également naissance à beaucoup de maladies. Elle débilité l'organisme, obscurcit et affaiblit la vue et les sens, fait tomber les cheveux, hâte la calvitie. Elle accélère la marche de la phtisie, use le corps, corrode la peau, diminue et enchaîne les forces ³. »

verba et documenta, que pro certo malas humores et malas affectiones generant. Nihil enim tam immutat complexionem et conditionem morum, sive ad malum, sive ad bonum, sicut cibus qui in corpore recipitur et sicut verba et doctrine que ab oribus hauriuntur.

¹ *Quia scilicet diversa nutrimenta non debent in eadem mensa assium.*

² *Stomachum distendit et inflat, regurgitum et vomitum provocat, calorem naturalem (sicut ligna nimis virida ignem) extinguit et suffocat, spasmus et contractionem nervorum causat, et vicia et scabiem procurat, senium mortem accelerat.*

³ *Cibus nimis tenuis atque paucus solet multarum egratidunum esse causa. Naturam enim debilitat, visum et sensus obscurat et*

L'esprit ne s'en trouve pas mieux que le corps :

« Elle provoque la colère, l'impatience, le désespoir ; elle pousse l'homme au vol, à la rapine, à la cupidité ¹. »

Tout cela se termine par une diatribe contre les nouveaux enrichis :

« Les hommes qui font le plus abus de la richesse, sont ceux qui auparavant ont vécu dans la plus grande pauvreté, parce que, comme le dit Sénèque, les hommes les plus cruels ne sont pas les nobles de naissance, mais les parvenus ².

Après les aliments viennent les boissons de l'usage desquelles Bersuire a soin de tirer une foule de deductions morales :

« Par un breuvage avalé sans difficulté, on peut entendre un enseignement simple et facile que l'on retient sans grand effort de mémoire ; l'aliment que l'on mâche avec peine dénote une instruction étendue qui ne pénètre pas l'esprit sans un grand travail ³. »

Développant longuement cette thèse, il compare les différentes boissons et les différents aliments aux diffé-

hebetat, fluxum capillorum et calvitiam procurat, phtisim et etiam accelerat, corpus attenuat, cutem corrigat et virtutem diminuit acque ligat.

¹ *Hominem ad iram et impatientiam et desperationem ducit, et eum ipsum ad furtum et rapinam et cupiditatem inducit.*

² *Illi qui plus abutuntur divitiarum saturitate, sunt illi qui ante fuerunt in famelicâ pauperitate. Quia, sicut dicit Seneca, nihil est crudeliores que facti sunt nobiles non nati.*

³ *Potus qui sine difficultate bibitur, simplicem et planam doctrinam significat que facile retinetur ; cibus vero qui cum difficultate masticatur, fortem doctrinam denotat, que difficulter recipitur et habetur.*

rentes sciences, en faisant grand abus des textes de l'histoire sainte. Puis viennent les recommandations pour le repas de la journée. Le dîner, pour être agréable, doit être fait dans certaines conditions particulières ; il sera servi le soir, dans un lieu plaisant, une cour, un jardin ou une salle voûtée. Le maître de la maison aura de la gaieté, un visage serein et aimable. Les vins seront variés, les domestiques polis et empressés ; entre tous les convives, il y aura sympathie et bons rapports. La table sera splendidement éclairée, les chants et la musique charmeront l'oreille. Tout cela à l'image des festins que le juste trouvera dans le Paradis. Le chapitre se termine comme la journée par le sommeil, avec la citation obligée tirée de l'Ecriture sainte :

« Le Christ revenant vers ses disciples et les trouvant endormis, leur dit : Dormez et reposez ¹. »

Cependant de même qu'un homme qui a une grosse affaire sur les bras et qui court après la fortune, doit, pour arriver à bien, prendre sur les heures de la nuit, de même un homme qui songe à faire son salut, à conserver les trésors de la grâce, et à éviter de se perdre, doit veiller spirituellement et ne pas dormir ². »

Voulez-vous que de l'hygiène, nous passions à la thérapeutique ? Arrêtons-nous au traitement d'une maladie longtemps regardée comme incurable :

« Pour la guérison de la lèpre ou au moins pour en

¹ *Christus rediens ad discipulos et inveniens eos dormientes, dixit : Dormite jam et requiescite.*

² *Sit homo qui habet facere negotium salutis, custodire thesaurum gracie, pertransire periculum hujus vite, debet vigilare spiritualiter et non dormire.*

atténuer les fâcheux effets, il n'y a rien de préférable au serpent rouge à ventre blanc. Il faut, après lui avoir coupé la tête et la queue, le faire pourrir dans du vin que, suivant le conseil de Platéarnis, on administre ensuite au malade. C'est un remède souverain contre une infinité de maladies, ainsi que le dit le médecin que nous venons de citer. Il arriva une fois, qu'une femme, voulant se débarrasser de son mari qui était aveugle, lui fit manger un de ces serpents au lieu d'anguilles ; celui-ci, après son repas, fut pris d'une sueur abondante et recouvra la vue ¹. » D'où cette moralité : *Talis serpens est Christus*.

Deux venins également à redouter attaquent, l'un notre corps, l'autre notre âme. Contre le premier, les vomitifs, les purgatifs, le lait de femme et le bouillon de poule, enfin le fer et le feu ; contre le second, la confession, le repentir et la pénitence.

A propos de venins, tout le monde sait que la morsure de certains serpents produit des effets terribles, il est donc bon de signaler le moyen de les guérir. Dans la tête d'une espèce de crapaud, ~~il~~ se trouve une pierre précieuse toute-puissante contre leur action délétère. Pourquoi donc Bersuire oublie-t-il de nous faire connaître le batracien où elle se rencontre ? Parlons sérieu-

¹ *Ad curationem lepre vel saltem pallationem, summe dicitur Valere serpens rufus, cum ventre alba, cauda et capite precisus : et si vinum in quo putrefactus fuerit sæpe patientibus propinent, sicut dicit Platearnis. Contra enim multos morbos valet talis serpens bene coctus (ut ait). Sicut explicat de codam cæco cui uxor dedit, loco anquille, serpentem cum aliis comedere, ut eum interficeret ; qui comedit, et multo sudore emisso, visum recuperavit.*

sement, et, parmi les agents thérapeutiques d'une vertu fort contestable qu'il nous vante, appelons l'attention de nos confrères sur un topique contre la brûlure, peu connu, croyons-nous, des praticiens, mais souvent appliqué dans les campagnes, et dont nous avons pu constater l'efficacité, nous voulons parler de l'huile extraite du jaune d'œuf. *De vitellis enim ovorum coctis, extrahitur oleum utile combusturis.*

Au milieu d'un fatras un peu long à débrouiller, nous trouvons sur les devoirs et les mérites du médecin des lignes qui nous prouvent que Bersuire en connaissait les obligations. Comme on l'a fait souvent depuis, il le compare au prêtre ; l'un soigne les infirmités du corps, l'autre celles de l'âme.

En tête des éléments, il place le feu ; et, des effets du vent sur la flamme, naît pour lui la comparaison suivante : — « La flamme s'allume et augmente sous l'influence d'un vent modéré ; elle s'éteint et disparaît si le vent devient fort et violent. Ainsi, le feu de la charité et de la vertu s'allume et s'accroît sous le souffle de tentations et de tribulations légères. Mais si d'ardents désirs font irruption dans notre âme, il s'éteint, à moins pourtant que la main de Dieu ne vienne à notre secours ¹. » — Et plus loin, nous trouvons cette autre moralité : — « Par ce vent, on peut comprendre un

¹ *Flamma a vento modico inceditur et augetur, sed a forti et vehementi extinguitur et totaliter dissipatur. Sic ignis charitatis et virtutis modico vento tentationis et tribulationis accenditur et augetur : sed cum fortis et vehemens tentatio irruerit, tunc necessario dissipatur, nisi forte per Dei adjutorium tueatur.*

personnage plein de vanité et de présomption, que l'ir-réligion a desséché et dont l'avarice brûle le cœur ¹. »

Après avoir passé en revue toutes les sortes de vent, depuis l'aiglon jusqu'au zéphir, il arrive aux nuages, à la rosée, à la pluie, aux brouillards, à la neige ; enfin à la foudre, et établit, au figuré, une distinction entre l'éclair et le tonnerre : — « Le tonnerre, c'est l'homme ; l'éclair, les œuvres et les bons exemples ; le bruit de la foudre, c'est le fracas de la parole ². »

Dans son ornithologie, comme dans ses autres livres, c'est beaucoup plus le moraliste que la naturaliste, qu'il faut aller chercher. — « L'oie, placée n'importe sur quel terrain, ou chante, ou couvre d'ordures tout ce qu'elle rencontre. Ainsi des débauchés dont les actes et les paroles ne cessent de souiller leur patrie ³. »

La colombe, peu intelligente, a pourtant un grand mérite ; elle peut être considérée comme un messenger de paix.

Quant à la perdrix, « lorsqu'elle a la tête cachée, elle s' imagine que tout son corps est caché ; et comme elle ne voit personne, elle est assez sotte de s'imaginer que personne ne la voit ⁴. » Observation dont tout chasseur a pu constater la vérité.

¹ *Per ventum potest intelligi aliqua vana et ventosa persona sicca per indevotionem, callida et fervens per avaritiam.*

² *Tonitru est homo : lux que videtur sunt opera et exempla ; sonus autem qui auditur sunt verba.*

³ *Anser locum ubi est totum aut ori farcit, aut stercore fidat. Sic luxuriosi totam patriam ubi sunt non cessant suis verbis et operibus maculare.*

⁴ *Cum habet caput absconditum, totum corpus suum absconditum credit : et ita stulta est ut cum neminem videt, a nemine credat videri.*

Bersuire n'a garde d'oublier la fameuse histoire du pic-vert, racontée par Pline. Dans un moment où la République courait de grands dangers et que la foule agitée couvrait le forum, un descendant ailé du roi Picus vint s'abattre sur la tête du préteur. — « Il s'appuya si paisiblement, qu'on put le prendre à la main ¹. » Consulté sur un fait aussi extraordinaire, l'augure répondit que si le préteur tuait l'oiseau, Rome était sauvée et lui mort ; dans le cas contraire, c'est-à-dire si l'oiseau était rendu à la liberté, la République était perdue inévitablement. Entre le salut de la patrie et celui de sa personne, le nouveau Décus n'hésita pas : il tordit le cou à l'oiseau et tomba foudroyé. Ce sacrifice héroïque sauva Rome de la ruine dont elle était menacée.

Dans l'Inde, on trouve des oiseaux qui ont deux têtes, et des serpents qui en ont trois.

Bersuire a vu, de ses propres yeux vu, bien d'autres prodiges. — « On prétend que rien de merveilleux ne se produit dans le Poitou ; mais moi, qui suis de cette province, j'affirme que, sur ce point, elle n'a rien à envier aux autres pays. Parce que l'on n'en a pas été témoin, il ne faut donc point regarder comme futiles les choses miraculeuses, puisque dans mon pays il s'en passe d'égales et peut-être de plus extraordinaires ². »

¹ *Sedit ita placide ut manu deprehenderetur.*

² *Pictavia Galliarum provincia est, que casus videtur mirabilibus carere. Ego tunc qui de ista patria natus sum, scio ipsam in multis mirabilibus non minus aliis abundare. Et ideo que invisibilia cognoscuntur, non videntur mihi illa mirabilia que de illis narrantur esse impossibilia ; cum in partibus meis inveniam equalia vel majora.*

Il y a, en effet sur les côtes de l'Aquitaine, des oiseaux appelés *cravants*, qui naissent au fond de la mer de la pourriture des débris de navires. Collés à ces débris, ils semblent, dans les premiers jours, n'avoir pas de vie ; mais bientôt ils s'en détachent, ils grandissent, des ailes leur poussent, leur chair devient succulente. J'en sais quelque chose, ajoute Bersuire, puisque j'en ai mangé. Pourquoi s'en étonner ? Ne se trouve-t-il pas sur les terres d'une abbaye située en Angleterre des arbres dont les nodosités, ainsi que l'assure Cervasius, se changent en oiseaux ? Et les *congalérans*, qui nichent dans la tour de Maillezais, mais qui, avant de s'y loger, ont bien soin d'envoyer des éclaireurs pour s'assurer que les lieux sont propres à les recevoir, ne sont-ils pas, à un autre point de vue, bien dignes d'appeler l'attention ?

Ces oiseaux sont essentiellement carnivores. Bersuire en a vu, élevés dans des maisons riches, préférer jeûner que de manger les aliments maigres qu'on leur servait le vendredi et le samedi. La faim devenait-elle trop pressante ? ils soutenaient leur misérable vie en se nourrissant des vers qu'ils dérobaient à la terre.

Nous devrions peut-être parler encore du monopode *pes in ano*, que l'on rencontre dans les environs de Saint-Michel-en-l'Herm. Mais nous n'en finirions pas avec les oiseaux ; passons à une autre partie de la zoologie : aux poissons.

Nous y trouverons des générations spontanées : l'anguille, entre autres, qui naît de la boue.

Nous y verrons l'*aureus vellus*, ainsi nommé parce que ce poisson est recouvert d'une lame dorée ; le lion de mer, la vache de mer, le lièvre de mer, le loup de

mer. Au premier rang, il convient de placer le moine de mer. C'est un monstre à figure humaine, qui se termine en queue de poisson. « On l'appelle moine, parce que sa tête entourée d'une couronne, ressemble à la tête d'un moine fraîchement rasée. Tels sont les moines de nos jours et certains mauvais religieux ¹. »

N'oublions pas de faire connaître le rôle que joue le mâle dans la procréation de la carpe. « Quand la carpe sent approcher le moment où elle va mettre bas, elle s'approche du mâle : celui-ci lui verse dans la bouche une semence laiteuse par la vertu de laquelle l'enfantement s'opère aussitôt ². »

Si nous entreprenons un long voyage dans la compagnie de Bersuire, nous verrons les choses les plus étonnantes. Voulons-nous rapporter des curiosités très recherchées des dames, commençons par l'Arabie, « car, suivant Isidore, il y existe des serpents dans le ventre desquels se trouvent des pierres précieuses ³. »

Passons ensuite en Ethiopie, nous y rencontrerons les descendants de ces hommes, véritablement animaux marins, qui, de l'Atlantique, sont venus à la nage jusqu'en Orient.

En Béotie, il existe un lac d'où sortent deux fleuves, de vertu bien différente. Les eaux du premier rendent noi-

¹ *Monachus dicitur quia caput ejus cum magna quadam corona admodum monachi noviter rati figuratur, talis procul dubio sunt monachi moderni et quilibet religiosi mali.*

² *Sentiens se esse propinquam factus, masculum suum adit, qui lacteum semen in os ejus emissit, virtute qua carpa statim parturit.*

³ *Nam, secundum Isidorum, sunt quedam aspides in quarum visceribus preciose lapides generantur.*

res les brebis qui s'y abreuvent, celles du second leur donnent la couleur blanche.

Le lait des juments qui paissent dans les prairies arrosées par le fleuve Astaces est noir.

Un temple construit dans une île dont Bersuire ne nous fait pas connaître le nom, possède une source de laquelle, pendant les sept premiers jours du mois de janvier, il s'écoule du vin.

Enfonçons-nous jusque dans l'Inde, nous pourrions peut-être y découvrir une plante qu'il serait bon d'acclimater en France, dans l'intérêt des magistrats chargés de l'instruction criminelle. « Achemenidon rapporte qu'il s'y trouve une herbe ayant la couleur de l'ambre, qui naît sans feuilles. Si vous en donnez une injection vineuse aux accusés, ils sont, aussitôt après l'avoir bue, tellement tourmentés par l'image des dieux, que l'aveu des crimes dont ils se sont rendus coupables s'échappe de leur poitrine ¹. »

On voit aussi des pierres à forme humaine, des statues sorties toutes faites des mains de la nature, les unes, images de l'homme, les autres de la femme. Ailleurs, ce sont des monstres de toute espèce : des hermaphrodites qui se fécondent eux-mêmes, des faunes, des cyclopes, des minotaures, des hommes changés en bêtes, comme les compagnons d'Ulysse furent changés en porcs par Circé, et ceux de Diomède en oiseaux. Bersuire ne paraît pourtant pas avoir une foi entière en toutes ces métamor-

¹ *Dicet etiam Achemenidon esse herbam coloris electri qui sine foliis nascitur, qui sceleratis hominibus in vino datur, et ea potata per varias numinum imaginationes ita cruciantur, quo necessario compulsi, crimina de quibus suspecti sunt confitentur.*

phoses, car il ajoute: « Nous en parlerons, avec la volonté de Dieu, quand nous en serons à la moralité des fables ¹. »

Ce serait un grand hasard si, en poursuivant, nous n'entendions pas le chant des sirènes. Elles n'ont pas dégénéré, depuis la plus haute antiquité ; le portrait que nous en fait Bersuire l'atteste. « Les sirènes sont des monstres marins ayant les bras, la face et les mamelles de la femme ; leur taille gigantesque et leur visage les rendent horribles à voir. Pour le reste du corps, elles ressemblent à l'aigle, ayant, comme cet oiseau, des ailes et des serres propres à déchirer la chair. Leur corps se termine par une partie recouverte d'écailles en forme de queue de poisson ². »

Aujourd'hui l'île de Chypre ne rejette plus les cadavres que l'on y enfouit. Il n'en était pas de même autrefois. L'île de Chypre ne conservait pas les cadavres qu'on y avait enterrés. Aussitôt qu'ils avaient été déposés dans la terre, elle les arrachait de son sein. Cet état de choses dura jusqu'au passage d'Hélène, mère de l'empereur Constantin et fille de Colus, roi de la Grande-Bretagne. A son retour de Jérusalem, elle laissa dans cette île la croix du bon larron qu'elle avait trouvée avec celle du Christ. A partir de ce moment, sans doute par la vertu de cette sainte relique, la terre cessa de vomir

¹ *De quibus, Deo dante, dicemus quando moralisabimus fabulas.*

² *Sirenes sunt quedam monstra marina que faciem muliebrem, brachia et mamillas habentia, procere magnitudinis et faciei sunt horrenda, in reliquo corpore aquilis sunt similes, cum alis et unguibus ad laniandum aptis, in fine vero corporis squamosas piscii caudas habent.*

les cadavres, et rien ne les arracha plus du lieu où ils avaient été inhumés ¹. »

Dans la Cappadoce, ainsi qu'en Espagne, au dire de Cervasius, certains vents fécondent les juments, et, dans le Narbonnais, le même auteur assure que des hommes furent métamorphosés en loups.

Rentré en France, il nous reste à signaler, dans différentes provinces, dans le Poitou, en particulier, où il tombe, comme la manne céleste, d'innombrables essaims de vers ailés, dont l'étude est fort curieuse. « Ces insectes qui s'élèvent dans l'air, au-dessus des cours d'eau et dans les environs des fleuves, naissent de la même substance dont ils se nourrissent. Lorsque le sol n'a pas encore été sillonné par la charrue, ils tombent et servent de pâture aux poissons. Au moment de leur chute, ils sont encore en vie, mais, quand ils sont à terre, ils deviennent inanimés et meurent. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que, si l'on s'empresse de ramasser le papillon et de l'étendre dans la main, il se multiplie; un seul en fait trois ou quatre ². »

¹ *Cyprus insula est que non solebat cadaver hominis mortui ad sepulchrum recipere; sed statim sepulta corpora evomere et ejicere, quousque venit Helena, Constantini imperatoris mater et Coli regis majoris Britannie filia, que de Hierusaleme rediens, crucem boni latronis quam cum Christi cruce invenerat Cypro reliquit. Virtute cujus corporum evomitio cessavit, et terra Cypri mortuos sepeliendos recipit.*

² *Qui sursum in aere quantum tenet spatium fluminis et circa per unum cibum generantur: et certo anni tempore dum sol est in virgine, de aere cadentes et plumellis ipsis piscibus cibis efficiuntur. Verum dum cadunt vivi sunt, sed postquam ceciderunt examinantur et moriuntur. Tunc mirabile, quod ubi papiliones*

Sur les côtes de la Saintonge, nous rencontrons encore les poissons à tête humaine.

Enfin, il est un domaine où les reptiles ont trouvé leurs maîtres. Les seigneurs de Puytaillé n'ont qu'à leur dire : Qu'ils aient à se retirer, que le seigneur de Puytaillé l'ordonne ainsi, pour qu'ils s'enfuient à l'instant, sans oser jamais reparaitre. Le fait est si certain que personne ne se permet d'en douter. Il est vrai, comme le dit Bersuire, que, pour être rare, ce privilège n'est pas exclusif. Pline et Sotin assurent qu'il s'est trouvé des hommes qui eurent le même empire sur les Mares et les Psilles. — Moralité. Le pouvoir des seigneurs de Puytaillé est le même que celui de l'Eglise. Jésus-Christ le lui accorde par ces paroles : « Je vous ai donné pouvoir sur les serpents et les scorpions, et sur la force de l'ennemi ¹. »

Saint Florent avait une autorité non moins grande sur les grenouilles. Dans son diocèse, qui appartenait au territoire d'Orange, elles faisaient un tel vacarme qu'elles le troublaient dans ses méditations. Le saint leur ayant fait dire de se taire, elles se soumirent à son ordre et gardèrent un profond silence. Touché de cette docilité, il se montra moins sévère et se décida à leur rendre la liberté de coasser. Mais le messenger chargé de cette nouvelle ayant dit *canta* au lieu de *cantate*, il n'y en eut jamais qu'une seule qui se fit entendre.

isti cadunt, si unum in manu tuâ receperis et diligenter attenderis, ipsum statim in tres vel quatuor multipliciter videbis.

¹ *Dedi vobis potestatem super serpentes et scorpiones, et super virtutem inimici.*

A ceux qui pourraient s'étonner de toutes ces merveilles, nous dirions qu'un naturaliste d'un grand nom, Pline, que nous citons tout à l'heure, en conte bien d'autres. Les éléphants qui écrivent, les lynx dans l'urine desquels se trouvent des diamants ; les pluies de lait, de sang, de chair, de fer, de lances, de briques... ; le moyen de prévenir la rage chez les chiens ¹, etc., etc., tiennent plus encore du prodige.

Terminons ce que nous avons à dire du *Reductorium Morale*, par ce qui appartient en propre à Bersuire, par une des moralités dont il se montre si prodigue. « L'améthyste est une pierre précieuse rouge et orangée, jetant des flammes. On en connaît plusieurs espèces ; la plus estimée est celle qui a le rouge le plus éclatant. Elle a de la mollesse et est facile à tailler. — Tel doit être un prélat, un prédicateur, un religieux ou n'importe quel juste. Il doit être rouge par l'ardeur de la charité ; de flamme, pour ne donner que de bons exemples ; tendre par le sentiment de la compassion ; facile à se soumettre et à obéir ². »

Le second ouvrage de Pierre Bersuire est un vaste traité de moralités bibliques. Il se compose de trente-quatre livres ; vingt-huit sont consacrés à l'ancien Testament, six au nouveau. Après un exposé quelquefois

¹ *Gallinacco maximè fimo immixto cibis.*

² *Amethystus est gemma rubea et rosea, flammulas emittens, ejus sunt multe species, illa tamen est melior que rubicondior reportur. Habet autem molitiem, ut facile possit sculpte. Vere talis debet esse prelatus, predicatus vel religiosus, vel etiam quilibet justus. Iste debet esse rubeus et roseus per ardentem charitatem, flammeus per bonorum exemplorum luciditatem, nobilis per compassionem, sculptibilis per obedientiam et subjectionem.*

succinct, quelquefois longuement développé, des chapitres de l'Écriture sainte, l'auteur arrive à son but, qui n'est autre que la leçon allégorique qu'il veut en tirer. Un exemple en donnera mieux l'idée que tout ce que nous pourrions ajouter. Voilà les réflexions qui lui sont inspirées par le chapitre de la Genèse, où l'on voit la main de Dieu infliger aux superbes mortels qui prétendaient élever jusqu'au ciel la tour de Babel, le châtiement que méritait leur orgueil. — « Il faut voir dans ces géants voulant élever une tour, c'est-à-dire prendre une position fastueuse et superbe dans le champ de Sennaar, — mot auquel on doit donner la signification de puanteur, — la vanité des hommes que, dans notre monde plein d'inféctions, aucune position sociale, si élevée qu'elle soit, ne saurait contenter, parce qu'ils la trouvent au-dessous de leur mérite. Animés d'un sentiment ambitieux, ils se coalisent et unissent leurs efforts. Mais Dieu s'en irrite ; dans sa colère, il brise leurs trames, soit par la mort, soit par les adversités dont il les accable, et arrête le mal avant qu'il n'ait fait de grands progrès. Il prévient ainsi les projets des méchants, et les frappe avant que leurs mains ne soient pleines de ce qu'ils avaient commencé à dérober ¹. »

¹ *Tales gigantes sunt superbi qui turrim, id est fastigiosum et altum statum, in campo Sennaar qui interpretatur fœtor, id est in ipso mundo fœtido, ædificare nituntur. Sursum que ad altitudinem cœli, id est altos gradus et status ultra, quam requirunt ipsorum merita ascendere moliuntur, et hoc ut melius faciant, plures quandoque in eandem societatem conveniunt, et ad hoc communiter occupantur. Qua propter sæpe fit quod Dominus contra eos ignatur, ipsorum que malam concordiam rumpit ; et ipsos per mortem vel per infortunia dividit ; et sic occulte facienti Domino,*

Le *Repertorium Morale* ou *Dictionarium Morale*, ferait bien à lui seul, ainsi que le fait observer M. Gautier, vingt volumes in-8° de nos éditions ordinaires. Nous est-il arrivé tel qu'il est sorti de la main de son auteur ? On pourrait en douter en lisant la première page de l'édition de Nuremberg, année 1499. L'éditeur Jean Bekenbaud nous apprend, en effet, qu'il lui a fallu bien du temps et de la peine pour en expurger toutes les fautes commises par ses différents copistes ; encore ne peut-il pas répondre qu'il n'en reste quelques-unes.

Ce vaste dictionnaire ne renferme pas moins de trois mille mots, avec des moralités et des citations à l'infini. Après avoir donné la signification du mot, les sens différents qu'il peut recevoir, ou le même sens à des mots différents, l'auteur fait de véritables traités de morale et de théologie. Ce n'est pas seulement l'autorité des livres saints qu'il invoque, c'est aussi celle des livres profanes, et, à côté de Dieu et des anges, il place Jupiter, Pluton et Neptune. Bekenbaud nous en donne un avant-goût en faisant dire au dictionnaire dont il est l'éditeur tout ce que l'on doit trouver dans son sein ¹.

opus malum quod cæperat impeditur. Unde Job. 3 dicitur concilia malignorum ne possent manus eorum impleri quod cæperant.

¹ *Nam biblicæ voces hic grammaticorum*

Arte docet quidquid significare solent.

Hic ubi multiplicem resonat vox unica sensum

Explicat et reddit cuilibet apta loca.

Denique de lege Moysi, de dogmate Christi

Mysticus interpres maxima lucra refert :

Nec tacet illustris quid Græci vel Latini

Historici memorent : quid statuere sophi,

Nec jovis imperium, nec averni principis aulam

Negligit.....

On ne s'attend pas à ce que nous nous livrions à un travail interminable, à ce que nous suivions l'auteur pas à pas sur la longue route qu'il nous faudrait parcourir, à ce que nous nous arrêtions aux trois mille stations que nous avons signalées. Comme elles ont toutes, dans leur construction, de grands points de ressemblance, nous n'en mentionnerons qu'une seule. Nous ne faisons point de choix, nous ouvrons le livre au hasard, et nous reproduisons avec ses commentaires le premier mot qui tombe sous nos yeux :

« *Colluber*, couleuvre, voyez ci-dessous du serpent, ainsi appelée du mot *Collabendo*, parce qu'elle s'avance en serpentant, ou encore comme cherchant l'ombre (*colleus umbras*), parce qu'elle a l'habitude de se tenir dans les lieux ombragés. Je dirai donc en quelques mots que l'on peut entendre par couleuvre différents genres de pécheurs, l'âme humaine étant infectée de beaucoup de mauvaises passions. La couleuvre, en effet, se plaît à l'ombre et s'avance doucement en rampant ; elle mord et blesse cruellement, elle marche d'une manière tortueuse, elle donne la mort en empoisonnant par son venin. Cette couleuvre nous représente les hommes sensuels, qui ne se plaisent que dans les douceurs de la vie ; les esprits malicieux, qui deviennent nuisibles par leurs fourberies ; les hommes colères, qui frappent de rudes coups ; les flatteurs qui rampent avec souplesse ; les détracteurs dont la critique mordante porte de grands préjudices. »

Ce n'est pas tout, écoutez bien et profitez de la morale :

« Je dis qu'elle désigne les hommes sensuels, qui,

ainsi que la couleuvre, se tiennent dans l'ombre. Voici comment en parle Job, chap. XL : — *Il dort sous l'ombre dans le silence de sa couche, au milieu des terres humides.* Ces mots de la Genèse, chap. XLIX : — *Que Dan devienne comme un serpent dans le chemin, comme un céraste dans le sentier, c'est-à-dire sous les ombrages des routes et des percées,* s'adressent aux méchants. La couleuvre, en effet, s'avance d'une manière tortueuse, de même que les méchants ne suivent jamais une route droite et bien tracée. Job, chap. XXVI : — *C'est la main de Dieu qui a fait naître le dragon,* sont pour les hommes cruels et colères, parce qu'ils ressemblent à la couleuvre dont la dent mord et blesse. Les juges sans pitié et les tyrans sont aussi représentés par la verge de Moïse destinée d'abord à conduire les troupeaux, et qui, comme le dit l'Exode, chap. III, fut changée en serpent pour dévorer les autres verges ; et comme le dit encore l'Exode, chap. IV, il en fut ainsi, *parce que ceux qui doivent être la verge pastorale destinée à gouverner les inférieurs, sont devenus couleuvres par leurs cruautés et leurs rapines, prêts à mordre et à dévorer tous ceux qui sont au-dessous d'eux.* Cette parole s'applique surtout aux princes et aux prélats puissants qui, s'opposant à la juridiction des vassaux et des prélats d'un ordre inférieur, les déconcertent et les tourmentent. C'est ainsi que la verge mange la verge, et que la couleuvre mange la couleuvre. Ces paroles de la Sagesse, chap. XVI : — *Ils sont exterminés par la morsure des couleuvres,* sont dirigées contre les flatteurs et les verbeux, parce que, de même que la couleuvre s'avance en rampant, de même

les flatteurs arrivent à leur fin, par des complaisances et des louanges serviles. Celles des Proverbes, chap. XXX : — *On ne peut connaître la trace du serpent sur la pierre*, s'entendent des médisants et des calomniateurs. Celles de l'Ecclésiastique, chap. XXV : — *Il n'y a point de tête plus méchante que la tête du serpent*, s'appliquent au diable et au péché. Méditez encore celles de l'Ecclésiastique, chap. XXI : — *Fuyez le péché comme vous fuiriez le serpent*. Enfin celles du chap. X : — *Celui qui brise la haie sera mordu par le serpent* ¹.

¹ Coluber, vide infra de serpente, nota tamen quod coluber est dictus a collendo : eo quod collabendo solet incedere. Vel dicitur coluber quasi colens umbras : ex quod in umbris solet libenter manere. Dicam ergo breviter quod per coluber possunt intelligi multa genera peccatorum. Bm (seriem) qui multis malis conditionibus est infectus.

Coluber enim umbras colit,
Simpliciter et collabendo incedit,
Tortuose progreditur et vadit,
Venenose intoxicat et occidit.

Sic ergo dicam quod coluber significare potest.

Deliciosos, qui volunt vivere suaviter,
Maliciosos, qui querunt nocere fallaciter,
Tempestuosos, qui solent ledere crudeliter,
Adulatores, qui sciunt collubi subtiliter,
Et detractatores, qui solent nocere mordaciter.

Signat dico deliciosos, qui, sicut coluber, colit umbras. Sic de istis dicitur Job. XIX. sub umbrâ dormit in secreto thalami, in locis humentibus. Unde Gen. XLIX. Fiat Dan coluber in viâ, cerastes in semita, id est in umbraculis semitarum et viarum. Et consignat maliciosos. Coluber enim tortuose incedit, sic maliciosi nunquam recte nec plane procedunt. Job. XXVI. Obstetricante manu Dei eductus est coluber mordet et ledit : Sic crudeles iudices et tyranni, figurati in vergâ Moysi que primo fuit ordinata ad oves regendum : Sicut dicitur Exode, III, tandem tamen con-

Ces commentaires allégoriques étaient fort à la mode au moyen âge, surtout parmi les écrivains qui traitaient de matières religieuses. A lire la page suivante empruntée au livre de l'*Internelle consolacion*, on voit quel rapprochement il y a entre l'*Imitation mise à l'usage du peuple* et les œuvres de Bersuire :

« *Erubescere, Sidon, ait mare.* — Ayes ou prous honte ou vergoigne en toi, Sydon, dit la mer. Par Sydon qui est cité, et vault autant à dire comme Venacion, on entend gens de religion, qui doibvent estre clos en leurs cloistres et myz comme en une cité, et doibvent ensuyvir Dieu par bonne odeur et mémoire dans ses œuvres, comme les chiens venaticques la beste sauvage. Et par la mer est entendu le monde et les mondains, auquel monde sont flotz et tempestes de cures et sollicitudes mondaines qui ne laissent ceulx qui y sont arrester ou avoir paix et repos ni dehors ni dedans, c'est-à-dire à soy ni en soy ni à autrui. Dit doncques la mer, c'est-à-

versa fuit in colubrem ad virgas alias devorandum. Sicut dicitur Exode IV, quia revera illi qui debent esse virga pastoralis ad regendum inferiores, sunt hodie facti coluber per crudelitatem et rapinam ad mordendum et devorandum alios inferiores. Istud potissime potest dici de majoribus principibus et prelatibus qui jurisdictiones minorum prelatorum et rassolorum impediunt: et eos molestant graviter et confundunt: et sic virga virgam comedit: et coluber colubrum rodit. Sag. XVI. A morsibus colubrorum exterminati sunt, item signat adulatores et verbosos qui sicut colluber collabendo impliciter incedit: sic adulatores cum lapsu complacentie et applausus sciunt facere facta sua, ideo dicitur. Proverb. XXX. Quod non est qui possit cognoscere viam colubri super petram, item signat detractores et venenosos. Eccl. XXV. Non est caput nequius super caput colubri, et si vis etiam signat peccatum et diabolium. Eccl. XXI. Quasi a facie colubri fuge peccatum et Eccl. X, qui dissipat sepe mordebit eum coluber.

dire le monde et les mondains à Sidon, c'est aux religieux et gens d'Église : Ayez honte et prenez vergoigne que j'aye et prins plus grant cure; soing et peine et travail d'acquérir les biens, honneurs et estatz de ce monde que vous ne feictes à avoir et acquérir l'amour de Dieu et les vertus, bien spirituelz auxquels toutefois vous estes tenus et obligez de mettre peine d'avoir et acquérir, et qui vous sont plus nécessaires et profitables, et lesquelz vous povez mieulz acquérir et à moindre peigne et travail, si vous voulez. »

La traduction de Tite-Live, par Bersuire, n'a pas de nos jours l'intérêt qu'elle dut présenter au moment où elle parut. C'était la première fois que, par une translation en français, le grand historien était mis à la portée de ceux qui n'étaient pas versés dans la connaissance de la langue latine. Dans les courts instants de loisir que laissa la guerre, les grands seigneurs purent donc retremper leur courage par la lecture des hauts faits des Fabius et des Scipions. La traduction de Tite-Live se répandit à profusion : le nombre de ses copies devint si considérable, qu'à la Bibliothèque nationale, on en compte encore aujourd'hui dix-huit exemplaires. Plus tard, l'imprimerie lui donna une publicité nouvelle. On en a deux éditions, la première à la date du XV^e siècle, la seconde à la date du XVI^e.

Ceux qui font de notre langue une étude approfondie, pourront, en la lisant, juger des progrès que la langue française avait déjà faits. Débarrassée de ses langes, dès le IX^e siècle, elle était devenue, autant peut-être par la grande position que la France avait prise dans le monde que par son propre mérite, ce qu'elle a été depuis, la

langue européenne. Malheureusement au XV^e et au XVI^e siècle, une admiration enthousiaste de l'antiquité en détourna les esprits qui la ramenèrent vers son point de départ. Peu s'en fallut que la langue latine ne devînt la langue nationale. Ce ne fut qu'au XVII^e que la langue française reprit son véritable essor et brilla dans toute sa pureté.

Il nous reste à parler d'un livre dont l'apparition précéda de plus de cent ans l'époque de la renaissance et dont la vogue fut universelle. Les *Gesta Romanorum* firent les délices de nos pères ; l'accueil que leur fit l'Angleterre fut encore plus enthousiaste que celui de la France, et, jusqu'au siècle dernier, ils y furent le livre populaire par excellence. Aujourd'hui même on ne lit pas sans plaisir ces pages naïves et ces fictions qui nous reportent au temps où elles furent écrites.

En 1521, une des traductions françaises des *Gesta*, traduction bien connue, mais jusque-là restée inédite, fut imprimée avec ce titre : *Le Violier des histoires romaines moralisées sur les nobles gestes, faictz vertueulx et anciennes cronicques des Romains, fort recreatif et moral, nouvellement transluté de latin en françois*. En 1858, sous le nom tout court de *Violier des histoires romaines*, Jannet en a publié une édition elzévirienne.

Les *Gesta* ne portent point de nom d'auteur, et les érudits ne se sont point trouvés d'accord sur l'écrivain auquel ils doivent être attribués. Avec le savant annotateur de l'édition dont nous venons de parler, nous croyons que les plus fortes présomptions sont en faveur de Pierre Bersuire.

Disons tout d'abord qu'il est évident que nous n'avons pas sous la main l'œuvre originale, chaque manuscrit qui en a été conservé varie et par le texte et par l'étendue ; l'un a vingt-huit chapitres, l'autre quarante ; il s'en trouve un où l'on en compte cent quatre-vingt-treize. Brunet nous dit : « Qu'un autre manuscrit qui avait appartenu au célèbre bibliophile Richard Heler, est entré au Musée britannique. Il porte la date de 1421, et renferme cent quatre-vingts chapitres. Quatre-vingt-dix sont conformes au texte latin, quatorze sont empruntés au roman des *Sept Sages* et sont placés entre les chapitres 43 et 58 ; deux sont pris à la *disciplina clericalis* et n'ont point passé dans la rédaction latine ; huit se trouvent dans le manuscrit anglo-latin, dix proviennent de sources difficiles à déterminer. »

Dans l'un, vous trouvez des gallicismes ; dans un autre, des anglicismes ; dans un troisième, des germanismes ; toutes locutions bien propres à faire croire que des auteurs de nation différente y ont mis la main. On sait combien, au XVI^e siècle, les copistes étaient peu scrupuleux dans la tâche qu'ils accomplissaient. La plupart ne respectaient guère le texte et prétendaient embellir le livre dont on leur demandait une copie, en y ajoutant de leur propre fonds.

L'opinion émise par un célèbre critique anglais, que les *Gesta* appartiennent au XII^e ou au XIII^e siècle, ne peut guère non plus se soutenir, puisque ce n'est que cent ans plus tard qu'on trouve dans les *Moralitates* de Robert Holkot la première mention d'un livre qui, ignoré jusque-là, aurait eu tout à coup un immense retentissement. Une dernière objection a été faite par M.

Gautier. Comment, dit-il, l'épithaphe où se trouvent mentionnés les autres ouvrages dont nous avons parlé, a-t-elle pu garder le silence sur celui-ci ? Il nous semble que ce raisonnement n'est pas aussi victorieux que son auteur paraît le croire, et qu'on peut lui faire la réponse suivante : Bersuire dit quelque part qu'en écrivant, il cherche moins la gloire qu'à satisfaire à la demande de son illustre protecteur ; il est donc probable qu'il tenait peu à mettre son nom en tête de ses œuvres. Pour ses autres ouvrages, pour ceux qu'il écrivit sous l'inspiration du cardinal Després, ouvrages qu'il lui dédia ; pour sa traduction de Tite-Live, faite par ordre du roi, il ne lui était pas possible de s'en dispenser. Mais, en dehors de ceux que nous venons de dire, s'il a fait d'autres écrits, s'il a composé un livre un peu fantaisiste tel que les *Gesta*, il aura très bien pu vouloir que son nom n'y figurât pas. Peut-être aussi fut-il retenu par la crainte de recevoir un désaveu du clergé, dont ses allégories, celles, par exemple, où il fait entendre que les jours de chômage imposés au peuple par les fêtes de l'Église sont, par leur grand nombre, préjudiciables aux intérêts du pauvre, pouvaient bien ne pas avoir son approbation.

Grassius et Warton ne doutent pas que les *Gesta* n'appartiennent à Pierre Bersuire. Il est bien certain que, s'il est vrai de dire qu'à l'œuvre on connaît l'artisan, il n'est guère permis d'en douter. C'est le même style que celui du *Reductorium* et du *Dictionarium* ; ce sont les mêmes idées, la même forme, la même manière d'écrire. Il s'y trouve des citations empruntées aux mêmes auteurs ; la ressemblance approche de l'iden-

tité. Bien plus, on lit dans les *Gesta* deux histoires, dont l'une se lit aussi dans le *Reductorium*, l'autre dans le *Repertorium*; le rapprochement serait sans doute plus frappant encore, si la plume des copistes n'avait pas souvent altéré le texte, en ajoutant à la composition première. Plusieurs de ces pages parasites ont été éliminées du *Violier des Histoires romaines*, mais il pourrait bien se faire qu'il en restât encore.

Les *Gesta Romanorum* mentent le plus souvent à leur titre; le plus souvent, en effet, il y est question de toute autre chose que de l'histoire romaine. Ce sont des récits qui, presque toujours, tiennent du fabliau ou de l'apologue. Comme, avant tout, l'auteur cherche des moralités qui découlent naturellement de ce qu'il raconte, c'est à son imagination bien plus qu'à la vérité historique qu'il les emprunte. *La Rescription du Monde*, dont nous avons parlé, n'avait pas pour le fond un caractère plus sérieux. Là encore, ce n'étaient pas les connaissances géographiques qu'il fallait aller chercher, mais bien des moralités bibliques.

Brunet fait remarquer que, dans le *Decaméron*, on trouve plusieurs emprunts faits aux *Gesta*.

M. Saint-Marc Girardin, dans son livre *La Fontaine et les Fabulistes*, signale, en dehors d'Esope, de Phèdre et d'autres auteurs, où notre grand fabuliste a pris une partie des sujets de ses apologues, ceux des fabliaux du moyen âge qu'il a également mis à contribution. Pourquoi n'avoir rien dit des chapitres 77 : *Comment on ne doit point trop présumer*, et 149 : *Comment les femmes mentent souvent, oultre qu'elles ne peuvent tenir le secret*; du *Violier des Histoires romaines*,

où La Fontaine a certainement pris le sujet des deux fables *l'Ane et le Petit Chien* et *les Femmes et le Secret*? Entre les apologues de Bersuire et ceux de La Fontaine, la ressemblance, quant au sujet, est si frappante, qu'elle saute aux yeux. On pourra en juger en les comparant. Pour ne pas trop m'étendre, je ne reproduis que le chapitre 149, moins sa moralité un peu longue, ou, pour me servir de l'expression de l'auteur, sa moralisation.

« Jadis estoient deux frères : l'un clerc, l'autre lay. Le lay avoit ouïs dire souvent à son frère que les femmes ne pouvoient celer aucune chose, par quoy il voulut le vroy experimenter. Il dist une nuyt à sa femme que si elle vouloit tenir son cas secret, qu'il luy diroit merveilles : mais, au contraire, qu'elle le feroit confus et infame. — « Ne crains poinct, dist sa femme, car tu scez bien que toy et moy nous ne sommes qu'un corps ; jamais ton secret ne revelleroy. » — Par quoy il lui dist que, en allant à son secret de nature, luy estoit de la partie postérieure sailly ung corbeau noir comme ung diable, dont il estoit dolent. — « Tu en doibs estre joyeux, dist sa femme, puisque tu es de telle passion délivré. » — Le lendemain, sa femme s'en alla à sa voisine luy dénoncer comment du derrière de son mary estoient saillis et vollez deux corbeaulx. Déjà elle mettoit en double sorte, car son mary ne luy avoit parlé que d'ung corbeau, encore n'estoit-il pas vroy. Cette voisine fist encore plus, car elle dist à l'autre que le mary de telle pour vroy avoit faict trois corbeaulx ; et ainsi que celle-là à l'autre de quatre, tellement que le bruict fust que cestuy homme diffamé avoit foict quarante corbeaux.

Celluy appela le peuple, lui comptant toute la vérité, comment il avoit expérimenté le mensonge des femmes ; puis sa femme mourut, et il se fist moine, dequel aprint trois lettres : l'une noire, l'autre rouge, l'autre blanche. »

Nous nous sommes peut-être arrêté trop longtemps et avec trop de complaisance sur l'érudition de Bersuire, et nous n'avons pas fait assez remarquer que toute cette fausse science n'appartient ni à lui, ni à son siècle, mais qu'elle est l'œuvre de grands écrivains dont le nom nous est arrivé entouré d'une auréole d'immortalité.

Si leurs œuvres nous sont restées, si nous les comprenons encore parmi nos livres classiques, c'est qu'elles brillent par un mérite bien séduisant que le moyen âge ne recherchait guère, par les grâces du style et par l'agrément de la forme. La grâce et la beauté, surtout lorsqu'elles sont rehaussées par une élégante parure, auront toujours sur les esprits, alors même que la vérité ne les accompagnerait pas, une puissance irrésistible.

C'est à cette source que Bersuire a puisé à pleines mains, ne se permettant pas de révoquer en doute ce qui lui arrivait de la Grèce et de Rome. Nous en rions bien aujourd'hui, sans remarquer que, si la science a fait justice des théories absurdes et des traditions légendaires, sur d'autres points nous n'avons pas lieu d'être si fiers de notre raison. N'est-ce pas en plein XVIII^e siècle que les miracles opérés sur la tombe du diacre Paris avaient de nombreux croyants dans toutes les classes de la société ? Et les baquets de Mesmer ne comptaient-

ils pas des adeptes jusque parmi les incrédules et les esprits forts ? De nos jours, les tables tournantes, l'illuminiisme, le merveilleux, le surnaturel sous bien des formes, n'ont-ils pas passionné et ne passionnent-ils pas encore une partie de la société ? Nous serons toujours la dupe de notre imagination, et si les ténèbres qui enveloppaient le moyen âge se sont dissipées, à l'heure où nous écrivons, pour bien des esprits, la lumière est encore voilée de nuages.

Oui, il est vrai qu'entre la vérité et l'erreur, Pierre Bersuire n'a pas su faire une distinction intelligente, mais on ne peut pas nier que, pour son temps, il n'ait possédé d'immenses richesses scientifiques et littéraires. Si, sur ce point, il n'a pas su séparer l'ivraie du bon grain, rappelons que, pour avoir écrit des histoires d'un autre monde, depuis la fontaine profonde dont l'eau ne montait qu'aux sons de la musique, jusqu'à l'homme à la tête de chien qui parlait en aboyant, Plinie n'en a pas moins conquis une place d'honneur parmi les grands écrivains de l'antiquité. Dans une sphère plus élevée, Bersuire mérite tous nos éloges. Il est resté un moraliste éminent, un docte et savant théologien. Justice lui a été rendue. Les éditions de ses livres se sont multipliées en France et à l'étranger ; de son vivant, il a joui d'une considération universelle. L'estime des rois, des prélats ; celle d'un des plus grands poètes dont s'honore l'Italie, recommandent son nom à la postérité.

LE PÈRE JEAN-VENANT BOUCHET

DE LA SOCIÉTÉ DE JÉSUS

Au mouvement intellectuel que, dans la ville de Fontenay, le XVI^e siècle vint imprimer aux esprits, succéda, au siècle suivant, un généreux mouvement dans les âmes. Des glorieux enfants de la Renaissance dont nous avons écrit l'histoire, nous allons donc passer aux grands apôtres de l'humanité, aux fils de saint François de Sales et de saint Vincent de Paul. Ces noms se présentent naturellement à notre plume, parce que nous nous rappelons que les relations qu'ils eurent avec la ville de Fontenay ne furent peut-être pas étrangères à l'éclosion de l'héroïque phalange dont un des membres fera le sujet de cette notice. Notre choix n'est point exclusif, il nous est inspiré par cette considération que celui qui en est l'objet ne concentra point l'esprit de charité dont il était animé dans la ville où il avait vu le jour; il le porta, ainsi que l'ardeur de sa foi, au delà des mers, où, pendant près d'un

demi-siècle, il se signala par un dévouement sans borne à la cause qu'il avait embrassée.

C'est dans les annales de Fontenay, qu'il faut aller chercher Anne Duclos, René Moreau, Marie Brisson, Anne Benoist ; c'est dans les missions chrétiennes de l'Inde, que nous trouverons le père Bouchet, de l'ordre de Jésus.

Le révérend père Jean-Venant Bouchet est né à Fontenay-le-Comte, le 29 janvier 1654, d'une famille de simples ouvriers; il n'avait que neuf ans lorsqu'il perdit sa mère. Bien que nous ne puissions pas en fournir de preuves matérielles, il nous paraît certain que sa tante, Anne Benoist, dont nous venons de prononcer le nom, remplaça auprès de lui celle qui lui avait été enlevée. Un cœur qui s'ouvrait devant toutes les misères, ne pouvait être insensible aux douleurs de la famille, ni rester étranger aux soins qu'exigeait l'enfant de sa propre sœur; il est donc plus que probable, nous le répétons, qu'Anne Benoist aura été la seconde mère du jeune orphelin. Cette tâche malheureusement ne fut pas de bien longue durée, puisqu'elle mourut six ans après l'avoir commencée.

Un an après la mort d'Anne Benoist, c'est-à-dire à seize ans, on trouve le nom de Jean-Venant Bouchet dans la compagnie de Jésus ; il y a donc tout lieu de croire que son éducation aura été faite dans la maison d'enseignement que les pères de cet ordre avaient à Fontenay, comme l'avait été celle de son frère aîné. Le milieu dans lequel il vécut, les grands exemples de charité que lui donna sa tante, firent sans doute naître dans son âme la vocation qui lui fit braver tous les dangers,

pour aller porter la parole de Dieu chez les idolâtres. En parlant de la mission qu'il avait fondée dans l'Inde, saint François Xavier avait dit : « Cette mission ne survivra pas à ses fondateurs, à moins de recevoir de nouveaux ouvriers. » Elle en trouva qui furent dignes du maître. Le Portugal vit sortir de son sein une nombreuse cohorte militante dont l'arme et la bannière furent l'évangile et la croix. Sous son impulsion, toute la côte occidentale de l'Inde se convertit au christianisme. Malheureusement, à côté des nobles sentiments surgissaient des passions basses et cupides. L'amour du gain l'emporta sur l'amour de l'humanité ; les appétits grossiers et sensuels, sur les instincts généreux et les grandes croyances. Pendant que les missionnaires travaillaient au salut des âmes, des aventuriers européens importaient en Asie tous les vices et toutes les concupiscences. Au lieu de continuer la belle œuvre de saint François Xavier, les Portugais s'en éloignèrent tellement qu'ils tombèrent dans le mépris des païens. C'en était fait de la mission de l'Inde et les Européens y laissaient un nom abhorré, si le pape Marcel II, qu'un pareil scandale jetait dans une profonde affliction, n'avait pas trouvé sous sa main et dans sa propre famille, un de ces vaillants hommes, au cœur pur et dévoué, qui, aux honneurs et aux dignités qui les attendent, préférèrent la satisfaction de la conscience, l'accomplissement du devoir et la récompense dans une autre vie.

Robert de Nobili quitta la famille patricienne à laquelle il appartenait, pour aller, dans les Indes, chercher un aliment à sa foi. Les *Pranguis* portugais étant tombés dans le discrédit qu'ils méritaient, il se présenta comme

un *Rajah* romain, qui n'avait rien de commun avec eux; il se rendit la langue indienne familière ; et, comme il ne pouvait acquérir de l'influence sur le peuple que par ceux qui le gouvernaient, il fit sa principale société des Brahmanes. Son éloquence, ses connaissances dans l'histoire du pays, et, par-dessus tout, sa vie d'abstinence et d'abnégation lui conquirent, dans la classe élevée, de nombreux suffrages. C'est là surtout qu'il fit ses recrues et ses conquêtes.

La persécution, principalement en matière religieuse, est presque toujours un élément de succès pour ceux contre lesquels elle est dirigée ; elle attire sur eux et sur leurs œuvres tous les cœurs des hommes de bien. Convaincu que les attaques auxquelles il était en butte étaient mal fondées, le roi se déclara hautement son défenseur, et bientôt l'église qu'il avait élevée devint trop petite pour recevoir le concours des fidèles qui se pressaient dans son enceinte. Non seulement de nouveaux missionnaires lui vinrent en aide, mais il trouva encore un puissant appui dans ses néophytes. Deux d'entre eux avaient été élevés au collège Cochin, dont ils avaient édifié les maîtres par la fermeté de leur foi et l'étendue de leurs connaissances. La calomnie n'épargna pourtant pas le père Robert de Nobili. Elle lui vint du côté où il devait le moins l'attendre. Un missionnaire d'un autre ordre que le sien, d'autant plus jaloux de lui que ses propres tentatives, pour convertir les Indiens, avaient complètement échoué, l'attaqua par la plume et par la parole. Pour lui, la chaire de la vérité devint la tribune du mensonge. Il osa dire et écrire que ce n'étaient pas les Indiens qui, confiants dans les exhortations du père

de Nobili, s'étaient convertis au christianisme, mais bien plutôt le père de Nobili qui s'était fait idolâtre. Ces infamies ébranlèrent un instant la confiance que la conduite du missionnaire inspirait à l'Église; bientôt pourtant le jour se fit sur toutes ces intrigues, et l'accusateur confondu se fit justice en quittant l'habit religieux qu'il était indigne de porter.

Cette lutte, sans être fatale à la mission catholique de Maduré, lui porta pourtant de graves atteintes. Si, dans ses grands travaux apostoliques, le père de Nobili eut la satisfaction de voir, dans chaque ville importante de l'Inde méridionale, un temple s'élever au Seigneur, l'œuvre qu'il avait entreprise auprès des Brahmanes, n'eut pas tout le succès que ses commencements lui donnaient le droit d'espérer.

Nous venons de voir un noble romain préférer, aux palais de la ville éternelle, la pauvre cabane qu'il s'était construite non loin de Méliapore, cabane où il mourut en 1651 ; un prince de sang royal va suivre son exemple. Fils du vice-roi du Brésil, Jean de Britto ne concevait qu'une noblesse, — *celle des amis et des disciples de Jésus-Christ*. — Pour l'obtenir, il s'arracha aux tendresses de sa mère et courut au-devant du martyre. Ce fut la récompense de sa mission dans l'Inde. Après avoir enduré des tourments sans nombre, après avoir opposé aux flagellations, aux chaînes, à la privation d'aliments, à d'autres supplices dont l'énumération serait trop longue, une résignation sans exemple, il revint en Portugal, auprès du roi Jean dont il était l'ami particulier. Son ambition n'était pas satisfaite ; il lui fallait une mort qui fût le couronnement de sa vie; il la trouva telle qu'il la

désirait. En 1689, il revint aux Indes recommencer ses labeurs et ses sacrifices. Ce ne fut qu'en 1693 que son vœu fut exaucé. Une courtisane répudiée par un prince sur l'esprit duquel il avait pris un grand ascendant, dénonça le père Jean de Britto au roi comme un ennemi dangereux dont il lui importait de se débarrasser au plus vite. Le roi le fit jeter en prison où il fut soumis à des tortures atroces. Ce ne fut que lorsque, perdant tout son sang, il était sur le point d'expirer, qu'il fut livré aux bourreaux dont le cœur s'émut devant la sublimité de sa mort.

De tels modèles étaient bien faits pour entraîner les âmes ; aussi le père Bouchet, qui, ainsi que nous venons de le dire, avait déjà trouvé, dans sa propre famille, les exemples les plus édifiants, ne put y résister ; il se consacra aux missions étrangères, et, en 1688, le Saint-Père l'envoya dans celle de Maduré.

Dans ce moment, la mission comptait de nombreux prosélytes, mais ne manquait pas non plus de persécuteurs. Le premier soin du père fut d'apprendre la langue du pays. Pour entrer en relation avec les Indiens, il ne suffisait pas de la comprendre, il fallait la parler ; ce qui était plus difficile. Les missionnaires avaient bien composé une grammaire à l'aide de laquelle on pouvait, par de fortes études, arriver à l'interpréter, mais ce n'était que par un long usage et des rapports journaliers avec les indigènes qu'il était possible d'en acquérir la prononciation. On peut parfaitement en effet saisir le sens d'un livre écrit dans une langue étrangère, sans pour cela comprendre celui qui la parle, plus souvent encore sans être compris par lui.

Après l'étude de la langue, le père Bouchet se livra à celle des mœurs, des usages, des idées philosophiques et des croyances religieuses de ceux qu'il venait évangéliser; c'est au récit qu'il en a fait que nous empruntons ce que nous allons en dire.

Au temps de sa mission, l'Indien, dans le royaume de Maduré, était naturellement bon, compatissant et généreux. L'intempérance et le plaisir des sens n'étaient pas pour lieu des passions dominantes; la polygamie, si commune dans les autres parties de l'Inde, ne s'y rencontrait guère que parmi les grands. La dégradation des castes inférieures tenait au respect aveugle et excessif qu'elles avaient dans les Brahmes et les Gouroux; au fanatisme, conséquence naturelle de l'ignorance; à une autorité despotique qui en faisait un troupeau d'esclaves. C'est à de vieilles coutumes, à des croyances surannées, à des traditions transmises, sans s'altérer, de générations en générations, qu'ils devaient la perversion de leurs bons instincts. Parmi ces mêmes hommes dont le cœur était toujours ouvert à la charité, dont la main était toujours prête à soulager la misère, se trouvaient des brigands formant une classe à part dans l'État, classe connue sous le nom de *Caste des Voleurs*. Loin d'être tous hostiles aux missionnaires, on en voyait plusieurs les couvrir de leur protection. C'est ainsi qu'un jour qu'ils avaient attaqué et mis en fuite des habitants du pays, les missionnaires qui les accompagnaient étant tombés entre leurs mains, non seulement ils les traitèrent avec beaucoup d'égards, mais ils ne touchèrent aux ornements de leur église qu'ils portaient avec eux, que pour leur en assurer la possession.

Tous malheureusement ne se conduisaient pas de la sorte. Le père Bouchet nous raconte que, la première année de sa mission, ayant été envoyé à Counampati, bourgade appartenant à la caste des voleurs, la protection de celui qui la commandait ne le mit pas à l'abri de tout danger. Un autre capitaine de voleurs dont le nom avait acquis une triste célébrité, menaçait ses jours et ceux de ses néophytes, si bien que, toujours sur ses gardes, il cacha dans un sac les ornements de son église, prêt, à la première attaque, à s'enfuir dans l'épaisseur des bois environnants, pour les y mettre en sûreté.

Les usages étaient tellement enracinés dans les mœurs que vouloir s'y soustraire, c'était s'exposer à perdre toute autorité sur les idolâtres, sur ceux mêmes qui paraissaient le mieux disposés à embrasser le christianisme. Les plus burlesques étaient souvent ceux auxquels on tenait davantage. Il fallait, par exemple, adopter une forme de chaussure des plus incommodes, une manière toute particulière de s'asseoir et de croiser les membres inférieurs, prendre des postures très fatigantes auxquelles on ne se faisait pas en un seul jour et qui demandaient, pour qu'on y arrivât, le temps, la patience et un exercice journalier. Malheur à celui qui se permettait d'allonger les jambes ! Devant un tel scandale, le vide se faisait autour de sa personne.

Dans une lettre, sans nom de lieu et sans date, le père Bouchet expose à Mgr Huet, ancien évêque d'Avranches, auquel elle était adressée, les croyances religieuses des Indiens et leurs doctrines.

Le fond de ces croyances se rapproche beaucoup de

celles de Pythagore et de Platon. Comme ces philosophes, ils admettent la transmission des âmes; ils n'en diffèrent que sur l'extension qu'ils donnent à cette transmission et sur quelques questions particulières. Les doctrines pythagoriciennes sont-elles venues de l'Inde; celles des Indiens viennent-elles de la Grèce? Pas plus que les autres écrivains qui se sont occupés de cette question, le père Bouchet ne prétend la trancher. On ne peut savoir si ce fut dans l'Inde ou en Grèce que les doctrines dont nous parlons eurent cours d'abord, puisque les livres indiens sont pleins d'erreurs sur les dates. Ce que l'on ne peut nier, c'est que, sur les questions dogmatiques, il y a presque identité de croyances. Les disciples de Pythagore et ceux de Vistnou s'inclinaient devant la parole du maître, sans se permettre d'en contester l'autorité. De même que les premiers, pour croire à un dogme, se demandaient si Pythagore l'avait admis, de même les seconds ne connaissaient que la loi de Brahma qui ne pouvait tromper.

Il n'est pas besoin de rappeler la doctrine de Pythagore; elle est connue de tous les esprits. Pour n'être pas allés aussi loin que les sectateurs de Brahma, les Pythagoriciens ont pourtant, comme lui, adopté la transmission de l'âme du corps humain dans le corps des animaux, et réciproquement. Bien que quelques écrivains aient prétendu le contraire, Indiens et Pythagoriciens s'accordent sur beaucoup plus de points qu'ils ne diffèrent. Si, dans l'Hindoustan, on voit les dieux eux-mêmes changer de forme; si Brahma et Vistnou apparaissent sous des enveloppes fort diverses, Pythagore ne se rappelait-il pas que, dans les différentes transfor-

mations par où il était passé, il lui était arrivé d'avoir vécu sous le nom d'Etolide, fils de Mercure? Les Indiens, avec leur richesse d'imagination, trouvent, dans les comparaisons, des arguments qu'ils déclarent irréfutables. Si l'homme quitte sa maison, quand elle tombe en ruines, pour s'aller loger dans une habitation plus solide ; si le pilote, lorsque son navire, usé de vétusté, menace de s'enfoncer dans la mer, l'abandonne pour un autre, pourquoi l'âme n'en ferait-elle pas autant ? Mais, de même qu'il arrive souvent à celui qui a quitté sa demeure pendant quelque temps d'y revenir, surtout s'il vient à la réparer, de même l'âme, après avoir abandonné son corps, peut le ranimer, y reprendre la place qu'elle occupait, y séjourner de nouveau. Platon exprimait sa pensée presque dans les mêmes termes ; et, parmi les premiers chrétiens, plusieurs, élevés dans ces principes, ne parlaient guère autrement sur la création et la fin du monde ; les idées sont les mêmes aux bords du Gange et sur les bancs de l'Académie. Suivant la doctrine de Platon, la fin du monde ne sera qu'une transformation, les anciens mondes se transformeront en nouveaux, comme les âmes, en quittant les corps qu'elles animaient, vont se loger dans d'autres corps.

Les Indiens sont certains que les choses ne pourront pas se passer autrement. Après l'expiration des quatre âges, il viendra un jour qui durera cent ans. Sa dernière heure écoulée, le monde sera consumé par le feu, et un autre apparaîtra pour le remplacer. C'est ce qui est arrivé, lorsque la terre que nous habitons a été créée ; elle a pris la place d'un autre univers. Combien faudra-t-il encore attendre de temps avant que le grand événe-

ment s'accomplisse ? Trente-six mille ans, disent les Platoniciens ; sans en déterminer le temps, les Indiens prétendent que l'apparition de Brahma en donnera le signal.

Sur la nature de l'âme, l'accord est presque complet. Pour les uns comme pour les autres, l'âme est une essence divine, une parcelle de la substance de Dieu. Si Dieu, suivant des doctrines qui se trouvent communes aux Indiens et à quelques platoniciens, est un air subtil et invisible dont nos âmes font partie, elles peuvent retourner à leur origine, c'est-à-dire à Dieu, après s'être purifiées par de nombreuses métempsycoses. Quand elles furent créées, les âmes, suivant Platon, étaient attachées aux astres ; elles jetaient un éclat éblouissant et jouissaient de la félicité suprême ; elles en abusèrent. Dieu, pour les punir, les détacha alors des corps célestes et les enferma dans des corps grossiers et mortels. Celles qui se corrigèrent, celles qui usèrent, pour revenir au bien, de la liberté que Dieu leur laissait, reprirent, après plusieurs transmigrations, leur existence première ; celles, au contraire, qui persévérèrent dans le vice, descendirent dans les corps les plus abjects.

Enfin quelques âmes d'élite, en s'alliant avec la matière, ont conservé une partie de la beauté céleste ; elles ont montré sur la terre toute la beauté qu'elles avaient au ciel.

C'est, à peu de choses près, la doctrine que l'on trouve dans les ouvrages indiens. Ainsi la première caste des Rajahs sortait du soleil, la seconde de la lune ; les âmes des castes inférieures tenaient des autres astres. La preuve en est visible à tous, puisque les traînées lu-

mineuses que l'on nomme étoiles filantes, ne sont pas autre chose que des âmes qui s'en détachent pour s'incorporer dans différents animaux et même dans des fruits. Ces dernières peuvent se transmettre aux enfants dans le sein de leur mère, si ces mères mangent le fruit qu'elles occupent. Comme Platon, les Indiens admettent que les âmes se sont dégradées et ont passé, de la sublimité des astres, dans des corps grossièrement charnels. Quelques-unes s'y purifient et retournent au point de départ ; celles qui contractent de nouvelles souillures tombent en enfer d'où elles ne sortiront qu'après un temps indéfini.

Pour le mode que suivent les âmes dans leur passage d'un corps à un autre, Platon et les Indiens pensent de même. L'élévation et la chute ne se font jamais sans transition.

Un seul jour ne fait point d'un mortel vertueux
Un perfide assassin, un lâche incestueux.

Une âme haut placée, ne tombe donc point, du premier coup, dans le corps le plus grossier et le plus méprisable ; elle y arrive par degrés et par des transmigrations successives. Mais ce que Platon a dit au figuré, qu'il faut dix mille ans, pour que le temps puisse rendre aux âmes la force de leurs *ailes* brisées par le péché, les Indiens l'ont pris dans le sens propre ; à leurs yeux, il n'y a point là d'allégories, mais bien des ailes dans toute l'acception du mot. Et comme l'âme n'anime pas seulement les êtres du règne animal, mais bien aussi ceux des deux autres règnes, les montagnes elles-mêmes

peuvent être ailées, et se transporter d'un point à un autre, suivant leur bon plaisir et leurs intérêts. Pour-suivi, un jour de bataille, par *Devandireu*, un des plus célèbres guerriers de l'Inde, l'une des plus élevées eut ses ailes coupées par son épée de diamant. Forcée de s'arrêter tout court, elle forma la chaîne de montagnes qui sépare l'Inde en deux grandes zones, Toutes ces montagnes sont donc animées et perpétuent leur race. Elles n'accouchent point d'une souris, comme l'a dit le fabuliste ; les enfants qui naissent d'elles sont le plus souvent des rochers, quelquefois des dieux et des déesses. Ainsi donc, quand, suivant les poètes, les rochers s'attendrissent et versent des larmes aux accords de la muse, il faut voir dans cette expression une réalité et non une fiction.

Signalons une différence dans les transmigrations s'accomplissent. Suivant Platon, une âme, passant d'un corps humain dans le corps d'un animal, choisira celui dont les goûts et les habitudes ont quelque rapport avec son ancienne existence. Orphée deviendra un cygne, Philomèle un rossignol, Ajax un lion; suivant les Indiens, les âmes obéissent à une nécessité, à une loi fatale dont les termes et les caractères se trouvent écrits dans les différentes sutures du crâne.

Ni Pythagore ni Platon n'ont été, dans leur métempsycose, aussi loin que les Indiens; ces deux philosophes ne faisaient point passer les âmes dans les pierres et dans les rochers. Si, dans ses métamorphoses, Ovide ne recule point devant de telles transformations, nous ne voyons point que le marbre qui fut Niobé, ou la montagne dans laquelle fut changé Atlas, soient animés.

Quant au passage de l'âme d'un corps dans un autre corps du même règne ou de règne différent, les Indiens ne sont pas d'accord sur la question de savoir si la chose s'opère d'une manière brusque et spontanée, ou si elle demande du temps pour s'accomplir; le plus grand nombre pense qu'avant de s'incorporer ailleurs, elle reste, pendant quelque temps, auprès du cadavre qu'elle a abandonné, alors même que ce cadavre a été réduit en cendres. Toute spirituelle qu'elle est, il lui faut alors des aliments pour la soutenir. Rien d'ailleurs de bien fixe et de bien précis sur le temps qu'elle met à choisir une nouvelle résidence. Ce temps sera plus ou moins long, suivant qu'il se trouvera ou qu'il ne se trouvera pas immédiatement un logement pour la recevoir ; cependant il ne pourra guère dépasser une période de douze ou quinze jours.

Les docteurs indiens n'ont pas tous la même idée sur l'étendue des pouvoirs de Brahma, quand il trace les destinées futures des enfants, par leurs sutures crâniennes. Aux yeux des uns, il agit à sa fantaisie ; suivant les autres, la forme de ces sutures lui est commandée par les actes d'une vie antérieure. Le fatalisme des Indiens ne serait pas alors complètement exclusif de la récompense des bonnes actions et du châtimement des mauvaises. Ainsi lorsque Brahma imprime les caractères d'une vie fortunée, c'est que la vie précédente a eu de grands mérites ; quand il imprime ceux des jours malheureux, c'est que, sous une autre enveloppe, elle a été semée de fautes et de crimes. L'être heureux ne jouit donc de toutes les félicités que parce qu'il fut vertueux ; le misérable subit la pénitence d'un passé

détestable. Mais, puisque la vie a de bons et de mauvais jours, que les heures passent tantôt avec des joies, tantôt avec des larmes, on devra voir, dans ces alternatives, le signe d'une vie antérieure qui se sera partagée entre le bien et le mal.

Voilà en présence de quelles croyances se trouvait le père Bouchet ! Voilà quelles doctrines il avait à combattre ! Le temps et le respect pour ceux qui les enseignaient, les avaient profondément enracinées dans les âmes, et, pour les en arracher, il importait de ne pas heurter les idolâtres dans leurs habitudes. Comme le père de Nobili, il crut que, pour avoir quelque chance de triompher d'erreurs d'autant plus invétérées qu'elles remontaient aux temps les plus reculés, il ne fallait pas rompre d'une manière absolue avec des usages bizarres, il est vrai, mais qui n'avaient rien qui pût être contraire au dogme catholique. Il se soumit donc à ceux des Indiens, il porta leurs chaussures et s'assit à leur manière, dans l'espérance de les voir, à leur tour, se soumettre à sa foi.

Pendant qu'il se préparait à la lutte, peu s'en fallut que sa carrière ne fût brisée à son commencement. Il résidait à Aour, avec un missionnaire, son professeur de langue indienne, et le père Telly, venu auprès d'eux rétablir sa santé profondément altérée. Un jour, on vint chercher les deux pères pour se transporter au loin dans la campagne, auprès de malades qui réclamaient les soins de leur ministère. L'état de souffrances dans lequel se trouvait le père Telly ne lui permettant pas un déplacement de plusieurs lieues, le père Bouchet s'offrit à le remplacer. Bien qu'il fût prévenu que, n'étant pas

habitué à de pareilles courses, il avait tout à redouter de l'insolation et du sol sablonneux qu'il trouverait sous ses pas, il se mit intrépidement en route. A peine avait-il fait quelques kilomètres que ses pieds étaient en feu. Vainement les entoura-t-il de morceaux de toile, les grains de sable s'introduisant entre la peau enflammée et l'enveloppe qui les protégeait mal, lui causèrent des douleurs telles qu'il fut obligé de s'arrêter dans un village où il passa la nuit. Le lendemain, après avoir bu une tasse de lait, que, fort exceptionnellement, on put lui procurer, et après avoir pansé ses plaies, il se remit en route. Il n'avait pas fait une demi-lieue que, succombant à la douleur et à la fatigue, il allait s'arrêter, quand un de ses catéchistes lui procura un cheval. A l'aide de sa monture, il put arriver jusqu'au malade et lui donner les secours de la religion. Peu d'instants après il fut pris d'une fièvre violente. Ce ne fut pas le seul danger qu'il eut à courir. Des soldats parcouraient la campagne à l'affût des missionnaires auxquels ils étaient bien décidés à faire un mauvais parti. A son retour, il dut prendre les plus grandes précautions pour ne pas tomber entre leurs mains.

Un autre père de la Mission eut encore plus à souffrir des éléments conjurés contre lui. Le père Gozzadini commençait sa mission, quand, avant d'être fait aux chaleurs brûlantes du climat et aux pluies torrentielles qui venaient détremper le sol et inonder la terre, il voulut accompagner le père Bouchet dans une mission qu'il faisait à la côte de la Picherie. Les deux missionnaires partirent de nuit pour n'être pas aperçus par les soldats d'une forteresse au pied de laquelle il leur

fallait passer. Le père Gozzadini, arrivé à un village où, à travers la boue et les épines, il n'avait pu parvenir qu'à grand'peine, fut recueilli par un missionnaire dont c'était la résidence. Forcé de s'y arrêter, parce que la fièvre ne lui permettait pas d'aller plus loin, il laissa son compagnon de voyage continuer sa route. La nuit, une violente tourmente éclata sur leur tête. La pluie tomba en telle abondance que l'accumulation des eaux forma un torrent qui, se gonflant de plus en plus, pouvait emporter la maison et ceux qui l'habitaient. Il fallut donc en sortir ; mais, comme l'eau couvrait les alentours, les missionnaires ayant fait détacher, par un néophyte, sa porte principale, s'installèrent toute la nuit, sur ce radeau improvisé. Cependant les eaux s'étant écoulées, ils purent mettre pied à terre. Ils étaient sauvés de la tempête, mais non de la maladie. Pris de la dyssenterie, le père Gozzadini fut obligé de retourner à Pondichéry où il eut bien de la peine à rétablir sa santé.

Le père Bouchet, comme tous les autres missionnaires ne devait pas se borner à catechiser les infidèles, son premier devoir était de les édifier par l'austérité et la sainteté de sa vie. Il n'y manqua pas. Bien loin de déployer le luxe des Orientaux, il n'eut pour logement qu'une pauvre cabane de terre couverte de paille ; elle était souvent détremmée par les pluies, quelquefois inhabitable, toujours malsaine. Son mobilier se composait de trois ou quatre vases de terre ; point de table, point de lit ; une peau de cerf ou de tigre, suspendue un peu au-dessus du sol, lui servait de hamac ; c'est là qu'il reposait ses membres fatigués. Dans cette petite habitation se trouvait une pièce de dix pieds carrés dont il

faisait son salon de compagnie et où il recevait ses néophytes.

La frugalité des repas répondait à la pauvreté du logement. A l'exemple de ses prédécesseurs et des autres missionnaires, il s'était interdit l'usage de la viande, du poisson et des œufs. En dehors de quelques cuillerées de vin qu'il buvait à la messe, il s'en abstenait complètement, ainsi que de liqueurs. Son alimentation la plus ordinaire consistait en riz cuit à l'eau, en quelques herbes, la plupart amères, en laitages et en fruits. Le père Martin raconte qu'il arriva souvent au père Bouchet et à lui, de n'avoir, pour le repas du soir, qu'une galette cuite sur la braise et à demi brûlée. Pendant les grandes chaleurs, l'eau était détestable : bourbeuse dans les lits des rivières et des ruisseaux, elle était salée dans les puits. A l'insuffisance et à la mauvaise qualité des aliments il faut ajouter un jeûne de tous les jours, et se demander comment ceux qui ont vécu de privations si grandes ont pu poursuivre une longue carrière. L'estomac ne s'accommodait pas toujours de ce régime ; plusieurs y succombaient ; le plus grand nombre trouvait, dans la foi et l'espérance, la force d'y résister. La vie, pour les missionnaires, était particulièrement austère dans le royaume de Maduré. Sur les bords de la côte, elle était moins difficile ; parmi les commerçants européens, elle était souvent scandaleuse.

L'exercice ordinaire de son ministère, c'est-à-dire l'instruction des néophytes, les cérémonies religieuses, le tribunal de la pénitence duquel, au temps de Pâques approchaient deux ou trois cents fidèles par jour, prenaient une grande partie du temps du père Bouchet ; ils

ne l'absorbaient pas tout entier. Il avait à remplir d'autres devoirs, ceux-ci pénibles et dangereux. Comme sa mission s'étendait au loin, il était souvent obligé de parcourir des espaces considérables pour se rendre auprès des malades qui le faisaient appeler. La crainte de mourir en état de péché mortel était quelquefois si grande chez les néophytes, qu'ils appelaient le missionnaire sans être bien malades. Il arriva plus d'une fois au père Bouchet, après avoir fait de longues courses à travers les marais où il enfonçait jusqu'aux genoux, après avoir traversé des rivières sur des planches mal jointes, de trouver le prétendu malade bien portant et s'avancant à sa rencontre. Il était très rare en effet d'avoir à sa disposition des bateaux pour passer les cours d'eau. Les Indiens, tous bons nageurs, attachaient ensemble cinq ou six fagots ou quelques planches, installaient le passager sur cette gabare, et la conduisaient en nageant d'une rive à l'autre. Au milieu de toutes ces épreuves, la plus redoutable peut-être est l'insolation : à la suite de l'érythème qu'elle produit, on sait que l'épiderme se détache. On cite un missionnaire qui avait vu celle de sa face se renouveler trente fois.

Je ne dis rien des pluies torrentielles de la mauvaise saison, elles tombent en telle abondance qu'il n'y a pas de vêtement qui puisse y résister. Ajoutez à tout cela les mauvaises rencontres que l'on pouvait faire : celle des brigands qui détroussent les voyageurs, celle des serpents dont la morsure peut devenir mortelle en quelques heures. On sait que les reptiles les plus dangereux abondent dans l'Inde, et que s'il existe des remèdes contre l'action de leur venin, ces remèdes que l'on n'a

pas toujours sous la main, ne sont pas tous des remèdes héroïques, surtout lorsqu'ils sont administrés trop tard. Les serpents s'introduisent dans les maisons, particulièrement dans celle du prêtre, toujours située en dehors du village. Plusieurs fois il arriva au père Bouchet d'en trouver dans sa chambre. Ils pénétraient jusque dans les églises au milieu des fidèles. Contre leur morsure, il est inutile d'invoquer les secours de la médecine : les médecins, dans l'Inde, habitant presque tous les grandes villes, refusent d'aller voir les malades à la campagne. Ajoutez donc, comme je viens de le dire, les attaques des hommes et des bêtes, et vous n'aurez encore qu'une idée fort incomplète des fléaux auxquels le père Bouchet se trouvait tous les jours exposé.

Les peines morales étaient bien autrement cruelles. La destruction de ses églises, l'emprisonnement des fidèles, les ravages que faisaient les guerres continuelles des *Rajahs*, laissés libres, par le souverain, d'en venir aux mains, pour décider de leurs différends ; les persécutions, ainsi que nous aurons occasion de le voir tout à l'heure, et, plus que tout cela, quelques apostasies, telles étaient pour le missionnaire les douleurs les plus poignantes.

Ajoutez encore d'autres tourments que sentent vivement les natures généreuses et cultivées, je veux parler de la solitude de l'esprit au milieu d'un peuple sauvage, d'un cérémonial ridicule auquel il faut se soumettre sous peine de perdre toute influence, de l'absence presque complète de correspondance avec la mère-patrie, de l'ignorance où l'on se trouve du sort de ses parents et de ses amis : pour trouver une compensation à

tout cela, dites s'il ne faut pas sentir son âme pénétrée du souffle divin.

Le père Bouchet résumait tous les dangers auxquels était exposé le missionnaire, par ceux que signalait saint Paul, dans son épître aux Corinthiens : — *In itineribus sæpe, periculis fluminum, periculis latronum, periculis ex genere, periculis ex gentibus, periculis in civitate, periculis in solitudine, periculis in mari, periculis in falsis fratribus, in labore et ærumnâ, in vigiliis multis, in fame et siti, in jejuniis multis et frigore et nuditate.*

Par les succès qu'il obtenait auprès des infidèles, tous ses soucis et toutes ses peines trouvaient leur récompense. S'il y en avait de fort entêtés dans leurs erreurs, il en rencontrait aussi qui ne demandaient pas mieux que de s'éclairer de la vraie lumière. C'était dans les castes où les mauvaises mœurs n'avaient pas pénétré, qu'il faisait ses principales recrues.

A l'exception des parias, leur tempérance édifiait le père Bouchet ; aussi assurait-il qu'il y avait moins d'ivrognes dans sa nouvelle patrie que dans celle qu'il avait quittée. Il voyait avec plaisir que le jeu, qui chez nous fait souvent la ruine des familles, n'était pour les Indiens qu'un amusement et qu'ils n'exposaient jamais leur fortune à ses hasards.

Quand ils étaient calmes, les Indiens ne juraient jamais ; mais, une fois en colère, les mots les plus grossiers s'échappaient de leur bouche. Le père Bouchet, par ses exhortations, parvenait à leur faire comprendre qu'ils devaient toujours rester maîtres d'eux-mêmes ;

il ramenait, par ses douces paroles, la paix dans leur âme et la courtoisie dans les discussions.

Les conversions, sous son apostolat, devinrent si nombreuses, qu'elles ne s'élevèrent pas à moins de cinq mille chaque année. Une fois soumis aux lois de l'Église, les nouveaux fidèles pratiquaient toutes les vertus qui leur étaient enseignées, la moralité de leurs actes devenait exemplaire et ne se démentait jamais. Le père Bouchet en restait confondu. Il se demandait souvent si, dans le pays de barbarie qu'il habitait, les infidèles, une fois convertis au christianisme, ne devaient point servir de modèle à bien des chrétiens de l'Europe civilisée. Ils devenaient en effet si inébranlables dans leur foi qu'ils s'offensaient presque, quand un missionnaire leur demandait s'ils étaient bien résolus à y persévérer. Parmi eux, il y eut sans doute quelques défaillances, mais elles furent bien rares, et ne se manifestèrent en général qu'en présence des tourments et des tortures.

Le repentir les portait quelquefois à s'imposer de véritables supplices. Le père Bouchet connut un néophyte qui, ayant longtemps porté l'image d'une idole sur sa poitrine, pour qu'il ne lui restât rien de la souillure qu'elle lui avait imprimée, s'enleva, avec un rasoir, toute la partie de la peau qui avait été en contact avec elle. En bien des occasions, il fut obligé de les modérer dans leurs mortifications. Ils poussaient l'esprit de charité jusque dans ses dernières limites ; les pauvres partageaient entre eux le peu qu'ils possédaient, et l'on voyait de malheureuses veuves dont toutes les ressources consistaient dans le modeste produit de leur quenouille, donner, à ceux qui en avaient besoin, une partie

de ce que leur rapportait un travail bien peu rémunéré.

Aussi, dans la joie que lui faisaient éprouver les vertus que les Indiens avaient trouvées dans leurs nouvelles croyances, le père Bouchet écrivait-il :

« Vous ne sauriez croire avec quelle foi, quelle ferveur les nouveaux fidèles reconnaissent les devoirs du christianisme. Dès que le missionnaire est arrivé dans une église, ils s'y rendent de fort loin pour participer aux saints mystères. Après avoir voyagé tout le jour, sous un soleil brûlant, n'ayant pris le matin qu'un peu de riz froid, ils arrivent, sur le soir, accablés de sueurs et de fatigues ; ils boivent, pour tout soulagement, un peu d'eau et passent la nuit couchés sur la terre : ils fondent en larmes et sont inconsolables, en s'accusant des fautes les plus légères.

« Aux fêtes solennelles, les chrétiens les plus aisés mettent en commun quelque argent pour donner à manger à tous les autres ; et par là ils entretiennent entre eux cet esprit d'union et de charité qui édifie les païens eux-mêmes. C'est ordinairement à ces fêtes qu'on administre le saint baptême ; les catéchistes nous amènent, par troupes, ces pauvres idolâtres qui n'ont pas plutôt connu le vrai Dieu qu'ils secouent avec joie le joug du démon qui les a tenus si longtemps captifs. J'admire quelquefois les miracles de la grâce dans certains vieillards qui, nonobstant les plus forts préjugés en faveur de leurs divinités, reçoivent le saint baptême, sans que la foi de nos mystères trouve dans leurs esprits la moindre résistance.

« De cette foi humble et soumise, naît, dans le cœur des néophytes, une vive confiance en Dieu ; ils regar-

dent la mort comme la fin de leur exil et le commencement d'une vie bienheureuse ; leur conformité à la volonté de Dieu est la même dans les maux et les afflictions auxquels ils sont exposés ; ils se disent continuellement, les uns aux autres : Nous souffrons dans cette vie, mais ces souffrances partagées nous procureront un bonheur éternel dans l'autre ; ils ont aussi cette maxime du saint homme Job, profondément gravée dans l'âme : Dieu nous l'avait donné, Dieu nous l'a ôté, son saint nom soit béni.

« A quoi les Indiens sont le plus sensibles, c'est à la perte de leurs enfants ; ils les chérissent avec une tendresse qui n'a point ailleurs d'exemples ; ils n'en ont jamais assez, et s'il en meurt quelqu'un, ils sont inconsolables. Mais l'espérance qu'ont les chrétiens de les voir dans le ciel tempère leur douleur ; c'est ce que disait un jour une bonne néophyte qu'on consolait de la perte qu'elle venait de faire de son fils : — Que les idolâtres, disait-elle, pleurent leurs enfants, ils ont raison ; ils ne peuvent les voir que malheureux dans l'autre monde ; mais, pour moi, j'espère voir le mien dans le sein de la gloire, où il sera éternellement heureux. Aurais-je raison de m'attrister de son bonheur ?

.....

« Quand l'amour de Dieu est véritablement dans un cœur, il produit nécessairement l'amour du prochain, aussi n'y a-t-il rien de comparable à l'union et à la charité qui règnent entre nos néophytes, nonobstant les usages du pays qui sont très contraires à cette union, car chacun est obligé, sous des peines très graves, de suivre les lois particulières de sa caste, et une de ces lois

est d'interdire, à ceux qui sont d'une caste supérieure, toute communication avec ceux des castes inférieures. Cependant la religion a su réformer ces sortes de lois ; les chrétiens y ont peu d'égards ; ils se regardent tous comme enfants d'un même père, et destinés à posséder le même héritage, et, dans toutes les occasions, ils se donnent les marques du plus tendre attachement. Leur coutume est, quand ils se rencontrent, de se saluer les uns les autres, en disant ces paroles : *Louange soit à Dieu*. C'est la marque à laquelle ils se reconnaissent. Quand un chrétien fait quelque voyage, et qu'il passe dans une bourgade où il y a des fidèles, chacun d'eux se dispute le plaisir de le loger et de le régaler ; il peut entrer dans chaque maison comme dans la sienne propre. Un néophyte m'a raconté, qu'étant environ à quarante lieues de Trichirapaly, il tomba malade dans un village où il ne connaissait personne ; il sut qu'il y avait une famille chrétienne, il lui fit savoir l'état où il était ; aussitôt ces bons chrétiens vinrent le chercher, ils le transportèrent dans leurs maisons, ils le traitèrent avec des assiduités et des soins qu'il n'aurait pas trouvés dans sa propre famille. Quand il fut guéri, ils lui donnèrent de quoi continuer son voyage, et ils l'accompagnèrent assez loin hors de la bourgade.

« Leur charité est bien plus vive quand il s'agit de secourir leurs concitoyens dans leurs besoins spirituels ; ils ont un zèle admirable pour la conversion des idolâtres ; rien ne les rebute, rien ne leur coûte. Dans le temps d'une disette générale, qui dura deux années entières, nos chrétiens allaient dans les chemins publics où ils trouvaient un grand nombre d'Indiens près d'expi-

rer, faute de nourriture ; ils leur portaient du riz et ils accompagnaient leurs aumônes de tant de témoignages de tendresse, qu'ils en gagnèrent beaucoup à Jésus-Christ. Une veuve baptisa, elle seule, vingt adultes, et près de trois cents petits enfants.

« C'est le même zèle qui les porte à s'assister mutuellement dans leurs maladies, et à se disposer, les uns les autres, à une sainte mort. Ils se font un plaisir d'enseigner le catéchisme et les prières aux gentils qui veulent embrasser la foi, et de procurer les aumônes aux chrétiens qui, étant éloignés de l'église, n'ont pas de quoi fournir aux frais du voyage. Si quelque néophyte qui n'a pas de parents chrétiens, vient à mourir, ils prennent la place des parents, et assistent en grand nombre à ses funérailles. Enfin, l'amour que se portent nos néophytes, excite l'admiration même des gentils, qui disent, en parlant d'eux, ce que les idolâtres disaient des premiers fidèles : Voyez comme ils s'entr'aiment les uns les autres, ils ne font tous qu'un cœur et qu'une âme ¹. »

On voit combien le christianisme avait adouci les mœurs et fait pénétrer les sentiments de charité chez des peuplades autrefois grossières et égoïstes. C'était surtout avec les petits et les humbles que les choses se passaient ainsi ; avec les grands, avec les savants, c'était toute autre chose ; la plupart étaient nettement hostiles aux missionnaires. Entêtés dans leurs préjugés, ils ne voulaient entendre à rien ; quelques-uns pourtant discutaient de bonne foi et sans parti pris à l'avance.

Les docteurs et les lettrés n'étaient pas de profonds

¹ *Lettres édifiantes.*

logiciens, et souvent leurs actes étaient peu d'accord avec leurs principes. Le père Bouchet avait fort à faire pour triompher de leurs maximes qui reposaient beaucoup plus sur des croyances traditionnelles que sur des arguments plausibles. Entre autres exemples qu'il nous en offre, j'en choisis un qui pourra nous donner une idée des autres. — Dans tous les actes de la vie, quand il s'agit d'un mariage, d'un contrat, d'une grande entreprise, vous avez soin, leur disait-il, de consulter les astres, *les douze signes du zodiaque, la situation des planètes et des vingt-sept principales constellations*. A quoi bon, je vous prie, chercher au ciel des présages favorables ou contraires, puisque, du jour de votre naissance, Brahma a imprimé sur votre tête tous les signes d'une destinée à laquelle vous ne pouvez en rien vous soustraire : ou cessez de croire à Brahma, ou ne consultez pas les astres. — Le dilemme était sans réplique ; ceux auxquels il était adressé ne répondaient rien, mais ils ne se rendaient pas pour cela.

Quelques-uns cependant paraissaient quelquefois ébranlés dans leurs croyances. Ainsi, par exemple, ils admettaient que l'expiation des péchés peut parfaitement se faire pendant la vie, que la chose est même assez facile, puisqu'il suffit de prononcer ces trois mots : *Chiva, Rama, Starigara*, pour effacer tous les péchés, et, quand ils sont répétés souvent, pour ouvrir à ceux qui les prononcent les portes du palais de la gloire de *Devendireu*, sans que leur âme soit obligée de passer auparavant par des corps intermédiaires. — Alors vous êtes bien inconséquents dans votre croyance, disait encore le père Bouchet aux docteurs étonnés, puisque vous ad-

mettez la métempsycose, dans tous les cas, et que l'on ne doit pas en avoir besoin, *quand on sort de la vie chargé de mérites et sans la moindre tâche de péché.*

Aux yeux des Indiens c'était un grand crime de tuer un animal, un plus grand encore de se nourrir de sa chair, puisque cet animal pouvait être animé par l'âme du père ou du fils de celui qui l'aurait sacrifié. Les Brahmes s'en absteaient donc, à moins que ce ne fût, et en cela ils suivaient l'exemple des disciples de Pythagore, des animaux offerts aux dieux en sacrifice. Dans ce cas, ils en mangeaient quelques parties et ne touchaient jamais aux autres. — Vous n'en êtes pas moins de grands coupables, leur disait le père Bouchet ; si vous ne mangez de la viande que d'une manière tout exceptionnelle, vous vivez des herbes que vous arrachez, et puisque vous prétendez qu'une âme peut animer les plantes, comme elle anime les animaux, vous interrompez le cours de sa destinée.

Aux autres instruments de physique qu'il possédait, le père Bouchet joignait un microscope. Un jour qu'il discutait métempsycose avec un de ses contradicteurs ordinaires, qui ne voulait pas se départir du respect que tout le monde devait avoir pour les êtres animés, si infimes qu'ils parussent, il lui dit : Dans vos actes, vous n'êtes guère d'accord avec vos idées, car, chaque fois que vous buvez, vous commettez des meurtres sans nombre. Puis armant l'œil du *sacra* de son microscope, et le fixant sur une goutte d'eau, il montra à ses regards, surpris et effrayés, les milliers d'insectes qu'il avalait d'un seul trait.

Dans ses discussions avec les Brahmes, le savant

missionnaire empruntait à l'école de Descartes quelques-uns de ses arguments. — Puisque vous avez fait de belles machines pour vos empereurs, pourquoi ne pas admettre que Dieu, dont vous ne niez pas la toute-puissance, ait fait de nous la merveille de la création, en le séparant complètement des animaux ?—Les Brahmes répondaient que les animaux avaient toutes les facultés humaines, que si les singes, par exemple, ne parlaient pas, cela tenait uniquement à leur paresse. En gardant le silence, ils voulaient se soustraire au travail que l'homme n'aurait pas manqué de leur imposer.

En se heurtant à de pareils raisonnements, il n'y avait guère d'espoir de persuader ceux qui les faisaient. Cependant le père Bouchet ne se décourageait pas. Il avait remarqué que, pour prendre quelque empire sur de tels esprits, il fallait toujours s'appuyer sur leurs croyances, et les mettre en contradiction avec eux-mêmes. Aussi, bien que la lumière ne pénétrât que difficilement à travers les ténèbres qui les environnaient, pensait-il qu'un jour pourrait venir où elles se dissiperaient entièrement.

Les combats de la parole et de la plume étaient bien inoffensifs auprès des terribles épreuves auxquelles le père Bouchet était en butte. Les prêtres des idoles, craignant pour leur culte, ne cessaient de dénoncer les missionnaires au prince, les poursuivant des plus odieuses calomnies. Dans quelques provinces, on avait vu plusieurs fois le gouvernement protéger les prêtres catholiques, en reconnaissance des services qu'ils lui rendaient ou des bonnes relations qui existaient entre leurs États et ceux de l'Europe. Il était même arrivé qu'un ministre, nou-

vement converti à la croix, était devenu le défenseur empressé de ses nouveaux coreligionnaires. Rien de semblable ne se passait dans la province de Maduré. Si, ce qui était fort rare, des membres appartenant à des castes nobles, se faisaient chrétiens, ils étaient méprisés, et voyaient leurs anciens amis détourner la tête à leur approche. Loin d'être en bons termes avec les indigènes, les Européens, qui presque tous habitaient le bord de la côte, étaient pour eux un objet d'aversion. C'était au point que, pour ne pas perdre tout crédit, le père Bouchet s'était cru obligé de cacher sa nationalité. Il disait, sans entrer dans aucun autre détail, qu'il était un Brahme du Nord, venu pour annoncer la parole de Dieu. De cette haine étaient nées les persécutions les plus cruelles, et le missionnaire devait toujours être préparé au martyre. Nous avons dit à quelles tortures avait été soumis le père Britto ; jeté en prison, le père Carvalho, qui travaillait aux Indes pour la conversion des idolâtres, en même temps que le père Bouchet, était mort dans les fers, ayant pour couche un peu de paille ; bien d'autres avaient été plongés dans des cachots obscurs, exposés à tous les tourments de la soif et de la faim.

Mais les missionnaires, instruits du sort qui les attendait, s'y résignaient sans se plaindre. Ce qui leur causait une véritable affliction, c'était de voir les néophytes exposés aux mêmes peines.

Au milieu d'une cérémonie religieuse, quand un grand concours de fidèles ajoutait à son éclat, il arrivait souvent que l'alarme était donnée par l'approche des soldats, et que la foule se dispersait épouvantée. Pendant les guerres que se faisaient entre eux les gouverneurs, les

néophytes s'enfuyaient, laissant les missionnaires dans l'abandon. Souvent alors les églises étaient brûlées, les bourgades chrétiennes mises au pillage et ravagées. Les troupes du grand Mogol ayant fait irruption dans le Maduré, le fer et le feu, leurs armes ordinaires, jetèrent la population dans un tel effroi, qu'elles s'enfuirent, laissant entre les mains de l'ennemi les êtres qui leur étaient le plus chers. Le mari abandonna son épouse, le père ses enfants ; on vit des femmes se précipiter dans le fleuve et se noyer, préférant la mort au sort qui les attendait. Le père Bouchet fut témoin de ce triste spectacle, un jour que la bourgade de l'Aour fut envahie, au moment où il disait la messe.

Nous aurons à parler de bien d'autres persécutions. Si le père Bouchet n'obtint pas la palme du martyr, il la toucha de bien près. Tout cela n'empêchait pas que sa mission ne fût des plus florissantes. Le royaume de Maduré, situé entre la côte de Coromandel et la côte de Malabar, avait une étendue égale à celle du Portugal. Borné, à l'orient par le Tanjaour, au midi par la mer méridionale des Indes, à l'occident par le Malabar, au nord par les terres de Maïsjour et Gingé, il était divisé en soixante-dix gouvernements dont les chefs régnaient en souverains absolus. Ils n'étaient tenus qu'à payer une redevance que le roi réglait à volonté.

Quand le père Bouchet y arriva, il y avait cent ans que les missionnaires travaillaient à la conversion des idolâtres, avec des alternatives de succès et de revers.

Dans une des rues de Maduré, près le quartier de la forteresse, se trouvaient autrefois dix églises appartenant au culte catholique ; les églises furent renversées

quand la ville fut prise par le roi de Maïssour ; il n'en existait plus qu'une seule qui avait été construite depuis dans un des faubourgs. La ville ne s'était que très incomplètement relevée de ses ruines, et les rois avaient transporté leur cour à Trichirapali qui était devenue la véritable capitale du royaume.

Trichirapali était une très grande ville dont la population ne s'élevait pas à moins de trois cent mille âmes. Toutes les armées qui l'avaient assiégée s'étaient brisées devant ses travaux de défense ; aussi passait-elle pour imprenable. Sa double enceinte, ses forteresses, ses nombreuses tours en faisaient une place forte de premier ordre. Un de ses monuments les plus somptueux était une magnifique pagode qui n'avait guère son égale dans l'Inde. Quoique moins beau que le palais de Maduré, le palais de Trichirapali présentait pourtant, aux yeux éblouis, toute la magnificence du luxe oriental. Quand la reine se promenait dans ses jardins, les piliers d'une grande salle où elle venait prendre le frais se tapissaient de brocards d'or, de festons de fleurs, de pièces de Damas aux couleurs éclatantes et variées. Quelle différence avec Maduré où le père Bouchet n'avait guère trouvé que le tableau de la misère !

Les chrétiens y possédaient quelques églises, mais comme ils n'y étaient guère en sûreté, le père Bouchet en fit construire une à trois lieues de la ville. Elle devint la principale résidence des missionnaires. Sous le souffle inspirateur de sa parole, d'autres s'élevèrent comme par enchantement. Après quelques années, il n'y en avait pas moins de trente confiées à ses soins particuliers.

Au milieu de ses joies et de ses tristesses, la santé du

père Bouchet s'était profondément altérée. Heureusement qu'un missionnaire de la Compagnie de Jésus, digne compagnon de ses travaux, le père Martin, lui fut envoyé en aide.

Sur l'ordre d'un gouverneur de province, le père Bernard Saa et plusieurs de ses catéchistes venaient d'être arrêtés, sous l'accusation de prosélytisme religieux. Après lui avoir adressé les reproches les plus violents, le gouverneur avait voulu, pour le rendre un objet de dérision, lui faire couper le nez et les oreilles. Un juge émit l'avis qu'il valait mieux lui casser les dents à coups de poing. Comme les soldats chargés de l'exécution y mettaient quelque hésitation, qu'ils ne frappaient que mollement, le gouverneur les menaça de son sabre et ne fut satisfait que lorsque le missionnaire eut quatre ou cinq dents cassées. Les catéchistes avaient assisté à ce triste spectacle sans en être effrayés ; l'un d'eux, ayant même demandé à subir la même peine, cette satisfaction lui fut donnée. Le gouverneur ne se serait pas contenté de si peu, il aurait mis le père à mort, ainsi que son fidèle catéchiste, s'il en avait eu le pouvoir : il se contenta d'envoyer en prison le maître et les disciples, demandant une grosse somme pour leur rançon. Le père Saa avait fait vœu de pauvreté : fidèle à son serment, il n'avait aucun argent à sa disposition. Le gouverneur, n'en pouvant rien obtenir, les chassa tous de ses États, après leur avoir fait subir de nouveaux traitements les plus cruels. Le père Saa était dans un tel état de faiblesse que les soldats chargés de l'escorter jusqu'à la frontière de la province, en eurent pitié et voulurent le porter sur leurs épaules. Ils les

remercia et finit par arriver sans autre accident au lieu qui lui avait été assigné. Le père Martin, nouvellement arrivé dans la province, l'ayant trouvé presque guéri de ses plaies, reprit sa route pour se rendre à Aour, auprès du père Bouchet qui l'attendait avec impatience.

Quand il apprit que le nouveau missionnaire était arrivé à la frontière, le père Bouchet, dans la crainte que les mouvements de troupes occasionnés par la guerre qui se faisait dans le royaume de Maduré, ne l'empêchassent de pénétrer jusqu'à lui, envoya à sa rencontre un chrétien pour lui servir de guide. Celui-ci, au grand chemin, où il pouvait faire de mauvaises rencontres, préféra, pour le père Martin, un sentier qui le conduisit dans la caste des Voleurs. Le nom infamant de voleur était resté à cette caste, bien que, depuis sa conversion au christianisme, il n'y en eût pas de plus honnête dans le royaume de Maduré. Dans ce moment, elle était très puissante, gardait son indépendance, ne payant au roi qu'un impôt dont elle avait fixé le chiffre. Pendant longtemps en guerre avec son souverain, elle s'était emparée de la ville de Maduré et y avait installé un prétendant au trône, mais elle s'en était vue chassée par le prince légitime. Depuis la paix s'était faite entre eux, et rien n'annonçait qu'elle dût être troublée.

Le père Martin fut parfaitement accueilli par les hommes, mieux encore par les femmes ; tous le supplièrent de faire relever une de leurs églises et aussi de leur envoyer un missionnaire pour convertir ceux de la caste qui persistaient dans l'idolâtrie. Le père Martin ne put que leur faire des promesses. Ayant hâte de se

rendre à Aour, il continua son chemin avec des guides qu'on lui donna pour deux journées. Après avoir échappé à mille dangers, après avoir dit la messe dans un village dont l'église trop petite ne pouvait contenir la foule des fidèles qui s'y pressait, après avoir confessé les malades et refusé, à son grand regret, de suivre une députation de chrétiens qui le priaient de venir passer quelques jours parmi eux, il arriva au village de Serrhine, résidence ordinaire d'un missionnaire. Ce jour-là, le missionnaire de Serrhine ayant été forcé de s'absenter, le père Bouchet était venu le remplacer dans son ministère. Leur rencontre fut un grand bonheur pour les deux pères, bonheur cependant mêlé d'inquiétude, du côté du père Martin. Quelque temps auparavant, il avait trouvé, à Pondichéry, le père Bouchet plein de santé ; aujourd'hui, il paraissait fort affaibli et son visage portait l'empreinte de la souffrance.

Voilà ce qui lui était arrivé.

Trois catéchistes ayant été privés des pouvoirs qui leur avaient été confiés, avaient juré d'en tirer vengeance. Entre tous les mensonges qu'ils forgèrent pour perdre les missionnaires et les rendre odieux aux nouveaux chrétiens, ils imaginèrent une abominable calomnie : ils les accusèrent d'avoir fait assassiner un religieux appartenant à un autre ordre que le leur. Ce religieux avait été si peu victime d'un assassinat que le pape qu'ils prétendaient avoir été très irrité de ce crime, l'avait nommé évêque, et que, dans le moment, le nouveau prélat se trouvait à Surat.

Pour mettre le prince dans leurs intérêts, ils lui offrirent une somme de vingt mille écus, espérant à ce

prix obtenir l'expulsion des missionnaires, et, avant tous les autres, du père Bouchet. Il y avait grand danger que cette offre ne fût acceptée, et qu'en allant trouver le prince pour confondre ses accusateurs, le père Bouchet ne courût au-devant du danger qui l'attendait. Il n'hésita pas cependant à se rendre auprès du régent qui gouvernait sous l'autorité de la reine, pendant la minorité du petit-fils de cette princesse.

L'héritier présomptif de la couronne était orphelin. Si, à la mort du roi son père, sa mère n'avait pas fait le sacrifice de sa vie, en se jetant dans les flammes d'un bûcher, suivant la coutume indienne, c'est qu'elle se trouvait enceinte, et que si c'était un devoir pour elle de s'immoler aux mânes de son mari, elle n'avait pas le droit de sacrifier l'enfant qu'elle portait dans son sein. Quand il eut vu le jour, elle se prépara à la mort. En vain sa belle-mère fit-elle tous ses efforts pour la détourner de cette funeste résolution, elle la trouva inébranlable. La reine y mettait d'autant plus d'instance, qu'elle-même s'était trouvée dans une position semblable, et que, si elle n'avait pas partagé le bûcher qui avait consumé le corps du roi Chokonaden, son époux, c'est qu'elle était enceinte, au moment de sa mort. A la naissance de son fils, il lui fut permis de vivre, par la raison que le prince ne faisant que de naître, elle seule devait gouverner l'Etat, pendant sa minorité. Sa belle-fille pouvait se sauver en alléguant le même motif; elle n'en fit rien. Elle déclara qu'elle ne voulait pas vivre déshonorée, et, avec une fermeté qui fit l'admiration de toute la cour, elle se jeta dans le bûcher qu'elle avait fait allumer.

Le père Bouchet eut recours à des moyens diplomatiques fort usités dans l'Inde, à des présents qui devaient lui rendre favorable le prince régent, la justice de sa cause, quoique incontestable, n'étant peut-être pas suffisante pour obtenir ce qu'il demandait. Parmi ces présents se trouvaient deux globes terrestres, l'un ayant environ deux pieds de diamètre, où tous les noms géographiques étaient écrits en langue *Tamul* ; l'autre, beaucoup plus petit, en verre étamé, comme sont les miroirs. Les Indiens s'occupant beaucoup d'astronomie et de géographie, ces cadeaux ne pouvaient être que très agréables au régent. Il en fit d'autres à quelques grands seigneurs de la cour, dans l'espérance d'obtenir leur protection.

La réception qui lui fut faite dépassa toutes ses espérances. Le prince, après s'être levé, joignit les mains et les éleva au-dessus de son front, comme le disciple fait en présence de son maître. Le père Bouchet répondit à ce salut par une attitude pleine de dignité ; après quoi, le prince le fit asseoir à ses côtés, et, pour ajouter encore à la marque de déférence qu'il venait de lui donner, mit ses genoux sur ceux du père. C'était un honneur tellement grand et tellement exceptionnel, que toute la cour, fort nombreuse ce jour-là, en fut émerveillée.

Le père Bouchet exposa alors les motifs de sa mission et commença par dire qu'il était venu du nord, sur l'ordre du souverain pontife, pour faire connaître aux peuples de l'Orient la sainte loi de l'Eglise. Témoin des victoires du prince et de ses grandes actions, il déclara qu'il avait tenu à honneur de lui être présenté pour

lui dire que la doctrine dont il était un des apôtres ordonnant avant tout aux sujets d'être soumis à leurs souverains, il venait lui donner l'assurance qu'il ne trouverait pas dans ses États un serviteur plus obéissant et plus fidèle.

Le prince parut très flatté de ce discours. Il répondit qu'il fallait en effet être profondément pénétré de ses devoirs et adorer un Dieu bien puissant, pour quitter sa patrie, et venir, dans des pays si lointains, apporter la parole divine. Il le remercia beaucoup des globes qu'il lui avait offerts, le pria d'en donner l'explication à un astrologue, pour que lui-même pût les mettre à la portée d'un grand nombre ; puis, comme dans les autres objets qu'il lui avait offerts, il y en avait à l'intention de la reine, il lui demanda la permission de le quitter quelques instants, pour aller les lui offrir, l'invitant, pendant sa courte absence, à se promener dans les jardins du Palais.

La reine, ravie de tant de belles choses, recommanda bien au prince régent d'offrir tous ses remerciements au missionnaire, et de ne rien lui refuser de ce qu'il pourrait demander.

Cependant le père Bouchet ayant disparu de la salle où le prince régent lui avait donné audience, le bruit se répandit qu'il avait été arrêté. De là, grande rumeur dans la foule ; ceux qui étaient hostiles aux chrétiens s'en réjouissaient, ceux qui leur étaient favorables en montraient une douleur profonde. La méprise ne fut pas de longue durée. Après quelques instants, le prince et le père reparurent ensemble, le premier rendant au second tous les honneurs que l'on accorde aux ambassadeurs les plus favorisés.

Le père Bouchet n'avait qu'à dire un mot, et ceux qui l'avaient dénoncé étaient chassés du royaume. Il n'en fit rien. Ils ne pouvaient plus lui nuire, ils ne pouvaient plus tromper les populations par leurs impostures, cela lui suffisait. Il se contenta de demander la protection du prince pour lui et ses catéchistes, promettant, en retour, de prier Dieu d'accorder à Sa Majesté tous les biens qu'elle méritait. Le prince, à son tour, adressa au père les paroles les plus flatteuses, et, pour que personne n'ignorât l'estime qu'il avait pour lui, il ordonna qu'il fût porté, à travers toute la ville, sur le plus beau palanquin de la cour.

Quoique sa modestie en fût blessée, le père Bouchet, dans l'intérêt de la sainte cause qu'il défendait, ne crut pas devoir refuser tant d'honneurs. L'effet de cette marche triomphale fut immense sur la foule. Ceux des fidèles que la crainte ébranlait non pas dans leur foi, mais dans ses manifestations, se rassurèrent ; plusieurs idolâtres demandèrent le baptême ; et le père ayant été transporté de Trichirapali jusqu'à sa résidence, sur son palanquin, une foule immense lui servit d'escorte.

Seuls, les trois apostats persévérèrent dans la voie maudite où ils étaient entrés. Aucun signe de repentir ne s'étant manifesté chez eux, le père Bouchet se crut obligé de les excommunier publiquement. Alors, tous les fidèles s'en éloignèrent ; la réprobation fut telle, qu'après six mois d'une vie misérable, deux vinrent demander à genoux le pardon qui leur fut accordé. Le troisième ne voulut entendre à rien et persista dans son apostasie.

Bien que cette affaire se fût terminée aussi heureusement qu'il avait pu le désirer, le père Bouchet avait

eu de telles appréhensions, il s'était donné tant de peine de corps et d'esprit, qu'il en tomba malade, et quand le père Martin le rencontra, les traits de son visage, comme nous venons de le dire, étaient profondément altérés.

Les deux missionnaires ne passèrent qu'un jour à Serrhines ; Aour n'en étant éloigné que d'une journée, ils y arrivèrent le lendemain. Ils firent leur entrée, accompagnés des chrétiens des bourgades voisines, au son des instruments et au bruit des cris de joie et des chants de l'Église. Il n'en avait pas été ainsi douze ans auparavant, lorsque, au commencement de la mission du père Bouchet, les missionnaires étaient dans une telle appréhension qu'ils n'osaient pas sortir en plein jour. Touchés jusqu'aux larmes de l'accueil qu'ils recevaient, les deux pères se rendirent à l'église pour remercier Dieu. Ils la trouvèrent ornée comme aux jours des plus grandes fêtes et s'en réjouirent, leur triomphe n'ayant rien de personnel et étant pour eux celui de la sainte cause qu'ils défendaient.

Le père Pierre Martin resta auprès du père Bouchet pour l'aider dans sa charge de visiteur de la mission, charge un peu lourde pour un seul homme ; il l'eut pour maître et s'en applaudit. La mission d'Aour était alors la plus considérable de Maduré ; placée dans le voisinage, de la capitale, elle comptait vingt-neuf églises et trente mille chrétiens. Lorsque le père Bouchet avait été nommé visiteur d'Aour, il n'y avait dans Trichirapali qu'une seule église qui était destinée à la caste la plus infime ; quatre autres s'édifièrent bientôt pour des castes plus élevées. Quant à Aour, ce n'était qu'un

pauvre village qui ne comptait que quelques chrétiens. Il y bâtit une église, et, comme les peuples d'Orient sont très sensibles au culte extérieur, il l'embellit autant qu'il put. La curiosité y attira beaucoup d'idolâtres que la parole du prêtre convertit. Aour devint une des plus grosses bourgades du royaume. Le père Martin n'y trouva que deux ou trois familles de Gentils, aussi voulait-il que le père Bouchet s'appliquât cette parole de saint Grégoire le Thaumaturge, parlant de sa ville épiscopale : — Il n'y avait que dix-sept chrétiens quand j'y vins, je n'y vois aujourd'hui que dix-sept infidèles.

Nous parlions tout à l'heure de la persécution dont le père Bernard Saa avait été victime. Sur la dénonciation faite par un parent de celui qui l'avait fait arrêter et sur la promesse d'un ou deux milliers d'écus, s'il voulait accéder à sa demande, le gouverneur fit emprisonner le père Borghèse. Aussitôt qu'il en fut informé, le père Bouchet envoya un de ses catéchistes auprès du régent, pour réclamer la mise en liberté du prisonnier. Malheureusement le gouverneur qui avait fait procéder à l'arrestation du père Borghèse était gendre de celui auprès duquel une démarche était faite, et il était d'ailleurs presque sans exemple qu'un prisonnier, quelle que fût la cause de son arrestation, pût être relâché, sans avoir, au préalable, payé une grosse somme d'argent. Une circonstance inattendue contribua puissamment à l'élargissement du père Borghèse. Huit jours après son arrestation, le gouverneur qui s'en était rendu coupable perdit son gouvernement. A cette nouvelle, le père Bouchet se rendit à la Cour, et, aidé

d'un prince tributaire du Maduré qu'il avait gagné à la cause des chrétiens, il demanda que les portes de sa prison fussent ouvertes au père injustement arrêté. L'affaire cependant traîna en longueur et rencontra de grandes difficultés. Le lieutenant du prince, non moins avide d'argent que ne l'était le gouverneur, menaça le père Borghèse des plus grands supplices s'il ne payait pas la liberté qu'il réclamait. Pour l'effrayer, il étala, devant ses yeux, les instruments de torture, et comme il ne paraissait pas autrement ému, ordonna qu'on les appliquât à un de ses catéchistes, dans l'espoir de l'amener à composition, par la crainte d'être soumis aux mêmes atrocités. Mais le catéchiste montra tant de courage et de résolution, que le lieutenant n'osa pas mettre sa menace à exécution.

Le prince fit rétablir son gendre dans le gouvernement dont il avait été dépouillé, exigeant non seulement que le père Borghèse et ses catéchistes fussent relâchés, mais lui imposant encore l'obligation *de leur restituer tout ce qui leur avait été enlevé*. Le lieutenant auquel cet ordre avait été transmis se fit un peu prier et réclama encore de l'argent *pour les soins qu'il avait donnés à son prisonnier*. Celui-ci tint bon, offrant sa vie comme un sacrifice qu'il faisait volontiers, et ne voulant donner quoi que ce fût pour la racheter. Enfin, après quarante jours de détention, il fut élargi, mais pour quelques jours seulement, parce que, à défaut d'argent, le lieutenant exigeait la promesse de cesser toute prédication. Le père Borghèse refusa de prendre un tel engagement, et, de guerre lasse, il fut définitivement rendu à sa mission.

Avec ses vingt-neuf églises, le père Bouchet n'avait que douze prêtres. C'était un nombre bien insuffisant pour les desservir et donner l'enseignement de la religion aux Gentils qui penchaient du côté du christianisme. Il lui fallut prendre, parmi les plus fervents néophytes, des auxiliaires. Un enfant de neuf ans, d'une précocité et d'un zèle extraordinaires, en fut un des plus utiles.

La mission de Maduré était en grande prospérité, en 1703 ; sur l'ordre de ses supérieurs, le père Bouchet la quitta, à son grand regret, et à la grande douleur de ses néophytes, pour celle de Carnate dont il fut nommé supérieur. Le père Tochard de la Compagnie de Jésus, supérieur général de la mission française dans les Indes, l'y accompagna. Les pères Mauduit, de la Fontaine et Petit lui furent adjoints.

La Mission de Carnate était fort étendue, elle ne se bornait point au royaume qui porte ce nom, elle comprenait en outre de vastes provinces qui lui étaient contigues, embrassant, dans son ensemble, une longueur de terrain de trois cents lieues du nord au sud, et de quarante lieues de l'est à l'ouest.

L'église de Carvepondy, la première de celles que les missionnaires de Carnate avaient bâtie, étant située sur le territoire des Brahmes, avait eu beaucoup à en souffrir, ainsi que ses prêtres, bien qu'ils fussent protégés par les Maures. Les seigneurs de la province, connus depuis longtemps pour leurs vols et leurs déprédations, avaient pourtant un grand respect pour les missionnaires ; c'est à leur générosité qu'ils devaient le terrain sur lequel l'église avait été construite.

Quand le père Bouchet s'y établit, la Mission de Carnate comptait onze églises ; jusque-là, les missionnaires avaient eu bien de la peine à se soustraire à la persécution des Brahmes, leurs ennemis déclarés, et pourtant ils avaient trouvé des défenseurs dans le vice-roi de Carnate et dans le grand Mogol. Les chrétiens étaient très nombreux dans cette province, plus nombreux dans l'intérieur des terres que sur les bords de la côte, chose qui pourrait paraître singulière, si l'on ne savait pas que les Européens qui habitaient presque tous le littoral, n'étaient guère propre à conquérir les âmes, en raison du relâchement de leurs mœurs et de leur conduite peu édifiante.

Le père Bouchet fixa sa résidence à Tarpolan, ville autrefois très importante, que les Maures avaient, en grande partie, ruinée, au moment où ils firent la conquête du royaume de Golconde. Afin de ne pas paraître complètement étranger au pays, de ne pas voir les naturels s'éloigner de leur personne, les pères qui l'accompagnaient et lui prirent le costume des *Sanias Brahmes*, et vécurent à la manière de ces pénitents. Ils construisirent une église et une maison plus que modeste où ils vécurent dans la retraite, mais non dans l'oubli. Tous les jours en effet de nombreux fidèles qu'attirait la sainteté de leurs mœurs, venaient les visiter. Le père Bouchet trouvait à peine le temps de satisfaire aux devoirs de son ministère et de prendre un repas plus que frugal, le seul qu'il se permît dans la journée.

Le succès de sa mission excita toute la colère de ses ennemis. Pour en finir, ils se dirent qu'il fallait se débarrasser de sa personne, si l'on voulait

éteindre des croyances religieuses qui, tous les jours, s'étendaient davantage. On le jeta donc en prison, en lui déclarant qu'on allait le brûler vif. Du coton imbibé d'huile était déjà prêt pour accomplir cet acte abominable. L'on se disposait à couvrir son corps de cette enveloppe et à y mettre le feu, quand les juges, pris de pitié, changèrent de résolution et cherchèrent à l'effrayer par les préparatifs d'un autre supplice. Dans l'espérance qu'il reculerait devant son exécution et qu'ils en obtiendraient l'abjuration publique qu'ils lui demandaient, ils firent rougir des fers, menaçant d'en labourer son visage, s'il ne se soumettait pas à ce qu'on lui demandait. Ce fut en vain. Le saint confesseur était prêt au martyre, rien ne put ébranler son courage ni troubler le calme et la sérénité de son âme.

Pendant un mois, de pareilles scènes se renouvelèrent chaque jour. Dans sa prison, il subissait un autre tourment, il était exténué par la faim, ses bourreaux ne lui donnant, pour toute nourriture, que deux tasses de lait par jour. Mais la faiblesse du corps n'enlevait rien à la fermeté de son âme, et, pendant de si longues heures, il n'eut pas un moment de défaillance morale.

Dans la crainte sans doute qu'un si grand exemple de courage ne devînt contagieux, ses persécuteurs lui rendirent la liberté.

Mais, pendant sa détention, sa chapelle avait été sacagée, ses meubles, ainsi que les faibles ressources qu'il consacrait à l'entretien des catéchistes, lui avaient été enlevés. Aucune indemnité ne lui fut accordée pour couvrir ces méfaits, et si le père Tochard n'était pas venu à son secours, il eût été plongé dans le plus profond dénuement.

Les horreurs de sa prison ne l'avaient pas empêché de soutenir des discussions théologiques, non pas avec les Brahmes, les arguments qu'ils voulaient opposer au père Bouchet étaient d'une autre nature, mais avec un des principaux du pays, qui n'était pas au nombre de ses persécuteurs. Ce seigneur vint le trouver, et, après lui avoir donné des marques d'intérêt, il lui dit : « Eh bien, vous avez tant de fois déclamé contre la métempsychose, la pouvez-vous nier à présent ? Le triste état où vous êtes réduit, n'en est-il pas une preuve assez claire ? Car enfin, ajouta-t-il, j'ai appris de vos disciples que, dès votre plus tendre jeunesse, vous vous êtes fait *Sanias* ; l'air empesté du monde et le commerce des méchants n'avaient pas alors corrompu votre cœur ; vous avez toujours vécu depuis dans la simplicité et l'innocence ; vous menez, dans les bois de Tarcolan, une vie austère et pénitente ; vous ne faites de mal à personne, au contraire vous enseignez le chemin du salut à tout le monde. Pourquoi donc êtes-vous enfermé dans une obscure prison ? Pourquoi est-on prêt à vous livrer aux plus cruels supplices ? Ce n'est pas sans doute pour les péchés que vous avez commis dans cette vie, c'est donc pour ceux que vous avez commis dans une autre ¹. »

Bien qu'il dût avoir d'autres préoccupations personnelles, le père Bouchet ne laissait pas que de répondre victorieusement à un raisonnement que son contradicteur croyait irréfutable.

¹ Extrait d'une lettre adressée à Mgr Huet, ancien évêque d'Avranches, par le père Bouchet.

Le père Bouchet devait recevoir, de son vivant, la plus glorieuse des récompenses. En 1723, il revint en Europe et se rendit auprès du Saint-Père, pour lui rendre compte de sa mission. Avant même que de l'entendre, le pape Innocent XIII, qui n'ignorait rien de ses travaux et de son zèle apostolique, dit aux cardinaux qu'il avait réunis pour le recevoir : — De tous les hommes qui vivent maintenant, voici celui à qui la religion et l'Église ont le plus d'obligations.

A des paroles si flatteuses, le pape joignit, pour celui qui en était l'objet, l'offre d'un évêché, mais la modestie du père Bouchet lui défendait d'aspirer aux dignités de l'Église. Sa seule ambition, son seul désir étaient de retourner dans sa nouvelle patrie, de continuer à cultiver le champ qu'il avait défriché et de lui laisser sa dépouille mortelle. Avant de s'y rendre, revit-il la ville où il avait reçu le jour et passé sa jeunesse ? Nous ne saurions le dire. Les vœux qu'il avait formés en quittant l'Europe pour toujours, furent enfin exaucés ; quoique parvenu à un âge très avancé, il reprit ses travaux avec l'ardeur qu'il avait toujours apportée, et ce fut en les accomplissant qu'il finit sa longue carrière, entouré de ses fidèles néophytes qu'il avait édifiés par une vie sans tache, et qu'à ses derniers moments, il édifiait encore par une sainte mort.

Le père Bouchet avait quitté la ville de Fontenay en 1688. Il avait quatre-vingts ans, quand, en 1744, il rendit son âme à Dieu. Une simple notice ne pourrait suffire à faire connaître un si long apostolat. Quoiqu'elles ne puissent encore donner qu'une idée fort incomplète de ce religieux, nous renvoyons ceux qui voudraient en

faire une étude attentive, aux lettres que l'on en possède, ainsi qu'aux pages un peu courtes que lui a consacrées M. de Chergé, dans ses *Vies des Saints du Poitou*. Sa correspondance se trouve dans une publication très répandue, le *Recueil des Lettres édifiantes*.

On s'assurera en les lisant que le modèle des missionnaires était en même temps un observateur et un homme d'une grande instruction. Profondément appliqué à connaître la géographie de l'Inde, les mœurs de ses habitants, leur science, leur législation, il nous a laissé des pages qui ne seront pas inutiles à ceux qui voudront connaître l'histoire morale, religieuse et politique de ce pays.

Nous recommandons, d'une manière toute particulière, au lecteur les lettres que le père Bouchet a adressées à M^{sr} Huet, ancien évêque d'Avranches, et celles écrites à M. Cochet de Saint-Vallier, président du palais des requêtes à Paris. Dans les premières, brille d'un doux éclat la sainteté du religieux ; dans les secondes, se révèle l'homme d'études. Comme l'a si bien dit M. de Chergé, il a un double titre à notre mémoire : la religion et la science lui doivent également un tribut d'honneur.

BARNABÉ BRISSON

Les temps ne sont pas également propices à tous les hommes. Si l'accomplissement du devoir est facile, dans un état heureux et tranquille, il n'en est plus de même quand le gouvernement est en proie aux agitations et aux tempêtes. Pour s'écarter du sentier de l'honneur qu'il trouve tout tracé devant ses pas et dans lequel il a pour appui et pour guide la loi et l'autorité incontestée du pouvoir, l'homme doit être né avec des instincts pervers et des passions désordonnées ; mais s'il est en lutte continuelle avec des événements qu'il ne peut pas toujours maîtriser ; si, incertain du chemin qu'il lui faut suivre, parce que toutes les voies qui se présentent ont leurs difficultés et leurs épines, il hésite et s'égare même quelquefois, non seulement il aura besoin des lumières d'un esprit supérieur pour se reconnaître, il lui faudra encore la fermeté d'âme et le sentiment d'abnégation qui mettent le bien public et l'intérêt de la patrie bien au-dessus des attachements de la terre et des affections de la famille. Celui-là est un grand citoyen

qui sort victorieux de cette terrible épreuve, et nul autre ne peut passer pour tel, s'il n'a fait que se soumettre à une autorité bienveillante dont il a accepté la protection avec reconnaissance et les obligations sans murmure. C'est donc dans les grands cataclysmes sociaux qu'il faut aller chercher les âmes héroïques qu'aucun événement ne peut ébranler, et qui, comme le juste d'Horace, conservent leur sérénité au milieu des plus violents orages. Dans des régions moins élevées, au-dessous des mâles vertus dont nous venons de parler, se rencontrent encore de bons citoyens, des hommes instruits, intelligents et capables, doués quelquefois des facultés de l'esprit les plus heureuses et les plus rares, dont tous les instincts sont pour le bien, mais qui se sentent attachés à la vie par des liens tellement respectables, que leur âme se trouble à la vue des événements qui peuvent les briser, et qui, plutôt que d'en venir à cette extrémité, capitulent quelquefois avec leur conscience, se refusant pourtant toujours au crime, quand les factions veulent le leur imposer. Assez d'autres qui ne demanderaient pas mieux que de rester honnêtes, obéissant aux sentiments de faiblesse et de pusillanimité si communs aux jours de révolution, se rendent complices de tous les excès et participent à toutes les mesures violentes de scélérats qu'ils détestent, mais qu'ils suivent parce qu'ils les craignent, pour que notre indulgence soit acquise à ceux qui n'ont fait que quelques concessions à l'ennemi. C'est parmi ces derniers que doit être rangé le président Brisson. Dans des temps ordinaires, il n'eût pas été seulement une âme lumineuse du parlement, il eût encore été, comme homme public, un bon citoyen ; venu à une

époque de confusion et de trouble, il a conquis une place distinguée parmi les jurisconsultes et les érudits du xvi^e siècle, et si son caractère n'a pas toujours été à la hauteur de son esprit, s'il ne s'est pas montré inébranlable devant les fureurs de la Ligue, au moins doit-on reconnaître que le jour où, placé entre le crime et la mort, il a fallu faire un choix, il a fait le sacrifice de sa vie.

Barnabé Brisson naquit, vers le milieu du xvi^e siècle, à Fontenay-le-Comte. Il appartenait à une famille de robe qui jouissait dans le Bas-Poitou d'une considération générale. Son père, François Brisson, était lieutenant particulier de Fontenay, et son bisaïeul, Jean Brisson, avait exercé, avec distinction, dans la même ville, la profession d'avocat. Son frère y fut sénéchal et écrivit plusieurs livres, entre autres l'*Histoire civile des guerres du Poitou, Aunis, Saintonge et Angoumois*, depuis l'année 1574 jusqu'à l'édit de pacification de l'année 1576.

Il semble qu'à cette époque, les traditions de famille se conservaient mieux que de nos jours, qu'elles se transmettaient de père en fils, comme un héritage, et qu'avec le sang, elles s'inoculaient en quelque sorte dans certaines races. Sans sortir de Fontenay, nous pourrions en trouver plus d'un exemple. L'autorité du chef de famille, alors si respectée qu'elle devenait une sorte de culte, ne suffit-elle pas pour expliquer un phénomène qui ne se produit plus guère au temps où nous vivons ?

Dès son enfance, Brisson trouva donc dans la maison de son père des habitudes sérieuses et le goût du travail. Ses parents l'envoyèrent de bonne heure à Poitiers, pour y faire ses études. On sait ce qu'était alors

l'éducation classique. Les yeux tournés vers l'antiquité, la jeunesse avait des admirations enthousiastes pour les Grecs et les Latins, et, au grand détriment de la langue nationale, voulait parler en français la langue d'Homère et de Virgile. Plusieurs prétendaient faire revivre, dans tout son éclat, une langue morte depuis longtemps, et auraient rougi d'écrire autrement qu'en latin. Brisson fut de ce nombre. C'est assez dire qu'il avait fait de fortes études au collège ; il en sortit admirablement préparé à étudier la science du droit. En même temps que lui, se trouvait alors, parmi les étudiants de Poitiers, un jeune homme qui devait laisser un des plus grands noms dont la magistrature s'honore, c'était Achille de Harlay. Associés aux mêmes travaux intellectuels, passionnés l'un et l'autre pour les lettres, trouvant un charme infini dans toutes les recherches qui enrichissent l'esprit et agrandissent l'intelligence, ces deux studieux écoliers se rencontrant tous les jours sur les mêmes bancs, furent nécessairement amis, aussitôt qu'ils se connurent. Cette amitié dut croître avec le temps, puisque nous les trouvons à côté l'un de l'autre jusqu'au jour où hélas !... Mais n'anticipons pas sur un événement de triste mémoire, il se présentera toujours assez tôt sous notre plume.

Barnabé Brisson vint, comme avocat, se fixer à Paris, où de hautes destinées l'attendaient. Il ne tarda pas en effet à se faire un nom parmi les jurisconsultes les plus célèbres du parlement, et s'acquit en peu de temps une grande réputation par ses consultations et ses plaidoiries. Une affaire qui fit grand bruit lui donna une des premières places au barreau.

Simon Bobie, bailli de Coulommiers, et Jean de Blosset, seigneur d'Arcouville, avaient épousé, le premier, la fille de Perry Dumoulin, avocat au parlement, et le second la fille du jurisconsulte Charles Dumoulin, son frère. Des difficultés d'intérêts s'étaient élevées entre eux, du chef de leurs femmes, difficultés terminées par une transaction et un ressentiment mal dissimulé. Une nuit, pendant que Bobie était à son bailliage, sa femme, ses deux jeunes enfants et une domestique furent assassinés à son domicile de Paris. A la nouvelle de ce carnage, Bobie se rappelle ses anciens démêlés avec de Blosset, se persuade que nul autre que lui n'a pu commettre un aussi abominable crime, et obtient une prise de corps contre lui, sa femme et ses gens. Les prévenus sont garrottés et jetés en prison. Après six semaines de détention, ils sont traduits devant la justice. L'énormité du crime, la position de l'accusateur et celle des accusés avaient causé dans Paris une grande émotion, aussi le jour du jugement l'affluence au palais fut considérable. Brisson plaidait pour Bobie qui s'était porté partie civile contre de Blosset que défendait Pasquier ; Jacques-Auguste de Thou portait la parole en qualité d'avocat-général.

. En dehors de l'action criminelle, cette affaire présentait une question de droit civil fort difficile à résoudre. A qui, de Simon Bobie ou des héritiers de sa femme, appartenaient les meubles de celle-ci ? Dans le cas où elle aurait été assassinée la première, Bobie héritait de ses enfants ; dans le cas contraire, la moitié des meubles revenait au second. Il s'agissait donc de savoir si la mère avait survécu à ses enfants, ou si les

enfants avaient survécu à leur mère, question fort délicate qui ne pouvait se résoudre que par des probabilités. Les plaidoiries n'occupèrent pas moins de deux audiences et passionnèrent singulièrement les esprits. Pasquier nous apprend dans ses lettres, qu'après la plaidoirie de Brisson et le réquisitoire du ministère public dont les conclusions furent conformes à celles de la partie civile, l'irritation de la foule contre de Blosset fut si grande, que trois fois interrompu, en prenant sa défense, ce fut à grand'peine qu'il parvint à se faire entendre. De Blosset n'en gagna pas moins son procès sur la question criminelle. Il fut mis en liberté et son adversaire condamné aux frais et à trois mille francs de dommages et intérêts. Mais, sur la question de prédécès, les juges pensèrent que les assassins avaient dû commencer par les personnes qui pouvaient leur opposer quelque résistance, et que par conséquent les enfants avaient survécu à leur mère ¹.

En quelques années, le nom de Brisson grandit tellement que le roi Henri III voulut l'attacher à son gouvernement. Le nom de Henri III n'apparaît que couvert du sang des princes de Lorraine, et à travers les abominables turpitudes qui ont justement flétri sa personne et son règne. Mais si on pouvait le dégager d'un assassinat que la raison d'Etat ne peut pas justifier, et de ses

¹ Dreux-Duradier, dans l'article qu'il a consacré à Brisson, a commis, à ce sujet, plus d'une erreur. Il dénature les noms de Bobie et de Blosset, et les appelle Bobe et de Brosset. Il prétend aussi qu'Auguste de Thou était avocat de ce dernier, tandis qu'il portait la parole comme avocat-général. On trouve la plaidoirie de Pasquier dans le recueil de ses œuvres.

honteuses débauches, on trouverait non seulement un prince brave et aimable, mais une intelligence vive, un esprit cultivé, aimant les lettres et capable d'apprécier les hommes. Le mérite de Brisson ne lui échappa point, il en fut même tellement enthousiasmé, qu'au dire de Sainte-Marthe qui prétend avoir recueilli ses paroles, il déclara que, dans le monde chrétien, il n'y avait pas un autre prince assez heureux pour compter, parmi ses sujets, un homme que dans les lettres on pût comparer à Brisson. Son admiration ne se borna pas à s'épancher en louanges stériles, il en donna à celui qui en était l'objet un témoignage beaucoup plus significatif. En 1575, il l'appela aux fonctions d'avocat-général au parlement de Paris. C'était, suivant le duc de Nevers, un cadeau qui ne valait pas moins de vingt mille écus d'or. Le père Nicéron ne veut pas croire à cette libéralité princière, il prétend que Brisson acheta, de ses deniers cette charge de Dufour de Pibrac.

C'est comme avocat-général qu'en 1579 Brisson accompagna, aux Grands Jours de Poitiers, Achille de Harlay qui les présidait. Dans des vers latins qu'à cette occasion Sainte-Marthe dédia à de Harlay, on en trouve quatre à l'adresse de Brisson. Ces vers donnent de lui l'idée d'un orateur beaucoup plus remarquable par l'érudition et la force des arguments que par l'éclat d'une éloquence retentissante :

Nec vobis etiam comes additur alter,
Bruta sono qui saxa trahat, qui flumina distat,
Sed qui Thracio gravior Brissonnius Orpheo
Humanas teneat faciendis vocibus aures.

Ces magistrats, si imposants au palais, étaient tout autres dans les salons. Avec la robe et le bonnet, ils laissaient l'austérité du langage et se plaisaient aux conversations les plus décolletées. Brisson, le grave Brisson, *Thracio gravior Orpheo*, risquait le propos gaillard, et prenait grand plaisir à des jeux d'esprit qui ne brillaient ni par le bon goût, ni par la décence ; il fut un des premiers à chanter la *Puce de mademoiselle Catherine des Roches*.

Si l'on veut bien connaître les mœurs, les habitudes et les hommes du xvi^e siècle, il faut lire ces productions plus que légères des personnages les plus considérables du temps. De nos jours, pour Brisson comme pour Nicolas Rapin, la plume s'arrête devant la nudité de leur style. J'aime mieux renvoyer les curieux au livre d'Estienne Pasquier ; ils pourront y savourer à leur aise des gravelures auxquelles on ne me pardonnerait pas de donner place ici. Brisson crut sans doute avoir fait le chef-d'œuvre du genre, puisque, l'ayant composé en vers latins qui ne pouvaient être compris que par un certain nombre de personnes, il s'empressa de mettre ses agréments à la portée de tous, en le traduisant en vers français. Tels étaient les délassements de l'esprit aux Grands Jours de Poitiers. Après les gaillardises de la veille, Brisson, le lendemain, redevenu avocat-général, était le magistrat austère, il demandait la potence pour des gentilshommes dont quelques-uns l'avaient bien méritée ; et, le soir arrivé, il se reprenait aux conversations enjouées qui faisaient les délices du beau monde qu'il fréquentait. Nul, mieux que lui, ne savait

Passer du grave au doux, du plaisant au sévère.

Après les Grands Jours, Brisson acheta de Pomponne de Bellièvre la charge de président à mortier au parlement de Paris, moyennant la somme de soixante mille livres. Son crédit à la cour allait toujours croissant et personne n'était plus avant que lui dans les faveurs royales. Les missions les plus importantes et les plus délicates lui furent confiées, missions secrètes pour la plupart que pouvaient seuls remplir des hommes habiles dans lesquels le souverain pût avoir toute confiance. La position toute particulière où se trouvait alors Henri III l'exigeait ainsi. La politique de ce prince était en effet ce que, de nos jours, on a appelé une politique de bascule : en voulant flatter les deux partis qui alors se partageaient la France, il n'était parvenu qu'à les mécontenter également. Furieux des concessions qu'il avait faites aux protestants, les catholiques étaient peu touchés de ses pratiques dévotieuses. Il avait beau suivre les processions en égrenant son chapelet, il ne ramenait aucun d'eux. D'un autre côté, les huguenots ne pouvaient pas oublier la part que Catherine de Médicis avait prise aux massacres de la Saint-Barthélemy, et, comme ils savaient qu'elle avait une grande puissance sur l'esprit du roi, ils n'avaient pas plus de confiance dans le fils que dans la mère. Malgré les garanties qui leur avaient été données, ils sentaient bien que la puissance qui suit presque toujours le nombre n'était pas de leur côté ; aussi faisaient-ils des avances au tiers-parti, qui observait sans se livrer encore. Dans les deux partis, d'ailleurs, mais plus particulièrement parmi les protestants, se trouvaient des aventuriers et des gens de rapine, pour lesquels le pillage était devenu une

condition d'existence qu'aucune main n'était assez ferme pour arrêter. La France était donc tombée dans un désordre sans nom. A la cour, au milieu des plus graves préoccupations, des mascarades et des capucina-des, des moines et des mignons, des guet-apens et des adultères ; dans les provinces, la féodalité se reconstituant sous de puissants seigneurs, et les grandes villes, catholiques ou protestantes, s'érigeant en véritables républiques. Ce n'était plus qu'au sein du parlement que l'on rencontrait encore ces belles figures qui sont restées pour nous apprendre que le sentiment de l'honneur ne peut jamais complètement disparaître de la France. Également dévoué à la loi et au roi, ce grand Corps, voulant avant tout maintenir l'unité royale, repoussait, dans ce moment, les huguenots qui cherchaient à la saper, comme nous le verrons tout à l'heure résister aux ligueurs révoltés contre l'autorité du souverain légitime. C'est dans le sein du parlement que Henri III avait cherché un négociateur habile et dévoué. Son choix était tombé sur le président Brisson. Quelle était la nature des négociations ? Les recherches historiques auxquelles nous nous sommes livré, ne nous ont rien appris à cet égard, en raison sans doute du mystère dont elles durent être entourées. Mais, quelles qu'elles fussent, elles exigeaient dans des temps aussi difficiles, de la part du négociateur, une grande prudence et une finesse diplomatique peu commune. Henri III fut tellement satisfait de ses services qu'il l'envoya auprès de la reine d'Angleterre, dans une circonstance d'une grande importance pour lui et pour la France.

La paix de Fleix venait d'être signée ; elle permettait au roi de respirer un moment, mais elle ne le laissait pas sans crainte pour l'avenir ; les catholiques, en effet, n'étaient pas d'humeur à voir d'un œil satisfait les garanties que venaient d'obtenir les protestants, et il était évident, pour les moins clairvoyants, que, plutôt que d'y souscrire, ils se retourneraient un jour contre celui qui les leur avait données. Il cherchait donc dans une alliance puissante un appui pour sauver la monarchie des Valois. L'occasion s'offrait de la contracter, la guerre avait éclaté dans les Pays-Bas. Ne pouvant plus supporter la tyrannie et les rigueurs du duc d'Albe, les habitants de cette malheureuse contrée s'étaient soulevés contre la domination espagnole. Philippe II n'avait rien gagné à remplacer par un gouverneur modéré l'implacable exécuteur de ses ordres sanguinaires ; il avait amassé sur sa tête trop de haines pour que les fils des nombreuses victimes qu'il avait faites ne cherchassent pas à venger leurs pères et à secouer un joug exécré. Élisabeth avait bien envoyé des secours aux insurgés, mais, battus par don Juan d'Autriche, ils s'étaient tournés vers la France et avaient appelé le duc d'Anjou à prendre leur défense. Ce prince était aussitôt accouru avec quelques milliers d'hommes. Ne trouvant pas en Belgique le concours sur lequel il avait le droit de compter, il avait licencié son armée et était passé en Angleterre où l'appelait une affaire toute personnelle. Il ne songeait à rien moins, en effet, qu'à un mariage avec Élisabeth, mariage que Henri III désirait aussi vivement que lui, dans l'espérance de voir, par cet événement, une union intime s'établir entre les deux cou-

ronnes. Élisabeth était bien loin d'avoir de l'éloignement pour le duc d'Anjou, mais, la passion du pouvoir l'emportant chez elle sur l'inclination du cœur, elle ne voulut pas, pour le moment, donner suite à un projet de mariage qui paraissait mécontenter la nation anglaise.

Abandonnés à eux-mêmes, les Pays-Bas avaient, sous le nom de Provinces-Unies, formé une république fédérative, avec un chef électif, réunissant dans sa main les plus grands pouvoirs. Des revers étant venus les accabler, et se voyant menacés de perdre leur nationalité avec leur indépendance, ils firent un nouvel appel au duc d'Anjou et lui offrirent la souveraineté de leur pays. Le duc s'empressa d'accepter ces propositions, et la paix de Fleix s'étant précisément signée dans ce moment, il put disposer, dans son intérêt et dans celui des Pays-Bas, de toutes les forces protestantes de la France. Cependant la nature du refus d'Élisabeth n'était pas faite pour décourager le duc d'Anjou, et Henri III qui avait fort à cœur ce mariage, engageait son frère à renouer des négociations plutôt interrompues que brisées. Quoique deux années se fussent écoulées depuis ses premières démarches, Élisabeth n'avait point oublié le prince qui avait prétendu à sa main. Pour n'être plus jeune — elle avait alors quarante-trois ans — elle n'en était pas moins restée fort éprise de sa personne. Il ne s'agissait donc plus que d'allier les intérêts de son peuple avec les sentiments de son cœur. A cet effet, le roi envoya en Angleterre une ambassade nombreuse, composée des hommes les plus considérables, au nombre desquels se trouvait Brisson. Les arrangements furent faciles, et, du consentement des parties, un contrat stipula les intérêts par-

ticuliers des époux. Certaines dispositions politiques entre les deux États, qui devaient rester quelque temps secrètes, formaient un article séparé, article d'une importance extrême pour la France et l'Angleterre ; il y était dit en effet qu'une alliance offensive et défensive allait s'établir entre les deux royaumes, et qu'elle serait conclue et signée avant le mariage¹. Cette clause jeta Henri III dans une grande perplexité ; il était bien prêt à accepter la seconde moitié, mais il avait besoin de ménager l'opinion publique en France, et, la première impliquant une rupture immédiate avec l'Espagne, il n'osait pas braver cette puissance avant d'être en position de lui résister. Il n'aimait pourtant pas Philippe II, qui le lui rendait bien, et, sans la crainte du soulèvement de ses propres sujets, il n'aurait pas demandé mieux que de se l'igner avec l'Angleterre contre lui. Il désirait donc que la question d'alliance offensive fût réservée, promettant d'y souscrire aussitôt qu'il le pourrait, sans blesser trop vive-

¹ Ce n'était pas la première fois que, dans les hautes sphères gouvernementales, il avait été question d'une alliance entre la France et l'Angleterre, alliance cimentée par un mariage entre le souverain et la souveraine de ces deux royaumes. En 1563, alors que Charles IX n'avait que treize ans et Élisabeth trente, Condé en avait fait la singulière proposition à cette princesse. Il lui avait représenté le roi qui devait exécuter les massacres de la Saint-Barthélemy, comme très disposé à abjurer le catholicisme pour la réforme et à se déclarer l'ennemi du papisme. Ce qu'il y a de plus curieux c'est que, moins de deux ans après, le projet fut repris par Catherine de Médicis.

Pourquoi, disait-il un jour à Smeth, pourquoi votre souveraine n'épouserait-elle pas le roi très chrétien ? Il a plus d'inclination à l'évangile qu'on ne pense, et l'union des deux couronnes serait un coup écrasant pour le papisme.

(Mignet, *Histoire de Marie Stuart.*)

ment la France. L'Angleterre voulant que l'alliance fût complète immédiatement, il arriva qu'au moment où l'ambassade était rentrée en France, croyant les difficultés aplanies, tout se trouva rompu. Cette fois encore, la reine sacrifia à l'amour de ses sujets celui qu'elle ressentait pour le duc d'Anjou.

Quelle était la part afférente à Brisson dans ces négociations ? Très probablement veiller à la rédaction du contrat de mariage. Pour un acte aussi important, la France avait en effet besoin d'un jurisconsulte consommé.

De retour à Paris, Brisson fut chargé par Henri III du soin de composer le code qui porte le nom de code Henri. C'était un travail immense, qui pour tout autre aurait demandé des années de recherches. Brisson connaissait si bien les matières qu'il avait à recueillir et à mettre en ordre, qu'au grand étonnement de tous, l'ouvrage fut fini au bout de trois mois. Le meilleur juge dans cette partie, Pasquier, lui écrivait à cette occasion :

« Je l'avais bien entendu dire de quelques-uns, mais je n'eusse jamais pensé qu'y eussiez apporté une si exacte diligence comme celle que j'ay trouvée, lisant votre œuvre. Non que je ne fusse assuré que vous viendriez facilement à chef de toutes choses où voudriez donner atteinte par votre plume ; mais parce que je n'estimois que les grandes affaires du palais ès quelles estes plongé pour le rang et le lieu qu'y tenez, vous eussent pu dispenser de ce beau loisir. Et certes, quand je considère à part moi ce que je vous ay veu faire par le passé,

estant avocat simple, depuis avocat du roy, et ce que faites maintenant en la charge de président, je ne veux pas dire de vous ce qu'on disait d'un ancien Romain, que c'était chose esmerveillable, comme ayant passé presque tout le cours de sa vie à la lecture d'une infinité de livres, il eust eu temps suffisant pour tout escrire, ou comme ayant escrit, il eust pu dévorer tant de livres comme il avait faict : Mais bien diray-je que je m'estonne comme ayant bien faict au palais et avec telle diligence, il ait esté en votre puissance de tout lire et escrire, ou comme ayant lu et escrit, vous ayez pu embrasser si dignement et d'une telle coutume le palais, et qui me rend plus esbahy, c'est que la mémoire que je vois en vous, admirable, n'offusque de rien la clarté de votre jugement, ni la grandeur du jugement ne faict nul tort à la mémoire. »

Il y avait à cette époque, comme il y eut encore long-temps après, une sorte de gens insensibles aux malheurs de la France, qui, en prélevant les deniers que le peuple payait à l'État, commettaient les plus odieuses exactions. Riches et fastueux quand le roi manquait de subsides pour l'entretien de ses armées, quand le pauvre paysan voyait ses bœufs de labour et ses instruments aratoires saisis par leurs agents, les partisans étaient devenus l'objet de l'exécration générale. Comme, en remontant à la source de leur fortune, on la trouvait presque toujours impure, Henri III résolut de punir les plus coupables. Sous le nom de Chambre royale, il nomma une Commission chargée de faire leur procès. Brisson en eut la présidence. Les partisans furent

défendus par un des leurs, homme d'une intégrité exceptionnelle, dont le nom s'est déjà rencontré sous notre plume, par Scévole de Sainte-Marthe. Il crut apparemment à une espèce de solidarité avec ses collègues, et pour l'honneur du Corps, il se chargea d'une tâche qu'il aurait dû borner à sa propre personne. Malgré ses efforts, plusieurs des partisans furent condamnés à verser dans les caisses de l'État les sommes qu'ils avaient extorquées au peuple. Mézeray rapporte pourtant que les peines prononcées contre eux ne furent pas en général bien sévères, et que plusieurs s'en tirèrent à bon marché. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'effroi qu'elles causèrent à cette race avide de gain, la plus incorrigible de toutes, fut de courte durée, puisque, cinq ans après, les états-généraux de Blois demandaient que de nouvelles poursuites fussent dirigées contre eux.

Dans toutes les questions de jurisprudence, le roi avait recours au président Brisson. Le droit qui régissait alors la France variant de province à province, le parlement était souvent obligé de réformer des méthodes qui ne répondaient plus à l'esprit du siècle. L'unité dans la jurisprudence ne devait venir que bien des années plus tard, après une grande crise sociale et politique. En 1584, on travaillait à la réforme d'une des méthodes les plus surannées, à celle de l'Aunis. Barnabé Brisson et Hyérôme Augnoust furent envoyés, en qualité de commissaires du roi, pour diriger les discussions et éclairer les questions les plus difficiles : personne n'était plus propre à mener à bonne fin une entreprise de cette nature. Une misérable question de préséance vint faire avorter une entreprise si utile. Le présidial et le corps

de ville, également infatués de leur importance, voulaient avoir le pas l'un sur l'autre, et tous les efforts de conciliation que firent les commissaires, vinrent échouer devant la rivalité de leurs prétentions. Après des discussions personnelles, dont l'aigreur irrita des tempéraments naturellement inflammables, on se sépara sans avoir abordé le sujet pour lequel on s'était réuni. C'est ainsi que l'intérêt de tout un pays fut sacrifié aux vanités de l'amour-propre.

L'autorité royale, objet jadis d'une sorte de culte pour le peuple, perdait chaque jour de son prestige sur les masses. La nation se désaffectionnait de plus en plus de son souverain, et de quelque côté qu'il se tournât, le roi ne trouvait que défiance et mauvais vouloir. Guise était l'idole des catholiques, le roi de Navarre allait devenir celle des protestants ; il n'y avait plus que le parlement qui lui restât fidèle. Ce grand corps qui naguère défendait les sujets contre le despotisme des rois, se montrait maintenant le soutien énergique du trône contre le soulèvement des sujets. La ligue n'avait pas encore pu l'entamer, et lorsque, après la journée des barricades, le roi prit la fuite, laissant Paris entre les mains de l'insurrection, le président Achille de Harlay ne craignit pas de dire au duc de Guise tout-puissant : « C'est grand honte de voir le valet prendre la place du maître. » En même temps le parlement refusait de sanctionner le pouvoir des Seize, et, considérant leurs actes comme attentatoires à la royauté, protestait contre des changements qui faisaient du gouvernement de Paris une véritable république.

Tel était encore l'ascendant que le parlement conser-

vait sur le peuple, que les ligueurs n'osèrent pas l'attaquer. Ce ne fut qu'après l'assassinat du duc de Guise, après que la Sorbonne eut délié le peuple français du serment de fidélité, que la population de Paris, en proie à une sorte de frénésie, que venaient encore augmenter les prédications de la chaire, voulut, pour arriver à ses fins, briser toutes ses résistances comme elle avait brisé les insignes et les armoiries royales. Les plus forcenés résolurent donc d'en finir avec un corps dévoué, malgré tout, à l'autorité du roi, et qui n'acceptait pas comme gouvernement légitime la démocratie ou plutôt la démagogie, maîtresse, dans ce moment, de la capitale.

Les Seize obtinrent facilement du duc d'Aumale, gouverneur de Paris, l'autorisation de conduire à la Bastille ceux des magistrats qui leur étaient le plus hostiles. Ils espéraient que, privé de ses chefs, le parlement deviendrait entre leurs mains un instrument docile dont ils se serviraient pour donner à l'usurpation une apparence de légalité. Une liste des membres les plus compromis, à la tête de laquelle se trouvaient Achille de Harlay et Brisson ¹, fut par eux dressée à l'avance et confiée à Bussy-Leclerc, pour qu'il procédât à leur arrestation. Ancien maître d'armes, hier procureur, aujourd'hui gouverneur de la Bastille, nul ne convenait mieux que Bussy-Leclerc, à ce genre d'expédition. La question d'exécution avait été d'abord agitée. Fallait-il procéder aux arrestations à domicile ? fallait-il les faire au palais ? On s'était arrêté à ce dernier parti comme plus sûr et plus facile. Le 17 janvier 1589, les Seize firent investir par

¹ Mézeray.

les milices bourgeoises toutes les avenues du palais. Bussy-Leclec revêtu d'une cuirasse, le pistolet au poing, *suivy de prêtres et de moines armez, de crocheteurs, vils artisans, et autre rocaille très-insolente*¹, y pénétra, et, après quelques mots dérisoires d'excuse, donna lecture de la liste des membres qu'il devait arrêter et leur ordonna de le suivre. Cette liste ne comprenait qu'une douzaine de noms, mais à une injonction aussi insolente, l'assemblée indignée se leva presque toute entière, déclarant qu'elle entendait partager le sort de ceux de ses membres que l'on voulait arracher de son sein. Soixante furent donc conduits à la Bastille, au milieu des huées de la populace contre les menaces de laquelle on dut les protéger en les faisant passer par des rues détournées. Le lendemain, plusieurs furent relâchés; d'autres n'obtinent leur liberté qu'en payant une forte rançon; d'autres enfin en promettant leur appui à la ligue. Brisson fut-il de ces derniers? ou bien avait-il trouvé un asile pour se dérober aux poursuites dont il était l'objet? Pasquier assure qu'il prétexta une indisposition pour ne pas sortir de sa maison. Ce qu'il y a de certain, c'est que les membres du parlement n'étaient pas en sûreté chez eux. L'émeute en effet ne s'était pas arrêtée au palais. Des maisons avaient été pillées, des citoyens maltraités, le général Lecomte, gendre de Brisson, avait été jeté en prison. Inquiet de sa famille, craignant que la populace, dont il entendait les imprécations, ne se portât contre elle aux dernières extrémités, il fit

¹ *Histoire des choses mémorables advenues en France depuis l'an MDXLVII, jusques au commencement de l'an MDXCVII.*

pour la sauver, et sans doute pour se sauver lui-même, toutes les promesses qu'on voulut, entre autres, assuret-on, celle peu compromettante de se conduire en bon citoyen. Les Seize y mirent une autre condition. Pour donner une plus grande autorité morale au parlement, dont la majorité des membres était restée à Paris et qui allait devenir le parlement de la ligue, ils avaient le plus grand intérêt à mettre à sa tête un homme de l'importance de Brisson. Ils lui en firent donc la proposition. Dans un pareil moment, une invitation était un ordre. Brisson le comprit ainsi et accepta la charge de premier président que lui donnèrent ses collègues.

Un de ses premiers soins avait été de protester contre la violence qui lui avait été faite, par un écrit qu'il avait caché dans un lieu sûr ; mais cette pièce n'ayant aucun caractère d'authenticité, il se rendit quelques jours après chez un notaire, pour déposer entre ses mains la déclaration suivante :

« Je, soussigné, déclare, qu'ayant consulté et senti tous les moyens à moy possible pour sortir de cette ville, afin de m'exempter de faire ou dire chose qui peut offenser mon roy et souverain seigneur, lequel je veux servir, obeyr, respecter et recognoistre toute ma vie et persévérer dans la fidélité que je lui doibs, détestant toute rébellion contre luy, il m'a esté impossible de me pouvoir retirer et sauver, pour estre mes pas observez de toutes personnes, guettez, gardez, et que plusieurs qui en habit deguisez ont tasché de sortir, ont été surpris et emprisonnez, et d'ailleurs on a emprisonné le général

Lecomte, mon gendre, saisi sa maison, et dénié l'entrée d'icelle à ma fille qui a esté contraincte de se réfugier chez ses amis, à raison de quoy estant contrainct de demeurer en ceste ville, et adhérer ès délibérations auxquelles le peuple nous force d'entrer, ici proteste devant Dieu, que tout ce que j'ay faict, dit et délibéré en la cour du parlement, et ce que je feray, diray et délibéreray, jugeray et signeray ci après, a esté et sera contre mon gré et volonté, et par force et contraincte, y estant violenté par la terreur des armes, et licence populaire qui regne à présent en ceste ville, et aussi par les conseils des gens de bien et d'honneur, bons et fidèles serviteurs du roy, exposez à mêmes périls et injures qui me conseillent et exhortent de temporiser et m'accommoder aux désirs et vouloir d'un peuple, quoiqu'ils soient injustes et deraisonnables et contre le devoir des sujets, et ce, tant pour sauver ma vie, et à ma femme et enfants qui seroient en péril et danger indubitable, et nos biens en proye, que pour tascher, avec le temps, à profiter quelque chose pour la réconciliation et réduction dudit peuple avec le roy, quand l'occasion se pourra présenter d'en parler, dont à présent on n'oseroit ouvrir la bouche, à peine de hazarder sa vie; et afin qu'à l'advenir ma demeure et résidence en ceste ville, et mes actions et deportements ne me soient imputez à blâme, dont j'appelle Dieu à tesmoin, qui cognoist l'intérieur de mon cœur, et la candeur, pureté et sincérité de ma conscience, j'ay escrit et signé la présente protestation, en continuant la précédente, jà par moi faicte, voulant que la présente serve une fois pour toutes par tout le temps futur.

« Faict à Paris, ce vingt-uniesme janvier mil cinq cent quatre-vingt-neuf.

« BRISSON. »

Il fallait donner des gages à la ligue qui se montrait fort ombrageuse. Le parlement, après lui avoir prêté serment, sanctionna le décret de la Sorbonne qu'il avait repoussé jusque-là et promit au corps de la ville une adhésion franche et entière, s'engageant *à l'assister en toutes choses, même contribuer aux frais de la guerre résolue pour le bien public* ¹. Le seize février, Mayenne recevait du Conseil général de l'Union, les pouvoirs les plus étendus, et prêtait serment entre les mains du président Brisson, en qualité de lieutenant-général du royaume.

On a dit, en parlant des deux parlements rivaux, du parlement de Paris et de celui de Tours, que si le second avait été plus fidèle, le premier avait été plus utile à la cause royale. Cette thèse peut se soutenir par de puissants arguments, car, même après la mort de Brisson, alors que la ligue, dans ses plus mauvais jours, sacrifiait à la haine et à l'esprit de vengeance le sentiment national, et parlait d'abolir la loi salique, plutôt que d'accepter pour roi le chef de la maison de Bourbon, le parlement de Paris retrouva toute son énergie pour repousser une proposition si contraire au principe de la monarchie française.

Au point de vue de l'humanité, il a bien d'autres titres à la reconnaissance des hommes et à la justice de la

¹ L'Estoile.

postérité ; les Seize voulurent en faire un tribunal de terreur et de vengeance, et il refusa toujours d'accepter ce rôle. Les ligueurs les plus fougueux s'en prenaient non seulement au président Brisson des acquittements que prononçait le parlement, mais ils l'accusaient encore de trahir l'Union, au profit du roi de Navarre. Irrités par la défaite de leurs armées, ils criaient à la trahison, prétendant que Brisson correspondait avec lui, qu'il avait cherché à gagner à sa cause le chef des lansquenets, qu'enfin, il conspirait contre ceux qu'il avait juré de servir. Ces bruits, dénués de toute preuve, n'en étaient pas moins fort accrédités et accueillis, par quelques-uns, comme des vérités acquises. Parmi les Seize, comme dans les bas-fonds de la ligue, les cris de vengeance devenaient de jour en jour plus menaçants. A ce sentiment d'un patriotisme aveugle et féroce, s'en joignait, pour quelques-uns, un autre plus vil et non moins implacable, celui de la rancune. Un certain Crômé, qui joua peut-être le premier rôle dans le drame dont nous allons parler, était depuis longtemps animé contre Brisson d'un profond ressentiment. Vingt-cinq ans auparavant, son père, trésorier de l'épargne, avait été accusé de péculat par les états de Bourgogne, et condamné sur la plaidoirie de Brisson, chargé comme avocat de l'affaire des états. Le temps n'avait point éteint la haine que le fils en avait conçue, et il se promettait bien, à la première occasion favorable qui se présenterait, d'en tirer vengeance.

La perte de Brisson était donc résolue, et les assassins n'attendaient qu'un événement qui pût donner à leur crime l'apparence d'un acte de justice. Il en était même

revenu quelque chose à l'infortuné Brisson, qui, au dire de de Thou, répétait à ses amis, avec de profonds soupirs, que les Seize le réservaient pour la boucherie.

Ces tristes pressentiments ne devaient pas tarder à se réaliser. Brigard, procureur de l'hôtel de ville, avait été arrêté par l'ordre des Seize. Ses accusateurs prétendaient qu'il était en relation avec le roi de Navarre, et qu'ils en avaient acquis la preuve par la saisie d'une bouteille qui renfermait sa correspondance avec ce prince. Le parlement laissa traîner l'affaire en longueur, et, après plusieurs mois d'attente, rendit Brigard à la liberté, à la grande colère de ceux qui demandaient sa tête. Les Seize alors résolurent de se faire justice eux-mêmes, et d'ériger un tribunal secret, qui jugeât non seulement les accusés mais les membres du parlement. Les plus ardents, sous prétexte d'une affaire d'impôts, firent appel à ceux dont le concours leur était nécessaire. Dans cette réunion se trouvait la fine fleur de la ligue, Boursier, Crômé, que nous connaissons déjà, Pelletier, curé de Saint-Jacques-la-Boucherie, Gouldin, l'apothicaire Labruyère, Mathurin Launoy et d'autres de la même trempe. Launoy, après avoir été prêtre catholique, était devenu ministre protestant, s'était marié, et bientôt, dégoûté de sa femme, l'avait quittée, pour rentrer dans le giron de l'Eglise catholique où il se faisait remarquer, entre tous, par son ardeur et sa fougue. Les conspirateurs choisirent pour président cet audacieux renégat. La séance était à peine ouverte que, sans s'arrêter à la question à l'ordre du jour, Crômé se leva, déclarant qu'on s'occupait de choses fort peu importantes, et que l'affaire Brigard devait être discutée avant toutes autres. Ceux qui

n'étant point dans le secret, étaient venus de bonne foi pour s'opposer à l'établissement de nouveaux impôts sur le peuple, furent fort étonnés de cette proposition. Ils répondirent qu'une question de cette importance devait être mûrie avant d'être mise en délibération, qu'elle ne pouvait pas être tranchée à l'improviste en petit comité, et que ce n'était pas trop de toute la compagnie pour prendre une résolution à ce sujet. A cette objection, le curé de Saint-Jacques, manquant de toute prudence et démasquant ses projets, s'écria : « Messieurs, c'est assez connivé, il ne faut pas espérer jamais avoir raison du parlement en justice. C'est trop endurer, il faut jouer des couteaux. » Cette sortie inattendue causa une grande surprise à ceux qui n'étaient pas affiliés à la conspiration. On se sépara sans s'être entendu. Le lendemain paraissait un pamphlet sur l'affaire Brigard, dans lequel le parlement était fort maltraité. Les jours suivants, d'autres réunions eurent lieu dans différents quartiers de Paris. Le 6 décembre 1591, une convocation fut adressée à tous les affidés, à l'effet de revoir la procédure de l'affaire Brigard, et en faire un rapport en assemblée générale. Crômé, Launoy, les curés de Saint-Jacques et de Saint-Côme et le docteur Martin furent adjoints à une commission composée de dix membres, nommés à l'élection, pour arrêter les mesures de salut public. Le 8, eut lieu une réunion beaucoup plus nombreuse que toute celles qui l'avaient précédée. Son but apparent de signer le serment à l'union n'était qu'un masque qui cachait un tout autre projet. Bien décidés à se défaire du président Brisson et des deux conseillers Larcher et Tardif, les meneurs voulaient obtenir, par la

persuasion ou par la ruse, un grand nombre d'adhésions; ils imaginèrent donc de surprendre des signatures pour grossir leurs rangs et entraîner les tièdes qui suivent toujours le courant de la majorité. L'heure étant avancée, ils déclarèrent qu'un certain temps leur était indispensable pour rédiger le serment à l'Union, et qu'en conséquence, toutes les personnes présentes étaient invitées à apposer leur nom au bas du registre où il devait être inscrit le lendemain. Une seule fit des difficultés, et après quelques moments d'hésitation, signa comme les autres. Tous avaient juré, la main sur l'évangile, *d'observer invariablement les articles qu'ils signaient, pour la conservation de l'Eglise catholique, apostolique et romaine.*

Muni de ce blanc-seing, le conseil des Dix le remplit par une sentence de mort contre Brisson, Larcher et Tardif. Un dernier scrupule ou plutôt une dernière crainte les retenait pourtant encore. Que dirait la Sorbonne, toute-puissante en ce moment, d'un procédé aussi expéditif pris en dehors de sa participation, et sans même qu'elle eût été consultée ? Le cas en valait la peine et méritait d'être soumis aux lumières et à l'approbation de la corporation. Les Dix s'adressèrent donc à elle, *pour savoir si en sûreté de conscience on pouvait exécuter quelque entreprise.* La réponse fut sans doute affirmative, car, après l'avoir reçue, les conjurés ne songèrent plus qu'aux moyens d'exécution. Bussy avait trop bien fait ses preuves, au moment de l'arrestation du président, pour que les Dix lui fissent l'injure de confier à un autre l'honneur d'en finir avec une affaire qui pouvait être ébruitée.

Toutes les réunions préliminaires, en effet, n'avaient pas été si secrètes qu'il n'en eût transpiré quelque chose. Un soldat, nommé Lévêque, en avait informé le procureur Morquait, qui lui-même en avait instruit le premier président. La veille de l'exécution, l'abbé de Sainte-Geneviève¹ lui avait confié toute la trame ourdie contre sa personne. Comme le président Duranti, il n'en tint aucun compte, pensant lui aussi qu'il y avait loin du cœur d'un honnête homme au poignard d'un scélérat.

Le lendemain, Bussy, Louchard, Crômé et quelques autres s'embusquèrent, longtemps avant jour, sur le pont Saint-Michel où passait ordinairement le président Brisson pour se rendre au palais. Ils avaient eu la précaution de faire prendre les armes à Ligoreto et à de Monti, le premier, chef des troupes espagnoles ; le second, des troupes napolitaines. Ces deux étrangers devaient leur prêter main-forte en cas de besoin. Aussitôt que Brisson parut sur le pont Saint-Michel, il fut entouré par Bussy et ses satellites qui le détournèrent de son chemin en lui disant qu'on le demandait à l'hôtel de ville. Arrivés au petit Châtelet, ils se saisirent de sa personne et le firent monter à la chambre du conseil où il se trouva en présence d'un prêtre et du bourreau. Crômé parut alors, lui ordonna de se mettre à genoux et de se découvrir, et lui lut la sentence qui le condamnait à la peine de mort. Brisson se récria vivement ; il demanda où étaient les accusateurs, où

¹ D'autres disent le curé de Saint-Séverin. (Voir l'étude remarquable sur Brisson, par M. Alfred Giraud).

étaient les témoins, où étaient les juges. Ses réclamations furent accueillies par de grands éclats de rire. Il eût manqué quelque chose au crime si l'outrage, ne s'y fût pas joint. Les exécuteurs lui déclarèrent, en montrant le prêtre, qu'il n'avait pas de temps à perdre et qu'il devait se presser, s'il voulait faire sa confession. On assure que Brisson alors eut recours aux prières et aux supplications ; qu'il demanda à être enfermé entre quatre murailles pour achever l'ouvrage qu'il avait commencé sur l'éducation de la jeunesse. Ses assassins restèrent inflexibles. Se sentant saisi par la main du bourreau, il s'écria, dit-on : « O Dieu, que tes jugements sont grands ! » Brisson fut pendu à une échelle apposée à une poutre. Les gens avides de recueillir les moindres détails des exécutions assurent qu'il fut pris d'une telle frayeur, que tout son corps se couvrit d'une sueur si abondante qu'on eût pu croire qu'il venait d'être plongé dans l'eau.

Appréhendé au corps et conduit au Châtelet quelques instants après, Larcher, songeant plus au président Brisson qu'à lui-même, à la vue de son cadavre, apostropha ainsi ses assassins : « Or sus, détestables bourreaux, parachevez en moi ce qu'avez cruellement encommencé contre ce grand personnage ; ce me sera grand honneur de courir pareille fortune avec luy, et au surplus je vous adjourne tous devant Dieu pour avoir réparation des maux que vous faites ¹ ! » Et il se livra sans résistance aux mains du bourreau.

Tardif fut exécuté quelques instants après.

Le dix-sept, leurs corps, couverts seulement d'une chemise, furent exposés à des poteaux sur la place de Grève, avec des écriteaux outrageants ; celui du président Brisson était ainsi conçu : « Barnabé Brisson, chef des hérétiques et politiques. »

Cependant le peuple se rassasia bien vite de ce hideux spectacle. Bussy eut beau le haranguer, déclarer que la nuit qui avait précédé leur exécution, Brisson, Larcher et Tardif avaient tenu ouverte la porte Saint-Jacques pour que l'ennemi pût pénétrer dans la ville, il ne trouva que des incrédules. Ceux-là mêmes qui, vingt-quatre heures auparavant, proféraient des menaces contre les traîtres du parlement, passaient de la colère à la pitié, de l'indignation contre les victimes à l'indignation contre les assassins. Bussy comprit alors que le châtiment pourrait bien suivre de près le crime ; aussi voulut-il diminuer sa responsabilité en l'étendant à des personnages assez haut placés pour n'avoir rien à craindre d'une réaction qu'il redoutait. Ce fut dans cette intention qu'il se rendit à l'hôtel de ville pour faire signer au prévôt des marchands et aux échevins la sentence de mort dont il avait été l'exécuteur. Comme ils s'y refusaient, il la leur présenta à la pointe de son épée, leur faisant comprendre quel serait leur sort, s'ils ne se rendaient à un argument aussi impératif.

De là, il courut chez les duchesses de Nemours et de Montpensier pour leur faire la même demande. Mais les princesses le payèrent de belles paroles. Elles lui promirent leurs bons offices auprès de Mayenne, affirmant qu'elles ne différeraient d'obtempérer à son invitation que parce qu'elles attendaient le lieutenant-

général du royaume, sans la permission duquel il leur était interdit de prendre aucune résolution, mais des dispositions favorables duquel elles pouvaient se rendre caution.

Les Seize, informés des murmures du peuple, avaient fait détacher les cadavres pendant la nuit. Leurs familles purent alors les acheter du bourreau et les faire inhumer. Brisson fut enterré à Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.

La plus grande consternation continuait à régner dans Paris. Une populace, bien plus redoutable par le nombre que par l'audace, parcourait les rues en faisant entendre des cris de mort. Soudoyée par les Seize, elle en imposait aux bons citoyens. Les portes du temple de la justice étaient fermées. Le parlement, la chambre des comptes, celle des aides vquaient ; les magistrats se tenaient cachés dans leurs maisons. La duchesse de Montpensier dépêcha à son frère un homme sûr, pour l'instruire de ce qui se passait. Elle lui faisait comprendre que s'il ne se hâtait pas d'y mettre ordre, l'autorité allait passer de ses mains dans celles des Seize et des Espagnols. Mayenne accourut. Les Seize, intimidés par sa présence, balbutièrent quelques mots d'excuse. Il fit arrêter parmi les assassins quatre des plus coupables, Loucherie, Anselme, Aimounot, Henroux, et ordonna qu'ils fussent pendus. Bussy lui remit les clefs de la Bastille et fut assez heureux pour s'évader.

La vindicte publique était satisfaite ; celle des épouses et des mères ne devait pas se faire attendre. Elles la poursuivirent sans relâche. Le geôlier Danton, qui avait fourni les instruments du meurtre, ayant été pris

par des coureurs sortis de Melun, Denyse de Vigny, veuve du Président Brisson, le racheta pour en tirer vengeance. A la requête du baron Ruffey, un de ses gendres, le prévôt des maréchaux de l'Île de France lui fit son procès. Le 16 février 1594, Danton fut conduit sur une claie, devant la porte principale de Notre-Dame de Melun, et là, en chemise, une torche à la main, la tête et les pieds nus, demanda pardon à Dieu, au roi et à la justice. Ensuite on le mena au marché au blé de la ville, où il fut pendu, après avoir été mis à la question ordinaire et extraordinaire. Son cadavre fut brûlé et les cendres en furent jetées à la rivière. Le 27 août de la même année, trois des autres assassins subirent la même peine ; un quatrième fut condamné à assister à leur supplice, la corde au cou et ensuite envoyé aux galères. Le 3 septembre, il y en eut huit condamnés aux galères ou au bannissement. Enfin le 11 mars 1595, seize, qui étaient parvenus à se soustraire à toutes les recherches, et au nombre desquels se trouvaient Bussy, Crômé, Lenormant, Crucé, furent exécutés en effigie, devant l'hôtel de ville.

Tel fut le dénouement de cette sanglante tragédie.

C'est à juste titre que Brisson a été considéré par ses contemporains comme une des lumières du parlement. Quand on se rappelle les charges qu'il a occupées dans l'Etat, et que l'on se trouve en présence des énormes in-folios qu'il a composés, on se demande, avec Estienne Pasquier, comment la vie d'un homme a pu suffire à écrire de pareilles œuvres. L'étonnement augmente encore quand on réfléchit que la composition de ses livres a nécessité les plus vastes connaissances dans

une science qui n'est pas accessible à tous, et qu'il a fallu à Brisson plus de temps pour se procurer les matériaux de l'édifice que pour le construire. Qu'un écrivain d'une grande richesse d'imagination entasse volume sur volume, qu'il se compose une bibliothèque de ses propres œuvres, il n'y a rien dans ce fait qui doive nous surprendre ; l'esprit d'invention et la facilité d'écrire, facilité que donne presque toujours l'habitude, suffisent pour rendre compte d'un phénomène qui, pour me servir de l'expression de Pasquier, n'a rien d'*esmerveillable*. Mais autre chose est d'un roman, autre chose d'un savant ouvrage de jurisprudence. Ce dernier exige des études spéciales auxquelles l'imagination doit rester complètement étrangère, et des connaissances qui ne peuvent s'acquérir qu'au prix de bien des labeurs et des veilles. On peut défier en effet l'esprit le plus fertile d'improviser des livres comme le *Selectarum ex jure civilitati antiquitatum*, celui de *Ritu nuptiarum et connubiorum*, ou encore de *Solutionibus et liberationibus*, ou tant d'autres, dont l'énumération serait trop longue.

Parmi les ouvrages de Brisson, un seul, dont nous avons déjà parlé, suffirait pour recommander le nom de son auteur à la postérité ; je veux parler du code de Henri III. Ce recueil peut être comparé à ce que les jurisconsultes ont laissé de plus parfait en pareille matière. Avant sa publication, les lois et les ordonnances étaient éparses dans les archives de la chancellerie. Ribuffy, Antoine Fontanou, Pierre Quenois, avaient bien cherché à mettre quelque ordre dans ce chaos, mais la plus grande gloire en revient à Brisson. Grâce à

lui, le droit français eut son livre, et notre jurisprudence cessa d'être le calque infidèle du droit romain. C'est principalement dans les mariages, dans les formes de tutelle, dans les testaments et successions, dans les contrats, qu'on en trouve la différence. Le code de Henri III fut d'un grand secours aux avocats, qui, avant son apparition, faisaient une confusion des deux droits, ne pouvant pas toujours distinguer l'un de l'autre.

Le livre *Formulis et solemnibus populi Romani* est une merveille d'érudition. Je ne sais si, comme le dit Pasquier, Brisson a poussé ses investigations jusque sur les bords de l'Achéron ¹, mais ce qui est certain, c'est qu'il a dû remonter bien haut pour arriver à la source d'émanation des formules et en indiquer la cause et l'origine. Il ne suffit pas en effet de savoir lire le latin, d'avoir la mémoire meublée des textes et des sentences; il faut encore une connaissance profonde de l'histoire et de la législation romaines.

Le plus savant de ses ouvrages, celui qui a nécessité le plus de recherches, est peut-être le traité *de Regio Persarum principatu*. J'en parle d'après ce qu'en ont écrit les hommes compétents, car pour juger de pareils travaux, il ne faudrait pas être étranger aux matières qu'ils traitent. Je me contente donc de constater le

¹ Formula quæ Stygiis jacebat in undis,
Proh dolor! et tumulo condito perpetuo,
Hanc Acheronthæo revocat vir fortis ab orco,
O magno magnum munus ab artifice!
Ex primis hic almam naturam: filia nempe
Naturæ forma est, formula tota tua.

succès du livre et les applaudissements qui saluèrent son apparition.

Les autres ouvrages de droit écrits par Brisson ont pour titre *Ad legem Juliam de adulteriis, lib. I. Commentarius in leg. dominico. Cod. de spectaculis et leg. omnes dies codice de feriis. — Paregou, liber singularis. — De Verborum quæ ad jus pertinent significationes, libri XIX*. Plusieurs de ses ouvrages ont été traduits en langue allemande et presque tous ont été commentés par les jurisconsultes les plus célèbres.

De nos jours, les livres de jurisprudence de Brisson ne font les délices que d'un bien petit nombre de lecteurs ; peut-être même qu'il est arrivé à plus d'un d'en parler sans les avoir étudiés plus que je ne l'ai fait moi-même. Ils apparaissent tout poudreux dans nos bibliothèques, pour y être consultés quelquefois, comme ces vieux châteaux, épargnés par le marteau des démolisseurs, que l'on n'habite plus, mais que l'on vient visiter encore, et qui, riches des souvenirs qu'ils renferment, inspirent le respect à tous ceux qui les contemplent.

Aujourd'hui que la révolution, en soumettant toutes les classes de la société au principe de l'égalité et en ramenant l'administration de la France au principe de l'unité, a, par un code admirable, si singulièrement simplifié la législation, on rencontre encore des questions difficiles sur l'interprétation desquelles les meilleurs esprits sont partagés. Si, malgré de grandes réformes, l'étude du droit est encore restée, dans notre pays, une étude abstraite, qui demande toujours, pour

être bien comprise, un esprit juste et attentif, qu'était-ce à une époque où la loi n'était pas la même, suivant les castes, suivant les provinces ; où le cours d'un fleuve en changeait l'application, de façon qu'elle pouvait varier d'une rive à l'autre ? Par quel miracle les magistrats d'alors pouvaient-ils posséder tant de matières si différentes ? Et comment ne pas admirer ceux qui se retrouvaient dans ce dédale ?

Nous pouvons juger Brisson, comme orateur, par quelques-unes de ses plaidoiries insérées dans le recueil des *Plaidoyers notables de plusieurs anciens et fameux avocats de la cour du parlement faits en causes célèbres*. — Première partie, pp. 246, 264, 430, 451, 548.

Sainte-Marthe a raison : la parole de Brisson n'entraîne point les rochers, elle ne se précipite point comme un fleuve impétueux. Brisson est beaucoup plus riche du fonds d'autrui que de ses propres ressources. Il ne sait ce que c'est que la colère, la pitié, la verve railleuse, toutes les passions qui font l'éloquence et subjuguent les auditeurs. L'art oratoire consiste pour lui dans un pompeux étalage d'érudition ; il combat plutôt avec des citations qu'avec l'éclat de la parole ; il prodigue tous les trésors de la science ; sans s'abandonner jamais aux mouvements du cœur, il cherche à persuader par la raison, plutôt qu'à séduire et à entraîner par le sentiment. Pour lui, le savant jurisconsulte est le seul bon avocat. En dehors du droit, tous les artifices de la parole ne sont que phrases creuses et sonores, *inania verba, prætereaque nihil*.

Il n'est pas rare de rencontrer de vieux magistrats blases sur les charmes de l'éloquence, pour lesquels le

plus magnifique langage n'est qu'une comédie dont le jeu les laisse froids et insensibles, et qui se réveillent tout à coup pour écouter, avec le plus vif intérêt, la discussion d'une question bien épineuse que le talent des avocats vient embrouiller encore. Brisson appartenait à cette école. Vieilli sur les livres, admirateur de cette forte société romaine qui avait dû une partie de sa grandeur à sa législation, il en avait pénétré tous les secrets. Il l'avait suivie, à travers les siècles, et l'avait vue, alors même qu'elle était abattue comme puissance, se relever par la supériorité de son génie, civiliser ses farouches vainqueurs, leur imposer ses usages, ses lois et presque sa langue, plutôt que de recevoir les leurs. Il est probable que tout ce qui ne touchait pas, par quelque côté, à l'empire des Césars ou à la république romaine vers lesquels tous les esprits se tournaient au ^{xvi}^e siècle, ne l'intéressait guère, et qu'il n'avait qu'une médiocre estime pour la faconde retentissante et les joutes oratoires du Palais, quand la science du droit ne venait pas les dominer. En cela, Brisson est bien de son temps ; il en a toutes les qualités et peut-être plus qu'un autre toutes les exagérations.

Endehors de ses études spéciales, il avait les connaissances les plus vastes et les plus variées. C'était un lettré annotant les auteurs latins ¹, un bel esprit croyant, à l'exemple de tous les magistrats d'alors, que la culture de la poésie était aussi nécessaire à un président du parlement que la connaissance de la loi ².

¹ *Notæ ad Titum Livium.*

² Ses poésies latines se trouvent dans le premier volume de Jean Gruther.

En théologie, il aurait pu en remonter aux docteurs de la Sorbonne ; il connaissait la langue grecque aussi bien que la langue latine, l'histoire sacrée comme l'histoire profane. Estienne Pasquier nous en a laissé le portrait suivant :

« De ma part, je ne douteray de dire en tous lieux qu'il estoit un personnage grandement nourry ès langues grecque et latine, ensemble aux lois, lettres humaines et histoire ; judicieux le possible ès choses où il voulait bailler quelques attaintes, la grandeur de son jugement n'avait en luy effacé les fonctions de sa mémoire, ni la mémoire celles de son jugement ; ainsi qu'il advient ordinairement que les deux ne compatissent d'une balance ensemble. Et surtout avait un esprit merveilleusement clairvoyant à bien déchiffrer un procès ; et, qui le rendait en toutes ces particularitez plus admirable, c'est qu'il avait petite teste et le front racourci ; remarque que l'ordinaire dit ne promettre rien qu'une grande incapacité en fait des sciences ; au demeurant, seigneur en privé de facile accès, et lequel sortant du seuil de sa porte, mettait sous pieds toutes fascheries domestiques. Que s'il eut su atremper je ne sçay quelle passion qui luy commandait sans mesure, il eust été le premier et le plus accompli de son bonnet, tant y a que la France a perdu en luy un très grand homme de quelque sens et façon qu'il voulust retourner ses opinions. »

Presque tous les écrivains, ligueurs ou royalistes, qui se sont occupés de Brissou, ont dit que son caractère avait été loin d'être à la hauteur de son esprit.

De Thou, l'avocat Mornac, le duc de Nevers, les auteurs de la *Satire Ménippé*, Scaliger, Mézeray, l'accusent en termes plus ou moins vifs d'avoir nagé entre deux eaux, voulant se ménager tous les partis. Legrain va beaucoup plus loin, il prétend qu'entre ses mains la justice n'était qu'un moyen de fortune et qu'il la vendait au plus fort enchérisseur. Il est vrai que, pour preuve d'une accusation aussi grave, Legrain ne peut invoquer que l'autorité d'un détestable pamphlétaire, ligueur furieux et ennemi personnel du président Brisson, le docteur Boucher. Il n'y a pas jusqu'à Pasquier, dont le témoignage ne saurait être suspect, après le portrait si flatteur qu'il a tracé de Brisson, qui ne tempère son éloge par un mot un peu dur pour sa conduite politique. Seul de ses contemporains, Agrippa d'Aubigné, qui pourtant moins que personne n'aimait les situations indécises et équivoques, accorde une larme à *ce président, un des joyaux de la France*, sans qu'une restriction vienne diminuer le regret que sa mort lui inspire. Depuis, les modernes, renchérissant sur ce qu'avaient dit leurs devanciers, n'ont trouvé pour le président du parlement de la ligue que des expressions de pitié et de dédain, quelques-uns allant même jusqu'à prétendre que sa mort n'a été que la juste expiation de sa vie.

Ainsi, ce n'était pas assez de mourir victime du plus odieux des attentats, il fallait encore que l'infortuné Brisson laissât un nom peu glorieux dans les annales de son pays. L'histoire a accepté le jugement des contemporains, sans tenir assez compte des impressions sous lesquelles il a été rendu. Eh bien, il nous semble que le procès fait à sa mémoire peut être révisé, et que

la postérité doit recevoir son appel devant le tribunal de sa justice. Oui, sans doute, si, comblé des bienfaits de son roi, placé plus avant que personne dans son amitié et dans ses faveurs, Brisson, au jour du malheur, l'eût lâchement abandonné pour faire cause commune avec ses ennemis ; s'il eût eu sa place marquée dans les processions des ligueurs qui juraient une haine éternelle à leur souverain légitime ; si, après l'assassinat de Henri III, on l'eût entendu, l'effroi dans le cœur et la joie sur le visage, célébrer Jacques Clément comme un saint, et mêler sa voix à celle d'une multitude en délire ; s'il eût été s'agenouiller au pied des autels où des prêtres fanatiques avaient placé le portrait du meurtrier ; si, à l'exemple de Sixte-Quint, il n'avait pas craint de profaner le nom du Christ, en comparant sa mort à celle du Sauveur des hommes ; s'il était vrai que, dans la journée du 17 janvier 1589, caché dans sa maison pendant que Achille de Harlay et soixante conseillers n'échappaient à la mort que pour être conduits à la Bastille, il eût applaudi, dans son cœur, à un crime qui devait le faire asseoir sur les fleurs de lis, à la place de celui que l'on en arrachait ; s'il n'eût même pas craint, comme quelques-uns l'ont affirmé, de pousser à l'émeute qui devait favoriser ses vues ambitieuses et cupides, on ne trouverait pas de paroles assez sévères pour flétrir une aussi abominable conduite, pas de réhabilitation possible pour un nom à jamais déshonoré. Heureusement que les faits démentent ces monstrueuses accusations. Il importe donc de les examiner froidement, sans s'arrêter aux exagérations et aux calomnies que l'esprit de parti ne manque jamais d'enfanter dans de pareilles cir-

constances. Pendant près de trente ans de sa vie publique, c'est-à-dire depuis 1560, époque où déjà il avait un nom à Paris, jusqu'à 1589, personne ne songe à attaquer son caractère. Il remplit avec honneur les missions les plus délicates ; il compose les livres les plus estimés ; il est, de l'aveu de tous, un des premiers jurisconsultes de son temps, et sa réputation d'homme d'honneur n'a encore reçu, que je sache, aucune tache. Il faut donc arriver à une date fatale pour demander compte à Brisson des tristes jours qui lui restèrent à passer au milieu des dangers de toute sorte, et, après le tragique dénouement du drame, répondre à cette question, résolue affirmativement par quelques-uns : En même temps que sa mort fut un crime pour les assassins, fut-elle un châtiment mérité pour la victime ?

Examinons donc les charges de l'accusation avec l'impartialité de juges qui cherchent la vérité. Il se cacha, dit-on, désertant son poste au moment du danger. Le fait fût-il bien acquis, et il ne l'est pas, nous répondrions que Nicolas Potier, Pierre Ségurier et plusieurs autres des plus illustres en firent autant, et que, menacés d'être découverts, ils étaient exposés au même sort que leurs collègues. Sous main, ajoute-t-on, il favorisait les factieux. Singulier conspirateur que celui qui s'exposait à tomber sous le fer de ses complices ; singulier ambitieux que l'homme qui, pour arriver à la première place dans la magistrature, ne craignait pas de braver les périls d'une journée qui pour lui pouvait bien n'avoir pas de lendemain. Au moins n'aurait-il pas été un lâche, comme on l'a prétendu, puisque, dans l'intérêt d'une ambition effrénée, il aurait exposé sa vie. La vérité est que loin

d'être d'accord avec les ligueurs, lui et sa famille leur étaient tellement suspects, que s'ils ne purent pas mettre la main sur le président Brisson, dont le nom figurait sur la liste d'arrestation confiée à Bussy-Leclerc, ils tinrent en prison, comme un otage, son gendre, le général Lecomte. Du fond de sa retraite, il songea qu'il laissait, exposés à la rage de ses ennemis, sa femme et ses enfants, et son cœur faiblit à cette pensée. C'est alors qu'il fit des promesses aux Seize, qu'il protesta de son attachement à la ligue, et que, sur cette assurance, non seulement il obtint la liberté, mais fut même appelé à remplacer Achille de Harlay. Voilà l'explication d'un acte que l'on doit au moins absoudre, si l'on ne peut pas le justifier entièrement. Brisson redoutait tellement que son roi et la postérité ne se méprissent sur le mobile qui lui avait fait accepter son élévation à la présidence, qu'il voulut, comme nous l'avons vu, en laisser un témoignage authentique qui le déchargeât à leurs yeux. Sans doute il eût été plus digne de braver le péril pour rejoindre ceux de ses collègues qui étaient parvenus à s'échapper, et demeurer président à mortier au parlement de Tours, que premier président au parlement de Paris. Une telle conduite eût été glorieuse pour sa mémoire ; eût-elle mieux servi l'intérêt public ? Il est permis d'en douter. Si Brisson, sans arrière-pensée personnelle, sans songer à la conservation de sa famille et de ses biens, s'était dit que, dans un temps de terreur et d'agitation, il fallait, à la tête du parlement, un modérateur pour contenir les passions du peuple ; si, dans son attachement à Henri, il avait accepté sa nouvelle position, *pour tascher, avec le temps, à profiter*

quelque chose pour la réconciliation du peuple avec le roy ; si, en exposant sa tête aux colères des assassins et son nom au mépris des honnêtes gens, il n'avait fait ce grand sacrifice de sa vie et de son honneur que pour donner au torrent révolutionnaire un cours moins dévastateur, dans l'impossibilité où il se trouvait de lui opposer une digue ; alors ce n'est pas seulement une réhabilitation, c'est une glorification de sa personne qu'il faudrait entreprendre. Je n'irai pas jusque-là. Puisque lui-même en fait l'aveu, il faut bien reconnaître que la conservation des jouissances terrestres eut une grande place dans son âme, mais je ne puis pas non plus admettre qu'il ne s'y mêlât pas de plus nobles sentiments, ceux d'humanité et de fidélité. Pour ne pas sortir de notre département et sans porter plus loin nos regards, n'avons nous pas eu occasion de parler d'un honnête homme qui ne craignit pas, aux jours de la Terreur, d'accepter les fonctions de juge au tribunal révolutionnaire de Noirmoutiers. S'il eût déserté ce poste, s'il l'eût abandonné aux énergumènes qui jugeaient sans entendre et dont la sentence était connue à l'avance, l'humanité n'aurait-elle pas eu à en gémir et devrions-nous des éloges au citoyen qu'une répugnance bien naturelle aurait éloigné des hommes de sang qu'il avait pour collègues ? Que de noms alors il faudrait ajouter au long nécrologe que conservent nos annales révolutionnaires ! Pourquoi n'en aurait-il pas été ainsi de Barnabé Brisson ? Pourquoi ne lui supposer que des vues intéressées et cupides, quand il a été sûrement animé de sentiments meilleurs ? N'acceptons pas sans examen tous les jugements de l'histoire, car dans les

temps où les partis extrêmes sont en présence, elle se laisse presque toujours entraîner, même sous la plume des plus honnêtes, à des exagérations regrettables. Que de Thou ayant oublié que son père, le premier président de Thou, dont la mémoire est pourtant restée honorée, le lendemain de la Saint-Barthélemy, *pleurait et soupirait à la maison et détestait le règne présent, loua le roi de son action discourant sur cette sentence : Qui ne sait pas dissimuler ne sait pas régner*¹, ait eu pour Brisson des paroles de blâme ; que Loysel en ait fait autant ; que Mézeray l'ait accusé d'avoir flotté entre deux partis ; que le duc de Nevers ait été plus, sévère encore ; que de Harlay, qui pourtant avait eu un moment de faiblesse dont on ne peut lui faire un crime, puisque ce ne fut en quelque sorte qu'une surprise, ait fait, avec un accent de dépit bien naturel, un cruel jeu de mots sur celui à qui la ligue avait donné sa place, plaisanterie outrageante que depuis, à l'envi les uns des autres, tous les historiens ont répétée, il n'y a rien là qui doive nous étonner. Mais condamner sans autre examen, sans avoir entendu les moyens de la défense, ajouter une flétrissure de plus à une mémoire qui n'a pas été épargnée, ce n'est ni de l'impartialité, ni de la justice. J'accepte les faits historiques, mais je ne m'incline pas devant toutes les appréciations des historiens. Je laisse au temps le soin d'accomplir son œuvre, et quand il n'a pas fait justice de toutes les invectives des parties intéressées ; quand, après que les passions sont éteintes, alors qu'accusés et accusateurs dorment du

¹ Agrippa d'Aubigné.

même sommeil, ce grand juge vient confirmer la sentence des contemporains, j'examine encore et j'interroge à mon tour les personnages historiques que je fais comparaître devant moi, je scrute leurs intentions, je raisonne leurs actes, j'en déduis les conséquences, et, pénétrant aussi profondément que je le peux dans leur cœur, je ne suis pas impitoyable pour une faiblesse lorsqu'elle n'a rien de criminel, pour une apostasie, quand elle est bien plus apparente que réelle. Que l'on m'accuse de trop d'indulgence, je le veux bien, mais je déclare que je suis disposé à conserver ce sentiment pour les personnes, jusqu'au jour où leur culpabilité m'est clairement démontrée, en trouvant assez d'autres auxquelles je réserve mes haines vigoureuses.

En paix avec sa conscience par l'acte qu'il a déposé en des mains sûres, Brisson va présider le parlement. Une occasion solennelle, une épreuve décisive se présente, dans laquelle son honneur doit se relever ou périr misérablement : Mayenne va prêter serment entre ses mains comme lieutenant-général du royaume. Si Brisson reçoit le serment de Mayenne, il est parjure à son roi, et un honnête homme ne peut pas entreprendre sa justification. La question paraît donc avoir reçu contre Brisson une solution définitive, puisqu'il ne se borna pas à recevoir le serment de Mayenne, mais qu'il le lui dicta et que Mayenne ne fit que le répéter après lui. Examinons pourtant si la responsabilité qui lui incombe est aussi grave qu'on pourrait le croire, et à cet effet, pesons l'esprit et la lettre de cette pièce de l'accusation. Par son serment, Mayenne s'engageait à *combattre contre quiconque pour la défense de la religion*

catholique, apostolique et romaine ; de maintenir l'état royal, l'autorité des parlements, les formes ordinaires de la justice reçues anciennement dans le royaume, les droits et privilèges du clergé et de la noblesse, et de se servir en conscience et légitimement du pouvoir qui lui était confié, pour la gloire de Dieu, la tranquillité de l'État, la sûreté des bons et la terreur des méchants. Il y a loin de la forme de ce serment, comme on le voit, aux déclamations furibondes qui retentissaient dans la chaire et à la déclaration de la Sorbonne. Ce que l'on peut moins justifier, mais ce que l'on peut excuser pourtant, car, en agissant ainsi ils avaient le couteau sous la gorge, c'est que deux mois auparavant, tous les présidents et conseillers avaient juré *de poursuivre, par les voies de droit, la vengeance contre les auteurs de l'assassinat du duc de Guise et leurs complices.* Encore faut-il remarquer ces mots : *par les voies de droit*, comme donnant la preuve qu'en aucun cas ils ne voulaient substituer la violence à la loi. Dans de pareils moments, il n'appartient qu'aux âmes héroïques, comme il nous a été donné d'en rencontrer quelques-unes dans les plus mauvais jours de la Révolution, de braver la mort plutôt que de céder à la menace. S'il ne se montra pas à la hauteur des nobles natures dont nous voulons parler, Brissou, du moins, ne peut pas être rangé dans la catégorie des hommes timides qui, pour donner des gages au parti dont ils redoutent les fureurs, commettent par lâcheté les crimes dont se rendent coupables ceux qu'égare le sentiment d'un patriotisme aveugle et féroce. S'il ne fut pas le Lanjuinais ou le Boissy d'An-

glas de la Ligue, on ne peut pas dire non plus qu'il en ait été le Barrère.

Le serment de Mayenne n'avait pas apparemment paru assez accentué aux ligueurs, car, de ce jour, Brisson perdit dans leur estime et leur devint suspect. Et comment en effet ne pas se défier d'un magistrat qui, conservant des sentiments d'humanité, se refusait à des condamnations iniques et préférerait retarder le jugement des accusés que le précipiter. Avoir sauvé des têtes innocentes, voilà son crime, voilà la cause de sa mort ! Que Brisson ait ardemment désiré l'avènement de Henri IV au trône, qu'il ait eu même des intelligences avec ce prince, il n'est guère possible d'en douter. Mais ni ses intelligences, ni l'acte qu'il avait déposé chez un notaire ne furent surpris par les ligueurs, car aucun des écrivains contemporains ne fait mention de cette découverte. C'est donc bien seulement pour avoir sauvé la vie à quelques malheureux que Brisson fut mis à mort. Pourquoi les Seize, mieux inspirés dans leurs projets de vengeance, ne mirent-ils pas un des leurs à la tête du parlement ? L'échafaud eût été dressé plus souvent sur les places publiques, et ils n'auraient pas eu à se plaindre des lenteurs de la justice. Si Brisson a eu ses jours de défaillance, il les a donc rachetés par l'humanité de sa conduite. Un autre magistrat, que la fortune a servi pendant sa vie et dont après sa mort la postérité a respecté la mémoire, le président Jeannin ne s'est pas conduit autrement. Comblé lui aussi des faveurs de Henri III, il arbora la bannière de la Ligue et devint le conseiller fidèle et toujours bien inspiré de Mayenne. Quand les partis sont aux prises, les hommes tout

d'une pièce ne sont pas toujours les plus sages. Les temporisateurs laissent l'orage se calmer, les passions et les haines s'éteindre, l'heure de la réconciliation arriver. Ils attendent patiemment que la société, épuisée par les luttes, se tourne vers eux pour leur demander assistance. Tenant moins au triomphe de leur cause qu'à l'entente et à l'accord entre tous, ils ne songent ni à exterminer, ni à humilier leurs ennemis. Ils ont donc soin de ménager leurs intérêts, leurs amours-propres, leurs susceptibilités. Contrairement à la recommandation d'un ancien, ils vivent avec leurs ennemis, comme s'ils devaient être un jour leurs amis. S'ils sont, malgré eux, obligés de recourir quelquefois à la guerre, ils la font aux principes plutôt qu'aux hommes et laissent toujours une porte ouverte aux négociations de la paix. Le président Jeannin et le président Brisson furent de la même école ; tous deux servant la Ligue, après avoir servi Henri III, tous deux dévoués à Mayenne et au roi, mais voyant clair dans l'avenir, et demandant pour le bonheur de tous que le pouvoir populaire fît place au pouvoir de la royauté, ils travaillaient en secret à l'avènement de Henri IV, cherchant à désarmer les factions, et à rapprocher, dans un intérêt commun, le lieutenant-général du royaume et le roi de France.

Le sage dit, suivant les gens,
Vive le roi ! Vive la Ligue !

Cette maxime de La Fontaine, pour être acceptable, ne peut être interprétée que comme Brisson et Jeannin la comprirent. Comment se fait-il qu'entre eux là

postérité ait fait un choix ; qu'elle ait eu des admirations pour le plus heureux, des dédains pour le plus infortuné ?

Ceux qui se sont acharnés à poursuivre la mémoire de Brisson, l'ont suivi jusqu'à son agonie et ne l'ont abandonné que lorsque le lien fatal, l'étreignant de son nœud, a étouffé son dernier soupir. Dans ce moment suprême, ils ont découvert un nouveau grief, qu'il faut ajouter à la liste de tous les autres : Brisson est mort en homme pusillanime. Par des humiliations il a cherché à prolonger sa vie, et quand il a vu les bourreaux insensibles à sa prière, il a été pris d'une frayeur indicible, son corps a ruisselé d'une sueur abondante. Voilà ce qu'ont surpris les témoins de sa mort ! Mais quels sont donc ces témoins ? Sont-ce des amis ? Sont-ce des indifférents ? La représentation du drame a-t-elle eu lieu sur la place publique, et la foule a-t-elle pu savourer avec délices les râles de son agonie ? Non, le crime a été commis dans une des salles du Châtelet, en présence de Dieu et des assassins seulement. Quelle confiance peut inspirer le récit d'hommes aussi peu recommandables ? Comment ajouter foi à ce qu'ils ont écrit ou à ce qu'on leur a dicté ? Tous ces détails d'exécution, devant lesquels reculent les âmes honnêtes, ainsi transmis et pourtant acceptés, donnent la preuve la plus sûre de l'acharnement de ses ennemis ; et quand il serait vrai qu'en présence des préparatifs d'un supplice qu'on n'infligeait qu'aux plus grands criminels, Brisson eût senti le froid de la mort parcourir ses veines, que son visage eût pâli, et qu'au souvenir des liens qui l'attachaient à la terre, il n'eût pas eu le stoïcisme de Caton et

de Brutus, s'en suivrait-il qu'il eût été un traître ? S'en suivrait-il même qu'il eût été un lâche ?

Reste un dernier reproche, qui, pour peser moins lourdement sur sa mémoire, n'en est pas moins fait pour la ternir. Brissou est mort laissant une fortune considérable, si considérable que les plus indulgents ont dit qu'elle avait été le fruit d'une avarice sordide, d'autres qu'elle provenait d'une source plus impure. Des preuves, personne n'en apporte ; car je ne ferai pas l'honneur de donner ce nom aux diffamations d'un vil calomniateur ; on se contente de l'inventaire de ses biens, et l'on s'écrie : — Tant de richesses ne peuvent provenir que de prévarications ; celui qui a trahi son roi peut bien avoir vendu la justice ! — Pour peu qu'on ait dans le cœur le sentiment de la bienveillance, il est facile de trouver une explication toute naturelle d'un fait qui n'a rien de déshonorant pour Brissou. Je dirai d'abord, d'une manière générale, que les grandes passions sont exclusives, que lorsque l'une d'elles s'empare du cœur de l'homme, elle y règne en souveraine absolue et n'admet pas de rivale. Les nobles passions ne se rencontrent pas avec les passions basses et cupides, et le culte de la science ne comporte guère celui des intérêts matériels. Or personne ne conteste que tout le temps que Brissou ne consacra pas aux grandes affaires de l'Etat, il le passa dans l'étude, qu'il composa les livres les plus estimés, qu'il fut non seulement un savant jurisconsulte, mais un lettré d'une grande distinction. Comment alors concilier cet amour des richesses intellectuelles avec l'amour des richesses matérielles ? Comment expliquer ce qui paraît inexplicable, l'alliance

d'une nature élevée avec une nature misérable ? Loin de courir après la fortune, les savants d'ordinaire s'en occupent si peu que les besoins factices que créent tous les jours les rapports sociaux leur sont complètement étrangers. S'ils sont nés riches, s'ils occupent des emplois largement rénumérés, ils cumulent chaque année leurs revenus, sans être pour cela possédés du démon des richesses. Leurs habitudes les tiennent éloignés des dépenses fastueuses ; car ce ne sont ordinairement que les goûts frivoles qui prodiguent l'or aux superfluités de la vie. L'homme d'étude, l'homme de science peut donc devenir riche presque sans s'en apercevoir, et par ce seul fait qu'il attache peu d'importance à la richesse. Pourquoi n'en aurait-il pas été ainsi de Brisson ? Il a, de sa famille, un patrimoine considérable ; suivant Sainte-Marthe ; l'alliance qu'il contracte l'enrichit encore ; dès 1561, on le trouve à Paris, occupant, comme avocat, une des premières places au barreau, et déjà fort avant dans les bonnes grâces de Catherine de Médicis. Il remplit ensuite des missions importantes, il a des charges lucratives au palais, dont la première, celle d'avocat général, lui est peut-être accordée à titre gratuit, et cela dure ainsi trente années ; et pendant un si long espace de temps, les richesses s'accumulent, sans que les dépenses augmentent, si bien qu'au jour de sa mort, Brisson, par le seul fait qu'il a vécu dans les conditions que nous venons de faire connaître, se trouve laisser après lui une fortune qui étonne, et dans laquelle ses ennemis vont chercher de nouvelles armes contre son caractère. Se relèvera-t-il jamais des blessures qu'il a reçues ? On pourrait l'espérer, si les hommes, au lieu

d'accepter un jugement tout fait, voulaient revoir les pièces de son procès.

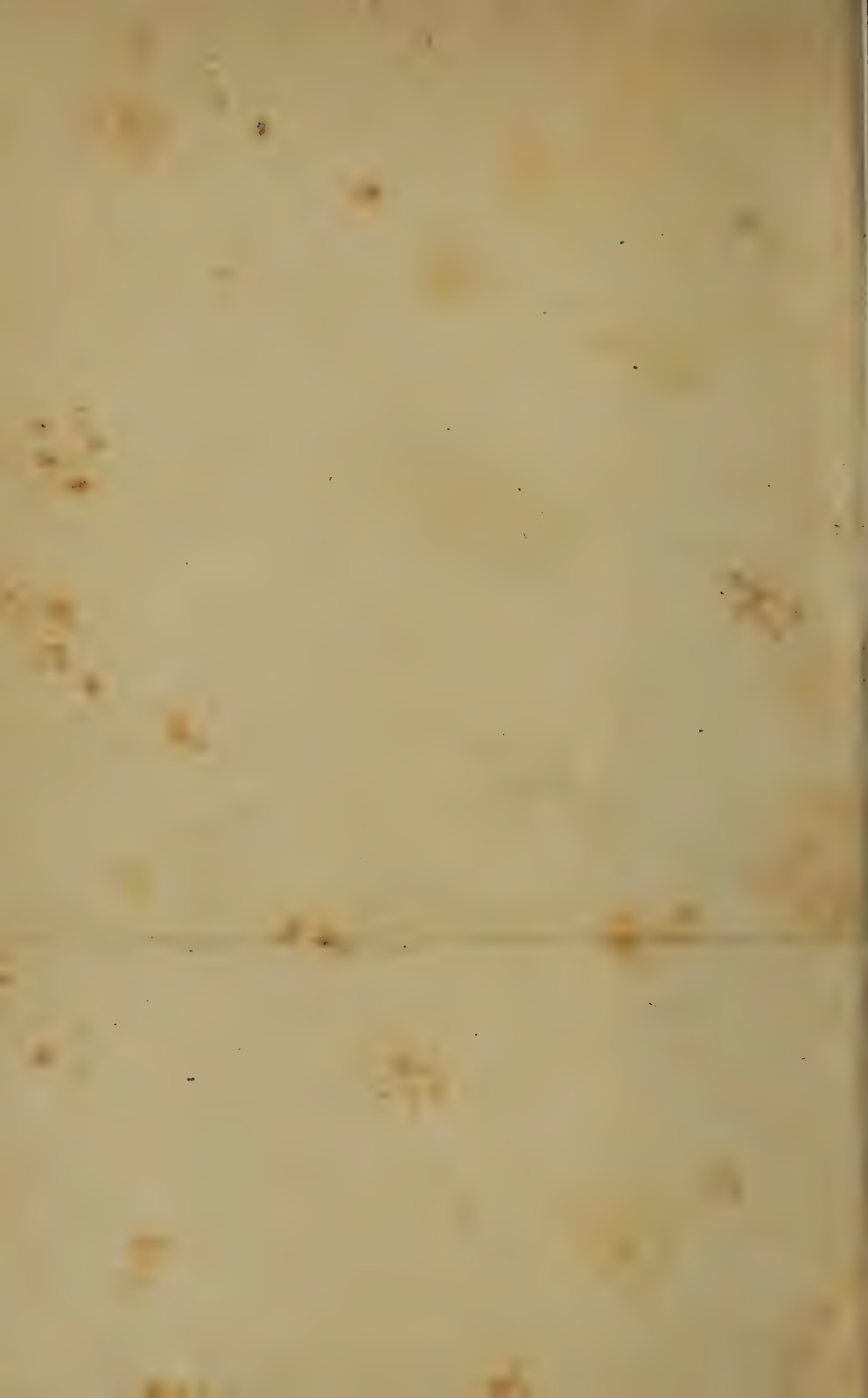
Mais je m'aperçois que je plaide, depuis longtemps, une cause que je suis appelé à juger. Il me reste donc, en terminant, à me recueillir et à me défendre des entraînements d'une défense dont j'ai eu la témérité de me charger. Ce travail de l'esprit accompli, la figure du président Brisson ne m'apparaîtra point comme celle des La Vacquerie, des l'Hôpital, des Achille de Harlay ; son nom restera grand au point de vue de la science, et si, par le caractère, il ne mérite pas une apothéose, il ne faut pas non plus le traîner aux gémonies.

TABLE DU PREMIER VOLUME

AVANT-PROPOS.....	I
Le baron Wülfert.....	1
Le cardinal L. Balue.....	79
Le Père Bauduin.....	135
Le général Beliard.....	185
Pierre Barreau, secrétaire du roi Jean-le-Bon.....	297
Le Père Jean-François Bouchet, de la Société de Jésus.	371
Barnabé Brissin.....	419







Sum

027

00
615

